

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/30854]

**3 MAI 2019. — Décret portant les livres 1<sup>er</sup> et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Création du code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est créé un Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Insertion des livres 1<sup>er</sup> et 2 dans le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

CHAPITRE II. — *Insertion des livres 1<sup>er</sup> et 2 dans le code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

**Art. 2.** Il est inséré dans le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire les livres 1<sup>er</sup> et 2 dont la teneur suit :

**Dispositions générales****Dispositions introductives**

Art.1.1-1. Le présent Code s'applique à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Le présent Code ne s'applique pas à l'enseignement de promotion sociale et à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Art.1.1-2. Dans ce Code, l'emploi des noms masculins pour les titres et fonctions est épïcène, en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

Art.1.1-3. Le Gouvernement peut adapter la rédaction de dispositions non reprises dans le présent Code en vue d'assurer la cohérence avec les définitions visées à l'article 1.3.1-1. Il peut remplacer les références aux législations auxquels le Code se substitue par des références aux dispositions correspondantes du Code. Il peut également adapter la numérotation des dispositions du présent Code.

**TITRE II. — Structure générale de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire**

Art.1.2.1-1. L'enseignement fondamental comprend le niveau maternel et le niveau primaire.

Art.1.2.1-2. L'enseignement maternel s'adresse aux élèves âgés d'au moins deux ans et six mois. Il précède l'enseignement primaire.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les élèves qui atteignent deux ans et six mois au 30 septembre peuvent fréquenter l'enseignement maternel à partir du 1<sup>er</sup> septembre.

Art.1.2.1-3. L'enseignement primaire est organisé en six années. Il s'adresse aux enfants à partir du 1<sup>er</sup> septembre de l'année civile au cours de laquelle ils atteignent l'âge de six ans. Il précède l'enseignement secondaire.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un élève peut, après avis du directeur et du centre PMS et décision des parents, fréquenter, à partir du 1<sup>er</sup> septembre, la première année de l'enseignement primaire dès l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de cinq ans. En outre, un élève âgé de six ans au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire concernée peut exceptionnellement fréquenter l'enseignement maternel selon les modalités de l'article 2.3.1-8. Dans ces hypothèses, l'élève doit fréquenter régulièrement l'école.

Art.1.2.1-4. L'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4 est organisé en six ou sept années. Les trois premières années forment le degré inférieur. Les années suivantes forment le degré supérieur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un enseignement professionnel secondaire complémentaire comprenant au moins deux années peut être suivi après la sixième année de l'enseignement secondaire.

L'enseignement secondaire spécialisé de forme 1 est organisé en une phase.

L'enseignement secondaire spécialisé de forme 2 est organisé en deux phases.

L'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 est organisé en trois phases.

Art.1.2.1-5. L'enseignement maternel, l'enseignement primaire et le degré inférieur de l'enseignement secondaire sont organisés en un tronc commun polytechnique et pluridisciplinaire selon le continuum pédagogique dont les modalités sont déterminées par le Livre 2.

Sur proposition conjointe du Conseil général de l'enseignement fondamental et du Conseil général de l'enseignement secondaire, le Gouvernement peut adapter le continuum pédagogique pour l'enseignement spécialisé.

Art.1.2.1-6. Le degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire et de l'enseignement spécialisé de forme 4 sont organisés en une section de transition et en une section de qualification. Ces deux sections assurent une formation humaine et citoyenne dans la perspective des missions prioritaires définies à l'article 1.4.1-1.

La section humanités de transition vise essentiellement à la préparation à l'enseignement supérieur. Elle peut aussi permettre l'entrée dans la vie professionnelle.

La section humanités de qualification vise essentiellement à préparer l'entrée dans la vie professionnelle. Elle peut aussi permettre l'accès aux études supérieures.

Art.1.2.1-7. L'enseignement secondaire est organisé en plein exercice ou en alternance, selon les modalités visées par le présent Code.

Art.1.2.1-8. L'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire sont organisés dans le cadre d'un enseignement ordinaire et d'un enseignement spécialisé destiné aux élèves à besoins spécifiques qui n'ont pu être inclus dans l'enseignement ordinaire.

Art.1.2.1-9. § 1<sup>er</sup>. L'enseignement spécialisé se scinde en plusieurs types.

Chacun de ces types correspond à l'enseignement adapté aux besoins éducatifs généraux et particuliers des élèves relevant de l'enseignement spécialisé appartenant à un même groupe, besoins qui sont déterminés en fonction du handicap principal commun à ce groupe.

Pour les élèves atteints de handicaps multiples, le type d'enseignement spécialisé est déterminé, compte tenu des besoins éducatifs qui, eu égard à l'âge et aux capacités des intéressés, doivent être satisfaits par priorité.

§ 2. Les types suivants d'enseignement spécialisé peuvent être organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française :

- 1° le type 1 répond aux besoins éducatifs et de formation des élèves présentant un retard mental léger ;
- 2° le type 2 répond aux besoins éducatifs et de formation des élèves présentant un retard mental modéré ou sévère ;
- 3° le type 3 répond aux besoins éducatifs et de formation des élèves présentant des troubles du comportement ;
- 4° le type 4 répond aux besoins éducatifs et de formation des élèves présentant des déficiences physiques ;
- 5° le type 5 répond aux besoins éducatifs et de formation des élèves malades et/ou convalescents ;
- 6° le type 6 répond aux besoins éducatifs et de formation des élèves présentant des déficiences visuelles ;
- 7° le type 7 répond aux besoins éducatifs et de formation des élèves présentant des déficiences auditives ;
- 8° le type 8 répond aux besoins éducatifs et de formation des élèves présentant des troubles des apprentissages.

§ 3. Toute modification de la typologie est soumise à l'avis préalable du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé visé au Chapitre XIV du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Art.1.2.1-10. Dans l'enseignement secondaire spécialisé, peuvent être organisées, suivant les types d'enseignement spécialisé et selon les possibilités des élèves, les formes d'enseignement suivantes :

- 1° l'enseignement secondaire spécialisé d'adaptation sociale, dénommé « enseignement secondaire spécialisé de forme 1 » ;
- 2° l'enseignement secondaire spécialisé d'adaptation sociale et professionnelle, dénommé « enseignement secondaire spécialisé de forme 2 » ;
- 3° l'enseignement secondaire professionnel spécialisé, dénommé « enseignement secondaire spécialisé de forme 3 » ;
- 4° l'enseignement secondaire de transition ou de qualification, dénommé « enseignement secondaire spécialisé de forme 4 ».

### TITRE III. — Définitions

Art.1.1.3.1-1. Dans le présent Code, il faut entendre par :

1° aménagements raisonnables : les mesures appropriées, prises en fonction des besoins spécifiques reconnus dans une situation concrète, afin de permettre à un élève présentant des besoins spécifiques d'accéder aux activités organisées dans le cadre de son parcours scolaire, ainsi que de participer et de progresser dans ce parcours, sauf si ces mesures imposent à l'égard de l'école qui doit les adopter une charge disproportionnée, conformément à l'article 3, 9° du décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination ;

2° apprentissage par immersion : le processus pédagogique visant à assurer la maîtrise des attendus en assurant tout ou partie des cours et des activités pédagogiques de la grille horaire dans une langue autre que le français en vue de l'acquisition progressive de cette autre langue ;

3° association de parents : le groupement de parents d'élèves inscrits dans une école, destiné à les représenter ;

4° attendu : le niveau de maîtrise des contenus d'apprentissage visé pour les élèves au terme d'une année donnée ou d'un curriculum. La maîtrise des attendus au terme d'un curriculum donne lieu à la délivrance d'un certificat ;

5° besoins spécifiques : les besoins reconnus résultant d'une particularité, d'un trouble, d'une situation permanents ou semi-permanents d'ordre psychologique, mental, physique, psychoaffectif faisant obstacle au projet d'apprentissage et requérant, au sein de l'école, un soutien supplémentaire pour permettre à l'élève de poursuivre de manière régulière et harmonieuse son parcours scolaire dans l'enseignement ordinaire ou dans l'enseignement spécialisé ;

6° Cellule de concertation locale : la cellule visée à l'article 4, § 3, du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'Enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation ;

7° Cellule de soutien et d'accompagnement : la cellule visée à l'article 3 du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement ;

8° Centre PMS : le centre psycho-médico-social visé par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux ;

9° Certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) : le dispositif organisant la certification des savoirs, aptitudes et compétences professionnels en unités d'acquis d'apprentissage ;

10° compétence : l'aptitude à mettre en oeuvre un ensemble organisé de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être permettant d'accomplir un certain nombre de tâches ;

11° compétence disciplinaire : la compétence à acquérir spécifiquement dans une discipline scolaire ;

12° compétence transversale : les attitudes, démarches mentales et démarches méthodologiques communes aux différentes disciplines à acquérir et à mettre en oeuvre au cours de l'élaboration des différents savoirs et savoir-faire ; leur maîtrise vise une autonomie croissante d'apprentissage des élèves ;

13° confession : dans l'enseignement de caractère confessionnel, la religion à laquelle se réfère le projet éducatif et pédagogique de l'école ;

14° Conseil de classe : dans l'enseignement secondaire ordinaire, l'ensemble des membres du personnel directeur et enseignant chargés de former un groupe déterminé d'élèves ;

15° Conseil général de l'enseignement fondamental : le Conseil créé par le Chapitre V du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion de la réussite dans l'enseignement fondamental ;

16° Conseil général de l'enseignement secondaire : le Conseil créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire ;

17° contenus d'apprentissage : l'ensemble de savoirs, savoir-faire et compétences identifiant les contenus à enseigner pour une année d'étude donnée ;

18° continuum pédagogique : le parcours d'apprentissage dans lequel un ensemble d'attendus annuels assurent la progression des élèves en vue d'atteindre les attendus définis au terme du tronc commun et où les apprentissages de base sont travaillés dans l'ensemble des disciplines ;

19° délégué coordonnateur : le délégué coordonnateur visé à l'article 3 du décret du 13 septembre 2018 portant création du service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs ;

20° délégué au contrat d'objectifs : le délégué des services du Gouvernement tel que désigné par l'article 3 du décret du 13 septembre 2018 portant création du service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs ;

21° directeur : le membre du personnel exerçant l'une des fonctions de directeur définies par le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement ;

22° directeur de zone : le délégué des services du Gouvernement tel que désigné par l'article 3 du décret du 13 septembre 2018 portant création du service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs ;

23° école : l'établissement d'enseignement composé d'une ou de plusieurs implantations, placé sous la direction d'un directeur et organisé par un pouvoir organisateur ;

24° école confessionnelle ou école de caractère confessionnel : l'école dont le projet éducatif et pédagogique est construit en référence à l'une des religions reconnues et dont l'enseignement est donné avec l'accord de l'autorité compétente du culte concerné ;

25° école libre : l'école subventionnée par la Communauté française et organisée par une personne morale de droit privé ;

26° école non confessionnelle ou école de caractère non confessionnel : l'école officielle ou l'école libre dont le pouvoir organisateur ne se réclame d'aucune confession ;

27° école officielle : l'école organisée par les communes, les provinces, la Commission communautaire française, Wallonie-Bruxelles Enseignement ou toute autre personne morale de droit public ;

28° école organisée : l'école organisée par la Communauté française en vertu de l'article 24, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la Constitution ;

29° école subventionnée : l'école dont le pouvoir organisateur perçoit des subventions de la Communauté française ;

30° élève régulièrement inscrit : l'élève qui, répondant aux conditions d'admission, est inscrit pour l'ensemble des cours d'une forme d'enseignement, d'une section et d'une orientation d'études déterminées ;

31° enseignement à domicile : l'enseignement qui n'est pas dispensé dans une école visée à l'article 1.7.1-2, § 2 ;

32° équipe éducative : le personnel directeur et enseignant, le personnel paramédical, le personnel social, le personnel psychologique et le personnel auxiliaire d'éducation exerçant tout ou partie de leur fonction dans une même école ou dans une même implantation ;

33° équipe pédagogique : le personnel directeur et le personnel enseignant exerçant tout ou partie de leur fonction dans une même école ou dans une même implantation ;

34° évaluation certificative : l'évaluation qui intervient dans la délivrance d'un certificat d'enseignement ;

35° évaluation externe : l'évaluation dont la conception et la mise en œuvre sont confiées à des instances extérieures à l'équipe pédagogique d'une école ;

36° évaluation formative : l'évaluation effectuée en cours d'apprentissage et visant à apprécier le progrès accompli par l'élève, à mesurer les acquis de l'élève et à comprendre la nature des difficultés qu'il rencontre lors d'un apprentissage ; elle a pour but d'améliorer, de corriger ou de réajuster le cheminement de l'élève face aux apprentissages et aux attendus visés ; elle peut se fonder en partie sur l'auto-évaluation ;

37° évaluation sommative : l'ensemble des épreuves permettant aux enseignants d'établir un bilan des acquis des élèves par rapport aux attendus au terme d'une ou de plusieurs séquences d'apprentissage ;

38° Fédération de pouvoirs organisateurs : l'organe qui assure la représentation et la coordination des pouvoirs organisateurs qui y sont affiliés ;

39° frais scolaires : les frais afférents à des services et fournitures portant sur des activités organisées dans le cadre de l'enseignement dispensé par les écoles organisées ou subventionnées durant les périodes d'apprentissages prévues dans l'horaire des élèves. Sont aussi considérés comme frais scolaires les droits d'accès à la piscine, les droits d'accès aux activités culturelles et sportives et les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s) ;

40° grille horaire : la liste des différents cours assurés hebdomadairement avec mention du nombre de périodes affectées à chacun ;

41° implantation : le bâtiment ou l'ensemble de bâtiments où l'on dispense de l'enseignement ;

42° jours ouvrables scolaires : le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi, le vendredi, à l'exception de ceux qui tombent durant un jour férié, pendant les vacances scolaires ou tout autre jour de congé scolaire fixé par le Gouvernement ;

43° Ministre : le ministre qui a l'Enseignement fondamental et l'Enseignement secondaire dans ses attributions ;

44° organes locaux de concertation sociale : les instances de concertation locale instituées en vertu de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995 relatif à la création, à la composition et aux attributions des commissions paritaires locales dans l'enseignement officiel subventionné, des arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 1996 rendant obligatoire la décision du 24 janvier 1996 de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 rendant obligatoire la décision du 31 mai 1999 de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales ;

45° parent : toute personne investie de l'autorité parentale, selon les principes définis aux articles 371 à 387 du Code civil, ou qui assume la garde en droit ou en fait d'un enfant mineur soumis à l'obligation scolaire ;

46° Pouvoir organisateur : la personne morale de droit public ou la personne morale de droit privé qui assume la responsabilité de l'école ;

47° profil de certification : le document de référence définissant le lien entre une option de base groupée ou une formation et un ou des profil(s) de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications et dument approuvé(s) par le Gouvernement ;

48° profil de formation : le profil composé des unités d'acquis d'apprentissage associées aux activités clés du métier, d'un profil d'évaluation, d'un indice d'appréciation temporelle et d'un profil d'équipement ; le profil de formation est élaboré par le Service francophone des métiers et des qualifications et est approuvé par le Gouvernement ;

49° programmes d'études : l'ensemble d'orientations méthodologiques, de dispositifs et de situations pédagogiques, intégrant les contenus d'apprentissage, c'est-à-dire les savoirs, savoir-faire, et compétences, et les attendus définis dans les référentiels visés au Titre 4, Chapitres 2 et 3 ;

50° référentiel : le référentiel présentant de manière structurée les savoirs, savoir-faire et les compétences à acquérir dans une discipline ou plusieurs disciplines ;

51° savoir : fait ou ensemble de faits, définition, concept, théorie, modèle ou outil linguistique ;

52° savoir-être : l'attitude ou l'ensemble d'attitudes permettant de s'adapter à divers contextes sociaux ;

53° savoir-faire : procédure, geste, technique, schéma de résolution, standardisés et automatisés par l'apprentissage et l'entraînement ;

54° Service de promotion de la santé à l'école : le service exerçant, dans les écoles subventionnées, les missions prévues par le décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités ;

55° Service francophone des métiers et des qualifications : le service institué par l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service Francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé SFMQ), auquel assentiment a été donné par le décret du 10 décembre 2015 ;

56° Service général de l'inspection : le service visé à l'article 3 du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

57° Services d'accrochage scolaire (SAS) : les structures créées par le Titre I, Chapitre 3, du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'Enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation ;

58° suivi statistique de l'élève : le suivi du parcours des élèves dans le système éducatif, quel que soit le niveau scolaire considéré, depuis l'entrée dans celui-ci jusqu'à sa sortie, en ce compris l'enseignement non obligatoire ;

59° tâche : l'activité proposée à l'élève visant à initier, entraîner ou évaluer un apprentissage particulier ou un ensemble d'apprentissages intégrés ;

60° travail personnel : l'activité dont la réalisation peut être demandée à l'élève par un membre de l'équipe pédagogique ou par un membre du personnel auxiliaire d'éducation ;

61° travail à domicile : le travail personnel réalisé en dehors des heures de cours ;

62° Wallonie-Bruxelles Enseignement : l'organe public autonome auquel la Communauté française a délégué ses compétences de pouvoir organisateur en vertu du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté ;

63° zones : les zones de concertation telles que définies par le Gouvernement sur la base de l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et de l'article 13 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental.

#### TITRE IV. — Missions de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Des missions prioritaires

Art.1.4.1-1. La Communauté française, les pouvoirs organisateurs et les équipes éducatives remplissent simultanément et sans hiérarchie les missions prioritaires suivantes :

1° promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves ;

2° amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et des savoir-faire et à acquérir des compétences, dont la maîtrise de la langue française, qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle ;

3° préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste, respectueuse de l'environnement et ouverte aux autres cultures ;

4° assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

Art.1.4.1-2. Les savoirs, les savoir-faire et les compétences sont placés dans la perspective de ces missions prioritaires. Ils assurent l'acquisition de connaissances constitutives d'une culture commune, de clés de compréhension et d'actions sur le monde, d'aptitudes et de savoir-être citoyens.

Les savoirs, les savoir-faire et les compétences s'acquièrent tant dans les cours que dans les autres activités éducatives et, de manière générale, dans l'organisation de la vie quotidienne de l'école. À cet effet, la Communauté française, les pouvoirs organisateurs et les équipes éducatives veillent à ce que l'école :

1° mette l'élève dans des situations qui l'incitent à mobiliser dans une même démarche des savoirs, des savoir-faire et des compétences disciplinaires ou transversales ;

2° privilégie des activités de découverte, de production et de création ;

3° articule théorie et pratique, permettant notamment la construction de concepts à partir de la pratique ;

4° équilibre les temps de travail individuel et collectif et développe la capacité de consentir des efforts pour atteindre un but ;

5° fasse respecter par chaque élève l'obligation de participer à toutes les activités liées à la certification par l'école et d'accomplir les tâches qui en découlent ;

6° accorde la place nécessaire aux activités physiques, au bien-être et à la santé, en mettant en place pour tous les élèves les conditions du développement de leurs capacités physiques, de leur bien-être, ainsi que les conditions de leur santé physique ;

7° intègre l'orientation au sein même du processus éducatif, notamment en favorisant l'éveil aux professions et aux métiers et en informant les élèves à propos des filières de formation ;

8° recoure aux technologies de la communication et de l'information et aux technologies et outils numériques, dans la mesure où ils sont des outils de développement, d'accès à l'autonomie et d'individualisation des parcours d'apprentissage ;

9° suscite le goût de la culture, la sensibilité et l'expression artistiques, et favorise la participation à des activités culturelles et artistiques par une collaboration avec les acteurs concernés ;

10° stimule la créativité, notamment en offrant à tous les élèves un parcours d'éducation culturelle et artistique, ainsi que l'engagement et l'esprit d'entreprendre en tant qu'aptitudes à associer les actes aux idées ;

11° développe l'esprit critique ;

12° éduque au respect de la personnalité et des convictions de chacun, au devoir de proscrire la violence tant morale que physique, à la vie relationnelle, affective et sexuelle et met en place des pratiques démocratiques de citoyenneté responsable au sein de l'école ;

13° participe à la vie de son quartier ou de son village et, partant, de sa commune, et s'y intègre de manière harmonieuse notamment en ouvrant ses portes au débat démocratique.

Pour remplir ces missions, l'équipe éducative peut associer des intervenants externes. Lorsqu'elle existe, cette collaboration n'enlève pas à l'équipe éducative la responsabilité première dans la réalisation de ces missions.

Art.1.4.1-3. Les pouvoirs organisateurs adaptent la définition des programmes d'études et leur projet pédagogique :

1° aux missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire définies aux articles 1.4.1-1 et 1.4.1-2 ;

2° à l'apprentissage, à la maîtrise et à l'approfondissement de la langue française ;

3° à l'apprentissage des outils de la mathématique ;

4° à l'intérêt de connaître des langues autres que le français et, principalement, de communiquer dans ces langues ;

5° à l'importance des arts, de l'éducation aux médias et de l'expression corporelle ;

6° à la compréhension des sciences et des techniques et à leur interdépendance ;

7° à la transmission de l'héritage culturel dans tous ses aspects et à la découverte d'autres cultures, qui, ensemble, donnent des signes de reconnaissance et contribuent à tisser le lien social ;

8° à la sauvegarde de la mémoire des événements qui aident à comprendre le passé et le présent, dans la perspective d'un attachement personnel et collectif aux idéaux qui fondent la démocratie ;

9° à la compréhension du milieu de vie, de l'histoire et, plus particulièrement, aux raisons et aux conséquences de l'unification européenne ;

10° à la compréhension du système politique belge ;

11° à l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté telle que visée au Titre 7, Chapitre 6.

Art.1.4.1-4. Tout pouvoir organisateur veille à :

1° proscrire toute mesure susceptible d'instaurer une hiérarchie entre écoles ou entre sections d'enseignement ;

2° considérer l'enseignement ordinaire et l'enseignement spécialisé, les différentes sections et les différents types comme différentes manières de remplir les missions prioritaires du présent Chapitre ;

3° assurer aux filles et aux garçons un accès et une participation égaux à toutes les formations.

Art.1.4.1-5. Les pouvoirs organisateurs veillent à ce que les écoles dont ils sont responsables prennent en compte les origines sociales et culturelles des élèves afin d'assurer à chacun des chances égales d'insertion sociale, professionnelle et culturelle.

## CHAPITRE II. — Des missions spécifiques au tronc commun

Art.1.4.2-1. § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement maternel, les élèves sont amenés à développer les savoirs, savoir-faire et compétences présentés de manière structurée dans le référentiel de compétences initiales. Ce dernier vise à assurer la transition harmonieuse entre l'enseignement maternel et l'enseignement primaire sans donner lieu à une certification.

§ 2. Le référentiel de compétences initiales accorde la priorité au développement psychomoteur, intellectuel, social, affectif et artistique de l'élève.

Il définit les habilités et/ou apprentissages visés en matière :

1° de développement de l'autonomie, de la créativité et de la pensée ;

2° de maîtrise de la langue et de la culture scolaire ;

3° d'une approche de la lecture, du calcul et de différentes disciplines artistiques ;

4° des premiers outils d'expérimentation, de structuration, de catégorisation et d'exploration du monde.

Il fixe le cadre des activités physiques et culturelles à développer.

Sur proposition du Conseil général de l'enseignement fondamental, les priorités visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sont adaptées aux troubles d'apprentissage et aux difficultés rencontrées par les élèves à besoins spécifiques qui fréquentent l'enseignement ordinaire ou l'enseignement spécialisé.

§ 3. Le référentiel de compétences initiales s'inscrit dans le tronc commun défini à l'article 1.2.1-5.

Il est adopté selon les modalités prescrites à l'article 1.4.4-1.

Art.1.4.2-2. § 1<sup>er</sup>. De la première année de l'enseignement primaire au terme du degré inférieur de l'enseignement secondaire, les élèves sont amenés à développer les savoirs, savoir-faire et compétences présentés de manière structurée dans le référentiel du tronc commun, sous forme de contenus d'apprentissages et d'attendus.

Sur proposition conjointe du Conseil général de l'enseignement fondamental et du Conseil général de l'enseignement secondaire, le référentiel est adapté aux troubles d'apprentissage et aux difficultés rencontrées par les élèves à besoins spécifiques qui fréquentent l'enseignement ordinaire ou l'enseignement spécialisé.

§ 2. Les référentiels du tronc commun sont adoptés selon les modalités prescrites à l'article 1.4.4-1.

Art.1.4.2-3. Les cours et les activités du tronc commun s'inscrivent dans les sept domaines d'apprentissage suivants :

1° le domaine « Français, Arts et Culture » ;

2° le domaine « Langues modernes » ;

3° le domaine « Mathématiques, Sciences et Techniques » ;

4° le domaine « Sciences humaines et éducation à la philosophie et à la citoyenneté, religion ou morale » ;

- 5° le domaine « Éducation physique, Bien-être et Santé » ;
- 6° le domaine « Créativité, Engagement et Esprit d'entreprendre » ;
- 7° le domaine « Apprendre à apprendre et Poser des choix ».

Art.1.4.2-4. De l'enseignement maternel au terme du degré inférieur de l'enseignement secondaire, le contrôle du niveau des études visé aux articles 1.5.1-1 et 1.7.3-1, § 2, comprend aussi la vérification :

- 1° de l'adéquation entre les activités proposées aux élèves et les référentiels ;
- 2° du respect des référentiels ;
- 3° de l'équivalence du niveau des épreuves d'évaluation administrées aux élèves à celui des épreuves produites par la Commission des outils d'évaluation du tronc commun visée à l'article 1.4.4-4.

#### CHAPITRE III. — *Des missions spécifiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire*

Art.1.4.3-1. § 1<sup>er</sup>. Dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire de transition, l'élève est amené à développer :

- 1° les compétences terminales et savoirs communs requis de l'ensemble des élèves ;
- 2° les compétences terminales et savoirs requis dans les différentes disciplines de la section de transition ;
- 3° les compétences minimales en matière de communication dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de transition.

§ 2. Ces compétences et savoirs requis sont présentés de manière structurée dans des référentiels adoptés selon les modalités visées à l'article 1.4.4-1.

Art.1.4.3-2. § 1<sup>er</sup>. Dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire de qualification, l'enseignement consiste en des cours généraux et en une formation qualifiante.

§ 2. Dans les cours généraux, l'élève est amené à développer :

- 1° les compétences terminales et les savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue de la section de qualification ;
- 2° les compétences minimales en mathématiques à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage des mathématiques figure au programme d'études ;
- 3° les acquis d'apprentissage minimaux dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de qualification.

Dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, l'élève est amené à développer les compétences terminales et les savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue de la troisième phase débouchant sur la délivrance d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur équivalant au certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré.

Ces compétences et savoirs requis sont présentés de manière structurée dans des référentiels adoptés selon les modalités visées à l'article 1.4.4-1.

§ 3. La formation qualifiante vise la maîtrise des acquis d'apprentissage fixés par un profil de certification.

§ 4. Après avoir sollicité l'avis du Conseil général de l'enseignement secondaire et après avoir obtenu l'avis de conformité visé à l'article 17, 10°, b, de l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des métiers et des qualifications, conformément à son article 30, le Gouvernement définit les profils de certification applicables :

- 1° à l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4, de plein exercice ou en alternance ;
- 2° aux options de l'enseignement supérieur professionnel secondaire complémentaire ;
- 3° aux formations de l'enseignement secondaire en alternance visé à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance ;
- 4° aux formations de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3.

Le Gouvernement peut définir des profils de certification spécifiques à l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, dans le respect des conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement peut conclure des conventions avec la Commission communautaire française ou avec la Région wallonne visant à la mise en oeuvre de profils de formation communs aux différents opérateurs de formation professionnelle dans le respect des compétences de la Communauté française en matière de certification.

Art.1.4.3-3. Dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire, le contrôle du niveau des études visé aux articles 1.5.1-1 et 1.7.3-1, § 2, comprend aussi la vérification :

- 1° de l'adéquation entre les activités proposées aux élèves et les référentiels ;
- 2° du respect des référentiels ;
- 3° de l'équivalence du niveau des épreuves d'évaluation administrées aux élèves à celui des épreuves produites par les commissions des outils d'évaluation visées à l'article 1.4.4-4.

#### CHAPITRE IV. — *De l'élaboration des référentiels, des outils pédagogiques et des outils d'évaluation*

Art.1.4.4-1. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine les référentiels.

Les arrêtés sont soumis à la confirmation du Parlement dans les six mois suivant leur adoption.

Le décret de confirmation définit la procédure de dérogation aux référentiels.

§ 2. Des groupes de travail sont créés afin d'élaborer les référentiels. Le Gouvernement fixe la composition et les modalités de fonctionnement de ces groupes.

Les services du Gouvernement désignent un de ses membres pour assurer le secrétariat.

Les groupes de travail entendent, à titre d'expert, toute personne qu'ils jugent utile.

Chaque fois qu'un des groupes de travail visés au présent article s'occupe d'adaptation à l'enseignement spécialisé, il doit entendre des experts ou des représentants de l'enseignement spécialisé.

La composition des groupes de travail intègre, pour les profils de certification, à minima :

- 1° un représentant du Ministre, qui préside et fixe le calendrier des réunions ;
- 2° des représentants des fédérations de pouvoirs organisateurs et de l'enseignement organisé par la Communauté française ;
- 3° un représentant du Service général de l'inspection ;
- 4° un représentant des services du Gouvernement ;

5° des représentants des cellules de soutien et d'accompagnement.

§ 3. Pour baliser les activités des groupes de travail, le Gouvernement adopte une charte des référentiels qui détermine un ensemble de balises rédactionnelles et un canevas d'écriture. Le Gouvernement transmet un cahier des charges spécifique à chacun des groupes de travail. Ce document apporte notamment des précisions sur le cadre de la mission, le mode de fonctionnement du groupe de travail, les visées de la discipline traitée et les livrables spécifiques attendus.

§ 4. Un comité de lecture est attaché à chaque groupe de travail.

Le comité de lecture dispose de toute latitude pour commenter les productions du groupe de travail, pour proposer l'intégration de contenus d'apprentissages, pour évaluer le réalisme, la cohérence, la précision et l'intelligibilité des contenus d'apprentissages proposés. En tant qu'instance d'avis, le comité de lecture n'a cependant pas le pouvoir d'exiger l'application effective de ses recommandations.

Le fonctionnement et la composition des comités de lecture sont déterminés par le Gouvernement.

Art.1.4.4-2. La Commission des référentiels et des programmes du tronc commun visée à l'article 1.6.2-1 coordonne les travaux des groupes de travail élaborant le référentiel de compétences initiales et les différentes composantes du référentiel du tronc commun. Ces référentiels sont rédigés sous forme de contenus d'apprentissages identifiant les savoirs, savoir-faire et compétences devant faire l'objet d'un enseignement et les attendus qui y sont relatifs. Au besoin, la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun donne des injonctions quant aux orientations des groupes de travail qui doivent s'y conformer.

Art.1.4.4-3. Les services pédagogiques des différents pouvoirs organisateurs et fédérations de pouvoirs organisateurs produisent des programmes et des outils pédagogiques qui permettent d'atteindre les attendus des référentiels visés aux Chapitres 2 et 3. Ces outils pédagogiques et ces programmes peuvent être utilisés et doivent être consultables par n'importe quelle école organisée ou subventionnée par la Communauté française.

Le Gouvernement, après avoir pris l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental et du Conseil général de l'enseignement secondaire arrête les modalités de leur diffusion au bénéfice de l'ensemble des pouvoirs organisateurs.

Des outils pédagogiques propres à l'enseignement spécialisé peuvent également être créés en complément aux outils communs à tous.

Art.1.4.4-4. Il est créé une Commission des outils d'évaluation du tronc commun, une Commission des outils d'évaluation de la section de transition du degré supérieur de l'enseignement secondaire et une Commission des outils d'évaluation de la section de qualification du degré supérieur de l'enseignement secondaire, selon les modalités que fixe le Gouvernement.

Ces commissions produisent, sous la coordination de la Commission des évaluations visée à l'article 1.6.4-1, des batteries d'épreuves d'évaluation et des pistes didactiques relatives aux épreuves d'évaluation correspondant aux référentiels visés aux Chapitres 2 et 3.

Le Gouvernement les diffuse, à titre indicatif, auprès de toutes les écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, selon les modalités qu'il définit. Ces batteries d'épreuves sont également communiquées aux institutions chargées de la formation initiale ou continuée des enseignants.

Ces batteries d'épreuves d'évaluation peuvent également être adaptées pour l'enseignement spécialisé, en fonction des besoins spécifiques des élèves concernés et en complément des batteries communes à tous.

Art.1.4.4-5. La Commission des outils d'évaluation du tronc commun comprend :

- 1° huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de l'enseignement fondamental ;
- 2° huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de l'enseignement secondaire ;
- 3° trois représentants de l'inspection désignés par le Ministre sur proposition des Inspecteurs généraux ;
- 4° un délégué de l'Administration générale désigné par le Ministre sur proposition de l'Administrateur général.

La Commission des outils d'évaluation de la section de transition du degré supérieur de l'enseignement secondaire et la Commission des outils d'évaluation de la section de qualification du degré supérieur de l'enseignement secondaire comprennent chacune :

- 1° huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de l'enseignement secondaire ;
- 2° deux représentants de l'inspection désignés par le Ministre sur proposition des inspecteurs généraux ;
- 3° un délégué de l'Administration générale, désigné par le Ministre sur proposition de l'Administrateur général.

Les mandats sont d'une durée de quatre ans. Ils sont renouvelables. Leur rétribution est fixée par le Gouvernement. Chaque Commission des outils d'évaluation choisit son président. Elle rend ses avis à la majorité des deux tiers.

## **TITRE V. — De l'autonomie des écoles, de leur pilotage et de la participation**

### *CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — De l'autonomie des écoles*

#### *Section 1<sup>ère</sup>. — Du projet éducatif et du projet pédagogique*

Art.1.5.1-1. Chaque pouvoir organisateur est libre en matière de méthodes pédagogiques.

À condition de respecter les prescriptions du présent Code en matière d'horaire des élèves et de jours de classe, chaque pouvoir organisateur jouit de la liberté d'aménager ses horaires, et sous réserve d'approbation par le Gouvernement en vue d'assurer le niveau des études, d'élaborer ses programmes.

Art.1.5.1-2. Chaque pouvoir organisateur établit son projet éducatif et son projet pédagogique.

Le projet éducatif définit, dans le respect des missions prioritaires et spécifiques fixées au Titre 4, l'ensemble des valeurs, des choix de société et des références à partir desquels un pouvoir organisateur ou une fédération de pouvoirs organisateurs détermine ses objectifs éducatifs.

Le projet pédagogique définit les orientations pédagogiques et les choix méthodologiques qui permettent à un pouvoir organisateur ou à une fédération de pouvoirs organisateurs de mettre en œuvre son projet éducatif.

Le projet éducatif et le projet pédagogique sont fournis sur demande et peuvent faire l'objet d'un document unique.

Chaque pouvoir organisateur tient son projet éducatif et son projet pédagogique à la disposition des services du Gouvernement.

Art.1.5.1-3. Chaque fédération de pouvoirs organisateurs établit son projet éducatif. Elle précise également les axes majeurs du projet pédagogique qu'elle entend privilégier.

Il doit y avoir cohérence entre le projet éducatif et pédagogique d'un pouvoir organisateur qui a adhéré à une fédération de pouvoirs organisateurs et le projet éducatif et pédagogique de ladite fédération.

#### *Section II. — Des programmes d'études*

Art.1.5.1-4. § 1<sup>er</sup>. Les programmes d'études sont de la compétence des pouvoirs organisateurs qui peuvent la déléguer à la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle ils adhèrent.

Dans l'enseignement officiel subventionné, la durée de la délégation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut excéder le terme du mandat électif du pouvoir organisateur.

Dans l'enseignement libre, la durée de la délégation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de six ans renouvelables.

Le Gouvernement détermine les modalités de la délégation.

§ 2. Le Gouvernement approuve les programmes d'études, après avoir pris l'avis de la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun visée à l'article 1.6.2-1 ou d'une commission des programmes visée à l'article 1.6.2-4.

#### *Section III. — Du projet d'école*

Art.1.5.1-5. § 1<sup>er</sup>. Toute école dispose d'un projet d'école.

Le projet d'école définit les priorités éducatives et pédagogiques et les actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'école entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des membres du conseil de participation visés à l'article 1.5.3-2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'école est un outil pour atteindre les missions prioritaires et les missions spécifiques du système éducatif. Il définit les modalités par lesquelles, dans le tronc commun, chaque école met en place les pratiques de différenciation et l'évaluation formative visées à l'article 2.3.1-1.

Le projet d'école est élaboré en tenant compte :

1° des élèves inscrits dans l'école, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs ;

2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie et de poursuite des études ;

3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école ;

4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.

Si nécessaire, le projet d'école est adapté afin d'assurer sa cohérence par rapport au plan de pilotage, visé à l'article 1.5.2-1.

§ 2. Toute école organisant l'enseignement fondamental, maternel, primaire ou le degré inférieur de l'enseignement secondaire définit, dans son projet d'école, les moyens qu'elle mettra en œuvre pour faciliter la transition entre l'enseignement maternel et l'enseignement primaire, d'une part, et entre les deux dernières années de l'enseignement primaire et le degré inférieur de l'enseignement secondaire, d'autre part.

Art.1.5.1-6. § 1<sup>er</sup>. Tout pouvoir organisateur peut autoriser les écoles qu'il organise, dans le cadre de son projet d'école, à aménager l'horaire hebdomadaire de façon à mettre en œuvre des activités, par discipline ou pour un ensemble de disciplines, permettant de remplir les missions prioritaires définies à l'article 1.4.1-1.

§ 2. Dans le cadre du projet éducatif et du projet pédagogique de son pouvoir organisateur, chaque école secondaire peut répartir les volumes horaires réservés à une, plusieurs ou toutes les disciplines dans des ensembles fonctionnels d'études s'étendant sur plusieurs semaines.

Elle peut aussi regrouper le temps réservé à plusieurs disciplines pour des activités interdisciplinaires ou culturelles.

La seule obligation de l'école, lorsqu'elle fait appel à la présente disposition, est d'indiquer comment les procédures particulières qu'elle met en œuvre sont de nature à remplir les missions prioritaires visées à l'article 1.4.1-1 et les savoirs, savoir-faire et compétences définies par les référentiels, dans le cadre des programmes d'études adoptés par son pouvoir organisateur.

À l'exception du cours d'éducation physique, les cours qui comptent un volume horaire de moins de trois périodes hebdomadaires peuvent être regroupés sur un semestre par année.

Art.1.5.1-7. Le projet d'école et ses modifications ultérieures sont soumis pour approbation au pouvoir organisateur, dans les délais fixés par le Gouvernement.

Dans l'enseignement officiel, le projet d'école est transmis à l'organe local de concertation sociale afin d'y vérifier sa conformité au projet éducatif du pouvoir organisateur. Les implications éventuelles sur les conditions de travail et les situations statutaires des membres du personnel sont négociées au sein de l'organe local de concertation sociale.

#### *Section IV. — Du règlement des études*

Art.1.5.1-8. § 1<sup>er</sup>. Tout pouvoir organisateur établit, pour chaque niveau d'enseignement, son règlement des études. Il peut prévoir un règlement des études distinct pour chacune de ses implantations.

Le règlement des études définit notamment :

1° les critères d'un travail scolaire de qualité ;

2° les procédures d'évaluation et de délibération des conseils de classe et la communication de leurs décisions.

§ 2. Les critères du travail scolaire de qualité définissent, de la manière la plus explicite possible, la tâche exigée de l'élève dans le cadre des missions prioritaires et spécifiques fixées par le présent Code.

À cet effet, le règlement des études aborde notamment, et de la manière appropriée au niveau d'enseignement concerné, les aspects suivants :

1° les travaux individuels ;

2° les travaux de groupes ;

3° les travaux de recherche ;

4° les leçons collectives ;

5° le travail personnel ;

6° les travaux à domicile ;

7° les moments d'évaluation formelle.

§ 3. Le travail scolaire de qualité implique notamment les exigences suivantes :



- 1° satisfaire volontairement aux demandes institutionnelles en respectant :
    - a. les règles fixées par le Pouvoir organisateur et l'équipe éducative ;
    - b. les horaires ;
    - c. les échéances et les délais ;
    - d. les consignes données sans exclure le sens critique ;
  - 2° développer une méthode de travail contribuant à la compréhension de but des apprentissages, de développer un sentiment d'efficacité personnelle et de témoigner de l'intérêt pour les savoirs enseignés ;
  - 3° accepter l'appartenance à un groupe en ce compris :
    - a. le respect des adultes et des autres élèves ;
    - b. la capacité à s'intégrer dans une équipe et à œuvrer solidairement à l'accomplissement d'une tâche ;
  - 4° participer activement aux activités scolaires en montrant de l'écoute, de l'implication, de la prise d'initiative, de l'engagement et du sens des responsabilités.
- § 4. Sans préjudice de l'article 2.5.1-1, tout pouvoir organisateur a la faculté de prévoir des travaux à domicile pour chaque niveau d'enseignement.

#### *Section V. — Du règlement d'ordre intérieur de l'école*

Art.1.5.1-9. Le pouvoir organisateur fixe le règlement d'ordre intérieur de l'école s'appliquant aux élèves. Il comprend notamment les règles relatives à la vie en commun, aux sanctions disciplinaires, aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées et aux faits graves visés à l'article 1.7.9-2.

#### *Section VI. — De l'accès aux écoles*

Art.1.5.1-10. Les membres du personnel, les élèves ainsi que les membres des centres PMS et du service de promotion de la santé à l'école œuvrant dans les écoles ont accès aux locaux pendant et hors des heures de classe, en fonction des nécessités du service et des activités pédagogiques, selon les modalités définies par le pouvoir organisateur ou son délégué.

Les parents ont également accès à l'école selon les modalités définies par le pouvoir organisateur ou son délégué.

Sauf autorisation expresse du pouvoir organisateur ou de son délégué, les parents n'ont pas accès aux locaux où se donnent les cours et les différentes activités pédagogiques pendant la durée de ceux-ci.

Art.1.5.1-11. § 1<sup>er</sup>. Dans l'exercice de leurs fonctions, ont également accès aux écoles :

- 1° les délégués du Gouvernement ;
- 2° les délégués du pouvoir organisateur pour l'enseignement qu'il organise ;
- 3° les inspecteurs et vérificateurs dument désignés à cet effet par la Communauté française ;
- 4° les délégués au contrat d'objectifs, les directeurs de zone et le délégué coordonnateur ;
- 5° les inspecteurs et délégués des différents services de l'État chargés des inspections en matière de santé publique et de respect de la législation du travail ;
- 6° le bourgmestre et ses délégués en matière de prévention des incendies ;
- 7° les officiers de police judiciaire, les officiers du Ministère public, les services de police dument munis d'un mandat d'amener, d'un mandat d'arrêt ou d'un mandat de perquisition ou dans les cas de flagrant crime ou délit ;
- 8° le personnel médical et infirmier dont l'intervention a été demandée.

Hors le cas d'urgence ou de flagrant crime ou délit, toute personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> se présente préalablement auprès du directeur ou de son délégué et en annonçant explicitement l'objet de sa visite.

§ 2. Dans l'enseignement de caractère non confessionnel, les chefs de culte et leurs délégués ont accès de droit aux locaux où se donnent les cours de religion, pendant la durée de ceux-ci.

Ils se présentent d'abord au directeur ou à son délégué.

Art.1.5.1-12. § 1<sup>er</sup>. Toute personne qui ne se trouve pas dans les conditions des articles 1.5.1-10 à 1.5.1-11 doit solliciter préalablement du directeur d'école ou de son délégué l'autorisation de pénétrer dans les locaux.

§ 2. Toute personne s'introduisant dans les locaux d'une école contre la volonté du directeur ou de son délégué, soit à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clés est passible de tomber sous l'application de l'article 439 du Code pénal.

§ 3. Lors des journées portes ouvertes, les écoles perdent la protection accordée à leur qualité de domicile.

### *CHAPITRE II. — Du pilotage des écoles*

#### *Section 1<sup>ère</sup>. — Du plan de pilotage et des contrats d'objectifs*

Art.1.5.2-1. Chaque école est tenue d'élaborer un plan de pilotage, en cohérence avec son projet d'école, qui constituera, au terme du processus de contractualisation visé à l'article 1.5.2-5, son contrat d'objectifs pour une période de six ans. Les écoles peuvent décider d'élaborer un plan de pilotage par implantation. Les plans de pilotage doivent être élaborés selon les éléments et les modalités que le Gouvernement détermine.

Les plans de pilotage sont transmis au délégué au contrat d'objectifs entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 avril de l'année à laquelle ils doivent être conclus.

Art.1.5.2-2. En vue de l'élaboration des plans de pilotage et de la contractualisation de ceux-ci en contrats d'objectifs, les écoles poursuivent les objectifs d'amélioration permettant au système éducatif :

- 1° d'améliorer significativement les savoirs, les savoir-faire et les compétences des élèves ;
- 2° d'augmenter la part des jeunes diplômés de l'enseignement secondaire supérieur ;
- 3° de réduire les différences entre les résultats des élèves les plus favorisés et ceux des élèves les moins favorisés d'un point de vue socio-économique ;
- 4° de réduire progressivement le redoublement et le décrochage ;
- 5° de réduire les changements d'école au sein du tronc commun ;
- 6° d'augmenter progressivement l'inclusion des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire ;

7° d'accroître les indices du bien-être à l'école et de l'amélioration du climat scolaire.

Les indicateurs et valeurs de référence liés à ces objectifs sont annexés au présent Code.

Le Gouvernement peut, au besoin, fixer des objectifs particuliers pour certaines catégories d'écoles en tenant compte du niveau d'enseignement, du type d'école et des spécificités des zones auxquelles ces écoles sont rattachées, notamment en vue de renforcer la mixité sociale.

Les catégories d'écoles visées à l'alinéa 3 peuvent notamment concerner :

1° les écoles dont une ou plusieurs implantations bénéficient de l'encadrement différencié ;

2° les écoles soumises au décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire ;

3° les écoles organisant un apprentissage par immersion, tel que défini à l'article 1.3.1-1, 2° ;

4° les écoles organisant le degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire ;

5° les écoles organisant l'enseignement spécialisé.

Le Gouvernement veille à la cohérence générale des objectifs que se fixent les écoles, au regard de leur situation de départ, par rapport aux objectifs d'amélioration du système éducatif. Le Gouvernement évalue annuellement l'atteinte des objectifs d'amélioration visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> et, le cas échéant, des objectifs particuliers visés à l'alinéa 3 et en fait rapport au Parlement.

Art.1.5.2-3. § 1<sup>er</sup>. Le plan de pilotage de chaque école est établi dans le cadre de ces objectifs d'amélioration, et le cas échéant, de ces objectifs particuliers et comprend notamment les éléments suivants :

1° les objectifs spécifiques à atteindre par l'école pour contribuer aux objectifs d'amélioration, et le cas échéant, aux objectifs particuliers ;

2° un diagnostic collectif établi par le directeur, en collaboration avec l'équipe éducative de l'école, et reprenant les forces et faiblesses de l'école au regard des objectifs d'amélioration et, le cas échéant, des objectifs particuliers ainsi que leurs causes. Ce diagnostic est établi en tenant compte des indicateurs propres à la situation de l'école transmis par les services du Gouvernement au directeur et au pouvoir organisateur de l'école, sans préjudice d'autres éléments que l'école est libre de développer. La catégorisation des indicateurs est fixée par le Gouvernement. Sans préjudice des éléments de diagnostic présentés, à l'occasion de la présentation du plan de pilotage aux organes locaux de concertation sociale et au conseil de participation visé à l'article 1.5.3-1, ce diagnostic, à l'usage exclusif et confidentiel de l'équipe éducative, du directeur, des services du Gouvernement et du pouvoir organisateur concerné ne peut faire l'objet d'aucune communication à des tiers à l'école, sauf, le cas échéant, à la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle l'école est affiliée ou avec laquelle elle est conventionnée ou dans les cas fixés par le Gouvernement, notamment pour des fins académiques ou scientifiques. Les destinataires de ce document sont soumis à une obligation de confidentialité ;

3° une annexe détaillant, selon les modalités fixées par le Gouvernement, les valeurs de référence chiffrées annuelles et pluriannuelles que l'école se propose d'atteindre sur la base de sa situation, pour chacun de ses objectifs spécifiques pour lesquels il existe un indicateur quantitatif.

Cette annexe, à l'usage exclusif de l'équipe éducative, du directeur, des services du Gouvernement et du pouvoir organisateur concerné, ne peut faire l'objet d'aucune communication à des tiers à l'école, sauf, le cas échéant, à la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle l'école est affiliée ou avec laquelle elle est conventionnée ou dans les cas fixés par le Gouvernement, notamment pour des fins académiques ou scientifiques. Les destinataires de ce document sont soumis à une obligation de confidentialité ;

4° les modalités du travail collaboratif de l'ensemble de l'équipe éducative de l'école permettant notamment l'élaboration et la mise en œuvre du plan de pilotage ;

5° le plan de formation visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ou à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière ;

6° les modalités de la mise en œuvre du continuum pédagogique visant, tout au long du tronc commun, à assurer à tous les élèves les compétences initiales et les savoirs, les savoir-faire et les compétences du référentiel du tronc commun nécessaires à leur épanouissement personnel, à leur insertion sociale et à la poursuite de leurs études, dans la mesure et au rythme suivant lesquels l'école est concernée, y compris les modalités de la différenciation des apprentissages et de l'accompagnement personnalisé ;

7° les stratégies à mettre en place par l'école pour atteindre les objectifs spécifiques visés au 1° ;

8° le mode d'évaluation annuelle du contrat d'objectifs a opérer par l'école, sans préjudice de l'article 1.5.2-9.

§ 2. Dans le cadre de l'élaboration des stratégies visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 7°, l'école identifie parmi les thématiques suivantes celles qui nécessitent des actions nouvelles à mettre en œuvre prioritairement :

1° les actions pédagogiques déployées pour conduire chaque élève vers la réussite et lui permettre de maîtriser les apprentissages et d'atteindre les objectifs attendus, y compris les modalités d'évaluation de l'acquisition des savoirs, savoir-faire et compétences ;

2° les dispositifs d'accrochage scolaire ;

3° les dispositifs d'adaptation et d'encadrement spécifiques, dont ceux à destination des primo-arrivants ;

4° les aménagements raisonnables pour les élèves à besoins spécifiques reconnus ainsi que l'intégration des élèves dans l'enseignement ordinaire, conformément aux dispositions du Chapitre X du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

5° l'orientation des élèves et la promotion des outils d'orientation tout au long du parcours de chaque élève ;

6° la promotion de la citoyenneté, de la santé, de l'éducation aux médias, de l'environnement et du développement durable ;

7° la prévention et la prise en charge des discriminations et des violences au sein de l'école, y compris des dispositifs spécifiques concernant le harcèlement, le cyber harcèlement et les événements d'exception ainsi que les partenariats avec les services de l'Aide à la jeunesse et de la médiation scolaire ;

8° l'insertion des outils numériques dans les apprentissages et la gouvernance de l'école, ainsi que l'équipement numérique ;

9° l'accueil et l'accompagnement des nouveaux enseignants ;

10° le partenariat et la collaboration avec les parents des élèves de l'école, en concertation avec le conseil de participation ;

11° l'apprentissage et l'accès à la culture et à la lecture ainsi que les collaborations nouées avec les institutions culturelles et les institutions de lecture publique de la zone ;

12° l'apprentissage et l'accès aux sports ainsi que les collaborations avec les institutions sportives de la zone ;

13° en cas d'offre d'enseignement qualifiant, les partenariats noués avec les entreprises et employeurs du secteur concerné ;

14° la maintenance et l'amélioration des infrastructures scolaires ;

15° la politique de l'école en matière de frais scolaires.

L'école décrit par ailleurs les actions existantes qu'elle continue à mettre en œuvre dans le cadre de chacune de ces thématiques en tenant compte du contexte spécifique de l'école, du projet d'école, des lignes directrices fixées par le pouvoir organisateur et des moyens disponibles.

Les catégories d'écoles visées à l'article 1.5.2-2, alinéa 4, précisent, chacune pour ce qui la concerne, par quelles actions concrètes et avec quelles ressources seront atteints les objectifs visés par :

1° l'article 2 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, en développant notamment les actions des thématiques 1°, 2° et 7°, pour les écoles dont une ou plusieurs implantations bénéficient de l'encadrement différencié ; elles détaillent également l'affectation des moyens de fonctionnement et des moyens humains octroyés dans le cadre et le respect du décret précité ;

2° l'article 3 du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire pour les écoles qui y sont soumises, en développant notamment les actions des thématiques 1°, 2° et 13° ;

3° l'article 1.8.3-1, en développant notamment les stratégies 1° et 8°, pour les écoles organisant l'apprentissage par immersion ;

4° l'article 1.5.2-3, § 3, en développant notamment les actions de la thématique 1° visée à l'article 1.5.2-3, § 1<sup>er</sup>, pour les écoles organisant le degré inférieur de l'enseignement secondaire ;

5° le Chapitre X du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, en développant notamment les actions de la thématique 4° visées à l'article 1.5.2-3, § 1<sup>er</sup>, pour les écoles organisant l'enseignement spécialisé.

§ 3. Dans le cadre de son plan de pilotage, chaque école organisant le degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire définit les actions et dispositifs spécifiques à mettre en place par l'équipe éducative, en articulation avec l'équipe du centre PMS, permettant aux élèves d'atteindre les attendus visés au terme du tronc commun.

Art.1.5.2-4. Le plan de pilotage est établi par le directeur, en collaboration avec l'équipe éducative de l'école et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du centre PMS et les représentants des parents de l'école, en tenant compte du contexte spécifique de l'école, du projet d'école, des lignes directrices fixées par le pouvoir organisateur et des moyens disponibles.

La cellule de soutien et d'accompagnement offre son appui à l'école pour l'élaboration du plan de pilotage. Pour la mise en œuvre de cet appui, une convention d'accompagnement, et, s'il échet, de suivi, est établie, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, entre le directeur et le service de soutien et d'accompagnement et, dans l'enseignement subventionné, entre le pouvoir organisateur et la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle l'école est affiliée ou avec laquelle elle est conventionnée.

Moyennant l'accord du pouvoir organisateur concerné, les services du Gouvernement communiquent aux fédérations de pouvoirs organisateurs ou au pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française les indicateurs visés à l'article 1.5.2-3, § 1<sup>er</sup>, 2°, qui concernent des écoles qui leur sont affiliées ou conventionnées. Les indicateurs communiqués visent à permettre à chaque fédération de pouvoirs organisateurs et au pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française de disposer des informations nécessaires au soutien de l'école dans le cadre de l'élaboration du plan de pilotage, à son accompagnement et, le cas échéant, à son suivi. Il est interdit de faire état de ces indicateurs à des tiers sauf dans les cas déterminés par le Gouvernement.

Le plan de pilotage est présenté, par le directeur, selon les conditions de forme fixées par le Gouvernement, par l'intermédiaire de l'application élaborée par l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française (ETNIC), au délégué au contrat d'objectifs, après avis des organes locaux de concertation sociale et du conseil de participation, recueillis dans le respect des règles de confidentialité prévues à l'article 1.5.2-3, § 1<sup>er</sup>, et l'approbation du pouvoir organisateur. Le Gouvernement arrête les règles d'accès à cette application.

Art.1.5.2-5. § 1<sup>er</sup>. Dans les 60 jours calendrier du dépôt du plan de pilotage, le délégué au contrat d'objectifs analyse, après concertation avec le directeur et le pouvoir organisateur, l'adéquation du plan de pilotage aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2 et sa conformité aux articles 1.5.2-1 à 1.5.2-4, selon la procédure et les modalités définies par le Gouvernement.

L'analyse de l'adéquation du plan de pilotage de l'école aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2 consiste en la détection de l'existence d'une éventuelle erreur manifeste d'appréciation dans la fixation des objectifs spécifiques que contient le plan de pilotage de l'école eu égard aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2, ou dans les stratégies définies pour les mettre en œuvre.

Pour réaliser cette analyse, le délégué au contrat d'objectifs peut entre autres rencontrer le pouvoir organisateur, le directeur, l'équipe éducative de l'école, les représentants des parents, les représentants des organes locaux de concertation sociale et, pour l'enseignement secondaire, les représentants des élèves.

§ 2. Si à l'issue de cette analyse le plan de pilotage est approuvé, il est renvoyé à l'école signé par le directeur de zone et contresigné par le délégué au contrat d'objectifs dans le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et selon les modalités fixées par le Gouvernement. Il constitue dès lors le contrat d'objectifs de l'école. Il est conclu entre le pouvoir organisateur et le Gouvernement. Il est contresigné par le directeur de l'école en fonction au moment de la signature du contrat. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 26 et 27 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement.

Dans les cas exceptionnels où le délégué au contrat d'objectifs n'a pas respecté le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, l'analyse de l'adéquation du plan de pilotage telle que visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est réalisée par le directeur

de zone qui dispose de 20 jours calendrier complémentaires.

§ 3. Si le plan de pilotage n'est pas jugé en adéquation avec les objectifs d'amélioration et, le cas échéant, avec les objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2 ou n'a pas été établi conformément aux articles 1.5.2-1 à 1.5.2-4 et à leurs arrêtés d'exécution, le délégué au contrat d'objectifs émet des recommandations motivées à l'attention du directeur et du pouvoir organisateur afin que le plan de pilotage soit adapté.

Les recommandations formulées s'inscrivent dans le respect de la liberté du pouvoir organisateur en matière de méthodes pédagogiques.

Le directeur, en collaboration avec l'équipe éducative de l'école et en concertation, le cas échéant, avec le délégué au contrat d'objectifs et avec les équipes du centre PMS et les représentants des parents, adapte le plan de pilotage. Il le soumet pour avis aux organes locaux de concertation sociale et au conseil de participation et à l'approbation du pouvoir organisateur.

Le plan de pilotage adapté est renvoyé au délégué au contrat d'objectifs dans un délai de 40 jours ouvrables scolaires à partir de la notification des recommandations du délégué au contrat d'objectifs, aux fins d'une nouvelle analyse de son adéquation aux objectifs visés à l'article 1.5.2-2 et de sa conformité aux articles 1.5.2-1 à 1.5.2-4 et à leurs arrêtés d'exécution.

Le délégué au contrat d'objectifs dispose ensuite de 21 jours calendrier pour procéder à une nouvelle analyse de l'adéquation du plan de pilotage aux objectifs visés à l'article 1.5.2-2 et de sa conformité aux articles 1.5.2-1 à 1.5.2-4 et à leurs arrêtés d'exécution.

S'il est approuvé, il est renvoyé à l'école signé par le directeur de zone et contresigné par le délégué au contrat d'objectifs. Il constitue dès lors le contrat d'objectifs de l'école. Il est conclu entre le pouvoir organisateur et le Gouvernement. Il est contresigné par le directeur de l'école en fonction au moment de la signature du contrat. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 26 et 27 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement.

Art.1.5.2-6. Dans le respect des règles de confidentialité prévues à l'article 1.5.2-3, § 1<sup>er</sup>, le directeur présente le contrat d'objectifs :

- 1° à l'équipe éducative de l'école ;
- 2° aux équipes du centre PMS, si ces équipes ont participé à son élaboration ;
- 3° à la cellule de soutien et d'accompagnement, si cette cellule a participé à son élaboration ;
- 4° aux organes locaux de concertation sociale ;
- 5° au conseil de participation visé à l'article 1.5.3-1 et suivants.

Le contrat d'objectifs est mis en œuvre au plus tard à partir du 1<sup>er</sup> septembre suivant la signature de celui-ci. Toutefois, si le contrat d'objectifs a été conclu après le 1<sup>er</sup> septembre, il est mis en œuvre au plus tard à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la signature du contrat d'objectifs.

Art.1.5.2-7. En cas de désaccord persistant entre une école et le délégué au contrat d'objectifs à propos de l'appréciation de ce dernier sur l'adéquation d'un plan de pilotage avec les objectifs d'amélioration et, le cas échéant, avec les objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2 ou sur sa conformité aux articles 1.5.2-1 à 1.5.2-4 et à leurs arrêtés d'exécution, l'école peut saisir, sur la base d'une demande motivée, une instance collégiale composée du Délégué coordonnateur et du directeur de zone concerné dans le délai prévu pour l'adaptation du plan de pilotage. Le cas échéant, cette instance peut adapter les recommandations du délégué au contrat d'objectifs et prolonger le délai laissé à l'école pour s'y conformer.

Art.1.5.2-8. En cas de refus ou d'incapacité de l'école à établir un plan de pilotage, un processus de suivi rapproché est mis en place par le délégué au contrat d'objectifs.

Dans ce cadre, une procédure d'audit externe peut être réalisée par le Service général de l'inspection selon les modalités fixées par le Gouvernement, à la demande du directeur de zone ou du pouvoir organisateur. Sur la base des résultats de l'audit, le plan de pilotage est établi par l'école, le cas échéant en concertation avec le délégué au contrat d'objectifs conformément aux articles précédents. Dans cette hypothèse, une fois le contrat d'objectifs approuvé, le délégué au contrat d'objectifs revient annuellement dans l'établissement pour évaluer sa mise en œuvre. À défaut pour l'école de respecter ce processus de suivi, la procédure visée à l'article 1.5.2-11 est initiée par le directeur de zone.

Art.1.5.2-9. § 1<sup>er</sup>. Le contrat d'objectifs fait l'objet d'une évaluation intermédiaire après trois années d'exécution et est modifié, si nécessaire, conformément au paragraphe 2. Il fait aussi l'objet d'une évaluation finale au cours de sa sixième année d'exécution. Ces évaluations sont réalisées par le délégué au contrat d'objectifs, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Les évaluations portent sur la mise en œuvre des stratégies et sur leur efficacité en regard des objectifs spécifiques fixés, à la lumière notamment des valeurs chiffrées mentionnées dans l'annexe visée à l'article 1.5.2-3, § 1<sup>er</sup>, 3°. Pour ce faire, le délégué au contrat d'objectifs peut entre autres rencontrer le pouvoir organisateur, le directeur, l'équipe éducative, les représentants des parents, les représentants des organes locaux de concertation sociale et les délégués des élèves.

Les évaluations sont motivées par le délégué au contrat d'objectifs et s'inscrivent dans le respect de la liberté du pouvoir organisateur en matière de méthodes pédagogiques.

§ 2. Lorsque l'évaluation intermédiaire visée au paragraphe 1<sup>er</sup> révèle que la mise en œuvre du contrat d'objectifs ne permet pas de rencontrer ses objectifs, lorsque les objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2 ont été adaptés par le Gouvernement ou lorsque les moyens disponibles visés à l'article 1.5.2-4, alinéa 1<sup>er</sup>, ont évolué, le directeur propose une modification de ce contrat dans les 75 jours ouvrables scolaires de la notification de l'évaluation intermédiaire. La modification proposée est élaborée en collaboration avec l'équipe éducative et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du centre PMS et avec les représentants des parents. Elle est soumise à l'avis des organes locaux de concertation sociale et du conseil de participation et à l'approbation du pouvoir organisateur.

Pour la modification du contrat d'objectifs et son suivi, la cellule de soutien et d'accompagnement offrent son appui à l'école.

Dans les 30 jours calendrier du dépôt de la proposition de modification du contrat d'objectifs, le délégué au contrat d'objectifs analyse cette modification avec le directeur et le pouvoir organisateur.

S'il estime cette modification conforme aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2, il soumet le contrat d'objectifs modifié à la signature du directeur de zone. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 26 et 27 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement.

Si la proposition de modification du contrat d'objectifs n'est pas jugée en adéquation aux objectifs d'amélioration

et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2, le délégué au contrat d'objectifs émet des recommandations motivées à l'attention du directeur et du pouvoir organisateur afin que le plan de pilotage soit adapté. Les recommandations formulées s'inscrivent dans le respect de la liberté du pouvoir organisateur en matière de méthodes pédagogiques.

Le directeur, en collaboration avec l'équipe éducative et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du centre PMS, adapte la proposition de modification du contrat d'objectifs. Il la soumet pour avis aux organes locaux de concertation sociale et au conseil de participation et à l'approbation du pouvoir organisateur.

La proposition de modification du contrat d'objectifs adaptée est renvoyée au délégué au contrat d'objectifs dans un délai de 40 jours ouvrables scolaires à partir de la notification des recommandations du délégué au contrat d'objectifs. Le délégué au contrat d'objectifs dispose ensuite de 21 jours calendrier pour procéder à une nouvelle analyse de son adéquation aux objectifs visés à l'article 1.5.2-2.

S'il estime cette modification conforme aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2, il soumet le contrat d'objectifs modifié à la signature du directeur de zone. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 26 et 27 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement.

§ 3. En cas de désaccord persistant entre une école et le délégué au contrat d'objectifs sur l'évaluation d'un contrat d'objectifs, l'école peut saisir, sur la base d'une demande motivée, une instance collégiale composée du Délégué coordonnateur et du directeur de zone concerné dans le délai prévu pour l'adaptation du plan de pilotage. Le cas échéant, cette instance peut adapter les recommandations du délégué au contrat d'objectifs et prolonger le délai laissé à l'école pour s'y conformer.

Art.1.5.2-10. Lorsque l'évaluation intermédiaire visée à l'article 1.5.2-9 révèle une mauvaise volonté manifeste de mettre en œuvre le contrat d'objectifs ou une incapacité manifeste à atteindre les objectifs y visés, un processus de suivi rapproché de la mise en œuvre du contrat d'objectifs est mis en place par le délégué au contrat d'objectifs.

Le délégué au contrat d'objectifs revient annuellement dans l'école pour évaluer la mise en œuvre du contrat d'objectifs.

Dans ce cadre, une procédure d'audit externe peut être réalisée par le Service général de l'inspection selon les modalités fixées par le Gouvernement, à la demande du directeur de zone ou du pouvoir organisateur. Sur la base des résultats de l'audit, le directeur de zone peut également approuver une modification du contrat d'objectifs, après concertation entre le délégué au contrat d'objectifs, le directeur et le pouvoir organisateur.

À cette fin, le directeur, en collaboration avec l'équipe éducative et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du centre PMS, propose la modification du contrat d'objectifs. Il la soumet pour avis aux organes locaux de concertation sociale et au conseil de participation et à l'approbation du pouvoir organisateur. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 26 et 27 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement.

Art.1.5.2-11. § 1<sup>er</sup>. Dans les cas où un contrat d'objectifs ne peut être modifié en application de l'article 1.5.2-9, § 2, et/ou si un processus de suivi, tel que visé à l'article 1.5.2-8 ou 1.5.2-10, ne peut être mis en place ou n'est pas respecté par l'école ou par le pouvoir organisateur, le directeur de zone adresse un courrier recommandé avec accusé de réception au pouvoir organisateur, lui enjoignant ou de modifier le contrat d'objectifs ou de respecter le processus de suivi dans un délai de 30 jours ouvrables scolaires. Une copie de ce courrier est adressée pour information à la fédération de pouvoirs organisateurs concernée.

§ 2. À défaut pour le pouvoir organisateur d'y satisfaire, le Gouvernement peut décider de réduire de 5 %, au plus, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, pour l'enseignement subventionné, les subventions de fonctionnement de l'école visées à l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

Préalablement à toute décision de réduction des dotations ou des subventions de fonctionnement, le Gouvernement adresse une lettre de mise en demeure au pouvoir organisateur en l'invitant à faire connaître ses observations par écrit uniquement. Celui-ci dispose d'un délai de trente jours ouvrables scolaires, à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure, pour faire valoir ses observations. La réduction des dotations ou des subventions de fonctionnement court à compter de la notification de la décision du Gouvernement jusqu'à ce que le pouvoir organisateur collabore à l'élaboration ou à la bonne mise en œuvre du contrat d'objectifs.

§ 3. Lorsque le Gouvernement prononce une décision de réduction des dotations ou des subventions de fonctionnement et à défaut pour l'école d'avoir apporté la preuve qu'elle a satisfait à l'injonction du Gouvernement dans un délai de six mois à compter de la notification de la décision visée au paragraphe 2, alinéa 2, le Gouvernement supprime, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

Art.1.5.2-12. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut toutefois, sur la base des observations écrites visées à l'article 1.5.2-11, § 2, alinéa 2, en lieu et place de cette réduction, enjoindre au pouvoir organisateur de désigner un manager de crise.

À cet effet, le Gouvernement lui adresse un courrier recommandé avec accusé de réception en lui enjoignant de désigner un manager de crise dans un délai de 30 jours calendrier.

Dans l'enseignement subventionné, le pouvoir organisateur peut, pour la désignation du manager de crise, habiliter la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle il est affilié si les statuts de celle-ci ou la résolution d'adhésion à celle-ci contiennent une telle habilitation ou si le pouvoir organisateur a fourni cette habilitation par écrit, mentionnant la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle le pouvoir organisateur est affilié. Dans ce cas, une copie du courrier enjoignant au pouvoir organisateur de désigner un manager de crise est adressée pour information à cette fédération de pouvoirs organisateurs.

Le manager de crise est désigné selon les règles qui sont propres au pouvoir organisateur ou, le cas échéant, à la fédération de pouvoirs organisateurs habilitée à cet effet, et à leur charge. Si le pouvoir organisateur ou, le cas échéant, sa fédération de pouvoirs organisateurs si celle-ci est habilitée à le faire, ne désigne pas un manager de crise dans le délai de 30 jours prévu à l'alinéa 2, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite à procéder à cette désignation dans un délai de quinze jours calendrier à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure.

Si, à l'échéance de ce délai de quinze jours calendrier, le pouvoir organisateur ou, le cas échéant, la fédération de pouvoirs organisateurs si elle est habilitée à le faire, n'a pas apporté la preuve de la désignation d'un manager de crise,

le Gouvernement supprime, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

§ 2. Le manager de crise est désigné, pour une ou plusieurs périodes dont la durée est concertée avec le directeur de zone, avec un maximum de 36 mois.

L'organe local de concertation sociale et le conseil de participation sont informés de la désignation du manager de crise préalablement à son entrée en fonction.

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le manager de crise analyse la situation de l'école sur la base du rapport d'évaluation intermédiaire visé à l'article 1.5.2-9, de l'évaluation de l'évolution du processus de suivi rapproché et de l'audit externe visés aux articles 1.5.2-8 et 1.5.2-10. Il formule des propositions, après consultation du directeur, de l'équipe éducative de l'école, et le cas échéant, des équipes du centre PMS en vue de rencontrer les objectifs du contrat d'objectifs ou de modifier celui-ci.

Il en informe les organes locaux de concertation sociale et le conseil de participation. Il soumet ces propositions pour approbation au pouvoir organisateur.

Sur la base de ces propositions, le contrat d'objectifs fait l'objet, le cas échéant, d'une proposition en vue de sa modification par le pouvoir organisateur, en concertation avec le manager de crise.

Cette proposition de modification est adressée au directeur de zone. S'il l'approuve, elle fait partie intégrante du contrat d'objectifs de l'école. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 26 et 27 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement. Le manager de crise met en œuvre le contrat d'objectifs en collaboration avec le directeur, l'équipe éducative de l'école, le pouvoir organisateur et, le cas échéant, les équipes du centre PMS, dans le cadre d'un processus de suivi rapproché tel que visé à l'article 1.5.2-10.

§ 3. Le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs évaluent au plus tard un mois avant l'échéance de la fin de la mission du manager de crise l'accomplissement et le résultat de cette mission en concertation avec le pouvoir organisateur et, le cas échéant, sa fédération de pouvoirs organisateurs habilitée à cet effet si celle-ci a désigné le manager de crise.

Au terme de cette évaluation, le directeur de zone communique au Gouvernement, après consultation du pouvoir organisateur et, le cas échéant, de sa fédération de pouvoirs organisateurs si elle a participé au processus de désignation du manager de crise, un rapport au terme duquel il conclut à la mise en œuvre satisfaisante ou insatisfaisante du contrat d'objectifs.

Lorsque le rapport conclut à la mise en œuvre insatisfaisante du contrat d'objectifs, le Gouvernement supprime, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

Préalablement à cette décision de suppression du financement des traitements et dotations ou des subventions, le Gouvernement adresse une lettre de mise en demeure au pouvoir organisateur en l'invitant à faire connaître ses observations par écrit uniquement. Celui-ci dispose d'un délai de trente jours ouvrables scolaires, à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure, pour faire valoir ses observations.

§ 4. Le directeur concerné conserve, durant la période de désignation du manager de crise, le bénéfice de sa désignation en qualité de directeur à titre temporaire ou de sa désignation en qualité de directeur admis au stage ou de sa nomination ou de son engagement à titre définitif en tant que directeur ainsi que de sa rémunération, sans préjudice toutefois de l'article 43 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement, des Chapitres IX et IXbis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des Chapitres VIII et IX du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, des Chapitres IX et X du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Sans préjudice des éventuelles procédures disciplinaires ou de licenciement pouvant être mises en œuvre par le pouvoir organisateur en cas de fait grave et probant, le directeur ou un membre de l'équipe éducative peut faire l'objet d'une procédure de suspension préventive conformément aux dispositions qui régissent sa fonction, lorsque la désignation du manager de crise est fondée sur :

- 1° le refus ou l'incompétence du directeur à élaborer le plan de pilotage ;
- 2° la mauvaise volonté manifeste du directeur à mettre en œuvre le contrat d'objectifs et/ou, une incapacité à réaliser les objectifs y visés ;
- 3° l'impossibilité imputable au directeur de modifier le contrat d'objectifs ou d'assurer la mise en œuvre d'un processus de suivi rapproché ;
- 4° la mauvaise volonté manifeste ou la carence manifeste et répétée du membre de l'équipe éducative dans le cadre de l'élaboration du plan de pilotage, de la mise en œuvre du contrat d'objectifs, ou de la mise en œuvre d'un processus de suivi rapproché.

Durant cette suspension préventive, des objectifs de développement peuvent être fixés au membre du personnel par le pouvoir organisateur, en accord avec le délégué au contrat d'objectifs de l'école.

Une évaluation de la réalisation de ces objectifs est faite à l'issue de la période fixée par le pouvoir organisateur. Les constats posés dans le cadre de cette évaluation peuvent constituer des éléments graves et probants pouvant amener le pouvoir organisateur à entamer sur cette base une procédure disciplinaire ou de licenciement. La durée de validité de cette évaluation est cependant limitée à douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsqu'une procédure disciplinaire ou de licenciement est entamée sur la base de celle-ci, dans ce délai, l'évaluation demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision définitive de sanction ou licenciement est notifiée au membre du personnel.

Sans préjudice de l'article 124 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement, le manager de crise le remplace jusqu'à la désignation d'un nouveau directeur.

*Section II. — Du dispositif d'ajustement et du protocole de collaboration*

Art.1.5.2-13. Le Gouvernement précise, après avis de la Commission de pilotage visée à l'article 1.6.1-1, la notion de performances présentant un écart significatif en dessous de la moyenne des écoles comparées.

À cette fin, il s'appuie sur une analyse comparée d'indicateurs croisés et récurrents pour un ensemble d'écoles présentant un même profil, et appartenant à un même groupe de classes, la classe étant définie à l'article 4 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité. Les indicateurs choisis sont liés au climat de l'école, aux parcours et résultats des élèves et aux équipes pédagogiques.

Art.1.5.2-14. Le Service général de l'inspection réalise un audit à l'issue duquel il établit un diagnostic de l'école dont les performances présentent un écart significatif au sens de l'article 1.5.2-13.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles l'audit, le rapport et le diagnostic sont réalisés.

Art.1.5.2-15. Le délégué au contrat d'objectifs ou le directeur de zone compétent fixe les objectifs d'ajustement de l'école qui tiennent compte du diagnostic visé à l'article 1.5.2-14.

Il propose également les supports ou ressources, dont la liste est arrêtée par le Gouvernement, qui pourront être mis(es) à disposition de l'école par celui-ci dans le cadre de la mise en oeuvre du protocole de collaboration visé à l'article 1.5.2-17 afin d'assurer la réalisation de ces objectifs d'ajustement.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles le diagnostic et les objectifs d'ajustement sont présentés et communiqués au directeur, au pouvoir organisateur, le cas échéant en présence de sa fédération de pouvoirs organisateurs.

Art.1.5.2-16. § 1<sup>er</sup>. Une proposition de « dispositif d'ajustement » adaptée à la situation de l'école et au diagnostic et qui vise la rencontre des objectifs d'ajustement tels que définis à l'article 1.5.2-15, est élaborée par le directeur, en collaboration avec l'équipe éducative et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du centre PMS, selon les éléments et les modalités fixés par le Gouvernement.

Pour rédiger la proposition de « dispositif d'ajustement », la cellule de soutien et d'accompagnement apporte son appui au directeur et à son équipe éducative dans le cadre d'une convention d'accompagnement et de suivi.

La proposition de « dispositif d'ajustement » précise les actions prioritaires à mettre en oeuvre pour atteindre ces objectifs d'ajustement et prévoit les méthodes de mesure et d'évaluation des résultats attendus ainsi que les délais dans lesquels ceux-ci sont attendus.

La proposition définit également les ressources à solliciter en interne auprès du pouvoir organisateur et, le cas échéant, de sa fédération de pouvoirs organisateurs, et les supports ou ressources à solliciter en externe, notamment auprès du Gouvernement sur la base de la liste visée à l'article 1.5.2-15.

§ 2. La proposition de « dispositif d'ajustement » est soumise pour avis aux organes locaux de concertation, ainsi qu'à la cellule de soutien et d'accompagnement.

Elle doit ensuite être approuvée par le pouvoir organisateur, préalablement à sa présentation au délégué au contrat d'objectifs.

§ 3. La proposition de « dispositif d'ajustement » visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est présentée, selon les conditions de forme fixées par le Gouvernement, au délégué au contrat d'objectifs dans les 55 jours ouvrables scolaires qui suivent la communication du diagnostic et des objectifs d'ajustement visée à l'article 1.5.2-15, alinéa 3.

Art.1.5.2-17. § 1<sup>er</sup>. Dans les 20 jours calendrier du dépôt de la proposition de « dispositif d'ajustement », le délégué au contrat d'objectifs analyse, après concertation avec le directeur et le pouvoir organisateur, l'adéquation de la proposition de « dispositif d'ajustement » aux objectifs d'ajustement visés à l'article 1.5.2-15 et au diagnostic visé à l'article 1.5.2-14, selon la procédure et les modalités définies par le Gouvernement.

L'analyse de l'adéquation du « dispositif d'ajustement » aux objectifs d'ajustement visés à l'article 1.5.2-15 et au diagnostic visé à l'article 1.5.2-14 consiste en la détection de l'existence d'une éventuelle erreur manifeste d'appréciation quant à l'adéquation entre le « dispositif d'ajustement », le diagnostic et les objectifs poursuivis.

Dans les cas exceptionnels où le délégué au contrat d'objectifs n'a pas respecté le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'analyse de l'adéquation de la proposition de « dispositif d'ajustement », telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est réalisée par le directeur de zone qui dispose pour ce faire d'un délai complémentaire de 14 jours calendrier.

§ 2. Si à l'issue de cette analyse, le dispositif d'ajustement est approuvé, il est renvoyé à l'école signé par le directeur de zone et contresigné par le délégué au contrat d'objectifs. Ce « dispositif d'ajustement » ainsi approuvé constitue dès lors le protocole de collaboration conclu entre le pouvoir organisateur, le cas échéant sa fédération de pouvoirs organisateurs et le Gouvernement. Il est signé par l'ensemble des parties et contresigné par le directeur de l'école en fonction au moment de la signature du protocole de collaboration. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 26 et 27 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement.

§ 3. Si le dispositif d'ajustement n'est pas jugé en adéquation avec les objectifs d'ajustement visés à l'article 1.5.2-15 et au diagnostic visé à l'article 1.5.2-14, le délégué au contrat d'objectifs émet des recommandations motivées à l'attention du pouvoir organisateur et de sa fédération de pouvoirs organisateurs, afin que le « dispositif d'ajustement » soit adapté. Les recommandations formulées s'inscrivent dans le respect de la liberté du pouvoir organisateur en matière de méthodes pédagogiques.

Pour adapter le « dispositif d'ajustement », le directeur, en collaboration avec l'équipe éducative et, le cas échéant, en concertation avec le délégué au contrat d'objectifs, avec les équipes du centre PMS, dispose de 35 jours ouvrables scolaires pour renvoyer au délégué au contrat d'objectifs le « dispositif d'ajustement », après avis et approbation comme précisé à l'article 1.5.2-16, § 2.

Le délégué au contrat d'objectifs dispose ensuite de 21 jours calendrier pour procéder à une nouvelle analyse de l'adéquation du dispositif d'ajustement avec les objectifs d'ajustement visés à l'article 1.5.2-15 et au diagnostic visé à l'article 1.5.2-14.

S'il est approuvé, il est renvoyé à l'école signé par le directeur de zone et contresigné par le délégué au contrat d'objectifs. Il constitue dès lors le protocole de collaboration conclu entre le pouvoir organisateur, le cas échéant sa fédération de pouvoirs organisateurs et le Gouvernement. Il est signé par l'ensemble des parties et contresigné par le directeur de l'école en fonction au moment de la signature du protocole de collaboration. Au besoin, il est procédé à une modification de la lettre de mission du directeur conformément aux articles 26 et 27 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement.

§ 4. Le protocole de collaboration est à l'usage exclusif et confidentiel de l'équipe éducative, du directeur, des services du Gouvernement, du pouvoir organisateur concerné et, le cas échéant, de la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle l'école est affiliée ou avec laquelle elle est conventionnée, et ne peut faire l'objet d'aucune communication à des tiers à l'école, sauf dans les cas fixés par le Gouvernement, notamment pour des fins académiques ou scientifiques. Les destinataires de ce document sont soumis à une obligation de confidentialité.

Art.1.5.2-18. En cas de désaccord persistant entre une école et le délégué au contrat d'objectifs à propos de l'appréciation de ce dernier sur l'adéquation d'un « dispositif d'ajustement » aux objectifs d'ajustement visés à l'article 1.5.2-15 et au diagnostic visé à l'article 1.5.2-14, l'école peut saisir, sur la base d'une demande motivée, une instance collégiale composée du Délégué coordonnateur et du directeur de zone concerné dans le délai prévu pour l'adaptation du plan de pilotage. Le cas échéant, cette instance peut adapter les recommandations du délégué au contrat d'objectifs et prolonger le délai laissé à l'école pour s'y conformer.

Art.1.5.2-19. Le directeur et le pouvoir organisateur présentent le protocole de collaboration à l'équipe éducative de l'école, aux équipes du centre PMS en présence de la cellule de soutien et d'accompagnement, aux organes locaux de concertation sociale et au conseil de participation.

Le protocole de collaboration est mis en oeuvre dès la signature de celui-ci. Concomitamment, un processus de suivi rapproché de la mise en oeuvre du protocole de collaboration est mis en place par le délégué au contrat d'objectifs.

Le Gouvernement fixe les modalités de l'évaluation de la mise en oeuvre du protocole de collaboration par le délégué au contrat d'objectifs.

Art.1.5.2-20. En cas de refus ou d'incapacité de l'école à établir un dispositif d'ajustement et à permettre l'approbation et la signature du protocole de collaboration, conformément à l'article 1.5.2-17, ou lorsque l'évaluation de la mise en oeuvre du protocole de collaboration révèle une mauvaise volonté ou une incapacité manifeste à atteindre les objectifs d'ajustement du protocole, le directeur de zone adresse un courrier recommandé avec accusé de réception au pouvoir organisateur.

Ce courrier enjoint au directeur et au pouvoir organisateur :

1° soit d'établir un dispositif d'ajustement en vue de permettre l'approbation et la signature du protocole de collaboration ;

2° soit de respecter le protocole de collaboration et le processus de suivi de sa mise en oeuvre.

Le cas échéant, une copie de ce courrier est envoyée à la fédération de pouvoirs organisateurs concernée.

À défaut pour l'école d'avoir satisfait à l'injonction dans un délai de 30 jours ouvrables scolaires, le Gouvernement peut décider de réduire de 5 %, au plus, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, pour l'enseignement subventionné, les subventions de fonctionnement de l'école visées à l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

Préalablement à toute décision de réduction des dotations ou des subventions de fonctionnement, le Gouvernement adresse une lettre de mise en demeure au pouvoir organisateur en l'invitant à faire connaître ses observations par écrit uniquement. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours ouvrables scolaires, à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure pour faire valoir ses observations. La réduction des dotations ou subventions de fonctionnement court à compter de la notification de la décision du Gouvernement jusqu'à ce que le pouvoir organisateur collabore à l'élaboration ou à la bonne mise en oeuvre du protocole de collaboration et du processus de suivi de sa mise en oeuvre.

Lorsque le Gouvernement prononce une décision de réduction des dotations ou des subventions de fonctionnement et à défaut pour l'école d'avoir apporté la preuve qu'elle a satisfait à l'injonction du Gouvernement dans un délai de six mois à compter de la notification de la décision visée à l'alinéa 5, le Gouvernement supprime, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

Art.1.5.2-21. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut toutefois, sur la base des observations écrites visées à l'article 1.5.2-20, en lieu et place de cette réduction, enjoindre au pouvoir organisateur la désignation d'un manager de crise.

À cet effet, le Gouvernement lui adresse un courrier recommandé avec accusé de réception en lui enjoignant de désigner un manager de crise dans un délai de 30 jours calendrier.

Dans l'enseignement subventionné, le pouvoir organisateur peut, pour la désignation du manager de crise, habiliter la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle il est affilié si les statuts de celle-ci ou la résolution d'adhésion à celle-ci contiennent une telle habilitation ou si le pouvoir organisateur a fourni cette habilitation par écrit, mentionnant la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle le pouvoir organisateur est affilié. Dans ce cas une copie du courrier enjoignant au pouvoir organisateur de désigner un manager de crise est adressée pour information à cette fédération de pouvoirs organisateurs.

§ 2. Le manager de crise est désigné selon les règles qui sont propres au pouvoir organisateur ou, le cas échéant, à la fédération de pouvoirs organisateurs habilitée à cet effet, et à leur charge.

Si le pouvoir organisateur ou, le cas échéant, sa fédération de pouvoirs organisateurs, si celle-ci est habilitée à le faire, ne désigne pas un manager de crise dans le délai de 30 jours prévu à l'alinéa 2 de l'article 1.5.2-21, § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite à procéder à cette désignation dans un délai de 15 jours calendrier à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure.

Si, à l'échéance de ce délai de 15 jours calendrier, le pouvoir organisateur ou, le cas échéant, sa fédération de pouvoirs organisateurs, si elle est habilitée à le faire, n'a pas apporté la preuve de la désignation d'un manager de crise, le Gouvernement supprime, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.



Le manager de crise est désigné, pour une ou plusieurs périodes avec un maximum de 36 mois en concertation avec le directeur de zone.

L'organe local de concertation sociale et le conseil de participation sont informés de la désignation du manager de crise préalablement à son entrée en fonction.

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le manager de crise analyse la situation de l'école sur la base du diagnostic visé à l'article 1.5.2-14 et, s'il échet, de l'évaluation de la mise en œuvre du protocole de collaboration visée à l'article 1.5.2-19.

Il formule des propositions, après consultation du pouvoir organisateur, du directeur, de l'équipe éducative, de la fédération de pouvoirs organisateurs concernée et le cas échéant, des équipes du centre PMS en vue de rencontrer les objectifs du protocole de collaboration ou de modifier celui-ci.

Il en informe les organes locaux de concertation sociale et le conseil de participation. Il soumet ces propositions pour approbation au pouvoir organisateur.

Sur la base de ces propositions, le protocole de collaboration fait l'objet, le cas échéant, d'une proposition en vue de sa modification par le pouvoir organisateur, en concertation avec le manager de crise.

Cette proposition de modification est alors adressée au directeur de zone. S'il l'approuve, elle fait partie intégrante du protocole de collaboration de l'école. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 26 et 27 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement.

Le manager de crise met en œuvre le protocole de collaboration en collaboration avec le pouvoir organisateur, le directeur, l'équipe éducative de l'école, et le cas échéant, les équipes du centre PMS dans le cadre d'un processus de suivi rapproché tel que visé à l'article 1.5.2-19, alinéa 2.

§ 3. Le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs évaluent au plus tard un mois avant l'échéance de la fin de la mission du manager de crise l'accomplissement et le résultat de cette mission en concertation avec le pouvoir organisateur et, le cas échéant, sa fédération de pouvoirs organisateurs habilitée à cet effet si celle-ci a désigné le manager de crise.

Au terme de cette évaluation, le directeur de zone communique au Gouvernement, après consultation du pouvoir organisateur et, le cas échéant, de sa fédération de pouvoirs organisateurs si elle a participé au processus de désignation du manager de crise, un rapport au terme duquel il conclut à la mise en œuvre satisfaisante ou insatisfaisante du protocole de collaboration.

Lorsque le rapport conclut à la mise en œuvre insatisfaisante du protocole de collaboration, le Gouvernement supprime, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

Préalablement à la décision de suppression des dotations, des traitements ou subventions, le Gouvernement adresse une lettre de mise en demeure au pouvoir organisateur en l'invitant à faire connaître ses observations par écrit uniquement. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure pour faire valoir ses observations.

§ 4. Le directeur concerné conserve, durant la période de désignation du manager de crise, le bénéfice de sa désignation en qualité de directeur à titre temporaire ou de sa désignation en qualité de directeur admis au stage ou de sa nomination à titre définitif en tant que directeur ainsi que de sa rémunération, sans préjudice toutefois de l'article 43 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement, des Chapitres IX et IXbis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des Chapitres VIII et IX du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, des Chapitres IX et X du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Sans préjudice des éventuelles procédures disciplinaires ou de licenciement pouvant être mises en œuvre par le pouvoir organisateur en cas de fait grave et probant, le directeur ou un membre de l'équipe éducative peut faire l'objet d'une procédure de suspension préventive conformément aux dispositions qui régissent sa fonction, lorsque la désignation du manager de crise est fondée sur :

- 1° le refus ou l'incompétence du directeur à élaborer le dispositif d'ajustement ;
- 2° la mauvaise volonté manifeste du directeur à mettre en œuvre le protocole de collaboration et/ou une incapacité à réaliser les objectifs y visés ;
- 3° l'impossibilité imputable au directeur de modifier le protocole de collaboration ou d'assurer la mise en œuvre d'un processus de suivi rapproché ;
- 4° la mauvaise volonté manifeste ou la carence manifeste et répétée du membre de l'équipe éducative dans le cadre de l'élaboration du dispositif d'ajustement, de la mise en œuvre du protocole de collaboration, ou de la mise en œuvre d'un processus de suivi rapproché.

Durant cette suspension préventive, des objectifs de développement peuvent être fixés au membre du personnel par le pouvoir organisateur, en accord avec le délégué au contrat d'objectifs de l'école.

Une évaluation de la réalisation de ces objectifs est faite à l'issue de la période fixée par le pouvoir organisateur. Les constats posés dans le cadre de cette évaluation peuvent constituer des éléments graves et probants pouvant amener le pouvoir organisateur à entamer sur cette base une procédure disciplinaire ou de licenciement. La durée de validité de cette évaluation est cependant limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement.

Toutefois, lorsqu'une procédure disciplinaire ou de licenciement est entamée sur la base de celle-ci, dans ce délai, l'évaluation demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision définitive de sanction ou licenciement est notifiée au membre du personnel.

Sans préjudice de l'article 124 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement, le manager de crise le remplace jusqu'à la désignation d'un nouveau directeur.

Art.1.5.2-22. Le protocole de collaboration se substitue au contrat d'objectifs de l'école pendant la durée fixée par le protocole et au maximum pour une durée de trois ans.

*Section III. — De l'évaluation des mesures en matière du pilotage des écoles*

Art.1.5.2-23. Le Gouvernement évalue la mise en œuvre des dispositions du présent Chapitre et en fait rapport au Parlement au cours de l'année scolaire 2022-2023.

*CHAPITRE III. — De la participation**Section 1<sup>ère</sup>. — Du conseil de participation*

Art.1.5.3-1. § 1<sup>er</sup>. Il est créé dans chaque école un conseil de participation.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur qui organise plusieurs écoles peut constituer un conseil de participation commun à deux, trois ou quatre écoles, après avoir pris avis des conseils de participation concernés.

Lorsqu'il est fait usage de la dérogation prévue à l'alinéa 2, pour chacune des catégories visées à l'article 1.5.3-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, un représentant de chaque école au moins est membre du conseil de participation.

Sur avis favorable du conseil de participation, le pouvoir organisateur peut soit renoncer au regroupement, soit le modifier. Le regroupement ou sa modification ne peuvent intervenir qu'après trois années de fonctionnement du conseil de participation concerné.

§ 2. Le conseil de participation est chargé :

1<sup>o</sup> de débattre et d'émettre un avis sur le projet d'école en se fondant notamment sur des propositions émises par les délégués du pouvoir organisateur, de l'amender et de le compléter, et de le proposer à l'approbation du pouvoir organisateur ;

2<sup>o</sup> de proposer des adaptations au projet d'école conformément à l'article 1.5.1-5, § 1<sup>er</sup> ;

3<sup>o</sup> de mener une réflexion globale sur les frais scolaires réclamés en cours d'année, notamment ceux qui sont liés à des activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet d'école ;

4<sup>o</sup> d'étudier et de proposer la mise en place d'un mécanisme de solidarité entre les élèves pour le paiement des frais scolaires visés au 3<sup>o</sup> ;

5<sup>o</sup> d'étudier et de proposer les actions de soutien et d'accompagnement à l'attention des élèves inscrits sur la base de l'indice socio-économique de leur école fondamentale ou primaire d'origine ;

6<sup>o</sup> de remettre un avis sur le plan de pilotage conformément aux articles 1.5.2-4, alinéa 4, et 1.5.2-5, § 3, alinéa 5, et sur la proposition de modification du contrat d'objectifs, conformément à l'article 1.5.2-9, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 6, et à l'article 1.5.2-10, alinéa 4, en formulant toutes propositions utiles à ce sujet ;

7<sup>o</sup> de débattre et de remettre un avis sur le règlement d'ordre intérieur de l'école et, le cas échéant, de l'amender et de le compléter ;

8<sup>o</sup> d'informer les parents ou les élèves majeurs sur les dispositions décrétales et réglementaires applicables en matière de gratuité d'accès à l'enseignement et de veiller à leur bonne application au sein de l'école ;

9<sup>o</sup> de recevoir une information claire et transparente de la part du pouvoir organisateur concernant les moyens relatifs à la gratuité d'accès reçus ou collectés, directement ou indirectement, et l'utilisation de ceux-ci.

Art.1.5.3-2. § 1<sup>er</sup>. Le conseil de participation comprend des membres de droit, des membres élus et des membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'école.

Les membres de droit sont le directeur et les délégués que désigne le pouvoir organisateur.

Les membres élus comprennent :

1<sup>o</sup> les représentants du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical ;

2<sup>o</sup> les représentants des parents ;

3<sup>o</sup> les représentants des élèves, sans préjudice du paragraphe 4 ;

4<sup>o</sup> un représentant du personnel ouvrier et administratif, là où il est attaché à l'école.

Les membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'école sont désignés par le pouvoir organisateur ou son délégué.

Chaque membre du conseil de participation peut se faire remplacer par un suppléant désigné ou élu, selon les mêmes modalités que le membre effectif.

Le nombre de représentants visés à l'alinéa 3, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, est identique pour chaque catégorie.

Ce nombre est fixé par le pouvoir organisateur ou son délégué. Il ne peut être inférieur à trois ni supérieur à six.

Ni les délégués du pouvoir organisateur ni les membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'école ne peuvent être en nombre supérieur à celui attribué à chacune des catégories visées à l'alinéa 3, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>.

Toutefois, lorsqu'il est fait usage de la dérogation prévue à l'article 1.5.3-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, la délégation du pouvoir organisateur peut comprendre un nombre supérieur à celui attribué à chacune des catégories visées à l'alinéa 3, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de manière à ce que le nombre de délégués du pouvoir organisateur qui ne sont pas directeurs soit supérieur d'une unité au nombre de directeurs.

§ 2. Les représentants du personnel visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, comprennent :

1<sup>o</sup> dans l'enseignement officiel, des délégués élus en leur sein et au scrutin secret par l'ensemble des membres du personnel concerné nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire pour une année scolaire complète ;

2<sup>o</sup> dans l'enseignement libre,

a) trois délégués, membres du personnel de l'école pour une année scolaire complète, désignés par les organisations syndicales représentatives suivant une proportionnalité conforme à celle du résultat des élections sociales dans l'école, c'est-à-dire aux conseils d'entreprise, ou, à défaut, au comité pour la protection du travail, ou, à défaut, dans les instances de concertation locales ;

b) un maximum de trois délégués élus en leur sein et au scrutin secret par l'ensemble des membres du personnel concerné engagés à titre définitif ou engagés à titre temporaire pour une année scolaire complète.

Les représentants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ne peuvent faire partie ni du conseil d'administration ni de l'assemblée générale du pouvoir organisateur. Le Gouvernement peut accorder dérogation à cette disposition lorsque tous les membres du personnel sont membres de droit du pouvoir organisateur.

Les représentants du personnel visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, doivent obligatoirement prêter au moins un mi-temps dans l'école.

§ 3. Les représentants des élèves sont élus, en leur sein, après appel aux candidats, soit par l'ensemble des élèves de l'école, soit par l'ensemble des élèves du niveau secondaire de l'école, soit par l'ensemble des élèves du degré supérieur de l'enseignement secondaire.

Le mandat ne peut entraîner ni préjudice ni privilège pour celui qui l'exerce.

Le choix entre les trois modalités fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de la compétence du pouvoir organisateur qui peut le déléguer.

§ 4. Dans l'enseignement fondamental, le pouvoir organisateur, sur proposition de deux tiers au moins des membres du conseil de participation, peut décider d'élargir le conseil de participation à des délégués d'élèves, soit de manière permanente, soit de manière occasionnelle.

§ 5. Lorsqu'il existe au sein de l'école une association de parents membre de l'une des organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves visées à l'article 1.6.6-1, l'organisation de l'élection des représentants des parents est réglée par cette organisation.

À défaut, la première réunion générale des parents est faite à l'initiative du pouvoir organisateur ou de son délégué.

Dans l'un comme dans l'autre cas, l'assemblée générale des parents élit au scrutin secret ses représentants. La convocation et le procès-verbal de toute assemblée générale sont portés à la connaissance de l'ensemble des parents. Chaque parent présent lors de l'assemblée générale peut participer au scrutin et se porter candidat sans autre condition.

Les représentants des parents visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, ne peuvent faire partie ni du conseil d'administration, ni de l'assemblée générale du pouvoir organisateur, ni être membres du personnel de l'école. Le Gouvernement peut accorder dérogation à cette disposition lorsque tous les parents sont membres de droit du pouvoir organisateur.

§ 6. Le personnel ouvrier et administratif élit son représentant.

§ 7. Les membres élus représentant les enseignants et les membres représentant l'environnement social, culturel et économique exercent un mandat renouvelable d'une durée de quatre ans.

Les membres élus représentant les parents et les élèves exercent un mandat renouvelable d'une durée de deux ans.

Tout membre qui ne remplit plus les conditions d'éligibilité est remplacé selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 1.5.3-3, § 3.

Lorsque pour une catégorie déterminée, le nombre de candidats ne dépasse pas le nombre de postes à pourvoir, les candidats sont élus d'office.

§ 8. Le conseil de participation peut coopter des membres avec voix consultative. Ceux-ci ne peuvent pas être en nombre supérieur à celui attribué à chacune des catégories visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>.

Art.1.5.3-3. § 1<sup>er</sup>. Le conseil de participation se réunit au moins quatre fois par an. Il doit en outre être convoqué sur demande adressée à son président de la moitié de ses membres au moins.

Les représentants des différentes catégories membres du conseil de participation veillent à organiser des assemblées de leurs mandants afin de débattre des questions soulevées au conseil de participation.

Le pouvoir organisateur ou son délégué désigne le président du conseil de participation.

§ 2. Le conseil de participation tend à rendre ses avis par consensus.

À défaut, dans l'enseignement officiel, l'avis est rendu à la majorité des deux tiers des membres présents, pour autant que la majorité soit aussi réunie :

1<sup>o</sup> parmi les membres présents visés à l'article 1.5.3-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;

2<sup>o</sup> parmi les membres présents visés à l'article 1.5.3-2, § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et 4, les abstentions n'intervenant pas dans le décompte des voix.

À défaut, dans l'enseignement libre, l'avis est rendu à la majorité des deux tiers des membres présents, pour autant que la majorité soit aussi réunie :

1<sup>o</sup> parmi les membres présents visés à l'article 1.5.3-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;

2<sup>o</sup> parmi les membres présents visés l'article 1.5.3-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et alinéa 5 ;

3<sup>o</sup> parmi les membres présents visés l'article 1.5.3-2, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les abstentions n'intervenant pas dans le décompte des voix.

Lorsque l'avis ne recueille pas le consensus, chaque catégorie visée à l'article 1.5.3-2, § 1<sup>er</sup>, peut déposer une note de minorité.

§ 3. Le conseil de participation élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du pouvoir organisateur.

#### Section II. — Des délégués d'élèves

Art.1.5.3-4. Des délégués d'élèves sont élus en cinquième et sixième années primaires, ainsi que dans l'enseignement secondaire.

Dans le type 2 de l'enseignement fondamental spécialisé et dans la forme 1 de l'enseignement secondaire spécialisé ainsi que dans l'enseignement spécialisé pour élèves polyhandicapés, pour élèves avec autisme, pour élèves aphasiques ou dysphasiques ou pour élèves avec handicaps physiques lourds, la désignation d'un délégué de classe est laissée à l'appréciation du directeur ou du pouvoir organisateur en fonction des élèves qui composent les classes concernées.

Art.1.5.3-5. Le pouvoir organisateur ou son délégué définit les modalités d'élection des délégués d'élèves et reconnaît l'existence des conseils des délégués d'élèves.

Les dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> prévoient notamment l'élection des délégués d'élèves et de leurs suppléants par leurs pairs, au début de chaque année scolaire, au sein de chaque classe.

Art.1.5.3-6. § 1<sup>er</sup>. Il existe un conseil des délégués d'élèves respectivement pour les délégués d'élèves :

1<sup>o</sup> des cinquième et sixième années primaires ;

2<sup>o</sup> du degré inférieur de l'enseignement secondaire ;

3° du degré supérieur de l'enseignement secondaire.

Le conseil des délégués d'élèves est un espace de parole destiné à analyser des problèmes relatifs à l'école ou à certaines classes.

Il a pour mission de centraliser et de relayer les questions, demandes, avis et propositions des élèves au sujet de la vie de l'école auprès du conseil de participation, du directeur et du pouvoir organisateur. Il a également pour mission d'informer les élèves des différentes classes des réponses données par le conseil de participation, le directeur ou le pouvoir organisateur.

§ 2. Chaque conseil des délégués d'élèves établit son règlement d'ordre intérieur. Il se réunit au moins six fois par an.

§ 3. L'ensemble des conseils de délégués d'élèves se réunit au moins une fois par an pour débattre de questions prioritaires et, le cas échéant, élire les délégués d'élèves siégeant au conseil de participation.

Art.1.5.3-7. Pour chaque catégorie visée à l'article 1.5.3-6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, deux membres de l'équipe pédagogique au moins sont désignés accompagnateurs du projet « Conseil des délégués d'élèves ».

Ceux-ci participent, à titre d'expert, aux réunions du conseil des délégués d'élèves des années d'études dans lesquelles ils exercent.

Art.1.5.3-8. Par dérogation aux dispositions définies aux articles 1.5.3-4 à 1.5.3-7, quand le nombre d'élèves de cinquième et sixième années primaires inscrits dans l'école ou dans l'implantation est inférieur à 15, le pouvoir organisateur ou son délégué organise la participation des élèves selon des modalités adaptées à ce nombre réduit d'élèves.

Art.1.5.3-9. La formation à la délégation d'élèves ou à la médiation par les pairs vise à construire une dynamique positive et à faire émerger des pratiques démocratiques au sein des écoles.

Art.1.5.3-10. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe les critères de sélection des opérateurs de formation et définit la liste des opérateurs pouvant être subventionnés, notamment sur base de l'expertise dont ils peuvent témoigner et en veillant à une répartition équilibrée de ceux-ci.

§ 2. Comme suite à un appel à candidatures, il sélectionne, sur proposition de la Commission visée au paragraphe 3, les écoles dont des représentants seront admis à suivre la formation visée à l'article 1.5.3-9, en veillant à une juste répartition entre les réseaux et en privilégiant les écoles n'ayant pas encore bénéficié de cette formation.

Il fixe les critères de sélection des candidatures d'écoles.

§ 3. Il est créé une Commission de sélection des candidatures visées au paragraphe 2.

Elle est composée, dans le respect de l'équilibre des caractères, de sept représentants proposés par les fédérations de pouvoirs organisateurs, d'un représentant proposé par Wallonie-Bruxelles Enseignement, ainsi que du Directeur général de l'enseignement obligatoire ou son délégué, qui la préside.

Le Gouvernement en désigne les membres, en fixe les modalités de fonctionnement.

Le secrétariat de la Commission est assuré par les services du Gouvernement.

### Section III. — Des associations de parents d'élèves

Art.1.5.3-11. Une association de parents d'élèves peut être créée par les parents d'une école maternelle, primaire, fondamentale ou secondaire.

L'association de parents regroupe exclusivement les parents d'élèves régulièrement inscrits.

Art.1.5.3-12. L'association de parents s'inscrit dans le cadre du projet pédagogique de l'école.

Elle a pour mission de faciliter les relations entre les parents et l'ensemble de la communauté éducative, dans l'intérêt de tous les élèves, de leur réussite et de leur épanouissement dans le respect des droits et obligations de chacun.

L'association de parents organise une veille passive et active en vue d'informer le plus objectivement possible tous les parents.

Art.1.5.3-13. § 1<sup>er</sup>. En l'absence d'initiative des parents d'une école, le pouvoir organisateur ou son délégué organise chaque année, avant le 1<sup>er</sup> novembre, une première assemblée générale des parents en vue de la création de l'association de parents, en fonction des contraintes propres à l'école ou selon les pratiques existantes. La collaboration du conseil de participation et de l'organisation représentative des parents et associations de parents d'élèves sera sollicitée dans le cadre de cette démarche.

§ 2. Le pouvoir organisateur ou son délégué convoque une assemblée générale des parents de l'école au moins une fois par an. Cette assemblée devra se tenir avant le 1<sup>er</sup> novembre. Au cours de celle-ci, il évoque plus particulièrement le rôle et le fonctionnement du conseil de participation et le rôle d'une association de parents.

Cette assemblée générale des parents peut être associée à la réunion générale des parents visant à élire les représentants des parents au conseil de participation telle que définie à l'article 1.5.3-2, § 5.

§ 3. Tout parent d'élève mineur ou majeur est membre de droit de l'association de parents de l'école où l'élève est régulièrement inscrit.

Art.1.5.3-14. § 1<sup>er</sup>. Le comité de l'association de parents représente l'association de parents entre deux assemblées générales des parents. Il est composé de trois membres au moins, élus au scrutin secret pour deux ans maximum, renouvelables, par et parmi les parents membres de l'association de parents, réunis en assemblée générale. Le comité définit son règlement d'ordre intérieur lors de sa première réunion.

Pour garantir l'indépendance des débats au sein du comité, ne peuvent être membres du comité :

- 1° les membres du pouvoir organisateur ;
- 2° les membres de la direction ;
- 3° les membres du personnel pédagogique ;
- 4° tout autre membre du personnel.

Il peut être dérogé à l'alinéa 2, 1°, lorsque tous les parents sont membres de droit du pouvoir organisateur.

Les parents élus au conseil de participation peuvent faire partie du comité de l'association de parents.

§ 2. Le comité de l'association des parents a pour missions :

1° d'organiser, conjointement avec la direction de l'école, une assemblée générale des parents, au moins une fois par an ;

2° de réunir des parents afin de débattre notamment des questions soulevées au conseil de participation ;

3° d'assurer la circulation de l'information entre les parents d'élèves de l'école et leurs éventuels organes représentatifs ;

4° de susciter la participation active de tous les parents d'élèves de l'école en vue de leur permettre de jouer pleinement un rôle actif et responsable au sein de l'école de leurs enfants ;

5° d'émettre d'initiative des avis et/ou des propositions aux acteurs concernés.

§ 3. Est réputé démissionnaire le membre du comité ou le représentant qui n'a plus d'enfant régulièrement inscrit dans l'école. Tout membre démissionnaire du comité est remplacé lors de l'assemblée générale suivante conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 4. Pour que l'association de parents puisse être reconnue comme membre d'une organisation représentative des parents et associations de parents d'élèves visée à l'article 166-1, ses statuts ou règles de fonctionnement doivent être conformes au présent Code et aux statuts de l'organisation concernée.

§ 5. Si nécessaire, l'association de parents, réunie en assemblée générale, élit également pour deux ans un représentant chargé des relations avec l'organisation représentative des parents et associations de parents d'élèves concernée et un suppléant. Le comité est chargé d'informer de cette désignation l'organisation représentative dont il ressort.

Art.1.5.3-15. § 1<sup>er</sup>. Le pouvoir organisateur assure à l'association de parents la mise à disposition des infrastructures et du matériel nécessaires à la réalisation de ses missions, sans nuire au bon fonctionnement de l'école et selon des modalités concertées entre le comité de l'association de parents et le pouvoir organisateur ou son délégué, notamment en matière de convention et d'assurance pour ce qui concerne l'occupation des locaux.

§ 2. Le comité de l'association de parents doit être en mesure de se faire connaître de l'ensemble des parents d'élèves de l'école. À cette fin, les coordonnées des membres du comité seront portées à la connaissance de tous les parents en début d'année par le directeur.

Dans chaque école, l'association de parents pourra disposer d'un tableau d'affichage, dans un endroit facilement accessible aux parents, avec, éventuellement, la mention des noms et coordonnées des membres du comité de l'association de parents.

§ 3. Le Gouvernement, les services du Gouvernement et les pouvoirs organisateurs veilleront à identifier clairement les circulaires et directives dont l'objet concerne les associations de parents.

Le comité de l'association de parents a accès à ces documents nécessaires à l'exercice de ses missions dans les mêmes conditions que les autres partenaires de la communauté éducative. Le pouvoir organisateur ou son représentant au sein de l'école est invité à transmettre ces documents en temps utile.

§ 4. Le pouvoir organisateur ou son délégué veillera à la diffusion des documents de l'association de parents, qui devront être clairement identifiés comme émanant de ladite association de parents.

Les modalités de cette diffusion seront définies en concertation entre le pouvoir organisateur et le comité de l'association de parents.

Toute décision de refus de diffusion de documents émanant de l'association de parents prise par le pouvoir organisateur doit faire l'objet d'une motivation auprès de l'association de parents.

Le contenu des documents diffusés par l'association de parents doit notamment respecter les dispositions relatives à la protection de la vie privée et doit s'interdire de toute propagande pour un parti politique, de toute activité commerciale ou toute attitude relevant de la concurrence déloyale entre les écoles, conformément à l'article 1.7.3-3. Dans les écoles concernées, il doit respecter les obligations liées à la neutralité définie par le Titre 7, Chapitre 4, du présent Code.

## TITRE VI. — De la gouvernance du système éducatif

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Du pilotage du système éducatif

#### Section I<sup>ère</sup>. — De la Commission de pilotage

Art.1.6.1-1. Il est créé une Commission de pilotage de l'enseignement fondamental et secondaire.

Les missions, le fonctionnement et la composition de la Commission de pilotage sont déterminés par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française.

#### Section II. — De la Cellule intermédiaire de coordination

Art.1.6.1-2. § 1<sup>er</sup>. Il est créé au sein du Ministère une Cellule intermédiaire de coordination dont les membres sont :

1° le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou son délégué ;

2° l'Inspecteur général coordonnateur du Service général de l'Inspection ou son délégué ;

3° le Délégué coordonnateur.

La Cellule intermédiaire de coordination :

1° assure la coordination entre le Service général de l'Inspection et le Service général du Pilotage des Écoles et des Centres psycho-médico-sociaux, ainsi que son rôle de coordination entre les deux Services généraux précités et les services et directions qui sont placés au sein de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ;

2° exerce les missions qui lui sont confiées par le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

3° exerce les missions qui lui sont confiées par le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des École et des Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs ;

4° exerce toute autre mission qui lui est confiée par le Gouvernement.

§ 2. La Cellule intermédiaire de coordination fixe son règlement d'ordre intérieur. Il est approuvé par le Gouvernement. Il prévoit au moins que :

1° le fonctionnaire en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif ou son délégué la préside et en fixe l'ordre du jour ;

2° la Cellule intermédiaire de coordination se réunit au moins une fois par mois sauf pendant les mois de juillet et août et prévoit les modalités de concertation en urgence, notamment dans les cas des missions d'investigation et de contrôle spécifique ;

3° les décisions sont prises dans le respect de la règle du consensus ;

4° lorsque la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, le

Délégué coordonnateur du Service général de Pilotage des Écoles et des Centres psycho-médico-sociaux ou son délégué siège en qualité d'observateur ;

5° lorsque la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, l'Inspecteur général coordonnateur du Service général de l'Inspection ou son délégué siège en qualité d'observateur ;

6° si la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission liée aux articles 4, § 2 et 5, 5, § 2, 3, et 8, 6, § 1<sup>er</sup> et 4, et 7, § 2 et 5, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, elle invite le Directeur de la Direction des standards éducatifs et des évaluations ainsi que le fonctionnaire général en charge du Service général de l'analyse et de la prospective qui siègent en tant qu'observateurs ;

7° si la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission liée aux articles 5, § 1<sup>er</sup>, 5°, et 7, § 1<sup>er</sup>, 4, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, elle invite le Directeur de la Direction des standards éducatifs et des évaluations ainsi que le fonctionnaire général en charge du Service général de l'analyse et de la prospective qui siègent en tant qu'observateurs.

## CHAPITRE II. — *De la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun et des commissions des programmes*

### *Section 1<sup>ère</sup>. — De la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun*

Art.1.6.2-1. § 1<sup>er</sup>. Il est créé une Commission des référentiels et des programmes du tronc commun.

§ 2. En ce qui concerne les référentiels, la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun veille :

1° à la bonne application de la charte des référentiels visée à l'article 1.4.4-1, § 3, en particulier au respect des qualités attendues et des orientations fixées par cette dernière ;

2° à la cohérence des référentiels, à la fois entre années et niveaux d'enseignement, et entre domaines et disciplines ;

3° à ce que les contenus d'apprentissage et les attendus définissant les niveaux de maîtrise soient définis pour chaque domaine et discipline ;

4° à ce que les approches transversales et interdisciplinaires du tronc commun soient effectivement prises en charge par les groupes de travail qui élaborent les référentiels ;

5° au réalisme, à la lisibilité, à la précision et à l'intelligibilité des référentiels pour les différents utilisateurs et à la motivation des choix effectués ;

6° à la mise en place des comités de lecture en lien avec chaque groupe de travail pour l'élaboration des référentiels ;

7° au respect de la liberté des pouvoirs organisateurs en matière de méthodes pédagogiques visée à l'article 1.5.1-1.

La Commission des référentiels et des programmes du tronc commun exerce un rôle d'arbitrage des différends au sein des groupes de travail ou entre ces derniers.

Lorsqu'au terme de leurs travaux, les groupes de travail chargés d'écrire un projet de référentiel remettent ces projets de référentiels à la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun, la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun peut procéder aux modifications qu'elle juge nécessaires avant transmission au Gouvernement des projets de référentiels ainsi que de son avis sur ceux-ci. La Commission des référentiels motive dans son avis les modifications apportées aux projets initiaux des groupes de travail référentiels.

Le président de la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun fait rapport au Parlement de l'état d'avancement des travaux des groupes de travail lorsqu'il en fait la demande.

§ 3. En ce qui concerne les programmes, la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun vérifie si les programmes d'études permettent d'atteindre les attendus définis dans les référentiels de compétences initiales et du tronc commun visés au Titre 4, Chapitre 2.

Elle vérifie, pour l'enseignement spécialisé de forme 4, que les programmes d'études permettent aux élèves à besoins spécifiques d'évoluer de manière optimale.

Le contrôle de la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun ne porte pas sur les méthodes pédagogiques.

Art.1.6.2-2. La Commission des référentiels et des programmes du tronc commun est présidée par l'Administrateur général de l'Administration Générale de l'Enseignement ou une personne désignée par celui-ci.

Elle est composée comme suit :

1° un représentant du Ministre ;

2° deux représentants du Service général de l'inspection en la personne de l'Inspecteur général de l'enseignement fondamental et de l'Inspecteur général de l'enseignement secondaire ;

3° deux membres de la Direction générale du pilotage du système éducatif, participant à la Commission des évaluations visée à l'article 1.6.4-1 ;

4° sept représentants des pouvoirs organisateurs dont :

a) trois représentants des pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 3° ;

b) un représentant des pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 4° ;

c) un représentant les pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 1° ;

d) un représentant les pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 2° ;

e) un représentant de Wallonie-Bruxelles — Enseignement ;

5° cinq experts issus des établissements d'enseignement supérieur ayant une expérience ou une compétence en matière de curriculums scolaires ou dans l'un des domaines visés à l'article 1.4.2-3, 1° à 5°.

Les membres visés à l'alinéa 2, 5°, sont désignés sur proposition du Ministre.

Les membres de la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun sont désignés par le Gouvernement. À l'exception des experts, pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

La Commission des référentiels et des programmes du tronc commun peut organiser ses travaux en créant des groupes spécifiques.

Art.1.6.2-3. La Commission des référentiels et des programmes du tronc commun établit ses règles de fonctionnement, dans le respect des modalités établies par le Gouvernement et sans préjudice de l'article 1.4.4-2.

La Commission des référentiels et des programmes du tronc commun peut auditionner à son initiative les comités de lecture.

Lorsque la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun émet un avis sur un programme, elle prend ses décisions à la majorité des deux tiers. Les membres visés à l'article 1.6.2-2, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, ne participent pas à la prise de décision. Ils peuvent s'ils le souhaitent être entendu à titre consultatif.

#### *Section II. — Des commissions des programmes*

Art.1.6.2-4. Il est créé une Commission des programmes pour la section de transition du degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire, une Commission des programmes pour la section de qualification du degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire et une Commission des programmes de l'enseignement spécialisé.

Les commissions des programmes vérifient si les programmes d'études sont de nature à permettre d'atteindre les attendus définis dans les référentiels correspondants.

Le contrôle des commissions des programmes ne porte pas sur les méthodes pédagogiques.

Art.1.6.2-5. Chaque commission des programmes comprend :

- 1<sup>o</sup> huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de l'enseignement secondaire ;
- 2<sup>o</sup> deux représentants de l'inspection désignés par le Ministre sur proposition des inspecteurs généraux ;
- 3<sup>o</sup> un délégué de l'Administration générale de l'enseignement, désigné par le Ministre sur proposition de l'Administrateur général de l'enseignement, qui préside la Commission.

Les mandats sont d'une durée de quatre ans. Ils sont renouvelables.

Art.1.6.2-6. Chaque commission de programme établit ses règles de fonctionnement, dans le respect des modalités établies par le Gouvernement. Les avis des commissions des programmes sont adoptés à la majorité des deux tiers.

### *CHAPITRE III. — Des évaluations externes non certificatives*

#### *Section 1<sup>ère</sup>. — Définition et objectifs*

Art.1.6.3-1. Une évaluation externe non certificative concerne soit les élèves de l'ensemble des écoles, soit un échantillon représentatif des élèves de la Communauté française.

Les écoles sont tenues de soumettre leurs élèves aux évaluations externes non certificatives qui les concernent.

Art.1.6.3-2. Les évaluations externes non certificatives portent sur la maîtrise des savoirs, savoir-faire et des compétences tels que définis dans les référentiels visés aux articles 1.4.2-2, 1.4.3-1 et 1.4.3-2.

Art.1.6.3-3. Les évaluations externes non certificatives informent sur le niveau d'avancement des élèves, en poursuivant au moins un des objectifs suivants :

- 1<sup>o</sup> permettre à chaque équipe pédagogique d'apprécier l'efficacité de son action en établissant l'état des acquis de ses élèves par rapport aux attendus annuels et en situant les résultats de ses élèves par rapport aux résultats globaux des élèves fréquentant l'ensemble des écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et, le cas échéant sur demande du pouvoir organisateur auprès du délégué au contrat d'objectifs, par rapport aux résultats fournis par indice socio-économique en quartile ;
- 2<sup>o</sup> permettre d'apprécier également l'efficacité de cette action au niveau de chaque zone ;
- 3<sup>o</sup> informer les autorités et l'ensemble des acteurs sur les acquis des élèves d'une année d'étude ou d'un âge donné fréquentant l'ensemble des écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;
- 4<sup>o</sup> informer les autorités et l'ensemble des acteurs sur l'évolution des acquis de cohortes d'élèves à différents moments du cursus scolaire.

Art.1.6.3-4. Sans préjudice des dispositions définies à l'article 1.6.3-14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, les résultats des élèves et des écoles aux évaluations externes non certificatives sont maintenus anonymes sauf pour l'école concernée, les cellules de soutien et d'accompagnement, et le Service général de pilotage des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 1.6.3-15, § 2.

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre écoles.

Les résultats obtenus à l'évaluation externe non certificative ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des écoles à l'exception des besoins résultant de l'application pour les services du Gouvernement des dispositions décrétales et réglementaires.

Les membres du service général de l'inspection, les membres du Service général de pilotage des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux, les agents de l'Administration Générale de l'Enseignement, les membres des cellules de soutien et d'accompagnement, les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des écoles qui ont connaissance des résultats obtenus à l'évaluation externe non certificative sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Le non-respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 1.7.3-3.

#### *Section II. — Organisation*

Art.1.6.3-5. § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne le tronc commun défini à l'article 1.2.1-5, les évaluations externes non certificatives sont organisées pour l'ensemble des élèves de troisième et de cinquième années de l'enseignement primaire, sur la maîtrise de la lecture et de la production d'écrits et les savoirs mathématiques et scientifiques de base, ainsi que, en cinquième année de l'enseignement primaire, sur d'autres domaines que le Gouvernement détermine parmi ceux repris à l'article 1.4.2-3.

Le Gouvernement définit les degrés de maturité ainsi que les formes de l'enseignement spécialisé concernés par les évaluations externes non certificatives visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

À travers les évaluations externes non certificatives, il sera veillé à apprécier l'évolution de la maîtrise des mêmes savoirs, savoir-faire et compétences aux divers moments de la scolarité visés.

Sur la base d'un avis rendu par la Commission des évaluations instituée par l'article 1.6.4-1, le Gouvernement peut décider d'organiser une ou plusieurs évaluations externes non certificatives supplémentaires.

§ 2. En ce qui concerne le degré supérieur de l'enseignement secondaire défini à l'article 1.2.1-6, tous les trois ans, sur proposition de la Commission des évaluations instituée par l'article 1.6.4-1, le Gouvernement arrête un plan triennal d'évaluations externes non certificatives qui présente le calendrier de l'ensemble des évaluations externes non certificatives organisées à ce niveau en distinguant :

1° les évaluations externes non certificatives qui portent sur l'ensemble des écoles et celles qui portent sur un échantillon représentatif ;

2° les domaines de compétences visés ainsi que les années d'études ou les classes d'âge concernées ;

3° s'il échet, les types et les formes d'enseignement spécialisé visés.

Le plan triennal des évaluations externes non certificatives respecte les axes prioritaires suivants :

1° chaque année scolaire est organisée au moins une épreuve d'évaluation externe non certificative ;

2° une épreuve d'évaluation externe portant sur la maîtrise de la lecture est organisée au moins une fois durant le cycle triennal.

En ce qui concerne les langues modernes, les évaluations externes non certificatives sont organisées selon les modalités suivantes :

1° tous les trois ans, il est organisé une évaluation externe non certificative pour l'ensemble des élèves de quatrième année de l'enseignement secondaire portant sur la langue moderne I ;

2° après avis de la Commission des évaluations visée à l'article 1.6.4-1, le Gouvernement peut décider d'organiser une ou plusieurs évaluations externes non certificatives supplémentaires portant sur la maîtrise de la langue moderne II et, le cas échéant, de la langue moderne III étudiée ;

3° dans le cadre des évaluations externes non certificatives visées au présent alinéa, des épreuves spécifiques sont destinées aux élèves suivant l'enseignement en immersion tel que visé par le Titre 8, Chapitre 3, du présent Livre.

§ 3. Les élèves sont soumis aux évaluations externes non certificatives visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, à l'exception de celle organisée en fin de sixième primaire, entre le 1<sup>er</sup> et le 31 octobre de la même année scolaire.

L'ensemble des élèves concernés sont soumis à la même date à chacune des évaluations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Art.1.6.3-6. § 1<sup>er</sup>. Pour la conception de chaque évaluation externe non certificative, il est créé un groupe de travail composé de la manière suivante :

1° le président de la Commission des évaluations ou son délégué, qui assure la présidence du groupe de travail ;

2° une équipe de recherche universitaire ou inter-universitaire ;

3° quatre membres du Service général de l'inspection désignés par le Gouvernement sur proposition de l'Administrateur général de l'enseignement ;

4° six enseignants assurant tout ou partie de leur charge dans l'année d'étude concernée par l'évaluation, désignés par le Gouvernement sur proposition, en ce qui concerne l'enseignement subventionné, des fédérations de pouvoirs organisateurs et après accord de leur pouvoir organisateur, et, en ce qui concerne l'enseignement organisé, de Wallonie-Bruxelles Enseignement ;

5° un ou des membre(s) des cellules de soutien et d'accompagnement désignés par le Gouvernement sur proposition de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou de la fédération de pouvoirs organisateurs dont ils relèvent.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, les enseignants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, sont répartis comme suit : trois enseignants exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement officiel subventionné, deux enseignants exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement libre et un enseignant exerçant tout ou partie de sa charge dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, les enseignants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, sont répartis comme suit : un ou deux enseignant(s) exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement officiel subventionné, trois enseignants exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement libre et deux ou un enseignant(s) exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

Ces enseignants sont chargés d'une mission au sens du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Gouvernement fixe les modalités de détachement des enseignants qui participent aux groupes de travail chargés des épreuves externes non certificatives.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, sont répartis comme suit : trois membres issus de la cellule de soutien et d'accompagnement de l'enseignement officiel subventionné, deux membres issus d'une cellule de soutien et d'accompagnement de l'enseignement libre subventionné et un membre issu de la cellule de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé par la Communauté française.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, sont répartis comme suit : un ou deux membre(s) issu(s) de la cellule de soutien et d'accompagnement de l'enseignement officiel subventionné, trois membres issus d'une cellule de soutien et d'accompagnement de l'enseignement libre subventionné et deux ou un membre(s) issu(s) de la cellule de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Si Wallonie-Bruxelles Enseignement ou si une fédération de pouvoirs organisateurs ne propose pas de représentant ou l'entièreté des représentants qu'elle doit proposer, le groupe de travail est néanmoins réputé correctement constitué.

Le secrétariat du groupe de travail est assuré par un agent de l'Administration générale de l'enseignement.

§ 2. Les enseignants chargés d'une mission telle que définie au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article sont remboursés de leurs frais de déplacement selon les modalités mises en oeuvre par le Gouvernement.

Art.1.6.3-7. Chaque groupe de travail, pour ce qui concerne l'évaluation externe non certificative dont il est en charge, remplit les missions suivantes :

1° élaboration de l'épreuve permettant l'évaluation externe non certificative ;

2° conception de l'information relative à l'épreuve précitée ;

3° définition des consignes de passation et de correction de l'épreuve ;

4° production d'un questionnaire socioculturel destiné à l'élève et d'un questionnaire relatif aux pratiques pédagogiques destiné à l'enseignant ;



5° la production d'un document proposant des pistes didactiques en lien avec l'évaluation externe non certificative.

Art.1.6.3-8. Les membres des groupes de travail et les équipes de recherche universitaire ainsi que toute autre personne qui serait associée aux travaux sont tenus au secret professionnel quant au contenu des épreuves — hors les communications autorisées selon les modalités fixées par le Gouvernement. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Art.1.6.3-9. L'Administration générale de l'enseignement est chargée de l'organisation des épreuves.

Art.1.6.3-10. Le respect des consignes et des modalités de passation est placé sous la responsabilité du directeur de l'école. Celui-ci est tenu à la confidentialité quant au contenu des épreuves jusqu'au moment de la passation.

Le respect des consignes et des modalités de correction est placé sous la responsabilité de chaque inspecteur pour les écoles au sein desquelles il exerce ses missions.

Dans ce cadre, il veille à organiser une répartition des protocoles complétés par les élèves de telle façon qu'un enseignant n'ait pas à corriger les protocoles complétés par les élèves dont il a la charge ni, sauf situation exceptionnelle, ceux complétés par les élèves fréquentant une école au sein duquel il exerce sa fonction.

Tous les enseignants concernés procèdent aux corrections des évaluations externes non certificatives.

Lorsqu'ils participent aux corrections, les enseignants sont considérés comme étant en activité de service.

Les écoles transmettent les résultats des évaluations externes non certificatives de leurs élèves à l'Administration générale de l'Enseignement selon les modalités fixées par elle.

Art.1.6.3-11. § 1<sup>er</sup>. Le groupe de travail est chargé de l'analyse et de la présentation des résultats de l'évaluation externe non certificative dont il a été chargé.

Cette présentation doit permettre d'apprécier tant le niveau de maîtrise de l'ensemble des savoirs, savoir-faire et des compétences évalués que celui de chacun d'entre eux, en prenant non seulement en considération le niveau moyen, mais aussi la dispersion des résultats entre élèves et entre écoles.

Cette présentation doit également permettre d'apprécier le niveau de maîtrise atteint par les élèves en tenant compte des spécificités des publics scolaires.

Cette présentation doit permettre que soit rendue possible la disposition définie à l'article 1.6.3-14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5.

Cette présentation ne doit en aucun cas permettre l'identification des élèves ou des écoles.

§ 2. Le groupe de travail est chargé de la production d'un document proposant des pistes didactiques en lien avec l'évaluation externe non certificative dont il a été chargé.

Ce document doit aider les équipes pédagogiques à analyser les réponses et productions de leurs élèves face aux items qui faisaient partie de l'évaluation externe non certificative et à améliorer la maîtrise des savoirs, savoir-faire et des compétences évalués notamment à travers la mise en place d'activités permettant de remédier aux erreurs constatées.

Art.1.6.3-12. Les résultats et l'analyse des évaluations externes non certificatives sont remis par les présidents des groupes de travail au président de la Commission de pilotage.

### Section III. — Exploitation des résultats

Art.1.6.3-13. Le rapport et l'analyse des évaluations externes non certificatives sont remis par le président de la Commission de pilotage au Gouvernement.

Sur la base des résultats de chaque évaluation externe non certificative, la Commission de pilotage adresse au Gouvernement un avis reprenant, le cas échéant, les recommandations susceptibles d'améliorer ces résultats.

Art.1.6.3-14. § 1<sup>er</sup>. Outre les résultats relatifs à l'ensemble de ses élèves ainsi qu'à chacun d'entre eux, chaque pouvoir organisateur et chaque école disposent des résultats globalisés de l'ensemble des élèves de la Communauté française qui lui sont communiqués sous la présentation visée à l'article 1.6.3-11, par l'Administration générale de l'enseignement et le cas échéant sur demande du pouvoir organisateur auprès du délégué au contrat d'objectifs, par indice socio-économique en quartile.

Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des écoles qui ont connaissance des résultats obtenus à l'évaluation externe non certificative sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

La communication des résultats commentés de l'évaluation externe non certificative est suivie de propositions qui peuvent prendre la forme d'outils pédagogiques visant à répondre aux difficultés décelées.

Chaque pouvoir organisateur ou son délégué veille à ce qu'il soit procédé à un travail d'analyse et d'exploitation des résultats avec, le cas échéant, l'aide du service de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé par la Communauté française ou des fédérations de pouvoirs organisateurs, selon le cas. L'exploitation des résultats consiste notamment dans la construction et la mise en oeuvre de stratégies pédagogiques ou organisationnelles susceptibles d'améliorer ces résultats.

Chaque pouvoir organisateur ou son délégué veille à ce que chaque parent ait accès aux résultats de l'enfant dont il a la charge par rapport aux résultats globalisés de l'ensemble des élèves de la Communauté française.

§ 2. Les résultats rendus anonymes sont également établis au niveau de l'ensemble des écoles d'une même zone et transmis aux conseils de zone.

Art.1.6.3-15. § 1<sup>er</sup>. Chaque école met les résultats de ses élèves à disposition des membres du Service général de pilotage des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux, des services d'inspection concernés et de la cellule de soutien et d'accompagnement concernée afin que ceux-ci, outre les résultats globalisés de l'ensemble des élèves de la Communauté française, disposent de l'ensemble des résultats des élèves de chaque école au sein desquelles ils exercent leurs missions.

Les membres du Service général de pilotage des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux, les inspecteurs et les conseillers au soutien et à l'accompagnement qui ont connaissance des résultats obtenus à l'évaluation externe non certificative sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Les services d'inspection concernés et les conseillers au soutien et à l'accompagnement veillent à intégrer ces résultats aux apports de leurs propres investigations dans le cadre de leurs missions respectives d'évaluation du niveau des études et de soutien et d'accompagnement. Ils apportent leur appui aux écoles dans l'analyse et l'exploitation des résultats.

§ 2. En ce qui concerne la transmission des résultats des élèves des écoles considérées une par une, la transmission à la cellule de soutien et d'accompagnement concernée ne concerne que les écoles relevant soit de l'enseignement organisé par la Communauté française, soit d'un pouvoir organisateur affilié à une fédération de pouvoirs

organisateurs. Dans ce dernier cas, la transmission est subordonnée à l'accord donné par le pouvoir organisateur. Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles le pouvoir organisateur fait part de cet accord.

*Section IV. — Des mesures de protection de la confidentialité du contenu des épreuves externes non certificatives*

Art.1.6.3-16. Les membres des services du Gouvernement et du Service général de l'inspection sont tenus au secret professionnel quant au contenu des épreuves permettant les évaluations externes non certificatives et certificatives.

L'agent qui aura divulgué tout ou partie du contenu de ces épreuves avant la finalisation desdites épreuves par les élèves — hors les communications autorisées selon les modalités fixées par le Gouvernement — commettra une infraction. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Art.1.6.3-17. Le directeur, les membres du personnel travaillant dans les écoles et, le cas échéant, le personnel sous contrat de bénévolat exerçant des prestations dans les écoles sont tenus au secret professionnel quant au contenu des épreuves externes et à toutes les informations qui permettent d'y accéder. En cas de violation de l'obligation de secret, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Art.1.6.3-18. Toute personne qui aura ouvert — en violation des consignes et modalités de passation — un paquet scellé contenant un ou plusieurs exemplaires des épreuves avant son utilisation dans le cadre desdites épreuves sera punie des mêmes peines que celles prévues à l'article 460 du Code pénal.

Toute personne qui aura, avant son utilisation dans le cadre des épreuves, recélé, reçu en échange ou à titre gratuit, possédé sous quelque forme que ce soit, acheté, reproduit ou transféré par quelque moyen que ce soit tout ou partie du contenu de ces épreuves sans y avoir été autorisé par le Gouvernement ou son délégué sera punie des mêmes peines.

CHAPITRE IV. — *De la Commission des évaluations*

Art.1.6.4-1. Il est créé une Commission des évaluations notamment chargée :

1° de coordonner et d'assurer la cohérence des évaluations externes, certificatives ou non, et des outils d'évaluation visés à l'article 1.4.4-4 ;

2° de garantir la correspondance des évaluations et des référentiels ;

3° de définir un calendrier global des évaluations externes, en tenant compte des évaluations internationales ;

4° d'harmoniser les modalités de passation des épreuves externes certificatives au sein des écoles, en ce compris l'organisation ou non d'une seconde session ;

5° de proposer au Gouvernement des documents-cadres des évaluations ;

6° de valider les objets d'évaluation et de vérifier leur adéquation avec les documents-cadres ;

7° de piloter les groupes de travail chargés de la conception des évaluations externes ou des batteries d'épreuves visées à l'article 1.4.4-4.

Les documents-cadres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, précisent, pour chaque objet d'évaluation :

1° l'objectif poursuivi, le public visé, la nature de l'épreuve et sa forme ;

2° la composition du groupe de travail chargé de la conception de l'évaluation ;

3° le calendrier de passation de ces objets dans le curriculum ;

4° les canevas à respecter.

Art.1.6.4-2. La Commission des évaluations est présidée par l'Administrateur général de l'Administration générale de l'enseignement ou une personne désignée par celui-ci. Selon les modalités établies par le Gouvernement, elle comporte des représentants :

1° de la Direction générale du pilotage du système éducatif ;

2° du Service général de l'Inspection ;

3° de la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun et des commissions des programmes ;

4° de Wallonie-Bruxelles Enseignement et des fédérations de pouvoirs organisateurs d'enseignement ;

5° du Gouvernement ;

6° du monde académique spécialisé dans la pédagogie générale ou la docimologie.

Art.1.6.4-3. Le Gouvernement arrête les modalités du fonctionnement de la Commission des évaluations.

CHAPITRE V. — *De la négociation entre le Gouvernement et les pouvoirs organisateurs*

Art.1.6.5-1. Les réformes fondamentales de l'enseignement font l'objet d'une négociation préalable entre le Gouvernement, Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs reconnues par le Gouvernement.

Art.1.6.5-2. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement reconnaît comme fédération de pouvoirs organisateurs tout organe qui répond aux conditions suivantes :

1° affilier au minimum 20 % de l'ensemble des pouvoirs organisateurs, au sein d'un même réseau et d'un même caractère, des trois premières des catégories suivantes :

a) pouvoirs organisateurs organisant des écoles fondamentales, primaires et maternelles ordinaires ;

b) pouvoirs organisateurs organisant des écoles secondaires ordinaires ;

c) pouvoirs organisateurs organisant des écoles spécialisées ;

d) pouvoirs organisateurs organisant des écoles de promotion sociale ;

e) pouvoirs organisateurs organisant des centres PMS ;

f) pouvoirs organisateurs organisant des écoles d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

2° affilier au minimum 10 % des pouvoirs organisateurs, au sein de ce réseau et de ce caractère, dans au moins deux provinces et dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, et ce, pour chacune des trois dites catégories dans chacune des trois zones administratives susvisées ;

3° affilier des pouvoirs organisateurs organisant des écoles fréquentées par au moins 20 % de la population scolaire de l'ensemble constitué, au sein de ce réseau et de ce caractère, par les élèves fréquentant des écoles d'enseignement fondamental, primaire et maternel ordinaire, des écoles d'enseignement secondaire ordinaire et des écoles d'enseignement spécialisé.

Sur la base d'une demande dûment motivée, le Gouvernement peut déroger aux critères définis à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Dans la mesure où la fédération de pouvoirs organisateurs affine des pouvoirs organisateurs organisant des écoles secondaires, l'ensemble de celles-ci doit comprendre des écoles organisant la section de transition et des écoles organisant la section de qualification.

Un pouvoir organisateur qui renonce à son affiliation à une fédération de pouvoirs organisateurs ne peut être pris en compte pour la reconnaissance d'une autre fédération qu'au plus tôt six mois après la notification dudit renoncement.

Le Gouvernement reconnaît au minimum, s'il échet par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° une fédération représentant des Pouvoirs publics subventionnés organisant des écoles fondamentales, maternelles et primaires ordinaires et spécialisées, des écoles secondaires spécialisées et des écoles d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

2° une fédération représentant des Pouvoirs publics subventionnés organisant des écoles secondaires ordinaires ;

3° une fédération représentant des pouvoirs organisateurs d'enseignement libre de caractère confessionnel ;

4° une fédération représentant des pouvoirs organisateurs d'enseignement libre de caractère non confessionnel.

§ 2. Pour qu'une fédération obtienne la reconnaissance du Gouvernement :

1° il doit y avoir cohérence entre les projets éducatif et pédagogique d'un pouvoir organisateur qui adhère à cette fédération et le projet éducatif et les axes majeurs du projet pédagogique de cette fédération ;

2° la fédération :

a) prévoit dans ses statuts que l'assemblée générale est constituée :

- pour au moins 80 % de pouvoirs organisateurs affiliés ou de représentants élus en leur sein par plusieurs pouvoirs organisateurs ;

- pour un maximum de 20 % de membres cooptés par les premiers ;

b) prévoit dans ses statuts que ladite assemblée générale prend les décisions relatives aux modifications desdits statuts, à la définition du montant de la cotisation éventuelle prévue conformément à l'article 1.6.5-5 et à la désignation du conseil d'administration, celui-ci étant désigné pour une durée maximale de six ans renouvelables ;

c) assure la publicité des informations destinées à ses membres ainsi que des règles d'adhésion à la fédération et d'accès aux activités, programmes et services offerts par celle-ci ;

d) transmet au Gouvernement, lors de sa demande de reconnaissance, une copie des résolutions d'adhésion des pouvoirs organisateurs affiliés, les noms et prénoms des membres des différentes instances le composant ainsi qu'une copie de ses statuts et règlements et, par la suite, dès qu'elle est adoptée, toute modification relative à ces divers éléments.

3° le conseil d'administration de la fédération :

a) est composé d'une majorité de membres choisis parmi ceux définis au premier tiret du point 2°, a), premier tiret ;

b) désigne, pour une durée maximale de six ans renouvelables, les personnes habilitées à signer, en son nom, les protocoles concluant les concertations visées à l'article 1.6.5-1.

§ 3. La reconnaissance accordée vaut pour une durée indéterminée.

§ 4. Le Gouvernement retire la reconnaissance aux fédérations de pouvoirs organisateurs qui cessent de répondre aux conditions fixées paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

Le Gouvernement arrête la procédure de reconnaissance, de refus de reconnaissance et de retrait de reconnaissance.

La procédure visée à l'alinéa 2 prévoit au moins :

1° que la fédération introduit une demande de reconnaissance auprès du Gouvernement au plus tard le 15 novembre de l'année qui précède la première année de l'entrée en application de cette reconnaissance ;

2° les modalités d'introduction de la demande de reconnaissance ;

3° la possibilité pour la fédération d'introduire un recours contre une décision de refus ou de retrait de reconnaissance ainsi que ses formes et délais ;

4° la possibilité pour la fédération d'être entendue lors d'un recours ;

5° les délais endéans lesquels doivent être prises les décisions d'octroi, de refus ou de retrait en matière de reconnaissance.

Art.1.6.5-3. Chaque fédération de pouvoirs organisateurs est chargée d'une mission générale de représentation, de coordination, de soutien et d'accompagnement des pouvoirs organisateurs qu'elle affine ou avec lesquels elle a conclu une convention et ce, selon les termes fixés dans cette convention.

Dans ce cadre, chaque fédération de pouvoirs organisateurs conclut avec le Gouvernement le contrat visé à l'article 14 du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement, et bénéficie de la subvention visée à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe.

Art.1.6.5-4. Wallonie-Bruxelles Enseignement est chargé d'une mission générale de représentation, de coordination, de soutien et d'accompagnement des écoles qu'il organise et celles avec lesquelles il a conclu une convention en application de l'article 1.7.3-1, § 2, 5°, et ce, selon les termes fixés dans cette convention.

Dans ce cadre, Wallonie-Bruxelles Enseignement conclut avec le Gouvernement le contrat visé à l'article 14 du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des Conseillers au soutien et à l'accompagnement, et bénéficie de la subvention visée à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe.

Art.1.6.5-5. Chaque pouvoir organisateur peut prélever sur les dotations ou les subventions de fonctionnement des écoles qu'il organise le montant de la cotisation qu'il verse à une des fédérations de pouvoirs organisateurs.

Art.1.6.5-6. Il est créé un Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française, Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs.

Sont pris, après négociation du Comité et pour autant qu'ils aient une incidence directe sur l'action des pouvoirs organisateurs, les avant-projets de décret et les projets d'arrêté du Gouvernement relatifs aux matières suivantes :

1° les missions prioritaires et spécifiques de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

2° les orientations générales, les missions, l'organisation des centres PMS ;

- 3° les orientations générales ou la durée des études ;
- 4° la structure générale et l'organisation de l'enseignement ;
- 5° les conditions d'admission, d'inscription, de réinscription, d'exclusion, d'accès et de passage des élèves ou étudiants ;
- 6° le règlement général des études et des examens, là où ils existent ;
- 7° la régulation de l'offre d'enseignement, la programmation, les lieux et les règles de la négociation, les normes de création et de maintien ;
- 8° le mode de définition et de révision des référentiels ;
- 9° les modalités d'approbation des programmes d'études par le Gouvernement ;
- 10° l'évaluation externe ;
- 11° la politique de discrimination positive et d'encadrement différencié ;
- 12° le financement et ses modalités ;
- 13° les modes de vérification et de publicité des comptes annuels dans la mesure où ils imposeraient des règles complémentaires aux règles déjà applicables et propres à la nature juridique des pouvoirs organisateurs ;
- 14° le financement des bâtiments ;
- 15° les modalités de la gratuité de l'enseignement et son application ;
- 16° la politique, la répartition et la mise à disposition d'équipements spécifiques des écoles ;
- 17° les avantages sociaux et autres accordés aux écoles ;
- 18° le financement, le fonctionnement et l'équipement des pouvoirs organisateurs en ce compris le bénéfice et la répartition globale des contrats ACS (agent contractuel subventionné), APE (aide à la promotion de l'emploi), PTP (programme de transition professionnelle)(... ) ;
- 19° les règles statutaires du personnel ;
- 20° la réaffectation et la gestion des emplois ;
- 21° la formation initiale des membres du personnel et la formation en cours de carrière.

Art.1.6.5-7. § 1<sup>er</sup>. Le Comité de négociation est composé d'une délégation de l'autorité, d'une délégation de Wallonie-Bruxelles Enseignement et d'une délégation des fédérations de pouvoirs organisateurs.

§ 2. La délégation de l'autorité, y compris le président et le cas échéant, le(s) vice(s) président(s), se compose au maximum de 12 membres. La délégation de l'autorité comprend le ministre qui a l'Enseignement dans ses attributions, le ministre du Budget, ou leurs délégués dûment mandatés. Les autres membres de la délégation de l'autorité sont choisis par le président parmi les personnes qui, à quelque titre que ce soit, ont qualité pour engager le Gouvernement de la Communauté française.

Le président et le(s) vice(s) président(s) sont désignés par le Gouvernement. Ils peuvent se faire remplacer par un délégué dûment mandaté.

La délégation de l'autorité peut se faire accompagner par des techniciens. Le nombre de techniciens ne peut cependant excéder le nombre de membres présents.

§ 3. La délégation des pouvoirs organisateurs se compose de 12 membres. Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs choisissent librement leurs représentants.

La délégation se compose au maximum de :

- 1° 4 membres représentant les pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 3° ;
- 2° 1 membre représentant les pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 4° ;
- 3° 3 membres représentant les pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 1° ;
- 4° 2 membres représentant les pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 2° ;
- 5° 2 membres représentant Wallonie-Bruxelles Enseignement.

La délégation des pouvoirs organisateurs peut se faire accompagner par des techniciens. Le nombre de techniciens de chaque délégation ne peut cependant excéder le nombre de membres qui constituent cette dernière.

Art.1.6.5-8. Le président veille au bon fonctionnement du Comité et désigne le secrétaire de celui-ci, ainsi que le service administratif qui organise le secrétariat. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Gouvernement.

Art.1.6.5-9. Une question est soumise à la négociation au sein du comité de négociation à l'initiative de l'autorité, de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou d'une fédération de pouvoirs organisateurs.

En vue de la négociation, Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs reçoivent toute documentation nécessaire.

Art.1.6.5-10. Le président établit l'ordre du jour en tenant compte des initiatives visées à l'article 1.6.5-9. Il fixe la date des réunions. Il dirige les débats et assure l'ordre des réunions.

L'ordre du jour mentionne dans lequel des deux délais prévus à l'article 1.6.5-14 la négociation doit être terminée.

Art.1.6.5-11. § 1<sup>er</sup>. Le secrétaire fait parvenir les convocations contenant l'ordre du jour et la documentation nécessaire aux délégations au moins dix jours ouvrables scolaires avant la date de la réunion.

Dans les cas où le président estime qu'il y a urgence, il peut réduire le délai à trois jours ouvrables scolaires, sans que cela entraîne nécessairement l'application de l'article 1.6.5-14.

§ 2. Le président peut organiser la négociation par voie électronique lorsqu'un point a fait l'objet au préalable d'un accord unanime au sein d'une instance consultative dans laquelle Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs sont représentées.

L'objection notifiée par courrier électronique dans les trois jours ouvrables scolaires à compter de la réception de la convocation de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou d'une seule fédération de pouvoirs organisateurs suffit à ce que la procédure prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> s'applique.

Art.1.6.5-12. En réunion, toute délégation a le droit de proposer des modifications à l'ordre du jour. Celles-ci, pour être effectives, doivent être acceptées à l'unanimité par les délégations présentes.

Art.1.6.5-13. L'absence d'un ou de plusieurs membres régulièrement convoqués ne vicie pas la validité de la négociation.

Art.1.6.5-14. La négociation se termine dans le délai de trente jours à compter de celui de la réunion au cours de laquelle le point est abordé pour la première fois. Le délai peut être prorogé de commun accord entre les délégations présentes.

Le président peut réduire le délai jusqu'à dix jours s'il estime qu'un point doit être traité d'urgence.

Art.1.6.5-15. À l'issue de la négociation, le Comité consigne les conclusions de la négociation dans un protocole mentionnant :

- 1° soit l'accord unanime de toutes les parties ;
- 2° soit l'accord entre la délégation de l'autorité et la délégation de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou d'une ou plusieurs fédérations de pouvoirs organisateurs ainsi que la position des autres membres de cette délégation ;
- 3° soit la position respective de chaque délégation.

Art.1.6.5-16. Le secrétaire rédige les procès-verbaux des réunions. Le procès-verbal de chaque réunion mentionne :

- 1° l'ordre du jour ;
- 2° le nom des membres de la délégation de l'autorité, présents, excusés ou absents ;
- 3° le nom des membres de Wallonie-Bruxelles Enseignement présents, excusés ou absents ;
- 4° la dénomination des fédérations de pouvoirs organisateurs présentes, excusées ou absentes et le nom des membres des délégations de ces fédérations, qui sont présents ou excusés ;
- 5° le nom des techniciens ;
- 6° le résumé succinct des discussions.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire.

Ils sont envoyés aux délégations composant le Comité.

Art.1.6.5-17. § 1<sup>er</sup>. Dans les quinze jours qui suivent la réunion, une copie du protocole est envoyée, sous pli recommandé à la poste, aux membres de la délégation de l'autorité et aux membres de la délégation des pouvoirs organisateurs intéressés.

§ 2. Les membres de la délégation de l'autorité et de la délégation des pouvoirs organisateurs disposent d'un délai de quinze jours ouvrables après l'envoi du protocole, pour communiquer leurs observations au président. La date de la poste fait foi de l'envoi.

Toutefois, sur proposition d'une délégation et après avoir entendu les autres délégations intéressées dans le délai précité de quinze jours ouvrables, le président peut modifier ce délai. Si aucune modification de texte n'est proposée dans le délai, le protocole devient définitif. La demande de rectification est soumise par le président au Comité lors de sa plus prochaine réunion.

Si aucun accord n'est trouvé, les positions divergentes sont actées au protocole.

§ 3. Une copie du protocole est adressée :

- 1° au ministre ayant l'Enseignement dans ses attributions ;
- 2° au ministre du Budget ;
- 3° au Ministre-Président.

Art.1.6.5-18. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'examen d'une question est propre soit à l'enseignement officiel subventionné soit à l'enseignement libre subventionné, le président du Comité de négociation peut décider de la confier à un sous-comité.

Ce sous-comité est composé de la délégation de l'autorité et des représentants du réseau d'enseignement visé au sein de la délégation des fédérations de pouvoirs organisateurs.

§ 2. Lorsque l'examen d'une question est propre soit à l'enseignement confessionnel soit à l'enseignement non-confessionnel, le président du Comité de négociation peut décider de la confier à un sous-comité.

Ce sous-comité est composé de la délégation de l'autorité et des représentants des pouvoirs organisateurs concernés visés au sein de la délégation des pouvoirs organisateurs.

§ 3. La procédure de négociation s'applique mutatis mutandis aux réunions des sous-comités créés par les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

Art.1.6.5-19. Au sein du Comité, il peut être convenu que les communications visées aux articles 1.6.5-9, 1.6.5-11, 1.6.5-16 et 1.6.5-17, soient transmises par voie électronique. Les règles plus précises concernant la transmission et la communication électronique sont déterminées le cas échéant dans le règlement d'ordre intérieur.

#### CHAPITRE VI. — *Des organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves*

Art.1.6.6-1. § 1<sup>er</sup>. Les organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves sont :

- 1° la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel (FAPEO) pour les écoles officielles ;
- 2° l'Union francophone des associations de parents de l'enseignement catholique (UFAPEC) pour les écoles libres catholiques.

§ 2. Les membres de chaque organisation représentative des parents et associations de parents d'élèves sont élus en assemblée générale des parents qu'ils représentent, suivant les modalités propres à leurs statuts respectifs.

Les organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves sont constituées sous forme d'ASBL. Elles communiquent au Gouvernement une copie de leurs statuts et règlements ainsi que leurs comptes et bilans de l'année écoulée.

Art.1.6.6-2. § 1<sup>er</sup>. Les organisations représentatives des parents d'élèves ont des missions qui s'adressent à tout le public scolaire :

- 1° défendre et promouvoir les intérêts de tous les élèves ;
- 2° susciter la participation active de tous les parents en vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de citoyens actifs et responsables au sein de la société et des écoles ;
- 3° assurer la circulation de l'information auprès et en provenance des parents et des associations de parents ;
- 4° proposer à tous les parents des formations spécifiques en vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de représentants de parents ;
- 5° exercer une mission de conciliation, en cas de non-respect des articles 1.5.3-11 à 1.5.3-15 et 1.5.3-2, § 5, ou en cas de difficulté en ce qui concerne le fonctionnement d'une association de parents.

§ 2. Pour remplir les missions définies au paragraphe 1<sup>er</sup>, il est alloué, en fonction des moyens budgétaires disponibles, une subvention annuelle d'au minimum 100 000 euros à chaque organisation représentative des parents et associations de parents d'élèves.

À partir de l'exercice budgétaire 2010, ce montant est indexé annuellement sur base de l'évolution de l'indice général des prix à la consommation du mois de janvier.

Art.1.6.6-3. Le Gouvernement consulte les organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves sur les mesures d'exécution prévues dans le présent Chapitre, et sur tout avant-projet de décret ou tout projet d'arrêté à portée réglementaire qui, à la fois, modifie le fonctionnement des écoles, a une incidence directe sur le vécu des élèves et touche à l'exercice de la responsabilité parentale.

Le Gouvernement fixe les modalités de consultation des organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves.

Art.1.6.6-4. Les organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves sont seules habilitées à reconnaître les représentants des parents siégeant au sein des différents conseils et commissions existant dans le cadre des structures locales, régionales ou communautaires en Communauté française.

## TITRE VII. — Des droits et devoirs des élèves et de leurs parents

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — De l'obligation scolaire

#### Section 1<sup>ère</sup>. — Dispositions générales

Art.1.7.1-1. Le début et la fin de l'obligation scolaire sont fixés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 3, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Art.1.7.1-2. § 1<sup>er</sup>. L'obligation scolaire est à temps plein jusqu'à quinze ans et comporte au moins les deux premières années de l'enseignement secondaire. En aucun cas, l'obligation scolaire à temps plein ne se prolonge au-delà de seize ans. L'élève satisfait à l'obligation scolaire à temps plein en fréquentant l'enseignement de plein exercice.

La période d'obligation scolaire à temps plein est suivie d'une période d'obligation scolaire à temps partiel.

Dans le respect des missions visées à l'article 1.4.1-1, l'obligation scolaire à temps partiel peut être satisfaite en fréquentant :

- 1° l'enseignement secondaire de plein exercice ;
- 2° l'enseignement secondaire en alternance ;
- 3° une formation en alternance organisée par l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises (IFAPME) ou le Service formation petites et moyennes entreprises créé au sein des services de la Commission communautaire française (SFPME) ;
- 4° une formation reconnue par le Gouvernement comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire à temps partiel, sur avis conforme d'une commission instituée auprès des services du Gouvernement.

Pour être reconnue, la formation visée à l'alinéa 3, 3° et 4°, doit comporter :

- 1° au moins 360 heures par an, lorsqu'elle est suivie avant la fin de l'année scolaire de l'année au cours de laquelle l'élève soumis à l'obligation scolaire aura seize ans ;
  - 2° au moins 240 heures par an, lorsqu'elle est suivie entre le 1<sup>er</sup> juillet de l'année au cours de laquelle l'élève soumis à l'obligation scolaire atteint l'âge de seize ans et la fin de l'année scolaire de l'année où il atteint l'âge de dix-huit ans.
- § 2. Permet de satisfaire à l'obligation scolaire l'enseignement dispensé dans une école :
- 1° organisée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française ;
  - 2° organisée, subventionnée ou reconnue par une autre communauté ;
  - 3° dont la fréquentation est susceptible de mener à l'obtention d'un titre bénéficiant d'une décision d'équivalence par voie de disposition générale ;
  - 4° ou dont la fréquentation est susceptible de mener à l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat relevant d'un régime étranger et dont l'enseignement est reconnu par le Gouvernement, à la demande de l'école ou des parents de l'élève soumis à l'obligation scolaire, comme permettant de satisfaire à l'obligation scolaire ;
  - 5° située sur le territoire d'un État limitrophe à la Belgique et dont la fréquentation est susceptible de mener à l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat reconnu par le Gouvernement de cet État.

Pour l'application du 4°, le Gouvernement s'assure que l'enseignement dispensé est d'un niveau équivalent à celui dispensé en Communauté française, qu'il est conforme au Titre II de la Constitution, ne prône pas des valeurs qui sont manifestement incompatibles avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et respecte la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, signée à New York, le 20 novembre 1989.

Le Gouvernement fonde sa décision sur les programmes d'études suivis au sein de l'école.

Lorsque le Gouvernement estime que l'enseignement dispensé ne permet pas de satisfaire à l'obligation scolaire, la décision est notifiée à la personne physique ou à la personne morale responsable de l'école ainsi qu'aux parents qui ont inscrit un élève soumis à l'obligation scolaire dans cette école.

La preuve de l'inscription dans une école visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° à 5°, est fournie chaque année par la déclaration visée à l'article 1.7.1-12.

§ 3. Le Ministre peut considérer que satisfait à l'obligation scolaire l'élève en décrochage scolaire pris en charge selon les modalités de l'article 1.7.1-29.

§ 4. Les parents ou le directeur d'une école spécialisée peuvent solliciter auprès du Gouvernement la dispense de toute obligation scolaire d'un élève selon les modalités établies par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

§ 5. L'élève peut être autorisé à fréquenter à temps partiel une structure subventionnée et agréée par la Région wallonne, par la Commission communautaire française ou par l'INAMI.

La prise en charge de l'élève par ce type de structure ne peut être supérieure à 4 demi-jours par semaine. En dehors de cette prise en charge, l'élève fréquente normalement son école.

Par dérogation accordée par le Ministre, durant les trois premiers mois de mise en oeuvre du projet de scolarisation à temps partiel, l'élève est considéré comme répondant à l'obligation scolaire s'il fréquente l'école au minimum un demi-jour par semaine.

Pour chaque élève concerné, le projet de scolarisation à temps partiel fera l'objet d'une convention entre l'école

ordinaire ou spécialisée, la structure subventionnée ou agréée par la Région wallonne, par la Commission communautaire française ou par l'INAMI, le centre PMS et les parents.

§ 6. Le mineur peut satisfaire à l'instruction obligatoire en suivant un enseignement à domicile dans les conditions de la Section 3 ou, pour les élèves à besoins spécifiques, selon les modalités du Chapitre XI du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Art.1.7.1-3. A l'exception de ceux qui arrivent de l'étranger en cours d'année scolaire, les parents qui font le choix de l'enseignement à domicile ou d'une école ou d'un établissement de formation autre que ceux organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française informent les services du Gouvernement de ce choix avant le 1<sup>er</sup> octobre.

Le directeur de l'école ou du centre de formation fréquenté peut accomplir cette obligation au nom des parents, qui en restent responsables.

Art.1.7.1-4. § 1<sup>er</sup>. Afin de permettre le contrôle de l'inscription scolaire, les services du Gouvernement sollicitent chaque année du Service public fédéral intérieur un extrait du registre national au 1<sup>er</sup> septembre.

§ 2. Les services du Gouvernement effectuent un contrôle de l'inscription scolaire selon les modalités que le Gouvernement fixe.

Les dossiers des élèves soumis à l'obligation scolaire et ne présentant pas suffisamment de garanties de respect de cette obligation sont envoyés par les services du Gouvernement au Procureur du Roi.

Art.1.7.1-5. L'enfant mineur de nationalité étrangère est soumis aux dispositions de la présente Section à partir du soixantième jour après celui où il a été, selon le cas, inscrit au registre des étrangers ou au registre de population de la commune de sa résidence.

Art.1.7.1-6. § 1<sup>er</sup>. Sur réquisition du Ministère public, le tribunal de police connaît des infractions aux obligations imposées par les articles du présent Chapitre ou en vertu de ceux-ci, commises par les parents.

Ces infractions sont punissables d'une amende de 25 à 200 euros pour chaque enfant mineur dans le chef duquel l'infraction est constatée.

En cas de récidive, les amendes peuvent être doublées ou une peine d'emprisonnement d'un jour à un mois peut être prononcée.

Pour qu'il y ait récidive, il suffit que le parent poursuivi ait déjà été condamné une fois au moins au cours des deux années précédentes pour les absences du même enfant mineur.

§ 2. Les dispositions du Livre premier du Code pénal, excepté le Chapitre V, mais en ce compris le Chapitre VII, sont d'application pour les infractions réprimées par le présent Chapitre.

§ 3. L'exécution du jugement, qu'il s'agisse d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement, peut toutefois être différée pour un terme de six mois à compter à partir de la date du jugement.

L'octroi de ce délai doit permettre de constater que l'obligation légale est respectée. La condamnation sera réputée nulle et non avenue lorsque, au cours de ce délai, le condamné respecte la législation sur l'obligation scolaire.

#### *Section II. — De la fréquentation régulière*

Art.1.7.1-7. Sauf en cas d'enseignement à domicile, les parents sont tenus de veiller à ce que leur enfant mineur, pendant toute la durée de l'obligation scolaire, fréquente régulièrement l'école ou le centre de formation dans lequel il est dument inscrit.

Art.1.7.1-8. Les directeurs contrôlent la régularité de la fréquentation scolaire des élèves. Le Gouvernement fixe les modalités de l'organisation de ces contrôles et de la tenue des registres de fréquentation.

Le Gouvernement détermine la nature et la durée des absences qui sont considérées comme justifiées, telles que maladie de l'élève couverte par un certificat médical, convocation par une autorité publique, décès d'un parent, participation à des compétitions pour les sportifs de haut niveau. Il détermine également la nature et la durée des absences dont la justification peut être laissée à l'appréciation du directeur, notamment les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, liés à des problèmes familiaux, de santé mentale ou physique de l'élève, de transports. Le règlement d'ordre intérieur de l'école mentionne ces dispositions.

Art.1.7.1-9. Lorsqu'un élève mineur atteint neuf demi-journées d'absence injustifiée, le directeur le signale à la Direction générale de l'enseignement obligatoire au plus tard le cinquième jour ouvrable scolaire qui suit. Chaque demi-journée d'absence injustifiée supplémentaire leur est signalée à la fin de chaque mois.

Lorsqu'un élève n'est pas signalé conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> avant le 15 janvier, celui-ci n'est plus considéré comme régulièrement inscrit et n'est par conséquent pas comptabilisé pour le calcul du capital-périodes et des dotations ou subventions de fonctionnement de l'école pour l'année scolaire suivante.

Les absences sont prises en compte à partir :

1° du premier jour de la rentrée dans les années du tronc commun concernées par l'obligation scolaire ;

2° du cinquième jour ouvrable scolaire de septembre dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire.

Art.1.7.1-10. Au plus tard à partir du neuvième demi-jour d'absence injustifiée d'un élève, le directeur ou son délégué convoque l'élève et ses parents s'il est mineur, par envoi recommandé, selon les modalités précises fixées par le Gouvernement.

Le directeur ou son délégué rappelle les dispositions relatives aux absences scolaires à l'élève et à ses parents s'il est mineur. Il envisage avec eux des actions visant à prévenir les absences et leur rappelle leurs responsabilités.

À défaut de présentation à la convocation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et chaque fois qu'il l'estime utile après évaluation de la situation, le directeur :

1° soit délègue au domicile ou au lieu de résidence de l'élève un membre du personnel auxiliaire d'éducation ou le mandate pour prendre contact avec la famille par tout autre moyen ;

2° soit sollicite, auprès du coordonnateur compétent du service de médiation visé à l'article l'article 7 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, l'intervention d'un médiateur ;

3° soit sollicite, auprès du directeur d'un centre PMS, l'intervention d'un membre de son équipe.

Dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire, l'élève qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée ne satisfait plus à l'obligation de fréquenter effectivement et assidûment les cours, telle que prévue par l'article 2, 9° et 10°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, et ne peut donc plus prétendre à la sanction des études en fin d'année scolaire, sauf décision favorable du

conseil de classe telle que visée à l'article 21bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Lorsqu'un élève a dépassé 20 demi-jours d'absence injustifiée, le directeur informe par écrit ses parents, ou l'élève lui-même s'il est majeur, des conséquences de ce dépassement sur la sanction des études. Le directeur précise également que des objectifs seront fixés à l'élève, dès son retour dans l'école, afin qu'il puisse être admis à présenter les épreuves de fin d'année.

Dès le retour de l'élève, l'équipe pédagogique, en concertation avec le centre PMS, définit collégalement des objectifs visant à favoriser l'accrochage scolaire de l'élève, en lien avec le plan de pilotage visé à l'article 1.5.2-1. Ces objectifs sont définis au cas par cas et répondent au (x) besoin(s) de l'élève.

Le document reprenant l'ensemble des objectifs est soumis, pour approbation, aux parents, ou à l'élève lui-même s'il est majeur.

Entre le 15 mai et le 31 mai, il revient au conseil de classe d'autoriser ou non l'élève à présenter les examens de fin d'année, sur la base du respect des objectifs qui lui ont été fixés. La décision de ne pas admettre l'élève à la sanction des études ne constitue pas une attestation d'orientation C, telle que définie à l'article 23, § 2, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Les objectifs fixés à l'élève font partie de son dossier. Par conséquent, en cas de changement d'école après que l'élève ait dépassé les 20 demi-jours d'absence injustifiée, l'école d'origine transmet le document reprenant la liste des objectifs à la nouvelle école, qui peut les conserver en l'état ou les adapter, auquel cas ce document devra à nouveau être approuvé par les parents de l'élève s'il est mineur, ou par lui-même s'il est majeur.

L'élève qui dépasse les 20 demi-jours d'absence injustifiée après le 31 mai peut prétendre à la sanction des études, sans décision préalable du conseil de classe.

Le directeur transmet au Gouvernement, pour le 30 juin de chaque année scolaire, la liste des élèves ayant dépassé les 20 demi-jours d'absence injustifiée au cours de cette année scolaire, en distinguant parmi ceux-ci :

1<sup>o</sup> les élèves qui ne se sont plus présentés dans l'école depuis qu'ils ont dépassé les 20 demi-jours d'absence injustifiée ;

2<sup>o</sup> les élèves qui ont fréquenté à nouveau l'école, mais qui n'ont pas approuvé ou dont les parents n'ont pas approuvé les objectifs qui leur ont été fixés ;

3<sup>o</sup> les élèves dont les parents ou qui eux-mêmes ont approuvé les objectifs fixés et pour lesquels le conseil de classe a estimé qu'ils ont atteint ces objectifs ;

4<sup>o</sup> les élèves dont les parents ou qui eux-mêmes ont approuvé les objectifs fixés, mais pour lesquels le conseil de classe a estimé qu'ils n'ont pas atteint ces objectifs et ne les a, en conséquence, pas autorisés à présenter les examens de fin d'année.

L'élève majeur qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée peut être exclu de l'école selon les modalités fixées aux articles 1.7.9-5, 1.7.9-6, 1.7.9-7 et 1.7.9-9.

Pour l'application des alinéas 4 et 12, les absences non justifiées relevées dans l'enseignement ordinaire de plein exercice ne sont pas prises en compte lorsqu'un élève s'inscrit dans l'enseignement spécialisé ou dans l'enseignement secondaire en alternance au cours de la même année scolaire.

S'ils ont connaissance d'une situation de décrochage scolaire d'un mineur, les services du Gouvernement peuvent solliciter une intervention des équipes mobiles visées au Titre II, Chapitre 1<sup>er</sup>, Section IV, du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire auprès de ce mineur et ses parents.

Art.1.7.1-11. Lorsque le directeur constate à propos d'un élève mineur soumis à l'obligation scolaire soit qu'il est en difficulté, soit que sa santé ou sa sécurité sont en danger, soit que ses conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers, notamment en cas d'absentéisme suspect, il est tenu de signaler cet état de fait au conseiller de l'Aide à la jeunesse selon les modalités de communication et de motivation préalablement définies avec ce dernier.

### Section III. — De l'enseignement à domicile

Art.1.7.1-12. Relèvent de l'enseignement à domicile les mineurs qui ne sont pas inscrits dans une école visée à l'article 1.7.1-2, § 2.

Les parents du mineur soumis à l'obligation scolaire qui souhaitent l'instruire en dehors d'une école organisée ou subventionnée par la Communauté française transmettent, au plus tard le 5 septembre de chaque année, une déclaration aux Services du Gouvernement. Cette déclaration peut être effectuée au-delà de cette date lorsque le mineur soumis à l'obligation scolaire fixe sa résidence en Belgique dans le courant de l'année scolaire.

Lorsque ces personnes font instruire leurs enfants dans une école qui n'est ni organisée ni subventionnée par la Communauté française, elles peuvent, sous leur responsabilité, se décharger de cette obligation sur la direction de cette école.

La forme de la déclaration est fixée par le Gouvernement

Art.1.7.1-13. § 1<sup>er</sup>. Il est institué une Commission de l'enseignement à domicile.

§ 2. La Commission de l'enseignement à domicile est composée :

1<sup>o</sup> d'un fonctionnaire général ou de son délégué, lequel assure la présidence ;

2<sup>o</sup> de quatre membres du Service général de l'inspection ;

3<sup>o</sup> d'un membre de la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

Ces membres sont désignés par le Gouvernement.

Les membres du Service général de l'inspection sont désignés sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ils ne peuvent participer au contrôle du niveau des études dans le cadre de l'enseignement à domicile.



§ 3. La Commission de l'enseignement à domicile prend ses décisions à la majorité simple. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le Gouvernement détermine les autres modalités de fonctionnement de la Commission.

Art.1.7.1-14. § 1<sup>er</sup>. Le Service général de l'inspection est chargé du contrôle du niveau des études dans le cadre de l'enseignement à domicile. Il s'assure que l'enseignement dispensé permet à l'enfant mineur soumis à l'obligation scolaire d'acquiescer un niveau d'études équivalent aux référentiels visés aux articles 1.4.2-2, 1.4.3-1 et 1.4.3-2.

Le Service général de l'inspection s'assure également que l'enseignement dispensé :

1° poursuit les missions prioritaires définies à l'article 1.4.1-1 ;

2° est conforme au Titre II de la Constitution ;

3° ne prône pas des valeurs qui sont manifestement incompatibles avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950 ;

4° respecte la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, signée à New York, le 20 novembre 1989.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le niveau des études à atteindre peut être adapté lorsque l'enfant mineur soumis à l'obligation scolaire présente des troubles de santé, d'apprentissage, du comportement ou lorsqu'il est atteint d'un handicap moteur, sensoriel ou mental.

Dans ce cas, les parents introduisent, lors de la déclaration visée à l'article 1.7.1-12, alinéa 2, une demande de dérogation motivée.

La Commission de l'enseignement à domicile détermine les adaptations nécessaires après avis du Service général de l'inspection.

Art.1.7.1-15. Les parents fournissent au Service général de l'inspection les documents sur lesquels se fonde l'enseignement dispensé à domicile, notamment les manuels scolaires employés, le matériel pédagogique construit et employé couramment, les fardes et les cahiers, les productions écrites de l'enfant mineur soumis à l'obligation scolaire, un plan individuel de formation. Sur la base de ces documents, le Service général de l'inspection s'assure que le mineur bénéficie d'un encadrement pédagogique suffisant pour lui permettre d'atteindre le niveau d'études visé à l'article 1.7.1-14, § 1<sup>er</sup>, ou celui fixé par la Commission de l'enseignement à domicile en application de l'article 1.7.1-14, § 2.

Art.1.7.1-16. Le Service général de l'inspection peut procéder au contrôle du niveau des études à tout moment, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou de la Commission de l'enseignement à domicile, et fonde son contrôle sur les faits prélevés notamment à travers l'analyse des documents visés à l'article 1.7.1-15 et sur l'interrogation des élèves.

Des contrôles ont toutefois lieu au moins durant les années au cours desquelles l'enfant mineur soumis à l'obligation scolaire atteint l'âge de 8 et de 10 ans.

Le Service général de l'inspection fixe la date du contrôle et la notifie aux parents au moins un mois à l'avance.

Art.1.7.1-17. § 1<sup>er</sup>. Le Service général de l'inspection organise le contrôle du niveau des études de manière individuelle ou pour l'ensemble des mineurs soumis à l'obligation scolaire et poursuivant l'enseignement à domicile, domiciliés dans une même zone. Les contrôles du niveau des études peuvent également être organisés, de manière centralisée, au sein des bâtiments abritant le siège administratif du Service général de l'inspection.

§ 2. Le contrôle du niveau des études se déroule dans un bâtiment appartenant aux Pouvoirs publics et choisi par le Service général de l'inspection.

Sur demande motivée des parents et justifiée notamment par des difficultés de mobilité importantes liées à l'état de santé ou au handicap de l'enfant mineur soumis à l'obligation scolaire, il peut toutefois se dérouler en un autre lieu.

Art.1.7.1-18. § 1<sup>er</sup>. Après avoir réalisé le contrôle du niveau des études, le Service général de l'inspection établit un rapport et émet un avis sur la conformité à l'article 1.7.1-14. Il se prononce également sur l'adéquation aux objectifs à atteindre des documents visés à l'article 1.7.1-15. Le rapport et l'avis sont notifiés aux parents qui, dans les dix jours de la notification, peuvent communiquer par écrit leurs observations à la Commission de l'enseignement à domicile.

L'avis du Service général de l'inspection est transmis au plus tard dans le mois qui suit la date du contrôle à la Commission de l'enseignement à domicile qui statue.

En cas de décision négative fondée sur la non-conformité à l'article 1.7.1-14, § 1<sup>er</sup>, de l'enseignement dispensé à domicile, un nouveau contrôle est effectué, selon les mêmes modalités, au minimum deux mois et au maximum six mois à dater de la notification de cette décision.

Si, à la suite de ce deuxième contrôle, le Service général de l'inspection estime que l'enseignement à domicile n'est toujours pas conforme à l'article 1.7.1-14, il conclut son rapport par un avis sur les modalités d'intégration de l'enfant mineur soumis à l'obligation scolaire dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française. Les parents peuvent faire valoir leurs observations conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Si à l'issue du deuxième contrôle, la Commission de l'enseignement à domicile décide que le niveau des études n'est pas conforme à l'article 1.7.1-14, les parents scolarisent le mineur soumis à l'obligation scolaire dans une école visée à l'article 1.7.1-2, § 2.

§ 2. Lorsque le contrôle du niveau des études n'a pu être réalisé en raison de l'absence du mineur soumis à l'obligation scolaire, si la Commission de l'enseignement à domicile décide que cette absence est injustifiée, les parents inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire dans une école visée à l'article 1.7.1-2, § 2.

Art.1.7.1-19. Au plus tard dans l'année scolaire au cours de laquelle il atteindra l'âge de 12 ans, les parents inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire et relevant de l'enseignement à domicile à l'épreuve externe visée à l'article 2.3.2-3 organisée en vue de l'obtention du certificat d'études de base.

En cas d'échec à l'épreuve présentée conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mineur soumis à l'obligation scolaire dispose d'un délai d'une année scolaire pour la présenter une nouvelle fois. Durant ce délai, il est soumis à deux reprises à un contrôle du niveau des études organisé de manière individuelle et conformément aux modalités définies à l'article 1.7.1-18, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

Lorsqu'il a bénéficié de ce délai, le mineur dispose du même délai pour présenter l'épreuve visée à l'article 1.7.1-20.

Art.1.7.1-20. Au plus tard dans l'année scolaire au cours de laquelle il atteindra l'âge de 15 ans, les parents inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire et relevant de l'enseignement à domicile à l'épreuve externe commune visée à l'article 2.3.3-2 organisée en vue de l'obtention du certificat du tronc commun.

Art.1.7.1-21. § 1<sup>er</sup>. Les parents scolarisent dans une école visée à l'article 1.7.1-2, § 2, le mineur soumis à l'obligation scolaire et relevant de l'enseignement à domicile qui n'a pas obtenu le certificat d'études de base dans les délais fixés à l'article 1.7.1-19 et dont les deux contrôles du niveau des études visés à 1.7.1-19, alinéa 2, ont donné lieu à une décision

négative de la Commission de l'enseignement à domicile. Si seul l'un des deux contrôles a donné lieu à une décision négative de la Commission de l'enseignement à domicile, celle-ci apprécie si le mineur soumis à l'obligation scolaire peut poursuivre l'enseignement à domicile.

Les parents scolarisent dans une école visée à l'article 1.7.1-2, § 2, le mineur soumis à l'obligation scolaire et relevant de l'enseignement à domicile qui n'a pas obtenu le certificat du tronc commun dans le respect des conditions visées à l'article 1.7.1-20.

§ 2. Pour le mineur soumis à l'obligation scolaire, inscrit dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française suite à une décision de la Commission de l'enseignement à domicile ou en application du paragraphe 1<sup>er</sup>, la Commission de l'enseignement à domicile détermine, pour l'enseignement ordinaire et, dans le respect du paragraphe 3, pour l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, la section et l'année d'étude dans lesquelles le mineur soumis à l'obligation scolaire doit être inscrit.

La Commission de l'enseignement à domicile détermine, pour l'enseignement spécialisé, le type et, le cas échéant, la forme ainsi que le degré de maturité ou la phase dans lesquels le mineur soumis à l'obligation scolaire doit être inscrit.

La Commission de l'enseignement à domicile peut également prendre une telle décision lorsque les personnes responsables renoncent, pour des motifs imprévisibles au moment de la déclaration visée à l'article 1.7.1-12, alinéa 2, à instruire à domicile le mineur soumis à l'obligation scolaire pour l'inscrire dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française.

§ 3. Lorsque l'avis du Service général de l'Inspection visé à l'article 1.7.1-18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, conclut à l'intégration du mineur soumis à l'obligation scolaire dans l'enseignement spécialisé, cet avis est notifié aux parents qui peuvent s'opposer à cette intégration auprès de la Commission de l'enseignement spécialisé dans les quinze jours calendriers de la notification de l'avis. En cas d'accord ou d'absence d'opposition dans le délai, les parents font procéder aux examens visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. Le rapport résultant de ces examens est transmis à la Commission de l'enseignement à domicile qui statue.

En cas d'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, si les parents envisagent une inscription du mineur soumis à l'obligation scolaire dans l'enseignement spécialisé, elles en informent la Commission de l'enseignement à domicile dans les quinze jours calendriers de la proclamation des résultats ou de la décision de ne pas accorder le certificat d'études de base et font procéder aux examens visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Le rapport résultant de ces examens est transmis à la Commission de l'enseignement à domicile.

En cas de recours contre la décision de ne pas accorder le certificat d'études de base, le délai d'information à la Commission de l'enseignement à domicile visée à l'alinéa 2 prend cours au jour de la notification de la décision du Conseil de recours.

§ 4. Pour l'application des articles paragraphes 2 et 3, la Commission de l'enseignement à domicile peut déroger aux conditions d'admission. Sa décision se fonde sur l'âge et, le cas échéant, le parcours scolaire antérieur ainsi que sur les compétences, savoir-faire et savoirs acquis par le mineur soumis à l'obligation scolaire.

Si elle s'estime insuffisamment informée, la Commission de l'enseignement à domicile peut demander au Service général de l'Inspection l'établissement d'un rapport tel que prévu à l'article 1.7.1-18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4. Lorsque ce rapport conclut à l'intégration dans l'enseignement spécialisé, les formalités prévues au paragraphe 3 sont d'application. Lorsque les parents inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française, la Commission de l'enseignement à domicile peut également solliciter de cette école qu'elle établisse un rapport précisant les compétences, savoir-faire et savoirs acquis par le mineur et proposant une orientation.

§ 5. Le mineur soumis à l'obligation scolaire, inscrit dans une école visée à l'article 1.7.1-2, § 2, à la suite d'une décision de la Commission de l'enseignement à domicile ou en application du paragraphe 1<sup>er</sup>, le reste pendant une année scolaire complète au moins. Si, à l'issue de cette année scolaire, les parents souhaitent à nouveau l'instruire en dehors d'un de ces écoles, elles joignent à la déclaration visée à l'article 1.7.1-12, alinéa 2, un plan individuel de formation et tous documents utiles de nature à démontrer que l'enseignement dispensé à domicile est conforme à l'article 1.7.1-14.

Si la Commission de l'enseignement à domicile estime que la conformité à l'article 1.7.1-14 de l'enseignement dispensé à domicile n'est pas établie, les parents inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire dans une école visée à l'article 1.7.1-2, § 2.

Art.1.7.1-22. § 1<sup>er</sup>. Sur demande motivée des parents, la Commission, après avis du Service général de l'Inspection, peut dispenser les mineurs soumis à l'obligation scolaire et bénéficiant de la dérogation prévue à l'article 1.7.1-14, § 2, de présenter les épreuves visées aux articles 1.7.1-19 et 1.7.1-20. Elle peut également accorder un délai supplémentaire pour la présentation de ces épreuves.

§ 2. Les parents d'un mineur soumis à l'obligation scolaire qui ne remplit pas les conditions fixées aux articles 1.7.1-19 et 1.7.1-20 peuvent introduire une demande de dérogation motivée. La demande expose les motifs pour lesquels ces conditions ne sont pas remplies et les objectifs poursuivis par l'enseignement à domicile. Elle est accompagnée d'un plan individuel de formation et des documents justificatifs.

Le Président de la Commission visée à l'article 1.7.1-13 rejette la demande si le dossier est manifestement incomplet ou la demande manifestement non fondée.

Pour les demandes recevables, la Commission peut, après avis du Service général de l'Inspection, octroyer une dérogation. Dans ce cas, elle fixe le délai dans lequel les conditions de certification devront être remplies et les modalités de suivi de l'enseignement à domicile et, le cas échéant, examine la demande au regard de l'article 1.7.1-14, § 2.

En cas de refus, les personnes responsables du mineur soumis à l'obligation scolaire l'inscrivent dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française ou dans un établissement visé à l'article 3. La Commission fixe le délai dans lequel les personnes responsables fournissent la preuve d'inscription.

Art.1.7.1-23. Le Gouvernement est compétent pour juger des recours contre les décisions de la Commission de l'enseignement à domicile. Il se prononce dans le mois de la notification du recours.

Art.1.7.1-24. Les parents introduisent le recours par envoi recommandé dans les quinze jours de la notification de la décision de la Commission de l'enseignement à domicile.

En cas de recours, le délai fixé à l'article 1.7.1-18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et l'obligation résultant de l'article 1.7.1-18, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, sont suspendus.

## Section IV. — De l'accrochage scolaire

Art.1.7.1-25. § 1<sup>er</sup>. Est dans une situation de décrochage scolaire l'élève soumis à l'obligation scolaire :

1° qui est inscrit dans une école, mais ne l'a pas de fait fréquentée sans motif valable, ou qui n'est inscrit dans aucune école et qui n'est pas instruit à domicile, sauf s'il se trouve dans une situation visée aux articles 1.7.1-18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 à 5, et § 2, et 1.7.1-21, § 1<sup>er</sup> ;

2° qui est inscrit dans une école, mais qui compte plus de neuf demi-jours d'absence injustifiée.

§ 2. Est dans une situation d'absentéisme l'élève qui, bien que régulièrement inscrit, s'absente fréquemment des cours sans motif valable.

Art.1.7.1-26. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de leur projet d'école, les écoles secondaires peuvent mettre en place un dispositif interne d'accrochage scolaire (DIAS).

§ 2. L'objectif du DIAS est :

1° de prévenir le décrochage scolaire visé à l'article 1.7.1-25, § 1<sup>er</sup>, 2°, d'élèves en difficulté avec l'école ;

2° d'aider les élèves en situation de décrochage scolaire ou d'absentéisme à reconstruire la confiance et l'estime de soi et à développer tant un projet personnel qu'un projet de formation.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre d'une politique globale d'école en vue d'instaurer un climat de bien-être dans l'école, laquelle est définie, s'il échet, au sein de la cellule de concertation locale.

§ 3. La conception et la gestion du DIAS sont confiées à une équipe pluridisciplinaire, qui peut être composée d'enseignants, de membres du personnel auxiliaire d'éducation, de membres de l'équipe du centre PMS. L'équipe peut également faire appel à des partenaires extérieurs.

Art.1.7.1-27. Le conseil de classe décide des élèves qui peuvent bénéficier du DIAS.

Pour les élèves mineurs, l'accord de leurs parents est requis.

Les élèves qui bénéficient du DIAS restent inscrits dans leur classe d'origine ; leur situation administrative n'est en rien modifiée.

Art.1.7.1-28. § 1<sup>er</sup>. Avec l'aide du centre PMS et de membres de l'équipe en charge du DIAS, le conseil de classe construit un plan personnalisé pour chacun des élèves visés à l'article 1.7.1-27, après concertation avec l'élève et avec ses parents, s'il est mineur.

§ 2. Le plan personnalisé, construit pour et avec l'élève, peut comprendre :

1° des cours de formation commune ;

2° des activités complémentaires ;

3° des ateliers de coopération, de socialisation, de communication ou d'expression ;

4° des temps et démarches consacrés à l'orientation scolaire, à la construction d'un projet personnel ;

5° des stages d'observation et d'initiation ;

6° des activités visant à faire croître la motivation, la confiance, l'estime de soi ;

7° des stages d'immersion dans diverses filières d'enseignement ;

8° la réalisation d'un projet disciplinaire, interdisciplinaire, artistique, technologique, sportif ou autre ;

9° des moments de prise en charge par un service externe ;

10° des actions sociales, citoyennes, (inter) culturelles ;

11° la préparation à la présentation d'un jury externe.

§ 3. Le conseil de classe est chargé d'évaluer, de préciser voire d'amender le plan personnalisé.

§ 4. Le plan personnalisé est établi pour une durée d'un mois, avec pour but, au terme de la période déterminée, de réintégrer l'élève dans sa classe ou dans un autre parcours scolaire, dans le respect des conditions d'admission.

§ 5. Après évaluation, le plan personnalisé peut être reconduit mois par mois, par le conseil de classe. Les parents en sont tenus informés.

§ 6. Il reste possible que l'élève concerné soit pris en charge à tout moment par un des services d'accrochage scolaire, dans le respect des conditions d'admission.

§ 7. Le plan personnalisé est tenu à la disposition du Service général de l'inspection et des services du Gouvernement.

§ 8. Chaque élève faisant l'objet d'un plan personnalisé dans le cadre du DIAS bénéficie de l'accompagnement d'une personne de référence.

§ 9. L'encadrement des activités liées au plan personnalisé peut être attribué dans le cadre de sa fonction à tout membre de l'équipe pédagogique ou du personnel auxiliaire d'éducation.

Art.1.7.1-29. Lorsqu'un mineur exclu ne peut être réinscrit dans une école, conformément aux articles 1.7.9-9, alinéa 4, et 1.7.9-10, § 2, alinéa 5, le Ministre peut considérer comme satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire :

1° la prise en charge, pour une période ne pouvant dépasser trois mois, renouvelable une fois, du jeune par des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés soit par le conseiller de l'Aide à la jeunesse, soit par le directeur de la protection de la jeunesse, soit par le tribunal de la jeunesse ;

2° la prise en charge, pour une période ne pouvant dépasser trois mois, renouvelable une fois, du jeune par un des services d'accrochage scolaire.

Sur base d'une demande motivée adressée par le service d'accrochage scolaire à la Direction générale de l'enseignement obligatoire, le Ministre peut accorder à un jeune une dérogation pour qu'il puisse bénéficier d'une prise en charge par le service d'accrochage scolaire prolongée au-delà du 15 avril et jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, même si la durée totale de cette prise en charge excède la durée maximale fixée à l'article 1.7.1-32.

Le conseiller de l'Aide à la jeunesse, le directeur de la protection de la jeunesse, le tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire notifie à la Direction générale de l'enseignement obligatoire la date de début et de fin de prise en charge prévue, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art.1.7.1-30. Dans les situations de décrochage scolaire visées à l'article 1.7.5-25, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, sur demande conjointe du mineur et de ses parents, et après avis favorable de la commission zonale des inscriptions ou de la commission décentralisée ou à défaut de la fédération de pouvoirs organisateurs compétents, le Ministre peut aussi autoriser un élève à être pris en charge, pour une période ne dépassant pas trois mois, renouvelable une fois, par :

1<sup>o</sup> des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés, soit par le conseiller de l'Aide à la jeunesse, soit par le directeur de la protection de la jeunesse, soit par le tribunal de la jeunesse ;

2<sup>o</sup> un des services d'accrochage scolaire.

Sur la base d'une demande motivée adressée par le service d'accrochage scolaire à la Direction générale de l'enseignement obligatoire, le Ministre peut accorder à un jeune une dérogation pour qu'il puisse bénéficier d'une prise en charge par le service d'accrochage scolaire prolongée au-delà du 15 avril et jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, même si la durée totale de cette prise en charge excède la durée maximale fixée à l'article 1.7.1-32.

Le conseiller de l'Aide à la jeunesse, le directeur de la protection de la jeunesse, le tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire notifie à la Direction générale de l'enseignement obligatoire la date de début et de fin de prise en charge prévue, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art.1.7.1-31. En cas d'absentéisme, en situation de crise ou en situation de décrochage scolaire visée à l'article 1.7.5-25, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, sur demande conjointe de l'élève mineur, de ses parents, du pouvoir organisateur ou de son délégué, après avoir pris l'avis du conseil de classe et du centre PMS, le Ministre peut aussi autoriser un élève, qui reste régulièrement inscrit dans son école, à être pris en charge, pour une période ne dépassant pas trois mois, renouvelable une fois, par :

1<sup>o</sup> des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés, soit par le conseiller de l'aide à la jeunesse, soit par le directeur de la protection de la jeunesse, soit par le tribunal de la jeunesse ;

2<sup>o</sup> un des services d'accrochage scolaire.

À défaut pour le centre PMS d'avoir rendu l'avis visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans les 10 jours ouvrables de la demande, l'avis est réputé favorable.

Sur la base d'une demande motivée adressée par le service d'accrochage scolaire à la Direction générale de l'enseignement obligatoire, le Ministre peut accorder à un jeune une dérogation pour qu'il puisse bénéficier d'une prise en charge par le service d'accrochage scolaire prolongée au-delà du 15 avril et jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, même si la durée totale de cette prise en charge excède la durée maximale fixée à l'article 1.7.1-32.

Le conseiller de l'Aide à la jeunesse, le directeur de la protection de la jeunesse, le tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire notifie à la Direction générale de l'enseignement obligatoire la date de début et de fin de prise en charge prévue, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art.1.7.1-32. La prise en charge d'un mineur par un des services visés aux articles 1.7.1-29 à 1.7.1-31 ne peut dépasser au total six mois par année scolaire et une année sur l'ensemble de la scolarité du mineur. La période de prise en charge située pendant les congés et les vacances scolaires n'est pas prise en considération dans le calcul de la durée de prise en charge du mineur.

Art.1.7.1-33. Dans le cadre des articles 1.7.1-29 à 1.7.1-31, une convention de partenariat dont le modèle est déterminé par le Gouvernement peut être conclue entre un service d'accrochage scolaire et un organisme constitué soit en personne morale publique soit en association sans but lucratif ayant pour objet moral principal la lutte contre le décrochage et l'échec scolaires, y compris dans la prise en charge temporaire d'un mineur en décrochage.

Art.1.7.1-34. § 1<sup>er</sup>. Le directeur définit les dispositions qui, tant au niveau collectif qu'individuel, permettront à un mineur qui a bénéficié des services d'un des services d'accrochage scolaire, de reprendre sa scolarité dans les meilleures conditions.

§ 2. Il prend les dispositions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, en concertation avec les acteurs concernés, au sein de la cellule de concertation locale si elle a été mise en place.

Pour leur mise en œuvre,

1<sup>o</sup> il s'appuie sur les services internes tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation ;

2<sup>o</sup> il travaille en concertation étroite avec le centre PMS, afin d'articuler au mieux les mesures relevant de l'accompagnement pédagogique, qui sont du ressort de l'équipe éducative, et la prise en compte de la dimension psycho-médico-sociale, qui est du ressort de l'équipe du centre PMS.

§ 3. Les membres de l'équipe du centre PMS facilitent l'intervention des services externes, tels que définis dans l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, auxquels l'école peut recourir pour faciliter l'intégration ou la réintégration du jeune dans l'école et le processus de construction d'un projet personnel.

Art.1.7.1-35. Une fois intégré ou réintégré dans une école à l'issue de la prise en charge prévue aux articles 1.7.1-29 à 1.7.1-31, l'élève peut fréquenter le service d'accrochage scolaire qui a assuré sa prise en charge, à raison de maximum deux demi-jours par semaine au cours des deux mois qui suivent son intégration ou sa réintégration.

La fréquentation du service d'accrochage scolaire durant cette période fait l'objet d'une convention entre le directeur, l'élève, ses parents, le centre PMS et le service d'accrochage scolaire concernés.

Art.1.7.1-36. Les facilitateurs visés par l'article 18 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation prêtent leur concours à la bonne articulation globale des actions menées dans la zone à laquelle ils ont été affectés, tant dans les écoles que dans les services d'accrochage scolaire, à l'égard des élèves pris en charge par un des services d'accrochage scolaire au cours de cette prise en charge et après la (ré) intégration de l'élève à l'école.

CHAPITRE II. — *De la gratuité*

Art.1.7.2-1. § 1<sup>er</sup>. Aucun minerval direct ou indirect ne peut être perçu dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire ou spécialisé. Sans préjudice de l'article 1.7.2-2, le pouvoir organisateur ne peut en aucun cas formuler lors de l'inscription ou lors de la poursuite de la scolarisation dans une école une demande de paiement, directe ou indirecte, facultative ou obligatoire, sous forme d'argent, de services ou de fournitures.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, un droit d'inscription peut être fixé à maximum 124 euros pour les élèves qui s'inscrivent en 7<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire de transition, préparatoire à l'enseignement supérieur. Ce montant maximum est ramené à 62 euros pour les bénéficiaires d'allocations d'études.

Le produit de ce droit d'inscription est déduit de la première tranche de subventions de fonctionnement accordées aux écoles concernées.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, un droit d'inscription spécifique est exigé pour les élèves qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui ne sont pas ressortissants d'un État membre de l'Union européenne et dont les parents non belges ne résident pas en Belgique.

Sont de plein droit exemptés du droit d'inscription spécifique les élèves de nationalité étrangère admis à séjourner plus de trois mois ou autorisés à s'établir en Belgique, en application des articles 10 et 15 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Le Gouvernement détermine les catégories d'exemption totale ou partielle du droit d'inscription spécifique.

Le Gouvernement détermine les montants du droit d'inscription spécifique, par niveau d'études.

Le montant du droit d'inscription spécifique est exigible au moment de l'inscription.

§ 4. Des dotations et des subventions de fonctionnement annuelles et forfaitaires sont accordées pour couvrir les frais afférents au fonctionnement et à l'équipement des écoles, et à la distribution gratuite de manuels et de fournitures scolaires aux élèves soumis à l'obligation scolaire.

En outre, dans l'enseignement maternel ordinaire et spécialisé, il est octroyé aux écoles organisées ou subventionnées un montant forfaitaire de 50 euros par élève inscrit, affecté spécifiquement aux frais et fournitures scolaires. Ce montant vise prioritairement l'achat des fournitures scolaires définies comme étant tous les matériels nécessaires à l'atteinte des compétences de base telles que définies dans les référentiels de compétences initiales. Ce montant peut également couvrir les frais scolaires liés à l'organisation d'activités scolaires ou de séjours pédagogiques avec nuitée(s). Ce montant est versé chaque année au mois de mars. Il est calculé sur la base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'école à la date du 30 septembre de l'année précédente, multiplié par un coefficient de 1,2, et est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5, à l'unité inférieure dans les autres cas. Il est indexé annuellement en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.

Tout pouvoir organisateur ayant reçu les montants visés à l'alinéa 2 tient à la disposition des Services du Gouvernement aux fins de contrôle, au plus tard pour le 31 janvier de l'année suivant l'année scolaire pour laquelle les montants ont été accordés, les justificatifs de l'ensemble des dépenses effectuées, et ce, pendant une durée de dix ans. Si dans le cadre d'un contrôle, il apparaît que les montants reçus n'ont pas été affectés à l'achat de fournitures scolaires, à l'organisation d'activités scolaires ou de séjours pédagogiques avec nuitée(s), le montant octroyé devra être restitué aux Services du Gouvernement dans un délai de soixante jours à dater de la notification adressée au pouvoir organisateur concerné.

Art.1.7.2-2. § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement maternel, ordinaire et spécialisé, sans préjudice des alinéas 2 et 3, aucuns frais scolaires ne peuvent être perçus et aucune fourniture scolaire ne peut être réclamée aux parents, directement ou indirectement.

Dans l'enseignement maternel, ordinaire et spécialisé, seuls les frais scolaires suivants, appréciés au coût réel, peuvent être perçus :

1° les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés ;

2° les droits d'accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'école ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement arrête le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou pour l'ensemble des années d'étude de l'enseignement maternel ;

3° les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s) organisés par l'école et s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'école, ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou pour l'ensemble des années d'étude de l'enseignement maternel.

Seules les fournitures scolaires suivantes ne sont pas fournies par les écoles :

1° le cartable non garni ;

2° le plumier non garni ;

3° les tenues vestimentaires et sportives usuelles de l'élève.

Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peuvent être imposés aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

Les frais scolaires autorisés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, ne peuvent pas être cumulés en vue d'un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et effectivement organisés.

Les montants fixés en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, sont annuellement indexés en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.

§ 2. Dans l'enseignement primaire, ordinaire et spécialisé, ne sont pas considérés comme perception d'un minerval les frais scolaires appréciés au coût réel suivant :

1° les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés ;

2° les droits d'accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'école ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude de l'enseignement primaire ;

3° les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s) organisés par l'école et s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'école, ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude de l'enseignement primaire.

Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peut être imposé aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

Les frais scolaires autorisés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, ne peuvent pas être cumulés en vue d'un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et effectivement organisés.

Les montants fixés en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2 et 3°, sont indexés annuellement en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.

§ 3. Dans l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, ne sont pas considérés comme perception d'un minerval les frais scolaires appréciés au cout réel suivant :

1° les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés ;

2° les droits d'accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'école ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude de l'enseignement secondaire ;

3° les photocopies distribuées aux élèves ; sur avis conforme du Conseil général de l'enseignement secondaire, le Gouvernement arrête le montant maximum du cout des photocopies par élève qui peut être réclamé au cours d'une année scolaire ;

4° le prêt des livres scolaires, d'équipements personnels et d'outillage ;

5° les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s) organisés par l'école et s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'école, ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude de l'enseignement secondaire.

Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peuvent être imposés à l'élève majeur ou aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

Les frais scolaires autorisés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 5°, ne peuvent pas être cumulés en vue d'un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et effectivement organisés.

Les montants fixés en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 5°, sont indexés annuellement en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.

§ 4. Dans l'enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, les frais scolaires suivants peuvent être proposés à l'élève, s'il est majeur, ou à ses parents, s'il est mineur, pour autant que le caractère facultatif ait été explicitement porté à leur connaissance :

1° les achats groupés ;

2° les frais de participation à des activités facultatives ;

3° les abonnements à des revues.

Ils sont proposés à leur cout réel pour autant qu'ils soient liés au projet pédagogique.

Art.1.7.2-3. § 1<sup>er</sup>. Les pouvoirs organisateurs sont tenus, dans la perception des frais scolaires, de respecter l'article 1.4.1-5.

Ils peuvent, dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire, mettre en place un paiement correspondant au cout moyen réel des frais scolaires.

§ 2. Les pouvoirs organisateurs n'impliquent pas les élèves mineurs dans le processus de paiement et dans le dialogue qu'ils entretiennent avec les parents à propos des frais scolaires et des décomptes périodiques.

Le non-paiement des frais scolaires ne peut en aucun cas constituer, pour l'élève, un motif de refus d'inscription, d'exclusion définitive ou de toute autre sanction même si ces frais figurent dans le projet pédagogique ou dans le projet d'école.

Aucun droit ou frais, direct ou indirect, ne peut être demandé à l'élève ou à ses parents pour la délivrance de ses diplômes et certificats d'enseignement ou de son bulletin scolaire.

Art.1.7.2-4. § 1<sup>er</sup>. Avant le début de chaque année scolaire, et à titre d'information, une estimation du montant des frais scolaires réclamés et leur ventilation est portée par écrit à la connaissance de l'élève, s'il est majeur, ou de ses parents, s'il est mineur.

§ 2. Au cours de chaque année scolaire, des décomptes périodiques sont portés par écrit à la connaissance de l'élève, s'il est majeur, ou de ses parents, s'il est mineur.

Chaque décompte périodique détaille, par élève et pour la période couverte, l'ensemble des frais scolaires réclamés, leurs montants, leurs objets et le caractère obligatoire ou facultatif de ceux-ci, et mentionne les modalités et les éventuelles facilités de paiement.

La période qui peut être couverte par un décompte périodique est de minimum un mois et de maximum quatre mois. Avant le début de chaque année scolaire, les pouvoirs organisateurs informent l'élève, s'il est majeur, ou ses parents, s'il est mineur, de la périodicité choisie.

Par dérogation à l'alinéa 3, à la demande des parents et pour les frais scolaires dont le montant excède cinquante euros, les pouvoirs organisateurs doivent prévoir la possibilité d'échelonner ceux-ci sur plusieurs décomptes périodiques. Les pouvoirs organisateurs informent préalablement et par écrit l'élève, s'il est majeur, ou les parents, s'il est mineur, de l'existence de cette possibilité. Le montant total à verser ainsi que les modalités de l'échelonnement sont également communiqués par écrit. La quotité réclamée afférente à la période couverte figure dans le décompte périodique.

Les frais qui ne figurent pas dans le décompte périodique ne peuvent en aucun cas être réclamés.

Les pouvoirs organisateurs qui ne réclament aucuns frais scolaires sur l'ensemble de l'année scolaire ne sont pas tenus de remettre les décomptes périodiques visés au présent paragraphe.

Art.1.7.2-5. La référence légale et le texte intégral des articles 1.7.2-1 à 1.7.2-3 sont reproduits dans le règlement d'ordre intérieur de chaque école ainsi que sur l'estimation des frais scolaires réclamés visée à l'article 1.7.2-4, § 1<sup>er</sup>, et les décomptes périodiques visés à l'article 1.7.2-4, § 2.

Art.1.7.2-6. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'il constate une violation aux articles 1.7.2-1 à 1.7.2-5, le Gouvernement peut, dans le respect de la procédure énoncée au paragraphe 2, prononcer une des sanctions suivantes :

- 1° l'avertissement ;
- 2° une amende dont le montant ne peut être inférieur à 250 euros ni excéder 2500 euros ;
- 3° en cas de récidive dans un délai de cinq ans, le retrait, pour l'année scolaire en cours, de la totalité des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause.

Outre l'application de l'une des sanctions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur rembourse intégralement les minervals ou les montants trop perçus. En cas de refus d'obtempérer ou si les minervals ou les montants trop perçus dépassent le montant de la sanction appliquée, le Gouvernement suspend le versement des dotations ou des subventions de l'école en matière de fonctionnement comme en matière de traitement, jusqu'au remboursement intégral des minervals ou des montants trop perçus.

À défaut de payer l'amende dans un délai de trois mois suivant la notification de la sanction, le Gouvernement fait retrancher des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause le montant de l'amende majoré de 2,5 %.

§ 2. Dès qu'une plainte ou qu'un fait susceptible de constituer une violation ou un manquement aux articles 1.7.2-1 à 1.7.2-5 est porté à leur connaissance, les services du Gouvernement instruisent le dossier et peuvent entendre à cet effet toute personne pouvant contribuer utilement à leur information.

Lorsqu'ils disposent d'éléments indiquant qu'une infraction a été commise, les services du Gouvernement notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

Le Gouvernement rend une décision dans les soixante jours qui suivent la clôture du délai visé à l'alinéa 2.

Art.1.7.2-7. Le Gouvernement évalue la mise en œuvre des dispositions du présent chapitre et en fait rapport au Parlement au cours de l'année 2024.

### CHAPITRE III. — *Du libre choix*

Art.1.7.3-1. § 1<sup>er</sup>. Des écoles fondamentales et secondaires sont créées par la Communauté française, là où le besoin s'en fait sentir.

§ 2. La Communauté française subventionne les écoles respectant les conditions établies par la loi, le décret et la norme réglementaire.

Les services du Gouvernement sont chargés de vérifier que chacune des écoles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> respecte, en outre, les obligations suivantes :

1° être organisée par une personne morale qui en assume toute la responsabilité et qui ne bénéficie pas directement ou indirectement pour le fonctionnement, les frais de personnel et/ou les bâtiments, de financements en provenance d'un État étranger n'appartenant pas à l'Union européenne ou émanant d'une institution relevant d'un État étranger n'appartenant pas à l'Union européenne.

Les personnes physiques qui composent la personne morale doivent :

- a) être de conduite irréprochable ;
  - b) jouir des droits civils et politiques ;
- 2° se soumettre au contrôle de l'inspection ;
  - 3° être établie dans des locaux répondant à des conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité ;
  - 4° disposer du matériel didactique et de l'équipement scolaire répondant aux nécessités pédagogiques ;
  - 5° bénéficier, si l'école n'est pas affiliée à une fédération de pouvoirs organisateurs, de services de soutien et d'accompagnement externes, en vertu d'une convention passée au plus tard 4 mois après la création de l'école ou de la section de l'école avec une cellule de soutien et d'accompagnement. La cellule de soutien et d'accompagnement de Wallonie-Bruxelles Enseignement ne peut refuser de signer la convention précitée ;
  - 6° former un ensemble pédagogique situé dans un même complexe de bâtiments ou, en tout cas, dans une même commune ou agglomération, le tout sauf dérogation accordée par le Gouvernement dans des cas exceptionnels. L'obligation d'être situé dans une même commune ou agglomération n'est pas imposée à un ensemble pédagogique placé sous la direction d'un même directeur et issu d'une fusion ou d'une restructuration d'écoles dument autorisée par le Gouvernement ;
  - 7° disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves.

§ 3. Si un pouvoir organisateur ne se conforme pas à une ou plusieurs conditions reprises au paragraphe 2, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite dans un délai de trente jours ouvrables scolaires à dater de cette mise en demeure, à se conformer à la ou aux disposition(s) contrevenue(s) et à rétablir la légalité.

Si, dans le délai de trente jours ouvrables scolaires visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur apporte la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer à la ou aux disposition(s) contrevenue(s) et pour rétablir la légalité, les subventions de fonctionnement continuent à lui être octroyées. Les services du Gouvernement devront néanmoins diligenter, dans un délai de 6 mois à dater de la réponse du pouvoir organisateur, une mission de contrôle afin de s'assurer que la ou les disposition(s) contrevenue(s) sont désormais respectées.

Si, à l'échéance du délai de trente jours ouvrables scolaires visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions précitées et pour rétablir la légalité, le Gouvernement lui applique un retrait de 5 % des subventions de fonctionnement accordées conformément au § 2 et calculées sur la base des subventions octroyées lors de l'année scolaire précédente.

Si après 6 mois à dater de la décision de retrait de 5 % des subventions de fonctionnement, le pouvoir organisateur n'a toujours pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer à la ou aux disposition(s) contrevenue(s) et pour rétablir la légalité, le Gouvernement peut suspendre l'octroi des subventions de fonctionnement pour une durée indéterminée.

Les subventions de fonctionnement sont rétablies par le Gouvernement à la date, actée par les Services du Gouvernement, à laquelle toutes les conditions de subventionnement auront été à nouveau respectées.

Art.1.7.3-2. Le droit des parents de choisir le genre d'éducation de leurs enfants implique la possibilité de disposer à une distance raisonnable d'une école correspondant à leur choix.

Pour respecter le libre choix des parents, la Communauté française est tenue, après avoir consulté le conseil général concerné :

1° à la demande de parents qui désirent un enseignement non confessionnel et ne trouvent pas à une distance raisonnable soit une école officielle, soit une école libre de caractère non confessionnel :

- a) soit d'ouvrir une école organisée par la Communauté française ;
- b) soit d'intervenir dans les frais de transport vers une telle école ;
- c) soit d'admettre aux subventions une école libre non confessionnelle existante ;

2° à la demande de parents qui désirent un enseignement confessionnel et ne trouvent pas à une distance raisonnable une école confessionnelle :

- a) soit d'admettre aux subventions une école libre confessionnelle existante ;
- b) soit d'intervenir dans les frais de transport vers une telle école.

Le Gouvernement fixe le nombre de parents nécessaires pour que la Communauté française doive assumer les obligations prévues au présent article. Il détermine de même ce qu'il faut entendre par distance raisonnable.

Les élèves bénéficiant du transport vers une école de libre choix sont tenus d'en acquitter le prix à concurrence du montant correspondant à la distance raisonnable visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Art.1.7.3-3. Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les écoles.

Toute pratique déloyale est de même interdite dans la concurrence entre ces écoles. L'information en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement.

Art.1.7.3-4. § 1<sup>er</sup>. Il est créé une Commission chargée de connaître de toutes les demandes relatives aux infractions édictées à l'article 1.7.3-3 en ce qui concerne l'enseignement maternel et l'enseignement obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et à l'intérêt de l'enseignement.

La Commission rend des avis suite à une requête déposée conformément à l'article 1.7.3-5 ou peut également rendre des avis sur demande du Gouvernement. Pour mener à bien ses missions, la Commission dispose d'un pouvoir d'enquête qui sera exercé notamment via les services du Gouvernement et le Service général de l'inspection dans le respect des principes du débat contradictoire et des droits de la défense.

§ 2. La Commission se compose :

- 1° de deux représentants des services du Gouvernement ;
- 2° de cinq représentants des fédérations de pouvoirs organisateurs ;
- 3° d'un représentant de Wallonie-Bruxelles Enseignement ;
- 4° de trois représentants du Service général de l'inspection ;
- 5° de six représentants des organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement ;
- 6° d'un représentant de chacune des organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves.

Les membres sont désignés pour un terme de cinq ans renouvelable par le Gouvernement. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

Tout membre effectif ou suppléant qui perd la qualité en vertu de laquelle il est désigné est réputé démissionnaire. Le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise. Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siègeant au Conseil de la consommation participe aux travaux.

La Commission est présidée par un président et un vice-président qui la supplée en cas d'absence ; tous deux sont désignés par le Gouvernement parmi les représentants des services du Gouvernement. Les mandats sont exercés durant cinq ans. Le secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement qui, selon les mêmes modalités, désigne un secrétaire adjoint.

§ 3. La prise de décision se fait à la majorité absolue des membres présents de la Commission. Le quorum minimum de présence requis est de 6 membres. La Commission rend un rapport annuel d'activités qu'elle transmet au Gouvernement qui en informe le Parlement. La Commission veille à ce que le rapport ne comporte aucune mention permettant d'identifier les écoles concernées.

§ 4. La Commission adopte un règlement d'ordre intérieur, lequel est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art.1.7.3-5. § 1<sup>er</sup>. La Commission instituée à l'article 1.7.3-4 peut être saisie suite à la requête déposée par :

- 1° un pouvoir organisateur ou son délégué, après qu'il en ait débattu au sein du conseil de participation ;
- 2° une association de parents ;
- 3° une organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement ;
- 4° le Gouvernement ;
- 5° une fédération de pouvoirs organisateurs ;
- 6° une association, organisation ou fondation ayant pour objet la défense, la recherche ou l'information des consommateurs ou de l'enseignement.

Lorsque la Commission est saisie selon les modalités de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, son président invite le requérant à lui transmettre le compte-rendu du débat organisé, à propos de la requête, au sein du conseil de participation. À défaut de compte-rendu dans le délai d'un mois à compter de la date de l'invitation, la Commission traite de la requête sans plus attendre.

§ 2. La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 1.7.3-3 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit.

§ 3. La Commission est tenue de rendre un avis dans le mois qui suit la clôture de l'instruction du dossier.



La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue.

§ 4. En cas de non-respect de ses décisions, le Gouvernement devra entamer une procédure de mise en demeure de retrait du financement ou des subventions.

#### CHAPITRE IV. — *De la neutralité*

##### *Section 1<sup>ère</sup>. — Dispositions communes*

Art.1.7.4-1. Les écoles officielles sont neutres.

Les écoles organisées par la Communauté française sont tenues au respect de la neutralité définie dans la Section 2.

Les écoles organisées par les autres personnes de droit public sont tenues au respect de la neutralité définie dans la Section 3. Leur pouvoir organisateur peut, toutefois, adhérer au principe de la neutralité défini dans la Section 2.

Les écoles libres non confessionnelles peuvent adhérer au principe de la neutralité, tel que défini dans la Section 2 ou tel que défini dans la Section 3.

Le Gouvernement fixe le modèle de l'adhésion visée aux alinéas 3 et 4 et détermine les modalités selon lesquelles cette adhésion lui est communiquée. Lorsqu'un pouvoir organisateur adhère au principe de neutralité, toutes les dispositions y relatives lui sont applicables.

Art.1.7.4-2. Chaque pouvoir organisateur auquel s'applique ou qui adhère à la neutralité inscrit une référence explicite au présent Chapitre dans son projet éducatif visé à l'article 1.5.1-2 et reproduit au moins les principes et garanties énoncés soit aux articles 1.7.4-6 à 1.7.4-10, soit aux articles 1.7.4-11 à 1.7.4-15.

Chaque année scolaire, dans le courant du premier trimestre, dans les écoles fondamentales et secondaires organisées par un pouvoir organisateur auquel s'applique le présent Chapitre, les grandes orientations dudit Chapitre et ses implications sur le projet d'école sont présentées aux membres du personnel.

Art.1.7.4-3. § 1<sup>er</sup>. Une formation à la neutralité est organisée à raison de 20 heures par :

1° les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de la formation initiale des enseignants telle que définie par le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ;

2° les établissements de promotion sociale organisés par la Communauté française dans le cadre des études menant au certificat d'aptitudes pédagogiques et au grade de bachelier en éducation spécialisée en accompagnement psychoaffectif.

§ 2. La formation porte, notamment, sur les dispositions du présent Chapitre, et sur les grands textes fondateurs de la démocratie et de la citoyenneté moderne.

Art.1.7.4-4. Le contrôle du respect, au sein des écoles qui y sont tenues, des principes du présent Chapitre est assuré par le Service général de l'inspection.

Tout manquement constaté par un membre du Service général de l'inspection aux principes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> fait l'objet d'un rapport adressé immédiatement par la voie hiérarchique à l'inspecteur coordonnateur ou l'inspecteur général concerné. Celui-ci le transmet, accompagné de son avis sur les suites à y donner, à l'Administrateur général de l'enseignement.

Art.1.7.4-5. Tout membre du personnel d'une école visée à l'article 1.7.4-1 est tenu au respect du principe de neutralité définie par la Section 2 ou la Section 3, par le fait même de sa désignation ou de son engagement par un pouvoir organisateur tenu au respect du présent Chapitre. À cette fin, les projets éducatif et pédagogique visés à l'article 1.5.1-2 sont transmis au membre du personnel pour signature, précédée de la mention « Lu et approuvé ».

##### *Section II. — De la neutralité de l'enseignement organisé par la Communauté française*

Art.1.7.4-6. Dans les écoles organisées par la Communauté française, les faits sont exposés et commentés, que ce soit oralement ou par écrit, avec la plus grande objectivité possible, la vérité est recherchée avec une constante honnêteté intellectuelle, la diversité des idées est acceptée, l'esprit de tolérance est développé et chacun est préparé à son rôle de citoyen responsable dans une société pluraliste.

Art.1.7.4-7. L'école éduque les élèves qui lui sont confiés au respect des libertés et des droits fondamentaux tel que défini par la Constitution, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les conventions internationales relatives aux droits de l'homme et de l'enfant qui s'imposent à la Communauté.

Elle ne privilégie aucune doctrine relative à ces valeurs. Elle ne s'interdit l'étude d'aucun champ du savoir. Elle a pour devoir de transmettre à l'élève les connaissances et les méthodes qui lui permettent d'exercer librement ses choix. Elle respecte la liberté de conscience des élèves.

Art.1.7.4-8. Les élèves y sont entraînés graduellement à la recherche personnelle ; ils sont motivés à développer leurs connaissances raisonnées et objectives et à exercer leur esprit critique.

L'école garantit à l'élève, eu égard à son degré de maturité, le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question d'intérêt scolaire ou relative aux droits de l'homme.

Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées par tout moyen du choix de l'élève, à la seule condition que soient sauvegardés les droits de l'homme, la réputation d'autrui, la sécurité nationale, l'ordre public, la santé et la moralité publiques, et que soit respecté le règlement intérieur de l'école.

La liberté de manifester sa religion ou ses convictions et la liberté d'association et de réunion sont soumises aux mêmes conditions.

Art.1.7.4-9. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 1.7.4-7, le personnel de l'enseignement forme les élèves à reconnaître la pluralité des valeurs qui constituent l'humanisme contemporain. En ce sens, il fournit aux élèves les éléments d'information qui contribuent au développement libre et graduel de leur personnalité et qui leur permettent de comprendre les options différentes ou divergentes qui constituent l'opinion.

Il traite les justifications politiques, philosophiques et doctrinales des faits, en exposant la diversité des motivations.

Il traite les questions qui touchent la vie intérieure, les croyances, les convictions politiques ou philosophiques, les options religieuses de l'homme, en des termes qui ne peuvent froisser les opinions et les sentiments d'aucun des élèves.

Devant les élèves, il s'abstient de toute attitude et de tout propos partisans dans les problèmes idéologiques, moraux ou sociaux, qui sont d'actualité et divisent l'opinion publique ; de même, il refuse de témoigner en faveur d'un système philosophique ou politique, quel qu'il soit et, en dehors des cours visés à l'article 1.7.4-10, il s'abstient de même de témoigner en faveur d'un système religieux. De la même manière, il veille à ce que sous son autorité ne se développe ni le prosélytisme religieux ou philosophique ni le militantisme politique organisés par ou pour les élèves.

Art.1.7.4-10. Les titulaires des cours de religions reconnues et de morale inspirée par ces religions, ainsi que les titulaires des cours de morale inspirée par l'esprit de libre examen, s'abstiennent de dénigrer les positions exprimées dans les cours parallèles.

Les cours visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, là où ils sont légalement organisés, le sont sur un pied d'égalité. Ils sont offerts au libre choix de l'élève, s'il est majeur, ou de ses parents, s'il est mineur. Leur fréquentation est obligatoire sauf pour les élèves qui en sont dispensés. Les élèves de l'enseignement primaire et secondaire dispensés participent obligatoirement à une seconde période de cours de philosophie et de citoyenneté visée à l'article 1.7.5-1.

### *Section III. — De la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné*

Art.1.7.4-11. Dans l'enseignement officiel subventionné, les faits sont exposés et commentés, que ce soit oralement ou par écrit, avec la plus grande objectivité possible, la diversité des idées est acceptée, l'esprit de tolérance est développé et chacun est préparé à son rôle de citoyen responsable dans une société pluraliste.

Dans le cadre de ses missions d'enseignement, le pouvoir organisateur veille à ne pas manifester de préférence, de quelque manière que ce soit, pour une conviction politique, philosophique, idéologique ou religieuse particulière.

Art.1.7.4-12. L'école éduque les élèves qui lui sont confiés au respect des libertés et des droits fondamentaux tel que défini par la Constitution, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les conventions internationales relatives aux droits de l'homme et de l'enfant qui s'imposent aux Pouvoirs publics.

Elle ne privilégie aucune doctrine relative à ces valeurs. Elle ne s'interdit l'étude d'aucun champ du savoir. Elle respecte la liberté de conscience des élèves.

Art.1.7.4-13. L'école garantit à l'élève le droit d'exercer son esprit critique et, eu égard à son degré de maturité, le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question d'intérêt scolaire ou relative aux droits de l'homme.

Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées par tout moyen du choix de l'élève à condition que soient sauvegardés les droits de l'homme, la réputation d'autrui, la sécurité nationale, l'ordre public, la santé et la moralité publiques. Le règlement d'ordre intérieur de chaque école peut prévoir les modalités selon lesquelles les droits et libertés précités sont exercés.

La liberté de manifester sa religion ou ses convictions et d'en débattre, ainsi que la liberté d'association et de réunion sont soumises aux mêmes conditions.

Aucune vérité n'est imposée aux élèves, ceux-ci étant encouragés à rechercher et à construire librement la leur.

Art.1.7.4-14. Afin notamment de garantir le choix entre l'enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle, le personnel :

1° adopte une attitude réservée, objective et constamment alertée contre le risque d'induire chez les élèves ou étudiants des préjugés qui compromettent ce choix ;

2° traite les questions qui touchent la vie intérieure, les croyances, les convictions politiques ou philosophiques et les options religieuses de l'homme, en des termes qui ne peuvent froisser les opinions et les sentiments d'aucun des élèves ;

3° s'abstient, devant les élèves, de toute attitude et de tout propos partisan dans les problèmes idéologiques, moraux ou sociaux, qui sont d'actualité et divisent l'opinion publique. Il amène les élèves à considérer les différents points de vue dans le respect des convictions d'autrui. De même, il refuse de témoigner en faveur d'un système philosophique ou politique quel qu'il soit. Il veille toutefois à dénoncer les atteintes aux principes démocratiques, les atteintes aux droits de l'homme et les actes ou propos racistes, xénophobes ou révisionnistes. Il veille, de surcroît, à ce que, sous son autorité, ne se développent ni le prosélytisme religieux ou philosophique ni le militantisme politique organisés par ou pour les élèves.

Art.1.7.4-15. Les titulaires des cours de religions reconnues et de morale non confessionnelle s'abstiennent de dénigrer les positions exprimées dans les cours parallèles.

Les cours visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, là où ils sont légalement organisés, le sont sur un pied d'égalité. Ils sont offerts au libre choix de l'élève, s'il est majeur, ou de ses parents, s'il est mineur. Leur fréquentation est obligatoire sauf pour les élèves qui en sont dispensés. Les élèves de l'enseignement primaire et secondaire dispensés participent obligatoirement à une seconde période de cours de philosophie et de citoyenneté visée à l'article 1.7.5-1.

### *CHAPITRE V. — Des cours de religion et de morale non confessionnelle, du choix entre ces cours et de la seconde période de cours de philosophie et de citoyenneté*

Art.1.7.5-1. Dans les écoles officielles et les écoles libres non confessionnelles qui offrent le choix entre l'enseignement de la religion et celui de la morale non confessionnelle, l'horaire hebdomadaire de l'enseignement primaire et secondaire de plein exercice comprend une période de religion ou une période de morale non confessionnelle et une période du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 1.7.6-1. En cas de demande de dispense pour l'élève de suivre le cours de religion ou de morale non confessionnelle, l'horaire hebdomadaire comprend une seconde période de cours de philosophie et de citoyenneté.

Dans les écoles libres confessionnelles, l'horaire hebdomadaire de l'enseignement primaire et secondaire de plein exercice comprend deux périodes de la religion correspondant à la confession de l'école.

Dans les écoles libres non confessionnelles qui n'offrent pas le choix entre l'enseignement de la religion et celui de la morale non confessionnelle, l'horaire hebdomadaire de l'enseignement primaire et secondaire de plein exercice comprend deux périodes de morale non confessionnelle.

Par enseignement de la religion, il faut entendre l'enseignement de la religion catholique, protestante, israélite, islamique ou orthodoxe et de la morale inspirée de cette religion.

Art.1.7.5-2. § 1<sup>er</sup>. Dans les écoles visées à l'article 1.7.5-1, alinéa 1<sup>er</sup>, chaque année l'élève, s'il est majeur, ou ses parents, s'il est mineur, doit/doivent, par déclaration signée, remplir un formulaire dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

Ce formulaire permet :

1° dans une première partie, le choix entre le cours de religion et le cours de morale non confessionnelle. Si le choix porte sur le cours de religion, la déclaration indiquera explicitement la religion choisie ;

2° dans une deuxième partie, d'introduire une demande de dispense à un des cours visés au 1°. Cette demande ne doit pas être motivée.

Le formulaire mentionne, en outre, expressément :

1° que les choix opérés sont entièrement libres ;

2° qu'il est formellement interdit d'exercer sur le bénéficiaire de ces choix une pression quelconque et que des sanctions disciplinaires pourront frapper les membres du personnel qui auraient enfreint cette interdiction ;

3° que chaque année, le formulaire de choix est dûment complété au moment de l'inscription, sans modification ultérieure possible pour l'année scolaire concernée ;

4° que pour les élèves réputés poursuivre dans l'école dans laquelle ils sont déjà inscrits, le formulaire de choix est remis à l'élève s'il est majeur ou à ses parents s'il est mineur, durant la première quinzaine du mois de mai. Le formulaire dûment complété est restitué au directeur au plus tard le 1<sup>er</sup> juin, sans modification ultérieure du choix possible pour l'année scolaire concernée sauf en cas de changement d'école en cours d'année scolaire.

§ 2. Le choix d'un des cours de religion ou de morale non confessionnelle ou, dans l'enseignement officiel, la demande de la dispense de suivre un de ces cours, se fait chaque année, au moment de l'inscription, dans les écoles de l'enseignement officiel ainsi que celles de l'enseignement libre non confessionnel qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou la morale non confessionnelle ou, pour les élèves réputés poursuivre dans l'école dans laquelle ils sont déjà inscrits, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin. Le choix ne peut être modifié ultérieurement pour l'année scolaire concernée.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le choix peut être modifié en cas de changement d'école en cours d'année scolaire.

Art.1.7.5-3. Sur la proposition de l'autorité d'un culte ou de la morale non confessionnelle, et après avoir reçu l'avis de la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, le Gouvernement labélise les référentiels des cours de religion ou de morale non confessionnelle et les soumet à la confirmation du Parlement.

En cas d'absence ou de vacance de l'autorité d'un culte ou de la morale non confessionnelle, pour autant qu'elle soit démontrée, le Parlement désigne les membres d'un groupe technique chargé d'établir les référentiels du cours de religion ou de morale non confessionnelle concerné.

Après s'être assuré de leur conformité aux référentiels labélisés du cours de religion ou de morale non confessionnelle concerné, le Gouvernement approuve les programmes des cours de religion ou de morale non confessionnelle.

Art.1.7.5-4. Dans l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1 et 2, l'élève dispensé des cours de religion ou de morale non confessionnelle bénéficie d'un dispositif d'encadrement librement défini par le pouvoir organisateur. Cet encadrement est adapté aux spécificités des élèves.

Art.1.7.5-5. L'inspection des cours de religion et de morale non confessionnelle est assurée par les inspecteurs des cours de religion et de morale non confessionnelle nommés conformément au décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection.

Art.1.7.5-6. Les résultats obtenus par l'élève en religion ou en morale non confessionnelle ou, en cas de dispense, pour la seconde période de philosophie et de citoyenneté sont pris en compte au même titre que les résultats des autres cours.

#### CHAPITRE VI. — *De l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté*

Art.1.7.6-1. Une éducation à la philosophie et à la citoyenneté est dispensée dans l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire, ordinaires et spécialisés.

Elle fait partie de la formation obligatoire et est soumise à une évaluation.

L'éducation à la philosophie et à la citoyenneté intervient dans la certification de la réussite de l'élève.

Art.1.7.6-2. § 1<sup>er</sup>. L'éducation à la philosophie et à la citoyenneté est dispensée sur la base des référentiels interréseaux d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté :

1° dans le cadre d'un cours de philosophie et de citoyenneté pour les écoles officielles et les écoles libres non confessionnelles qui offrent le choix entre l'enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle à raison de l'équivalent d'une ou, en cas de dispense, de deux périodes hebdomadaires ;

2° dans le cadre des cours de la grille horaire pour les écoles libres confessionnelles et les écoles libres non confessionnelles qui offrent exclusivement deux heures de morale non confessionnelle à raison de l'équivalent d'une période hebdomadaire ou à raison de 30 périodes minimum par an.

L'éducation à la philosophie et à la citoyenneté peut également être en partie complétée, dans le cadre des périodes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> et sur la base des référentiels interréseaux d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté, par des activités éducatives citoyennes solidaires et culturelles développées au sein ou à l'extérieur de l'école.

§ 2. Les référentiels sont élaborés selon les modalités de l'article 1.4.4-1.

Art.1.7.6-3. L'éducation à la philosophie et à la citoyenneté a pour objectif le développement de compétences et savoirs relatifs notamment à l'éducation philosophique et éthique et à l'éducation au fonctionnement démocratique. Elle vise notamment :

1° sur le plan de l'éducation philosophique et éthique :

- a) la connaissance, dans une perspective historique et sociologique, des différents courants de pensée, philosophies et religions ;
- b) la capacité de développer un questionnement philosophique ou éthique, un discernement éthique, une pensée propre sur des questions de sens et/ou de société (douter, conceptualiser, critiquer, tester, relativiser, rationaliser, argumenter) ;
- c) la capacité de respecter le pluralisme des convictions et des représentations, ainsi que de se décentrer pour écouter le point de vue d'autrui, tout en argumentant ses choix éthiques et philosophiques propres ;
- d) la capacité de gérer de manière non conflictuelle tensions, divergences, conflits, etc. ;

e) la participation à des débats, au sein de l'école ou à l'extérieur de celle-ci.

2° sur le plan de l'éducation au fonctionnement démocratique :

- a) la capacité de vivre ensemble de manière harmonieuse et respectueuse dans une société démocratique et interculturelle, de s'y insérer et de s'y impliquer activement ;
- b) la capacité de se développer comme citoyen, sujet de droits et de devoirs, solidaire, libre, autonome, tolérant et capable d'esprit critique via notamment le déploiement d'attitudes renforçant le sens collectif, le sens de la responsabilité, le respect de l'autre et de sa différence, le respect des règles, le dialogue et la civilité ;
- c) la connaissance des sources, principes et fondements de la démocratie ;
- d) la connaissance de notre démocratie : les normes et sources de droit, les droits fondamentaux des personnes, les différents pouvoirs, l'organisation des institutions ;
- e) la formation aux dimensions politique, sociale, économique, environnementale et culturelle de la citoyenneté, tant sur le plan local que global ;
- f) la connaissance des grands enjeux et débats des sociétés contemporaines ;
- g) la connaissance de la communication et des différents moyens d'information et le développement de l'esprit et de l'analyse critique à leur égard ;
- h) la participation à des activités liées à la démocratie scolaire ou locale.

L'éducation au bien-être constitue en outre un objectif inhérent aux objectifs précités. Elle vise notamment le développement de la compréhension de la psychologie et des relations humaines, de la maîtrise de soi, l'éducation aux relations affectives et l'acquisition de comportements de prévention en matière de santé et de sécurité pour soi et autrui.

L'éducation à la philosophie et à la citoyenneté vise en outre le développement de modes de pensées, de capacités d'argumentation et de raisonnement critiques et autonomes ainsi que le développement d'attitudes responsables, citoyennes et solidaires. Les référentiels précisent les contenus des savoirs et compétences ainsi que les attitudes et démarches à développer.

Art.1.7.6-4. § 1<sup>er</sup>. Les programmes relatifs à l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté sont élaborés, sur la base des référentiels visés à l'article 1.7.6-2, selon les modalités visées au présent article.

§ 2. Le programme du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 1.7.6-2, § 1<sup>er</sup>, 1°, est élaboré conformément à l'article 1.5.1-4.

§ 3. Dans les écoles libres confessionnelles ainsi que dans les écoles libres non confessionnelles qui offrent exclusivement deux périodes hebdomadaires de cours de morale non confessionnelle, les référentiels visés à l'article 1.7.6-2 sont mis en oeuvre à travers les programmes des cours de la grille horaire élaborés selon l'article 1.5.1-4. Le pouvoir organisateur ou, en cas de délégation de compétences, la fédération de pouvoirs organisateurs auquel il adhère dépose à l'administration un document précisant, selon les modalités visées par le Gouvernement, la manière détaillée avec laquelle ces référentiels sont exécutés dans les différents programmes des cours précités.

#### CHAPITRE VII. — *Du droit à l'inscription*

Art.1.7.7-1. Avant de prendre l'inscription d'un élève, le directeur porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents, s'il est mineur, les documents et informations suivants :

- 1° le projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur ;
- 2° le projet d'école ;
- 3° le règlement des études ;
- 4° le règlement d'ordre intérieur ;

5° un document informatif relatif à la gratuité d'accès à l'enseignement établi et mis à disposition des écoles par les services du Gouvernement reprenant au moins la définition de « frais scolaires » visée à l'article 1.3.1-1, 39°, et les articles 1.7.2-1 à 1.7.2-6.

Par l'inscription dans une école, tout élève majeur ou tout élève mineur et ses parents en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'école, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur.

Sans préjudice des articles 1.7.9-4, 1.7.9-5, 1.7.9-6, 1.7.9-7, 1.7.9-8 et 1.7.9-11, tout élève mineur est réputé être réinscrit d'année en année dans la même école tant que ses parents ne notifient pas par écrit leur décision de le désinscrire. En revanche, s'il veut poursuivre sa scolarité dans la même école, tout élève majeur est tenu de s'y réinscrire chaque année.

Lors de son inscription dans le degré inférieur de l'enseignement secondaire, l'élève majeur est avisé de son obligation de prendre contact avec le directeur ou avec le centre PMS compétent afin de bénéficier d'un entretien d'orientation et d'élaborer un projet de vie scolaire et professionnelle. Un entretien entre cet élève et un membre du centre PMS est réalisé au moins une fois par an. Une évaluation de la mise en oeuvre et du respect de ce projet est réalisée et communiquée par le directeur ou le centre PMS au conseil de classe lors de chaque période d'évaluation scolaire.

L'inscription dans une école d'un élève majeur est subordonnée à la condition qu'il signe au préalable, avec le directeur ou son délégué, un écrit par lequel les deux parties souscrivent aux droits et obligations figurant dans le projet éducatif, le projet d'école, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur. Cette mesure n'est pas obligatoire pour les élèves majeurs de l'enseignement spécialisé relevant de la forme 1 ou de la forme 2.

En tout état de cause, sans préjudice des conditions d'âge fixées à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, l'inscription dans un centre d'éducation et de formation en alternance (CEFA) d'un élève majeur qui n'a pas terminé la sixième année de l'enseignement secondaire lorsqu'il est inscrit en section transition ou la quatrième année secondaire lorsqu'il est inscrit en section de qualification ne peut être refusée. Cet élève bénéficie, prioritairement par rapport aux autres élèves majeurs et dans les limites de capacités des entreprises, d'une convention ou d'un contrat visés à l'article 3, § 2, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

Art.1.7.7-2. § 1<sup>er</sup>. L'inscription dans une école se prend au plus tard le premier jour ouvrable scolaire du mois de septembre. Pour des raisons exceptionnelles et motivées, appréciées par le directeur, l'inscription peut être prise au-delà de cette date.

Les élèves du degré supérieur de l'enseignement secondaire ayant accumulé plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée avant le premier jour d'inscription effective dans leur nouvelle école peuvent être soumis à la procédure prévue à l'article 1.7.1-10, alinéas 5 et suivants.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'inscription est reçue toute l'année dans :

- 1° l'enseignement maternel ordinaire ;
- 2° l'enseignement en alternance ;
- 3° l'enseignement spécialisé ;
- 4° pour les élèves qui s'établissent en Belgique au cours de l'année scolaire.

Wallonie-Bruxelles Enseignement n'est pas tenue de faire inscrire dans une de ses écoles l'élève exclu d'une école subventionnée et qui sollicite son inscription après le 30 septembre s'il n'a pas épuisé les procédures fixées aux articles 1.7.9-5, 1.7.9-6 et 1.7.9-9.

§ 2. L'introduction d'un recours contre une décision d'exclusion communiquée au début du mois de septembre conformément à l'article 1.7.9-11, contre une décision de maintien conformément à l'article 2.3.1-6, § 2, ou contre une décision d'un conseil de classe visé à l'article 98 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ne dispense pas les parents, dans le cas d'un élève mineur, de l'inscrire dans les délais prévus au paragraphe 1<sup>er</sup>.

L'introduction du recours n'est pas suspensive de la décision prise par l'instance concernée.

Art.1.7.7-3. § 1<sup>er</sup>. Les enfants mineurs séjournant illégalement sur le territoire, pour autant qu'ils y accompagnent leurs parents, sont admis dans les écoles.

Les directeurs reçoivent aussi l'inscription des enfants mineurs non accompagnés. Dans ce cas, ils veillent à ce que l'enfant mineur entreprenne les démarches conduisant à sa prise en charge par une institution de manière à ce que l'autorité parentale soit exercée en sa faveur.

§ 2. L'élève visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est pris en considération pour le calcul de l'encadrement, et des subventions ou des dotations au sein de l'école dans laquelle il est scolarisé.

§ 3. En cas de doute, les services du Gouvernement décident :

- 1° si l'élève dont les parents ne peuvent prouver l'âge est ou non considéré comme mineur ;
- 2° si l'élève est considéré comme accompagnant ses parents ;
- 3° si la fréquentation de l'élève est considérée comme régulière.

§ 4. Lorsqu'il devient majeur, l'élève visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, scolarisé dans une école bénéficiant de la disposition visée au paragraphe 2, est pris en considération pour le calcul de l'encadrement et des moyens de fonctionnement au sein de cette école, ou s'il la quitte, de toute autre école secondaire organisée ou subventionnée par la Communauté française où il est inscrit, sous réserve qu'il remplisse les conditions pour être élève régulièrement inscrit au moment du comptage.

Art.1.7.7-4. § 1<sup>er</sup>. Les pouvoirs organisateurs sont tenus d'inscrire dans l'école de son choix l'élève majeur qui en fait la demande ou l'élève mineur dont les parents en font la demande, pour autant qu'il réunisse les conditions requises pour être élève régulièrement inscrit et, dans l'enseignement subventionné, à condition que l'élève ou les parents acceptent de souscrire aux projets éducatif et pédagogique.

Un pouvoir organisateur n'est pas tenu d'inscrire un élève majeur qui refuse de signer l'écrit visé à l'article 1.7.7-1, alinéa 5. Il n'est pas non plus tenu d'inscrire un élève majeur qui a été exclu définitivement d'une école alors qu'il était majeur.

Lorsqu'un pouvoir organisateur doit, pour des raisons d'insuffisance de locaux disponibles, limiter le nombre d'élèves qu'il accueille, il en informe immédiatement les services du Gouvernement.

Dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, tout pouvoir organisateur doit informer les services du Gouvernement pour chaque implantation de leurs écoles, du nombre de places disponibles pour chaque année d'études, section et option dans l'enseignement ordinaire et pour chaque type, forme, phase, option et maturité dans l'enseignement spécialisé.

Ces informations doivent être disponibles à tout moment de l'année pour l'année scolaire en cours et à partir du mois de janvier pour l'année scolaire suivante, selon les modalités que détermine le Gouvernement.

§ 2. Sans préjudice de l'article 79/24 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, quel que soit le moment de l'année, le directeur qui ne peut inscrire un élève lui remet, s'il est majeur, ou remet à ses parents, s'il est mineur, une attestation de demande d'inscription dont le Gouvernement fixe le modèle. Le directeur transmet immédiatement copie de l'attestation, selon le cas, à l'une des commissions zonales des inscriptions que Wallonie-Bruxelles Enseignement crée ou à la fédération de pouvoirs organisateurs concernée ou à la commission décentralisée qui en informe les services du Gouvernement. Dans le cas où le pouvoir organisateur d'une école subventionnée n'a pas adhéré à une fédération de pouvoirs organisateurs, il transmet l'attestation aux services du Gouvernement.

L'attestation de demande d'inscription comprend les motifs du refus et l'indication des services du Gouvernement où l'élève et ses parents peuvent obtenir une assistance en vue d'inscrire l'élève dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française.

## CHAPITRE VIII. — Des élèves à besoins spécifiques

### Section 1<sup>ère</sup>. — Des aménagements raisonnables dans l'enseignement ordinaire

Art.1.7.8-1. § 1<sup>er</sup>. Tout élève de l'enseignement ordinaire, fondamental et secondaire, qui présente des besoins spécifiques est en droit de bénéficier d'aménagements raisonnables matériels, organisationnels ou pédagogiques appropriés, pour autant que sa situation ne rende pas indispensable une prise en charge par l'enseignement spécialisé selon les dispositions du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Le diagnostic invoqué pour la mise en place des aménagements est établi par un spécialiste dans le domaine médical, paramédical ou psycho-médical, ou par une équipe médicale pluridisciplinaire. Le Gouvernement fixe la liste exhaustive des professions habilitées à poser ledit diagnostic.

Une décision d'un organisme public chargé de l'intégration des personnes en situation de handicap peut également servir de base à la demande.

Le diagnostic justifiant la demande d'un ou plusieurs aménagement(s) raisonnable(s) date, dans tous les cas, de moins d'un an au moment où la demande est introduite pour la première fois auprès d'une école.

§ 2. Les aménagements sont mis en place à la demande des parents de l'élève mineur ou de l'élève lui-même s'il est majeur, ou à la demande du centre PMS attaché à l'école où l'élève est inscrit, ou à la demande d'un membre de l'équipe éducative.

§ 3. Ces aménagements sont élaborés et évalués, en fonction de la spécificité des besoins de l'apprenant et de leur évolution, dans le cadre de réunions collégiales de concertation entre les partenaires suivants :

- 1° le directeur ou son délégué ;
- 2° l'équipe éducative dans l'enseignement fondamental, le conseil de classe dans l'enseignement secondaire, ou leurs représentants ;
- 3° le(s) représentant(s) du centre PMS attaché à l'école ;
- 4° les parents de l'élève ou l'élève lui-même s'il est majeur.

À la demande des parents de l'élève mineur ou de l'élève lui-même s'il est majeur, ou avec leur accord, un expert ou un membre du corps médical, paramédical, psycho médical ou d'un organisme public d'intégration des personnes en situation de handicap, susceptible d'éclairer les acteurs et partenaires sur la nature ou l'accompagnement des besoins attestés peut participer à la réunion de concertation. Cette présence, dans tous les cas, nécessite un accord du directeur, après concertation avec l'équipe éducative et après consultation, le cas échéant, des centres PMS ou des centres agréés par la Communauté française et visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1°, et 3°, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

§ 4. Sur la base des réunions de concertation visées au paragraphe 3, les aménagements raisonnables déterminés sont mis en place dans les plus brefs délais.

Les aménagements matériels ou organisationnels ainsi que les partenariats avec des acteurs externes relèvent d'une décision du pouvoir organisateur ou de son délégué.

Lorsqu'une école comporte plusieurs implantations, le pouvoir organisateur ou son délégué a la possibilité de limiter les aménagements matériels ou organisationnels à l'une des implantations.

La nature, la durée et les modalités des aménagements pédagogiques sont fixés par l'équipe éducative dans l'enseignement fondamental et par le conseil de classe, présidé par le directeur ou son représentant, dans l'enseignement secondaire. Les aménagements d'ordre pédagogique ne remettent pas en cause les objectifs d'apprentissage définis par les référentiels.

Ces aménagements concernent l'accès de l'élève à l'école, l'organisation des études et des épreuves d'évaluation internes et externes, les périodes de stages ainsi que l'ensemble des activités liées au programme des études et au projet d'école.

Les aménagements sont consignés dans un protocole signé d'une part par le pouvoir organisateur ou son délégué et, d'autre part, par les parents de l'élève mineur ou l'élève lui-même s'il est majeur. Le protocole fixe les modalités et les limites des aménagements.

Un accord de partenariat entre l'école et des acteurs spécialisés du monde médical, paramédical ou psychomédical ou des organismes publics régionaux d'intégration de personnes handicapées peut être conclu en vue d'interventions spécifiques au bénéfice de l'élève répondant aux conditions décrites ci-dessus.

En cas de changement d'école, de degré ou de niveau, à la demande des parents de l'élève mineur ou de l'élève lui-même s'il est majeur, le protocole visé ci-dessus sera transmis pour information à qui de droit par l'école qui l'a établi.

§ 5. Le caractère raisonnable de l'aménagement est évalué, entre autres, à la lumière des indicateurs suivants :

- 1° l'impact financier de l'aménagement, compte tenu d'éventuelles interventions financières de soutien ;
- 2° l'impact organisationnel de l'aménagement, en particulier en matière d'encadrement de l'élève concerné ;
- 3° la fréquence et la durée prévues de l'utilisation de l'aménagement par la personne en situation de handicap ;
- 4° l'impact de l'aménagement sur la qualité de vie d'un (des) utilisateur(s) effectif(s) ;
- 5° l'impact de l'aménagement sur l'environnement et sur d'autres utilisateurs ;
- 6° l'absence d'alternatives équivalentes.

§ 6. Les aménagements et interventions prévus sur le plan spécifiquement pédagogique s'inscrivent dans le dispositif de différenciation et d'accompagnement personnalisé de l'élève. Ils peuvent comprendre une adaptation de la grille horaire. Ces modalités sont applicables pour tout élève éprouvant des besoins spécifiques attestés quels que soient le niveau ou la section de l'enseignement ordinaire suivis par l'élève. Ces aménagements et interventions d'ordre pédagogique relèvent également des démarches collectives de l'équipe éducative en matière de stratégies inclusives au sein de chaque école, définies par le projet d'école et par le plan de pilotage tel que prévu au Titre 5, Chapitre 2.

§ 7. Le pouvoir organisateur ou son délégué veille à ce que la mise en oeuvre d'aménagements et d'interventions en réponse à des besoins spécifiques dument attestés comme prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> figure explicitement dans les projets éducatif et pédagogique de l'école, dans le plan de pilotage, et dans les règlements fixant l'organisation des études et les modalités de passage des épreuves d'évaluation tant internes qu'externes.

Au moment de l'inscription, sur la base des informations exprimées par les parents, le directeur prend les dispositions nécessaires pour informer explicitement les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur de la possibilité d'aménagements ou d'interventions spécifiques dans les situations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> et en précise les modalités de concertation et de mise en oeuvre tel que prévu aux paragraphes 3 et 4.

Art.1.7.8-2. § 1<sup>er</sup>. En cas de litige sur la mise en place d'aménagements raisonnables, les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur peuvent adresser une demande de conciliation, par lettre recommandée ou par courrier électronique avec accusé de réception, auprès des services du Gouvernement. Les requérants joindront à leur demande les pièces justifiant la demande d'aménagements matériels, organisationnels, méthodologiques ou pédagogiques appropriés.

Les services du Gouvernement assurent une mission de conciliation entre le pouvoir organisateur ou son délégué et les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur dans le mois de l'introduction de la demande. Ce délai court le premier jour ouvrable scolaire qui suit la réception du courrier recommandé.

§ 2. En cas d'échec de la conciliation, les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur peuvent introduire un recours

auprès de la Commission instituée par le paragraphe 3. La décision prise lors de la procédure interne de conciliation mentionne l'existence d'un tel recours.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours se fait par envoi recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la décision. Ce délai commence à courir le premier jour ouvrable scolaire qui suit la réception du courrier recommandé, la date de la poste ou d'envoi du courriel faisant foi. Une copie de la décision de l'école, motivée sur la base des indicateurs prévus à l'article 1.7.8-1, § 5, est jointe au recours.

La Commission communique sa décision motivée par recommandé aux parents de l'élève mineur ou à l'élève majeur ainsi qu'au Pouvoir organisateur ou son délégué dans les trente jours calendrier hors congés scolaires à partir de la réception du courrier. En ce qui concerne les recours introduits après le 1<sup>er</sup> juin, la Commission communiquera sa décision au plus tard le 31 juillet de la même année.

En cas de décision favorable à l'élève, cette décision revêt un caractère contraignant pour l'école.

§ 3. Il est créé une Commission de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire inclusifs composée comme suit :

- 1° un représentant des services du Gouvernement, qui en assure la présidence ;
- 2° le Délégué général aux droits de l'enfant ou son représentant ;
- 3° l'Administrateur général des infrastructures ou son représentant ;
- 4° un représentant de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou de la fédération de pouvoirs organisateurs auquel adhère le pouvoir organisateur de l'école concernée ;
- 5° un représentant du Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux ;
- 6° un représentant de l'organisation représentative des parents et associations de parents d'élèves à laquelle adhère l'association de parents de l'école concernée ;
- 4° un représentant du Service général de l'inspection.

Le représentant de l'Administration des infrastructures n'est présent que dans le cadre des recours nécessitant son expertise.

Des représentants des organismes publics chargés de l'intégration des personnes en situation de handicap ainsi qu'un représentant du Centre interfédéral de l'égalité des chances sont présents à titre facultatif et consultatif.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement de la Commission.

Art.1.7.8-3. Dans chaque école, l'équipe pédagogique est chargée de coordonner l'action en matière de besoins spécifiques, selon les modalités discutées avec le directeur.

Art.1.7.8-4. La question des besoins spécifiques est abordée lors des réunions des conseils de classe dans l'enseignement secondaire et lors des réunions rassemblant le directeur, les enseignants en charge de l'élève, le logopède éventuel et le centre PMS dans l'enseignement fondamental.

En outre, des réunions spécifiques sont, à minima, organisées à des moments-clés du parcours scolaire afin de discuter des besoins spécifiques au sein de l'école et de leur accompagnement.

Ces réunions rassemblent le directeur, les enseignants, ainsi que le centre PMS et l'éventuel éducateur ou logopède. Des experts externes peuvent y être conviés.

Les moments-clés visés à l'alinéa 2 sont répartis de la manière suivante :

- 1° une réunion au sein du cursus de l'enseignement maternel ;
- 2° deux réunions au sein du cursus de l'enseignement primaire ;
- 3° deux réunions au sein du cursus de l'enseignement secondaire.

#### *Section II. — De l'intégration dans l'enseignement ordinaire*

Art.1.7.8-5. Afin de promouvoir l'ajustement social et la formation des élèves à besoins spécifiques, l'intégration temporaire ou permanente dans l'enseignement ordinaire d'un élève régulièrement inscrit dans l'enseignement spécialisé peut être organisée suivant les modalités prescrites dans le Chapitre X du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

#### *CHAPITRE IX. — Du bien-être des élèves, de la prévention de la violence à l'école et de la discipline*

Art.1.7.9-1. § 1<sup>er</sup>. Le directeur et l'équipe éducative développent un climat d'école favorisant le bien-être des élèves, le vivre ensemble et la sérénité propice à l'apprentissage. Ils cherchent à améliorer la situation des élèves, tant sur le plan de leur devenir scolaire que sur le plan de leur épanouissement personnel.

§ 2. L'équipe du centre PMS et le service de la promotion de la santé à l'école contribuent aux objectifs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. L'équipe du centre PMS collabore à ces objectifs, à l'interface entre le monde scolaire et les intervenants extérieurs à l'école.

Elle accompagne, à sa demande, tout élève, tout parent, tout membre de l'équipe éducative.

Elle soutient toute démarche collective visant à améliorer le climat scolaire. Elle répond par des interventions adaptées à des situations identifiées comme problématiques.

§ 4. Annuellement, le directeur organise une rencontre entre des délégués de l'équipe éducative, du centre PMS et du service de promotion de la santé à l'école. La rencontre peut être ouverte à d'autres acteurs collaborant avec l'école.

Le médiateur scolaire affecté à une école déterminée est associé à la rencontre.

Cette rencontre vise à :

- 1° échanger sur :
  - a) les projets éducatif, pédagogique et d'école, visés aux articles 1.5.1-2 et 1.5.1-5 ;
  - b) le projet du centre PMS ;
  - c) le projet de service de promotion de la santé à l'école ;
  - d) le projet de service du service de médiation scolaire lorsqu'un médiateur est affecté à l'école ;
- 2° établir les besoins spécifiques de l'école en matière de bien-être des jeunes, d'accrochage scolaire, de prévention de la violence à l'école et d'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ;
- 3° définir des priorités pour les années ultérieures ;
- 4° identifier les ressources internes et externes mobilisables ;

- 5° préciser le rôle de chacun et, en particulier, identifier une personne de référence pour chaque priorité retenue ;
- 6° définir, dans le cas où un médiateur scolaire est affecté à une école, un protocole de collaboration entre les acteurs concernés ;
- 7° établir un bilan des actions entreprises et des collaborations développées.

§ 5. Lorsque la cellule de concertation locale a été mise en place, c'est notamment en son sein que s'organisent la concertation et les actions visées par le paragraphe 4.

Art.1.7.9-2. Par faits graves, il y a lieu d'entendre au sens du présent article des faits avérés de violence à l'encontre des personnes, de racket et de possession d'armes.

Après concertation avec les fédérations de pouvoirs organisateurs et Wallonie-Bruxelles Enseignement, le Gouvernement définit les dispositions communes en matière de faits graves devant figurer dans le règlement d'ordre intérieur de chaque école visé à l'article 1.5.1-9.

Ces dispositions communes rappellent et, le cas échéant, définissent explicitement pour chaque catégorie de faits :

- 1° les sanctions disciplinaires encourues et les modalités de mise en œuvre de celles-ci ;
- 2° les autorités administratives et, s'il échet, judiciaires que l'école veillera à informer ;
- 3° les mesures existantes pour accompagner l'élève et, s'il est mineur, ses parents, une fois la sanction prononcée.

Art.1.7.9-3. Sans préjudice de l'article 1.7.9-2, chaque pouvoir organisateur définit les sanctions disciplinaires et détermine les modalités selon lesquelles elles sont prises dans leurs écoles respectives.

L'exclusion provisoire de l'école ou d'un cours ne peut, dans le courant d'une même année scolaire, excéder 12 demi-journées.

À la demande du directeur, le Ministre peut déroger à l'alinéa 2 dans des circonstances exceptionnelles.

Art.1.7.9-4. § 1<sup>er</sup>. Un élève régulièrement inscrit dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française ne peut en être exclu définitivement que si les faits dont il s'est rendu coupable portent atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève, compromettent l'organisation ou la bonne marche de l'école ou lui font subir un préjudice matériel ou moral grave.

Sont, notamment, considérés comme tels :

1° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un autre élève ou à un membre du personnel, dans l'enceinte de l'école ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité, même limitée dans le temps, de travailler ou de suivre les cours ;

2° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un délégué du pouvoir organisateur, à un membre des services de l'inspection ou de vérification, à un délégué de la Communauté française, dans l'enceinte de l'école ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps ;

3° tout coup et blessure porté sciemment dans l'enceinte de l'école par un élève à une personne autorisée à pénétrer au sein de l'école, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps ;

4° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'une école ou dans le voisinage immédiat de cette école de quelque arme que ce soit, visée, sous quelque catégorie que ce soit, à l'article 3 de loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes ;

5° toute manipulation hors de son usage didactique d'un instrument utilisé dans le cadre de certains cours ou activités pédagogiques lorsque cet instrument peut causer des blessures ;

6° l'introduction ou la détention, sans raison légitime, par un élève au sein d'une école ou dans le voisinage immédiat de cette école de tout instrument, outil, objet tranchant, contondant ou blessant ;

7° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'une école ou dans le voisinage immédiat de cette école de substances inflammables sauf dans les cas où celles-ci sont nécessaires aux activités pédagogiques et utilisées exclusivement dans le cadre de celles-ci ;

8° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'une école ou dans le voisinage immédiat de cette école de substances visées à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques, en violation des règles fixées pour l'usage, le commerce et le stockage de ces substances ;

9° le fait d'extorquer, à l'aide de violences ou de menaces, des fonds, valeurs, objets, promesses d'un autre élève ou d'un membre du personnel dans l'enceinte de l'école ou hors de celle-ci ;

10° le fait d'exercer sciemment et de manière répétée sur un autre élève ou un membre du personnel une pression psychologique insupportable, par insultes, injures, calomnies ou diffamation.

Le Gouvernement arrête des modalités particulières pour l'application de l'alinéa 2, 4°, dans les écoles organisant une option « armurerie ».

§ 2. Lorsqu'il peut être apporté la preuve qu'une personne étrangère à l'école a commis un des faits graves visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sur l'instigation ou avec la complicité d'un élève de l'école, ce dernier est considéré comme ayant commis un fait visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Toutefois, l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable à l'élève mineur pour un fait commis par ses parents.

Art.1.7.9-5. Si la gravité des faits le justifie, le pouvoir organisateur ou son délégué peut écarter provisoirement l'élève de l'école pendant la durée de la procédure d'exclusion définitive. L'écartement provisoire ne peut dépasser dix jours ouvrables scolaires.

Art.1.7.9-6. § 1<sup>er</sup>. Préalablement à toute exclusion définitive, l'élève, s'il est majeur, ou l'élève et ses parents, s'il est mineur, sont invités, par envoi recommandé, à une audition avec le directeur qui leur expose les faits et les entend.

Cette audition a lieu au plus tôt le quatrième jour ouvrable scolaire qui suit la notification.

Le procès-verbal de l'audition est signé par l'élève majeur ou par les parents de l'élève mineur. Le refus de signature du procès-verbal est constaté par un membre du personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation et n'empêche pas la poursuite de la procédure. Le cas échéant, un procès-verbal de carence est établi et la procédure se poursuit.

§ 2. Après avoir pris l'avis du conseil de classe dans l'enseignement secondaire ou de l'équipe pédagogique dans l'enseignement primaire, l'exclusion définitive est prononcée par le pouvoir organisateur ou son délégué. Dans l'enseignement officiel subventionné, l'exclusion définitive est prononcée par le Collège communal dans la Région wallonne, le Collège des bourgmestre et échevins dans la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège provincial, le Collège de la Commission communautaire française ou le conseil d'administration, ou par leur délégué.

L'exclusion définitive, dûment motivée, est signifiée par envoi recommandé avec accusé de réception à l'élève s'il est majeur, à ses parents, s'il est mineur.



Le pouvoir organisateur ou son délégué transmet aux services du Gouvernement copie de la décision d'exclusion définitive dans les dix jours ouvrables qui suivent la date d'exclusion.

Art.1.7.9-7. § 1<sup>er</sup>. Lorsque le pouvoir organisateur délègue le droit de prononcer l'exclusion à un membre de son personnel, il prévoit une possibilité de recours selon les cas, au Collège provincial, au Collège communal en Région wallonne, ou au Collège des Bourgmestre et échevins en Région de Bruxelles-Capitale, au Collège de la Commission communautaire française ou à son conseil d'administration.

§ 2. L'existence d'un droit de recours et ses modalités doivent figurer dans l'envoi recommandé visé à l'article 1.7.9-6, § 2, alinéa 2.

Lorsque le droit de recours existe, il est exercé par l'élève s'il est majeur, par ses parents, s'il est mineur. Le recours est introduit par envoi recommandé dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de l'exclusion définitive.

L'introduction du recours n'est pas suspensive de la décision d'exclusion.

§ 3. L'autorité visée au paragraphe 1<sup>er</sup> statue sur le recours au plus tard le quinzième jour ouvrable scolaire qui suit la réception du recours.

Lorsque le recours est reçu pour les vacances d'été, l'autorité compétente statue pour le 20 août.

Dans tous les cas, la notification est donnée dans les trois jours ouvrables scolaires qui suivent la décision.

Art.1.7.9-8. Le centre PMS de l'école de l'élève est à la disposition de ce dernier et de ses parents s'il est mineur, notamment dans le cadre d'une aide à la recherche d'une nouvelle école.

Art.1.7.9-9. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le directeur transmet copie de l'ensemble du dossier disciplinaire de l'élève exclu à Wallonie-Bruxelles Enseignement et à la commission zonale des inscriptions visée à l'alinéa 2, dans les deux jours ouvrables scolaires qui suivent la date d'exclusion. Wallonie-Bruxelles Enseignement propose à l'élève, s'il est majeur, ou à l'élève mineur et à ses parents, son inscription dans une autre école sur avis de la commission zonale des inscriptions.

Wallonie-Bruxelles Enseignement organise des commissions zonales des inscriptions rendant des avis en matière d'inscription.

Dans les cas où la commission zonale estime que les faits dont l'élève s'est rendu coupable sont d'une gravité extrême, elle entend à son tour l'élève s'il est majeur, l'élève et ses parents, s'il est mineur. Dans le cas où l'élève est mineur, elle informe le conseiller de l'aide à la jeunesse compétent et sollicite son avis. L'avis rendu par le conseiller est joint au dossier.

Lorsque le mineur fait l'objet d'une mesure d'aide contrainte en application de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 29 avril 2004 relative à l'Aide à la jeunesse, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait ou du Code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, le conseiller de l'Aide à la jeunesse transmet la demande d'avis au service de la protection de la jeunesse compétent. L'avis rendu par le service de la protection de la jeunesse est joint au dossier.

Si la commission zonale ne peut proposer l'inscription de l'élève exclu dans une autre école organisée par la Communauté française, la commission zonale transmet le dossier à Wallonie-Bruxelles Enseignement qui statue.

Art.1.7.9-10. § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement subventionné, le pouvoir organisateur ou son délégué peut proposer à l'élève exclu s'il est majeur, ou à l'élève mineur et à ses parents son inscription dans une autre école qu'il organise.

§ 2. Dans le cas où un pouvoir organisateur qui adhère à une fédération de pouvoirs organisateurs ne peut proposer à l'élève majeur exclu ou à l'élève mineur exclu et à ses parents son inscription dans une autre école qu'il organise, il transmet, dans les dix jours ouvrables scolaires qui suivent la date d'exclusion, copie de l'ensemble du dossier disciplinaire de l'élève exclu à la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle il adhère. Celle-ci propose à l'élève majeur ou à l'élève mineur et à ses parents son inscription dans une autre école organisée par un pouvoir organisateur qu'elle représente. La fédération de pouvoirs organisateurs peut imposer à un des pouvoirs organisateurs qu'elle représente l'obligation d'inscrire un élève exclu d'une autre école.

Chaque fédération de pouvoirs organisateurs peut organiser des commissions décentralisées rendant des avis en matière d'inscription.

Dans les cas où la fédération de pouvoirs organisateurs ou la commission décentralisée visée à l'alinéa 2 estime que les faits dont l'élève s'est rendu coupable sont d'une gravité extrême, elle entend à son tour l'élève s'il est majeur, l'élève et ses parents, s'il est mineur. Dans le cas où l'élève est mineur, elle informe le conseiller de l'aide à la jeunesse compétent et sollicite son avis. L'avis rendu par le conseiller est joint au dossier.

Lorsque le mineur fait l'objet d'une mesure d'aide contrainte en application de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 29 avril 2004 relative à l'Aide à la jeunesse, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait ou du Code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, le conseiller de l'Aide à la jeunesse transmet la demande d'avis au service de la protection de la jeunesse compétent. L'avis rendu par le service de la protection de la jeunesse est joint au dossier.

Si la fédération de pouvoirs organisateurs ou la commission décentralisée estime que l'inscription de l'élève exclu dans une autre école d'un des pouvoirs organisateurs qu'elle représente ne peut être envisagée, elle en avise les services du Gouvernement dans les vingt jours ouvrables scolaires qui suivent la date de réception du dossier. Les services du Gouvernement transmettent le dossier au Ministre qui statue sur l'inscription de l'élève dans une école organisée par la Communauté française.

§ 3. Dans les cas où un pouvoir organisateur n'ayant pas adhéré à une fédération de pouvoirs organisateurs ne peut proposer à l'élève exclu son inscription dans une autre école qu'il organise, il transmet copie de l'ensemble du dossier disciplinaire de l'élève exclu aux services du Gouvernement.

Dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un droit de recours auprès du Ministre peut être exercé par l'élève s'il est majeur, ou par ses parents, s'il est mineur. Le recours est introduit par lettre recommandée dans les dix jours ouvrables scolaires qui suivent la notification de l'exclusion définitive. Le recours porte exclusivement sur le respect des procédures d'exclusion.

§ 4. L'existence d'un droit de recours et ses modalités doivent figurer dans la lettre recommandée visée à l'article 1.7.9-6, § 2, alinéa 2.

Le Ministre statue sur le recours au plus tard le quinzième jour ouvrable scolaire qui suit la réception du recours. Lorsque le recours est reçu pour les vacances d'été, l'autorité compétente statue pour le 20 août. Dans tous les cas, la notification est donnée dans les trois jours ouvrables scolaires qui suivent la décision.

Si le recours est déclaré irrecevable ou non fondé ou s'il n'y a pas de recours, le Ministre statue sur l'inscription de l'élève dans une école organisée par la Communauté française.

Si le recours est déclaré fondé, le pouvoir organisateur réintègre immédiatement l'élève. S'il s'y refuse, il perd, pour une durée que fixe le Gouvernement et qui ne peut être inférieure au mois ni supérieure à l'année scolaire, le bénéfice des subventions de fonctionnement pour l'école dont l'élève a été exclu.

Art.1.7.9-11. Le refus de réinscription l'année scolaire suivante dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française est traité comme une exclusion définitive. Il est notifié au plus tard le 5 septembre, conformément aux modalités fixées aux articles 1.7.9-4 à 1.7.9-8.

### TITRE VIII. — *De la langue de l'enseignement*

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Art.1.8.1-1. Pour l'application du présent Titre, l'on entend par :

1° communes dotées d'un régime spécial : les communes de Comines-Warneton, Mouscron, Flobecq, Enghien, Malmedy, Waimes, Baelen, Plombières et Welkenraedt ;

2° langue moderne I :

- a) dans la région de langue française, à l'exception, pour l'enseignement fondamental, des communes dotées d'un régime spécial : le néerlandais, l'allemand ou l'anglais ;
- b) dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale : le néerlandais ;
- c) pour l'enseignement fondamental, dans les communes de Comines-Warneton, Mouscron, Flobecq et Enghien : le néerlandais ;
- d) dans la commune de Malmedy : l'allemand ;
- e) pour l'enseignement fondamental, dans les communes de Waimes, Baelen, Plombières et Welkenraedt : l'allemand ou le néerlandais.

#### CHAPITRE II. — *De l'enseignement des langues modernes autres que le français*

Art.1.8.2-1. Dans la région de langue française, le pouvoir organisateur ou son délégué propose, par école, après avoir pris l'avis du conseil de participation visé à l'article 1.5.3-1, l'apprentissage d'une seule langue moderne I ou le choix entre deux langues modernes I. Il ne peut jamais être proposé le choix entre trois langues modernes I différentes.

Art.1.8.2-2. À la requête des parents, sont dispensés du cours de langue moderne I les enfants de nationalité étrangère dont les parents sont employés d'une organisation internationale, d'une représentation diplomatique ou ne résident pas en Belgique.

#### CHAPITRE III. — *De l'enseignement en immersion linguistique*

Art.1.8.3-1. Une école peut organiser l'apprentissage par immersion.

L'apprentissage par immersion poursuit les missions prioritaires et spécifiques définies au Titre 4 du présent Livre.

Art.1.8.3-2. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application du paragraphe 2, alinéa 2, l'inscription dans l'apprentissage par immersion ne peut être soumise à aucune sélection préalable.

Le centre PMS est chargé des mêmes missions pour les élèves fréquentant ou souhaitant fréquenter une classe immersive que pour les autres élèves.

§ 2. Le pouvoir organisateur ou son délégué peut limiter dans l'école ou l'implantation le nombre de classes au sein desquelles est pratiqué l'apprentissage par immersion.

Cette limitation figure dans le dossier visé à l'article 1.8.3-8. Le cas échéant, l'autorisation de fréquenter une desdites classes est accordée en suivant l'ordre de classement obtenu en application des articles 79/17 et 79/18 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Art.1.8.3-3. Les langues dans lesquelles l'apprentissage par immersion peut être organisé sont :

- 1° le néerlandais, l'anglais et l'allemand ;
- 2° la langue des signes.

Durant la troisième année de l'enseignement maternel, dans l'enseignement primaire et durant les trois premières années de l'enseignement secondaire, la langue moderne dans laquelle peut être pratiqué l'apprentissage par immersion est la langue moderne I prévue dans la grille horaire selon les modalités visées au Livre 2.

À partir de la quatrième année de l'enseignement secondaire, l'élève peut poursuivre l'apprentissage par immersion suivi dans les trois premières années de l'enseignement secondaire. Il peut également entamer l'apprentissage par immersion de la langue moderne II.

Dans les classes immersives en langue des signes, les élèves effectuent un choix de langue moderne conformément aux dispositions prévues par les articles 1.8.1-1, 1.8.2-1 et 1.8.2-2.

Art.1.8.3-4. Dans une école ou une implantation au sein de laquelle est organisé l'apprentissage par immersion, cet apprentissage peut être organisé dans deux langues au maximum sans préjudice de l'article 1.8.3-3.

Un même élève ne peut toutefois suivre les cours en immersion que dans une seule langue.

Par dérogation à l'alinéa premier et dans un cadre expérimental d'une durée de quatre années, le Gouvernement peut autoriser une école à organiser cet apprentissage dans les trois langues, sur la base d'un avis favorable du Conseil général de l'enseignement secondaire.

Pour le 31 mai 2025 au plus tard, la Commission de pilotage du système éducatif évalue ce mécanisme dérogatoire, sur la base de rapport du Service général d'inspection et d'un avis de l'organe d'observation et de suivi de l'apprentissage, prévu par l'article 16 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique.

Aucun moyen complémentaire en périodes-professeur n'est accordé dans ce cadre expérimental.

Art.1.8.3-5. L'élève aborde l'apprentissage par immersion soit au niveau de la dernière année de l'enseignement maternel, soit au niveau de la troisième année de l'enseignement primaire, soit au niveau de la première année de l'enseignement secondaire, soit au niveau de la quatrième année de l'enseignement secondaire.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans le cas des écoles n'organisant que de l'enseignement primaire, l'élève aborde l'apprentissage par immersion soit au niveau de la première année, soit au niveau de la troisième année de l'enseignement primaire.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en cas de changement d'école, un élève peut aborder l'immersion en première année primaire, même s'il n'a pas suivi d'enseignement dans la langue de l'immersion au niveau de la dernière année de l'enseignement maternel.

Le pouvoir organisateur ou son délégué peut inscrire en dehors des années d'étude prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° un élève dont au moins l'un des parents a pour langue maternelle la langue d'immersion ;

2° un élève issu d'une autre école d'immersion dont la langue d'immersion est identique ;

3° un élève issu d'une école dont la langue de l'enseignement est la même que la langue de l'immersion.

Art.1.8.3-6. § 1<sup>er</sup>. Une même école fondamentale ou primaire ne peut pas organiser l'apprentissage par immersion commençant en troisième maternelle ou en première primaire et l'apprentissage par immersion commençant en troisième primaire.

Une école fondamentale qui organise de l'apprentissage par immersion offre la possibilité de suivre cet apprentissage soit durant la dernière année de l'enseignement maternel et les six années de l'enseignement primaire, soit durant les quatre dernières années de l'enseignement primaire.

Une école primaire qui organise de l'apprentissage par immersion offre la possibilité de suivre cet apprentissage soit durant les six années de l'enseignement primaire, soit durant les quatre dernières années de l'enseignement primaire.

Des écoles d'enseignement maternel, fondamental ou primaire peuvent conclure des accords de collaboration afin de satisfaire aux dispositions visées aux alinéas 2 et 3.

Par dérogation aux dispositions visées aux alinéas 2 et 3, et sans préjudice de la disposition visée à l'alinéa 4, une école fondamentale ou primaire peut mettre progressivement en place l'apprentissage par immersion pour autant qu'un élève ayant entamé l'apprentissage par immersion soit en troisième maternelle, soit en première primaire, soit en troisième primaire puisse poursuivre cet apprentissage par immersion durant la suite de sa scolarité primaire au sein de la même école.

§ 2. Une école secondaire qui organise de l'apprentissage par immersion au niveau de la première secondaire offre la possibilité de poursuivre cet apprentissage au moins au cours de la deuxième et de la troisième année.

Par dérogation à la disposition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, une école secondaire peut mettre progressivement en place l'apprentissage par immersion pour autant qu'un élève ayant suivi la première année de l'enseignement secondaire dans le cadre de cet apprentissage puisse poursuivre cet apprentissage au moins les deuxième et troisième années de l'enseignement secondaire au sein de la même école.

§ 3. Une école secondaire qui organise de l'apprentissage par immersion à partir de la quatrième année offre la possibilité de poursuivre cet apprentissage au cours de la suite de l'enseignement secondaire.

Par dérogation aux dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, une école secondaire peut mettre en place progressivement l'apprentissage par immersion pour autant qu'un élève ayant suivi la quatrième année dans le cadre de cet apprentissage puisse poursuivre la suite de la scolarité secondaire en apprentissage par immersion au sein de la même école.

Art.1.8.3-7. § 1<sup>er</sup>. À l'initiative du pouvoir organisateur ou de son délégué, et pour autant que soient respectées les conditions définies dans le présent Chapitre, une école ou une implantation peut être financée ou subventionnée en vue d'organiser l'apprentissage par immersion.

Seules les écoles ayant sollicité et obtenu le financement ou le subventionnement peuvent se prévaloir d'organiser de l'apprentissage par immersion.

§ 2. Lorsqu'une école ou une implantation d'école organise l'apprentissage par immersion, cette organisation est mentionnée dans le projet d'école visé à l'article 1.5.1-5.

§ 3. À l'exception des épreuves externes non certificatives visées à l'article 1.6.3-1, de l'épreuve externe commune certificative conduisant à l'octroi du certificat d'études de base visée aux articles 2.3.2-3 et 2.3.2-4, des épreuves externes conduisant à l'octroi du certificat du tronc commun visées à l'article 2.3.3-2 et des épreuves externes certificatives au terme de l'enseignement secondaire supérieur visées au Titre III/2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire, les évaluations sommatives peuvent être organisées dans la langue de l'immersion en ce qui concerne les disciplines faisant l'objet d'un apprentissage par immersion.

Les élèves fréquentant une classe au sein de laquelle est organisé un apprentissage par immersion sont soumis, en français, aux évaluations externes non certificatives tel que prévu par le Livre 1<sup>er</sup>, Titre 6, Chapitre 3, du présent Code.

L'école qui organise l'apprentissage par immersion veille à ce que les élèves maîtrisent le vocabulaire spécifique nécessaire pour participer aux évaluations visées à l'alinéa précédent.

Art.1.8.3-8. Le pouvoir organisateur ou son délégué accompagne la demande de financement ou de subventionnement relative à l'école ou à l'implantation concernée d'un dossier comprenant à minima :

1° l'avis du conseil de participation visé à l'article 1.5.3-1 ;

2° l'avis de l'organe local de concertation sociale.

Art.1.8.3-9. § 1<sup>er</sup>. Le dossier visé à l'article 1.8.3-8 doit être introduit tous les six ans.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la poursuite de l'organisation de l'apprentissage par immersion fait l'objet d'une évaluation au terme de trois ans. Ce terme correspond à l'évaluation intermédiaire des objectifs spécifiques du plan de pilotage, tel qu'en disposent les articles 1.5.2-3 à 1.5.2-9. § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le Gouvernement peut, sur la base d'un rapport rédigé par le service d'inspection concerné, adresser une mise en demeure au pouvoir organisateur, par laquelle il l'invite dans un délai de 60 jours calendrier à dater de cette mise en demeure, à prendre les mesures nécessaires pour assurer ou poursuivre l'organisation de l'apprentissage par immersion conformément aux dispositions du présent Chapitre.

Si à l'échéance du délai de 60 jours calendrier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour assurer ou poursuivre l'organisation de l'apprentissage par immersion conformément aux dispositions du présent Chapitre, le Gouvernement suspend, sur la base d'un rapport rédigé par le service d'inspection concerné à dater de l'année scolaire suivante, tout financement ou subventionnement lié à l'organisation de l'apprentissage par immersion.

§ 3. Les pouvoirs organisateurs ayant déclaré assurer ou poursuivre l'organisation de l'apprentissage par immersion qui décident de ne plus organiser cet apprentissage en informent les services du Gouvernement en veillant à préciser les motifs pour lesquels ils n'organisent pas ou n'organisent plus cet apprentissage.

Art.1.8.3-10. L'organe visé à l'article 16 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique est chargé de l'observation et de l'accompagnement de l'apprentissage par immersion.

**TITRE IX. — Du nombre de jours de classe****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions communes**

Art.1.9.1-1. Le Gouvernement fixe les jours de classe et les jours de congé. Le nombre de jours de classe annuel est de 182 jours. Toutefois, le Gouvernement peut le fixer entre 180 et 184 jours.

Art.1.9.1-2. Le Gouvernement arrête de manière uniforme le régime des congés dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française.

Art.1.9.1-3. Le Gouvernement peut prévoir des jours de congé de réserve à disposition des pouvoirs organisateurs.

Art.1.9.1-4. Dans l'enseignement fondamental ordinaire, dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement spécialisé, les demi-jours ou les jours où les cours n'ont pas été donnés doivent être récupérés. À cet effet, le pouvoir organisateur ou son délégué informe spontanément les services du Gouvernement des modalités de récupération de ces cours, au plus tard dans les vingt jours ouvrables scolaires à dater du premier demi-jour de suspension des cours, après que les modalités de récupération des cours ont été déterminées au sein de l'organe local de concertation sociale, qui veillera pour ce faire à prendre en considération l'offre de transport public et/ou scolaire.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les cours ne doivent pas être récupérés si une prise en charge pédagogique des élèves concernés a pu être assurée par l'école ou si la suspension des cours relève d'un cas de force majeure.

Par « cas de force majeure », il y a lieu d'entendre un événement irrésistible, imprévisible et extérieur à la personne qui l'invoque.

Le cas échéant, le pouvoir organisateur ou son délégué atteste de l'une ou l'autre des situations visées à l'alinéa 2 au moyen d'une déclaration sur l'honneur transmise aux services du Gouvernement, au plus tard dans les dix jours ouvrables scolaires à dater du premier demi-jour de suspension des cours.

Les services du Gouvernement sont habilités à vérifier que les modalités de récupération des cours visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ont été respectées ou que la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 4 est conforme à la réalité.

Les alinéas 1<sup>er</sup> à 5 ne s'appliquent pas :

1° si les cours sont suspendus suite à l'absence d'un enseignant ;

2° en cas de grève d'un ou plusieurs enseignants ;

3° si les cours sont suspendus en raison de l'organisation d'une journée ou demi-journée de formation en cours de carrière, de l'organisation d'une réunion de parents ou de la réquisition des locaux pour l'organisation d'élections.

Le pouvoir organisateur ou son délégué qui a suspendu les cours sans devoir les récupérer ultérieurement doit néanmoins tout mettre en œuvre, dans la mesure du possible, afin que les attendus des référentiels soient atteints au terme de l'année scolaire.

**CHAPITRE II. — Dispositions spécifiques à l'enseignement fondamental ordinaire**

Art.1.9.2-1. Les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation, leur correction et les délibérations prévues par l'application de l'article 2.3.1-6 :

1° pendant 5 jours au maximum sur l'année de la 1<sup>re</sup> à la 4<sup>e</sup> années primaires ;

2° pendant 10 jours au maximum sur l'année en 5<sup>e</sup> et en 6<sup>e</sup> années primaires.

Pendant ces journées, les élèves sont tenus à la fréquentation normale de l'école.

Art.1.9.2-2. § 1<sup>er</sup>. Les cours sont suspendus pendant six demi-jours maximum afin de permettre aux membres du personnel :

1° de participer aux deux demi-jours de formation obligatoire visés parmi ceux de l'article 7, § 2, alinéa 2, 1°, et § 3, alinéa 2, 1°, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ;

2° de participer à quatre demi-jours de formation obligatoire visés parmi ceux de l'article 7, § 2, alinéa 2, 2°, et § 3, alinéa 2, 2°, du même décret.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut suspendre les cours pendant deux demi-jours pour permettre l'organisation d'une journée supplémentaire de formation motivée par des circonstances exceptionnelles et organisée conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3° du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire.

§ 2. En cas d'emploi à temps partiel, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif ou désigné ou engagé à titre temporaire n'est tenu de participer aux demi-jours de formation obligatoire visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, qu'à la condition qu'ils soient inclus dans son horaire.

§ 3. Pendant ces journées, les élèves ne sont pas tenus à la fréquentation de l'école.

**CHAPITRE III. — Dispositions spécifiques à l'enseignement secondaire ordinaire**

Art.1.9.3-1. Les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents :

1° pendant 18 jours au maximum sur l'année au degré inférieur ;

2° pendant 27 jours au maximum sur l'année au degré supérieur.

Les épreuves externes liées à la délivrance du certificat du tronc commun et à la délivrance du certificat de qualification ne sont pas prises en compte dans le calcul des nombres de jours visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Durant les jours visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les élèves majeurs qui le souhaitent et les élèves mineurs dont les parents le souhaitent doivent être accueillis au sein de l'école et y bénéficier d'un encadrement éducatif ou pédagogique.

Art.1.9.3-2. Dans le respect des maximums visés à l'article 1.9.3-1, lorsqu'un pouvoir organisateur ou son délégué organise des épreuves d'évaluation sommative sous la forme notamment de bilans ou d'examen, les règles suivantes sont d'application :

1° au cours de l'année scolaire, les épreuves d'évaluation, à l'exception de celles organisées en juin et en septembre, ne peuvent être réparties sur plus de huit jours ouvrables scolaires au degré inférieur et de douze jours ouvrables scolaires pour le degré supérieur. Une fois les épreuves terminées, les cours reprennent le lendemain selon l'horaire normal, sauf si la fin de la session coïncide avec le début d'un congé scolaire ou d'un week-end auquel cas les cours reprennent dès le premier jour qui suit la fin du congé scolaire ou du week-end. Toutefois, une fois les épreuves terminées, les cours peuvent être suspendus, le cas échéant, durant un maximum de quatre journées au degré inférieur et de cinq journées au degré supérieur afin d'organiser des conseils de classe, dont une journée au maximum peut être réservée à la remise des bulletins selon un horaire adapté. Cette ou ces journées sont comptabilisées dans les huit et

douze jours ouvrables scolaires définis dans le présent alinéa. Lorsqu'un pouvoir organisateur ou son délégué n'utilise pas lesdites journées, en tout ou en partie, à l'issue des épreuves d'évaluation prévues par le présent alinéa, celles-ci peuvent être consacrées à l'organisation de conseils de classe durant l'année scolaire ;

2° au mois de juin, pour chaque année de l'enseignement secondaire, les épreuves d'évaluation se terminent au plus tôt le neuvième jour ouvrable scolaire inclus précédant les vacances scolaires. Toutefois, lorsque des épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification sont organisées à la fin de la période réservée aux épreuves d'évaluation sommative, ces dernières peuvent se terminer, pour les classes concernées, au plus tôt le douzième jour ouvrable scolaire inclus précédant les vacances scolaires.

La procédure interne visée à l'alinéa 6 de l'article 96 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre doit se dérouler au moins sur les deux derniers jours ouvrables scolaires précédant les vacances scolaires. Au cas où un pouvoir organisateur ou son délégué organise des stages tels que définis à l'article 7bis de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire durant la période définie au présent point, le Gouvernement peut octroyer une dérogation permettant d'organiser les épreuves d'évaluation sommative pour les classes concernées à un autre moment de l'année y compris durant les trois premiers jours ouvrables scolaires du mois de septembre ;

3° lorsque le pouvoir organisateur fait le choix d'organiser des examens de passage et qu'ils sont organisés en tout ou en partie en septembre, ils ne peuvent s'étendre au-delà des trois premiers jours ouvrables scolaires ;

4° outre les dispositions prévues aux points 1°, 2° et 3° du présent alinéa, les cours peuvent être suspendus pour organiser des conseils de classe durant un maximum de trois jours ouvrables scolaires.

Le pouvoir organisateur ou son délégué, après avoir pris l'avis des enseignants, décide pour chaque année d'études du choix des disciplines soumises à ces épreuves et aux autres modalités d'organisation de la session. En fonction du nombre d'épreuves déterminées par session, par année et par section d'enseignement, le pouvoir organisateur ou son délégué les répartit sur l'ensemble de la période prévue pour le degré correspondant.

Le pouvoir organisateur ou son délégué établit une planification des sessions d'épreuves d'évaluation sommative comprenant notamment les dates d'examen, de conseils de classe et de réunions de parents. Durant l'année scolaire, le pouvoir organisateur ou son délégué organise au moins une réunion de parents après chaque session d'épreuves d'évaluation sommative.

La planification établie en application de la présente disposition est soumise à l'avis préalable de l'organe local de concertation sociale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord, ainsi qu'à l'avis du conseil de participation.

Pour le 15 novembre au plus tard, le pouvoir organisateur ou son délégué tient à disposition des services du Gouvernement et de l'inspection la planification accompagnée de l'avis rendu par l'organe local de concertation sociale en vue de vérifier la conformité de celle-ci avec les dispositions légales, et la communique aux parents.

Art.1.9.3-3. Les services du Gouvernement sont chargés du contrôle du respect des dispositions visées aux articles 1.9.3-1 et 1.9.3-2.

Art.1.9.3-4. Les cours sont suspendus pendant six demi-jours maximum afin de permettre aux membres du personnel de participer aux formations organisées dans le cadre du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

À condition que des activités à caractère socioculturel et pédagogique soient organisées pour les élèves concernés, les cours peuvent être suspendus durant cinq demi-jours supplémentaires pour permettre aux membres de l'équipe pédagogique de participer à cinq demi-jours de concertation consacrée à la guidance et de suivre des formations centrées sur des thèmes et orientations prioritaires définis par le Gouvernement.

Tous les membres du personnel en activité sont tenus d'assister à une des formations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions spécifiques à l'enseignement spécialisé

Art.1.9.4-1. Dans l'enseignement fondamental spécialisé, les cours peuvent être suspendus pendant 3 jours au maximum sur l'année afin d'organiser, dans le cadre de la rédaction ou de l'ajustement du plan individuel d'apprentissage, les réunions des conseils de classe et les rencontres avec les parents. L'accueil des élèves présents doit néanmoins être assuré.

Dans l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1 et 2, les cours peuvent être suspendus afin d'organiser l'évaluation, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents pendant 3 jours au maximum sur l'année.

Dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents pendant 15 jours au maximum sur l'année.

Dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents pendant 15 jours au maximum sur l'année de degré inférieur, et pendant 25 jours au maximum au degré supérieur.

Art.1.9.4-2. Les cours sont suspendus pendant six demi-jours maximum afin de permettre aux membres du personnel de participer aux formations organisées dans le cadre du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

Tous les membres du personnel en activité sont tenus d'assister à une des formations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

### LIVRE II. — Du tronc commun

#### TITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

Art.2.1.1-1. Dans le présent Livre, il faut entendre par :

1° accompagnement personnalisé : les périodes hebdomadaires dans la grille de tous les élèves d'une classe ou de plusieurs classes simultanément, durant lesquelles l'encadrement total est renforcé afin de permettre une prise en charge personnalisée des élèves, individuellement ou par groupes de taille variable ;

2° activités de psychomotricité : les activités visant à développer l'intégration des différents axes de la psychomotricité, à savoir :

a) la psychomotricité de l'action vécue ou dynamique psychomotrice qui intègre les trois dimensions d'un être humain : les axes corporels, affectifs et cognitifs à partir de l'action vécue ;

b) la psychomotricité de la relation globale ou dynamique psychomotrice qui confronte l'enfant à l'espace temps, à lui-même, aux autres et aux objets dans un mouvement global et dans l'action vécue ;

c) la psychomotricité perceptivo-motrice ou dynamique psychomotrice qui permet à l'enfant de rencontrer un espace de plus en plus différencié et d'agir dans un espace temps de plus en plus complexe.

3° apprentissage concentré : au degré inférieur de l'enseignement secondaire, les périodes d'apprentissage regroupées en demi-journées ou journées entières, organisées les unes à la suite des autres durant des semaines à horaire spécifique ou réparties sur l'année ;

4° classe bilingue français-langue des signes : la classe au sein de laquelle une partie des élèves bénéficie d'un enseignement en langue française pendant que simultanément des élèves sourds ou malentendants bénéficient d'un apprentissage en immersion en langue des signes et en français écrit ;

5° cours de langue et de culture d'origine : le cours de sensibilisation à la langue et à la culture de pays ou de groupes de pays ayant été à l'origine d'une importante émigration vers notre communauté, assuré dans la perspective d'une intégration en son sein ;

6° cours de langue des signes et de culture des sourds : le cours d'initiation à la langue des signes et à la culture des sourds, assuré en vue de contribuer à tisser le lien social entre sourds et entre sourds et entendants ;

7° grille horaire indicative : dans l'enseignement fondamental, la présentation hebdomadaire de la ventilation horaire des périodes d'apprentissages assurées par le titulaire qui peut la modifier, selon les besoins de son groupe-classe, en vue de permettre à l'ensemble des élèves de rencontrer les attendus annuels ;

8° grille horaire de référence : dans l'enseignement secondaire, la présentation hebdomadaire de la ventilation horaire des périodes d'apprentissages permettant de respecter les volumes annuels à consacrer aux différentes disciplines et à l'accompagnement personnalisé ;

9° maître : dans l'enseignement fondamental, le membre du personnel chargé d'assurer :

a) les activités de psychomotricité ;

b) le cours d'éducation physique et à la santé ;

c) le cours de langue moderne I ;

d) le cours de philosophie et de citoyenneté ;

e) le cours de morale ou celui d'une des religions reconnues.

10° pratiques de différenciation : les démarches qui consistent à varier les moyens, les dispositifs et les méthodes, pour amener les élèves à atteindre au minimum les attendus annuels visés dans les référentiels, en tenant compte de l'hétérogénéité des classes ainsi que de la diversité des modes et des besoins d'apprentissage des élèves. Ces pratiques comprennent la pédagogie différenciée, la remédiation, les activités de dépassement et l'accompagnement personnalisé ;

11° titulaire : dans l'enseignement fondamental, l'instituteur chargé d'assurer les cours et les activités pédagogiques prévues dans l'horaire des élèves, à l'exception des cours et activités pédagogiques dispensés par les maîtres.

## TITRE II. — De l'horaire des élèves

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — De l'horaire des élèves dans l'enseignement fondamental

Art.2.2.1-1. L'horaire des élèves est continu. Il comprend au minimum une récréation de 15 minutes de manière à équilibrer les activités de la matinée et une interruption de minimum une heure entre les activités de la matinée et celles de l'après-midi.

Art.2.2.1-2. Dans l'enseignement fondamental, l'horaire hebdomadaire des élèves comprend 28 périodes de cinquante minutes de cours et d'activités pédagogiques consacrés aux domaines et disciplines visés à l'article 2.2.1-5, § 2 et 3.

Les périodes visées à l'article 2.2.1-4, § 2, 1°, § 3, 1° et 2°, b), et 3°, sont insécables.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans les classes bilingues français-langue des signes, pour les élèves sourds, l'horaire comprend deux périodes supplémentaires réservées au cours de langue des signes et de culture des sourds.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en application de l'article 2.2.1-7, § 1<sup>er</sup>, dans les communes dotées d'un régime spécial visées à l'article 1.8.1-1, 1°, et dans les communes de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'horaire hebdomadaire des élèves comprend 29 périodes à partir de la troisième année primaire.

Dans l'enseignement primaire, le pouvoir organisateur ou son délégué peut, après avoir pris l'avis du conseil de participation, porter l'horaire hebdomadaire jusqu'à un maximum de 31 périodes, lorsque l'horaire hebdomadaire prévoit l'étude de la langue moderne I à raison de plus de trois périodes en application de l'article 2.2.1-7, § 2. Dans ce cas, il en avertit le Gouvernement.

Art.2.2.1-3. Lorsque des cours de langue et de culture d'origine sont donnés au sein de l'école au-delà des 28 périodes hebdomadaires, ils peuvent être intégrés dans l'horaire, si les cours dispensés relèvent d'un accord de partenariat conclu par le Gouvernement. Le pouvoir organisateur en informe le Gouvernement.

Lorsque des cours de langue des signes et de culture des sourds sont donnés au sein de l'école au-delà des 28 périodes hebdomadaires, le Gouvernement peut autoriser qu'ils soient intégrés dans l'horaire.

Art.2.2.1-4. § 1<sup>er</sup>. Le pouvoir organisateur ou son délégué organise la grille horaire.

§ 2. Dans l'enseignement maternel, la grille horaire comporte en tous cas les cours et activités suivantes :

1° dans le domaine « Éducation physique, Bien-être et Santé » :

a) l'éducation physique et à la santé et la psychomotricité, à raison de deux périodes.

2° dans le domaine « Langues modernes » :

a) l'éveil aux langues, à raison d'une période.

§ 3. Dans l'enseignement primaire, la grille horaire comporte en tout cas les cours et activités suivantes :

1° dans le domaine « Éducation physique, Bien-être et Santé » :

a) l'éducation physique et à la santé, à raison de deux périodes durant les quatre premières années, et de trois périodes durant les cinquième et sixième années.

2° dans le domaine « Langues modernes » :

a) l'éveil aux langues, à raison d'une période dans les deux premières années ;

b) la langue moderne I, à raison de deux ou de trois périodes de la troisième à la sixième année selon les modalités de l'article 2.2.1-6.

3° dans le domaine « Sciences humaines et éducation à la philosophie et à la citoyenneté, religion ou morale » ;

a) le cours de philosophie et de citoyenneté, dans les écoles officielles et les écoles libres non confessionnelles qui offrent le choix entre l'enseignement de la religion et celui de la morale non confessionnelle, à raison d'une période ou, en cas de dispense du cours de religion et de morale non confessionnelle, de deux périodes ;

b) la religion ou la morale non confessionnelle à raison de deux périodes, dans les écoles libres confessionnelles et les écoles libres non confessionnelles qui n'offrent pas le choix entre l'enseignement de la religion et celui de la morale non confessionnelle, ou d'une période, dans les écoles officielles et les écoles libres non confessionnelles qui offrent le choix entre l'enseignement de la religion et celui de la morale non confessionnelle ;

4° l'accompagnement personnalisé, à raison de deux périodes.

Art.2.2.1-5. § 1<sup>er</sup>. Une grille horaire indicative est proposée contenant notamment les cours et activités visées par l'article 2.2.1-4. La grille horaire indicative permet de rencontrer les attendus annuels définis par les référentiels visés aux articles 1.4.2-1 et 1.4.2-2.

Le titulaire détermine le temps qu'il alloue au cours d'une semaine à l'enseignement des différents domaines visés à l'article 1.4.2-3.

§ 2. Pour l'enseignement maternel, les périodes de la grille horaire indicative sont réparties comme suit :

1° dans le domaine « Français, Arts et Culture » :

a) la langue française, à raison de dix périodes ;

b) l'éducation culturelle et artistique, dont l'expression française et corporelle, l'expression musicale et l'expression plastique, à raison de quatre périodes ;

2° dans le domaine « Langues modernes » :

a) l'éveil aux langues, à raison d'une période ;

3° dans le domaine « Mathématiques, Sciences et Techniques » et dans le domaine « Sciences humaines et éducation à la philosophie et à la citoyenneté, religion ou morale » :

a) les premiers outils d'expérimentation, de structuration, de catégorisation et d'exploration du monde, à raison d'onze périodes ;

4° dans le domaine « Éducation physique, Bien-être et Santé » :

a) l'éducation physique et à la santé et la psychomotricité, à raison de deux périodes.

Deux des périodes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, a), sont consacrées à l'identification des difficultés d'apprentissage liées à la langue d'apprentissage et l'apprentissage de la culture scolaire.

§ 3. Pour l'enseignement primaire, les périodes de la grille horaire indicative sont réparties comme suit :

1° dans le domaine « Français, Arts et Culture » :

a) la langue française, à raison de huit périodes en première et deuxième année, de sept périodes en troisième et quatrième année, et de six périodes en cinquième et sixième année ;

b) l'éducation culturelle et artistique, dont l'expression française et corporelle, l'expression musicale et l'expression plastique, à raison de deux périodes ;

2° dans le domaine « Langues modernes » :

a) l'éveil aux langues, à raison d'une période en première et deuxième année ;

b) la langue moderne 1, à raison de deux ou de trois périodes de la troisième à la sixième année selon les modalités de l'article 2.2.1-6 ;

3° dans le domaine « Mathématiques, Sciences et Techniques »

a) les mathématiques, à raison de six périodes ;

b) les sciences et les applications technologiques, manuelles et le numérique, à raison de trois périodes ;

4° dans le domaine « Sciences humaines et éducation à la philosophie et à la citoyenneté, religion ou morale » :

a) la formation historique, géographique, économique et sociale, à raison de quatre périodes ;

b) le cours de philosophie et de citoyenneté dans les écoles officielles et les écoles libres non confessionnelles qui offrent le choix entre l'enseignement de la religion et celui de la morale non confessionnelle, selon les modalités fixées à l'article 2.2.1-4, § 3, 3° ;

c) l'enseignement de la religion ou de la morale non confessionnelle, selon les modalités fixées à l'article 2.2.1-4, § 3, 3° ;

5° dans le domaine « Éducation physique, Bien-être et Santé » :

a) l'éducation physique et à la santé, à raison de deux périodes durant les quatre premières années, et de trois périodes durant les cinquième et sixième années.

Les domaines visés à l'article 1.4.2-3, 6° et 7°, pris en charge de manière transversale dans les autres cours.

Art.2.2.1-6. § 1<sup>er</sup>. L'enseignement de la langue moderne I est obligatoire dans l'enseignement primaire à partir de la troisième année, à raison de deux périodes hebdomadaires dans la région de langue française et de trois périodes hebdomadaires dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ainsi que dans les communes dotées d'un régime spécial visées à l'article 1.8.1-1, 1°.

§ 2. Dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans les communes dotées d'un régime spécial visées à l'article 1.8.1-1, 1°, deux périodes hebdomadaires supplémentaires sont dédiées à l'apprentissage de la langue moderne I en cinquième et sixième années primaires.

Elles peuvent être assurées par un apprentissage par immersion dans des cours des domaines visés à l'article 1.4.2-3, 2°, 3°, à l'exclusion de la formation mathématique, 4° et 5°, donnés dans la langue moderne I.

§ 3. Dans les écoles primaires créées par application de l'article 6 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, le nombre de périodes hebdomadaires visé aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 est porté respectivement à quatre et à huit.

§ 4. Sauf dérogation accordée par le Ministre en cas de circonstances exceptionnelles, l'élève ne peut modifier son choix de langue entre la troisième et la sixième année primaire.

Art.2.2.1-7. § 1<sup>er</sup>. Tous les cours de la grille-horaire sont attribués selon le cas à un titulaire ou à un maître.

§ 2. Le pouvoir organisateur ou son délégué tiennent à disposition du Gouvernement, selon les modalités que celui-ci détermine, l'horaire hebdomadaire tant des élèves que des enseignants, après concertation au sein de l'organe local de concertation sociale.

L'horaire hebdomadaire des élèves indique les membres du personnel qui dispensent les différents cours.

#### CHAPITRE II. — *De l'horaire des élèves dans le degré inférieur de l'enseignement secondaire*

Art.2.2.2-1. § 1<sup>er</sup>. La grille horaire de référence permet de rencontrer les attendus annuels définis par le référentiel du tronc commun visé à l'article 1.4.2-2.

La grille horaire de référence comprend 32 périodes hebdomadaires de 50 minutes réparties de la manière suivante :

1° dans le domaine « Français, Arts et Culture » :

- a) la langue française et les langues anciennes, à raison de six périodes ;
- b) l'éducation culturelle et artistique, dont l'expression française et corporelle, l'expression musicale et l'expression plastique, à raison de deux périodes ;

2° dans le domaine « Langues modernes » :

- a) la langue moderne I, à raison de quatre périodes en première année, et trois périodes en deuxième et en troisième année ;
- b) la langue moderne II, à raison de trois périodes en deuxième et en troisième année ;

3° dans le domaine « Mathématiques, Sciences et Techniques » :

- a) les mathématiques, à raison de cinq périodes en première année, et de quatre périodes en deuxième et en troisième année ;
- b) les sciences, à raison de trois périodes ;
- c) les applications technologiques, manuelles et le numérique, à raison de trois périodes en première année, et de deux périodes en deuxième et en troisième année ;

4° dans le domaine « Sciences humaines et éducation à la philosophie et à la citoyenneté, religion ou morale » :

- a) la formation historique, géographique, économique et sociale, à raison de quatre périodes ;
- b) le cours de philosophie et de citoyenneté, dans les écoles officielles et les écoles libres non confessionnelles qui offrent le choix entre l'enseignement de la religion et celui de la morale non confessionnelle, à raison d'une période ou, en cas de dispense du cours de religion et de morale non confessionnelle, de deux périodes ;
- c) l'enseignement de la religion ou de la morale non confessionnelle à raison de deux périodes, dans les écoles libres confessionnelles et les écoles libres non confessionnelles qui n'offrent pas le choix entre l'enseignement de la religion et celui de la morale non confessionnelle, ou d'une période, dans les écoles officielles et les écoles libres non confessionnelles qui offrent le choix entre l'enseignement de la religion et celui de la morale non confessionnelle.

5° dans le domaine de « Éducation physique, Bien-être et Santé » :

- a) l'éducation physique et à la santé, à raison de trois périodes.

§ 2. Les formations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, a), 3°, b), 3°, c), et 4°, a), peuvent chacune être dispensées à travers un cours unique ou des cours distincts.

Pour les périodes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, c), une période doit être consacrée à la composante numérique en première année, et au moins une période doit être consacrée à cette composante en deuxième ou en troisième année.

Le pouvoir organisateur ou son délégué détermine l'intitulé des cours et activités visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et détermine la correspondance avec les cours et activités visés à l'article 7 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

§ 3. Les domaines visés à l'article 1.4.2-3, 6° et 7°, correspondent à soixante périodes sur les trois années, prises en charge de manière transversale dans les autres cours.

Un accompagnement personnalisé est assuré pour l'équivalent de deux périodes hebdomadaires. Ces périodes d'accompagnement personnalisé sont réparties au sein de différentes disciplines ou sur l'ensemble des disciplines. Elles peuvent être assurées tout au long de l'année ou regroupées à des moments spécifiques.

Dans les classes bilingues français-langues des signes, les deux périodes d'éducation culturelle et artistique ou celles de la langue moderne II sont consacrées au cours de langue des signes et de culture des sourds.

Art.2.2.2-2. § 1<sup>er</sup>. Au terme d'un travail collectif associant l'équipe pédagogique et après avis favorable de l'organe local de concertation sociale, le pouvoir organisateur ou son délégué peut décider d'ajouter 2 périodes consacrées spécifiquement à l'accompagnement personnalisé, tel que visé à l'article 2.2.2-1, § 3, aux 32 périodes visées à l'article 2.2.2-1, § 1<sup>er</sup>, et opter pour l'une des grilles horaires alternatives suivantes :

1° une grille horaire de 34 périodes de 45 minutes regroupées autant que possible en plage de 90 minutes ;

2° une grille horaire de 32 périodes de 50 minutes et l'organisation de dix-huit demi-journées d'apprentissage concentré correspondant à l'équivalent de 2 périodes hebdomadaires de disciplines visés à l'article 2.2.2-1, § 1<sup>er</sup> ;

3° une grille horaire de 30 périodes de 50 minutes et l'organisation de quatre semaines d'apprentissage concentré correspondant à l'équivalent de 4 périodes hebdomadaires de disciplines visés à l'article 2.2.2-1, § 1<sup>er</sup>.

À défaut d'accord de l'organe local de concertation sociale, la modalité organisationnelle visée à l'article 2.2.1-1 s'applique.

Lorsqu'une école opte pour la modalité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le nombre autorisé de jours pendant lesquels les cours peuvent être suspendus visé à l'article 1.9.3-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est réduit de 5 jours.

Lorsqu'une école opte pour la modalité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le nombre autorisé de jours pendant lesquels les cours peuvent être suspendus visé à l'article 1.9.3-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est réduit de 10 jours.

§ 2. Sur dérogation accordée par le Ministre, le pouvoir organisateur ou son délégué peut adopter, après avis favorable de l'organe local de concertation sociale, d'autres modalités organisationnelles pour autant que les volumes annuels de chaque discipline soient identiques à ceux résultant de l'application de la modalité visée à l'article 2.2.1-1.

Art.2.2.2-3. Au sein du degré inférieur de l'enseignement secondaire, l'élève poursuit l'apprentissage de la langue moderne I entamé dans l'enseignement primaire.



Toutefois, sur dérogation accordée par le Ministre en cas de circonstances exceptionnelles, les parents peuvent, lors de l'inscription en première année, choisir une langue moderne I différente de celle suivie dans l'enseignement primaire.

Art.2.2.2-4. Une ou deux périodes supplémentaires de remédiation peuvent être organisées au-delà de l'horaire prévu aux articles 2.2.2-1 et 2.2.2-2.

Art.2.2.2-5. § 1<sup>er</sup>. En vue de la construction de leur projet d'orientation, chaque école propose aux élèves du degré inférieur des activités de maturation de leurs choix personnels, en collaboration avec l'équipe du centre PMS. Chaque école organise ces activités pendant au moins l'équivalent de trois journées sur le degré.

Chaque école secondaire met en contact les élèves du degré inférieur par des visites, telles que visées à l'article 7bis, § 2, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire ou des stages d'observation et d'initiation, tels que visés à l'article 7bis, § 5, de la même loi, avec des écoles organisant la section de transition ou la section de qualification, ou avec des centres de compétence ou de référence professionnelle, ou avec des centres de technologies avancées, ou avec des entreprises.

L'information, les visites et les stages favorisent une orientation positive des élèves à l'issue du degré inférieur de l'enseignement secondaire.

§ 2. En collaboration avec le centre PMS, chaque école secondaire communique aux élèves du degré inférieur ainsi qu'à leurs parents, une information complète :

1° sur les formations organisées dans la section de transition du degré supérieur, en ce compris les formations artistiques ;

2° sur les formations organisées dans la section de qualification du degré supérieur, en ce compris les formations artistiques ;

3° sur les formations en alternance organisées conformément au décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

#### CHAPITRE III. — *De la différenciation des apprentissages*

Art.2.2.3-1. Pour tenir compte de l'hétérogénéité des classes, le pouvoir organisateur ou son délégué met en place des pratiques de différenciation des apprentissages et prévoit un encadrement renforcé durant les périodes d'accompagnement personnalisé.

Art.2.2.3-2. Le pouvoir organisateur ou son délégué met en place en tout cas un accompagnement personnalisé comprenant au moins l'équivalent de l'encadrement de deux classes par trois enseignants pendant deux périodes hebdomadaires.

Au-delà de l'accompagnement personnalisé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'affectation des moyens dédiés à la différenciation des apprentissages relève de l'autonomie du pouvoir organisateur. Les dispositifs pratiques mis en place doivent être décrits dans le contrat d'objectifs.

Toutefois, l'affectation des moyens attribués pour l'encadrement des élèves admis dans l'enseignement secondaire bien qu'ayant échoué tout ou partie de l'épreuve externe commune certificative en fin de sixième année primaire, selon les modalités visées à l'article 2.3.2-12, ne peut mener à la constitution de groupes-classes regroupant de manière permanente ces élèves.

#### CHAPITRE IV. — *De l'horaire des élèves dans l'enseignement en immersion*

Art.2.2.4-1. Lorsqu'une partie de la grille horaire est consacrée à l'apprentissage par immersion au sens de l'article 1.8.3-1, cette partie couvre :

1° au cours de la troisième année de l'enseignement maternel et des deux premières années de l'enseignement primaire, au moins 8 périodes et au plus 21 périodes lorsque l'immersion concerne une langue moderne, ou au moins la moitié des périodes et au plus trois quarts des périodes lorsque l'immersion concerne la langue des signes ;

2° de la troisième à la sixième année primaire,

a) s'agissant de l'immersion en langue moderne, au moins 8 périodes et au plus 18 périodes pour les élèves ayant entamé l'immersion en troisième année de l'enseignement maternel ou en première année de l'enseignement primaire, et au moins 12 périodes et au plus 18 périodes pour les élèves ayant entamé l'immersion en troisième année de l'enseignement primaire ;

b) s'agissant de l'immersion en langue des signes, au moins pour un quart des périodes et au plus pour deux tiers des périodes.

3° au cours du degré inférieur de l'enseignement secondaire, au moins 8 périodes et au plus 13 périodes. Les périodes consacrées aux disciplines visées à l'article 2.2.2-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, a), et 3°, a), ne peuvent être organisées dans le cadre de l'apprentissage par immersion en langue moderne.

Lorsqu'un apprentissage par immersion en langue moderne est instauré dans une école ou une implantation, le cours de langue moderne I ou de langue moderne II visé aux articles 2.2.1-7 et 2.2.2-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2° et 3°, est comptabilisé dans la partie de la grille horaire consacrée à l'apprentissage par immersion telle que définie à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, pour autant qu'il corresponde à la langue dans laquelle est pratiquée l'immersion. Dans ce cas, les apprentissages visés durant ce cours portent spécifiquement sur les compétences liées à la maîtrise de la langue concernée et sur le vocabulaire spécifique aux disciplines enseignées dans le cadre de l'apprentissage par immersion.

Les cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que la seconde période de cours de philosophie et de citoyenneté visée à l'article 1.7.5-1, ne font pas partie de la grille horaire pouvant faire l'objet d'un apprentissage par immersion.

### TITRE III. — *Du parcours des élèves*

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Du rythme de l'élève*

Art.2.3.1-1. L'élève effectue son parcours scolaire tout au long du tronc commun de manière continue.

En mettant en œuvre des pratiques de différenciation et en pratiquant l'évaluation formative, l'école permet à chaque élève de progresser à son rythme dans l'appropriation des contenus d'apprentissage des sept domaines visés à l'article 1.4.2-3.

Art.2.3.1-2. Le plus tôt possible dans l'année scolaire, l'équipe pédagogique met en œuvre les dispositifs de différenciation et les modalités d'un accompagnement personnalisé définis dans son contrat d'objectifs.

Dans ce cadre, en première année de l'enseignement secondaire, elle tient compte en particulier des élèves admis dans l'enseignement secondaire ayant échoué à tout ou partie de l'épreuve externe commune certificative organisée au terme de la sixième année primaire.

Art.2.3.1-3. § 1<sup>er</sup>. Pour les élèves dont les difficultés d'apprentissage persistent malgré les dispositifs décrits à l'article 2.3.1-2, l'équipe pédagogique met en œuvre, au plus tard le 31 octobre, des dispositifs spécifiques complémentaires de différenciation et d'accompagnement personnalisés.

Ces dispositifs spécifiques font l'objet d'une information et si nécessaire, d'une concertation avec les parents des élèves concernés.

Les dispositifs spécifiques sont mentionnés dans un dossier accompagnant l'élève.

§ 2. Pour les élèves dont les difficultés d'apprentissage sont mises en évidence après le 31 octobre, les dispositifs spécifiques complémentaires de différenciation et d'accompagnement personnalisé sont mis en œuvre le plus tôt possible et sont mentionnés dans un dossier accompagnant l'élève au plus tard lors de l'évaluation prévue à l'article 2.3.1-4.

Art.2.3.1-4. § 1<sup>er</sup>. Les dispositifs de différenciation et les modalités de l'accompagnement personnalisé sont régulièrement évalués par l'équipe pédagogique et, le cas échéant, ajustés.

§ 2. Les dispositifs spécifiques de différenciation et d'accompagnement personnalisé visés à l'article 231-3 sont évalués au plus tard le 31 janvier par l'équipe pédagogique qui, avec l'avis du centre PMS, y apporte les adaptations nécessaires.

L'évaluation et, le cas échéant, les adaptations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> impliquent les parents des élèves concernés.

L'évaluation et, le cas échéant, les adaptations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont mentionnées dans un dossier accompagnant l'élève.

Art.2.3.1-5. À la demande des parents et après avis motivé de l'équipe pédagogique, les élèves peuvent exceptionnellement être avancés. L'avis du centre PMS doit être préalablement sollicité.

Art.2.3.1-6. § 1<sup>er</sup>. Au terme de l'année scolaire, l'équipe pédagogique peut décider de maintenir un élève dans l'année, à condition qu'un dispositif spécifique tel que visé à l'article 2.3.1-3 ait été préalablement mis en place et évalué selon les modalités de l'article 2.3.1-4, § 2, et qu'il s'avère que ce dispositif spécifique n'a pas permis à l'élève de surmonter suffisamment ses difficultés d'apprentissage pour pouvoir poursuivre avec fruit les apprentissages de l'année suivante du tronc commun.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles la mise en place du dispositif et de son évaluation visés à l'alinéa précédent est attestée.

§ 2. La décision de maintien visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est prise au terme d'une délibération associant les membres de l'équipe pédagogique en charge de l'élève et un membre du centre PMS. La délibération est présidée par le directeur de l'école.

Lorsqu'un maintien est décidé, le pouvoir organisateur ou son délégué propose une concertation interne avec les parents qui peuvent se faire accompagner d'un tiers, un ou plusieurs membres de l'équipe pédagogique en charge de l'élève et le membre du centre PMS ayant participé à la délibération visée à l'alinéa précédent.

Cette concertation doit être terminée au plus tard le 30 juin pour les décisions de maintien énoncées en juin et dans les 5 jours ouvrables scolaires qui suivent la délibération de septembre.

Au terme de la concertation, le pouvoir organisateur ou son délégué confirme ou non la décision de maintien et soumet la décision à l'accord écrit des parents au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

En l'absence d'accord écrit des parents quant à la décision de maintien, la décision est renvoyée systématiquement par le pouvoir organisateur ou son délégué vers une Chambre de recours créée en vue de connaître des décisions de maintien.

La composition et le fonctionnement de la Chambre de recours sont fixés par le Gouvernement.

La Chambre de recours contrôle le respect des conditions de maintien visées au paragraphe 1<sup>er</sup>. À cette fin, elle examine tous les éléments fondant la décision de maintien, dont les évaluations sommatives et les évaluations externes, le cas échéant. Elle peut réformer la décision de maintien.

§ 3. La décision de maintien est formalisée selon le modèle fixé par le Gouvernement et mentionnée dans un dossier accompagnant l'élève.

Art.2.3.1-7. Dès le début de l'année scolaire, l'équipe pédagogique met en place et adapte pour l'élève maintenu par application de l'article 2.3.1-6 un dispositif spécifique de différenciation et d'accompagnement personnalisé.

Ce dispositif spécifique est élaboré en tenant compte :

1° des éléments identifiés comme devant faire l'objet d'un renforcement lors de la délibération de l'équipe pédagogique dans l'enseignement fondamental, ou par le conseil de classe dans l'enseignement secondaire ;

2° d'une évaluation collective du dispositif spécifique mis en place l'année précédente.

Ce dispositif spécifique peut prévoir des aménagements de la grille horaire individuelle de l'élève maintenu.

Art.2.3.1-8. Dans l'enseignement maternel, le Ministre peut exceptionnellement autoriser un élève à suivre une année complémentaire en troisième maternelle, auquel cas il est tenu de fréquenter régulièrement l'école. Les parents introduisent la demande selon les modalités que fixe le Gouvernement.

Cette autorisation ne peut être accordée que pour des motifs exceptionnels et notamment après avis du pouvoir organisateur ou son délégué et du centre PMS. Si l'autorisation est refusée, les parents peuvent néanmoins demander le maintien en troisième maternelle avec l'accord du pouvoir organisateur ou de son délégué, mais, dans ce cas, l'élève n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de l'encadrement et des dotations ou subventions de fonctionnement. Un recours peut être introduit selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art.2.3.1-9. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'application de l'article 2.3.1-1, il est créé un dispositif favorisant la collaboration et la coopération de l'ensemble des acteurs concernés par la construction du devenir des élèves à s'engager dans une dynamique de promotion des potentialités de chaque apprenant afin de les conduire à la réussite.

Ce dispositif est conçu pour mettre en lumière les capacités en matière de pratiques pédagogiques favorables à la différenciation des apprentissages, la réussite de l'élève et son intégration dans le milieu scolaire.

Ce dispositif s'adresse à toute école ou tout centre PMS désirant s'engager dans une dynamique de construction de pratiques alternatives au maintien ou au redoublement d'élèves de 2,5 ans à 15 ans.

Ce dispositif s'intègre dans un cadre visant à soutenir les démarches de créativité et l'innovation dans le domaine de l'éducation à travers l'identification et la diffusion des pratiques pertinentes.

§ 2. Les objectifs du dispositif sont :

1° de faire émerger au sein des équipes éducatives des démarches innovantes ou de renforcer des pratiques existantes qui permettent à tous les enfants de se développer et d'apprendre ;

2° d'accompagner la maturation de tels projets, de les faire connaître et reconnaître, à l'échelle de la Communauté française, par la diffusion et le partage d'information, de pratiques et d'expériences ;

Plus particulièrement, ce dispositif vise à :

1° favoriser des parcours adaptés et différenciés prenant en compte positivement la pluralité des rythmes et la diversité des contextes ;

2° éviter le redoublement en permettant que les difficultés rencontrées par les élèves soient, au plus tôt, repérées, diagnostiquées et traitées par des approches différenciées.

§ 3. Les acteurs concernés par le dispositif sont :

1° les acteurs locaux, c'est-à-dire tous les adultes qui entourent les enfants de 2,5 à 15 ans à savoir les enseignants, directeurs, agents des centres PMS, ou tout autre intervenant qui collabore avec les équipes éducatives au sein des écoles, en prise directe avec les élèves ;

2° les acteurs intermédiaires, en appui aux acteurs locaux c'est-à-dire les conseillers au soutien et à l'accompagnement, membres du Service général de l'Inspection, formateurs, qu'il s'agisse de la formation continuée ou de la formation initiale.

§ 4. Pour soutenir, accompagner et coordonner les actions des acteurs visés au paragraphe 3, le Gouvernement est chargé de créer un comité d'opérationnalisation et d'échange d'information, présidé par l'Administration, dont il fixe les missions, les modalités de fonctionnement, et la composition.

§ 5. Afin de documenter et diffuser les pratiques et expériences menées sur le terrain, le Gouvernement est chargé de créer une cellule de support dont il fixe les missions et la composition.

#### CHAPITRE II. — *Du certificat d'études de base*

Art.2.3.2-1. Le certificat d'études de base sanctionne la réussite de l'enseignement primaire.

Le Gouvernement arrête le modèle du certificat d'études de base.

Art.2.3.2-2. § 1<sup>er</sup>. Le certificat d'études de base est délivré à tout élève qui a réussi l'épreuve externe commune certificative.

§ 2. Le certificat d'études de base est également délivré :

1° à tout élève qui n'a pas pu participer en tout ou en partie à l'épreuve externe commune certificative, selon les modalités visées à l'article 2.3.2-10 ;

2° à tout élève admis en deuxième année de l'enseignement secondaire ;

3° à tout élève qui, dans l'enseignement spécialisé, se trouve dans les conditions visées l'article 27 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

4° aux personnes n'étant plus soumises à l'obligation scolaire par le jury d'examen visée à l'article 2.3.2-14.

Art.2.3.2-3. Tous les élèves inscrits en sixième primaire de l'enseignement ordinaire sont soumis à l'épreuve externe commune certificative octroyant le certificat d'études de base.

Cette épreuve est également accessible aux élèves de l'enseignement primaire et secondaire spécialisé ainsi que, sur la demande des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, à tout mineur soumis à l'obligation scolaire et âgé d'au moins 11 ans au 31 décembre de l'année de l'épreuve et qui n'est pas inscrit en sixième primaire.

Les inscriptions visées à l'alinéa précédent sont adressées à l'Administrateur général de l'administration générale de l'Enseignement, pour le 30 avril de l'année scolaire en cours.

Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles les inscriptions sont introduites.

Art.2.3.2-4. L'épreuve externe commune certificative porte sur la maîtrise des savoirs, savoir-faire et compétences attendus à l'issue de l'enseignement primaire tel que défini dans le référentiel du tronc commun visé à l'article 1.4.2-2.

Elle comprend nécessairement des questions relevant de chacun des domaines visés à l'article 1.4.2-3.

Pour les écoles qui bénéficient, conformément à l'article 1.4.4-1, § 1<sup>er</sup>, d'une dérogation au référentiel du tronc commun, une adaptation de l'épreuve externe commune est apportée par le service général de l'Inspection. Cette adaptation porte sur les éventuelles questions qui ne correspondraient pas au référentiel du tronc commun propre aux écoles concernées. L'adaptation constitue en la production de questions de même niveau.

Art.2.3.2-5. Pour la conception de l'épreuve externe commune certificative et l'élaboration des consignes de passation, de correction et de réussite de l'épreuve, le Gouvernement crée un groupe de travail remplissant ses missions sous la coordination de la Commission des évaluations visée à l'article 1.6.4-1.

Les membres des groupes de travail et, s'il échet, les équipes de recherche universitaire ainsi que toute autre personne qui y serait associée sont tenus au secret professionnel quant au contenu des épreuves, hors les communications autorisées selon les modalités fixées par le Gouvernement. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Art.2.3.2-6. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête les modalités d'inscription, de passation, de correction et de réussite de l'épreuve externe commune certificative.

§ 2. Les modalités de passation sont communes à toutes les écoles. Elles sont toutefois adaptées aux situations particulières rencontrées par les élèves atteints de déficiences sensorielles et/ou motrices, de troubles des apprentissages ou d'un retard mental.

Le respect des consignes et des modalités de passation est placé sous la responsabilité du directeur de l'école.

§ 3. Les modalités de correction sont définies de manière à garantir l'impartialité et la confidentialité.

Le respect des consignes et des modalités de correction est placé sous la responsabilité de chaque inspecteur de l'enseignement primaire pour les écoles au sein desquelles il exerce ses missions.

Art.2.3.2-7. § 1<sup>er</sup>. Au plus tard deux semaines avant le début de l'épreuve externe commune certificative, chaque inspecteur constitue un jury compétent pour décider de la réussite à l'épreuve externe commune certificative pour l'ensemble des élèves fréquentant les écoles au sein desquelles il exerce ses missions ainsi que pour les élèves visés à l'article 2.3.2-3, alinéa 2, qui soit fréquentent une école d'enseignement spécialisé sise sur le même territoire que les écoles d'enseignement ordinaire au sein desquelles cet inspecteur exerce ses missions, soit sont domiciliés sur ce même territoire et ne fréquentent ni une école d'enseignement spécialisé, ni une classe de sixième primaire d'enseignement ordinaire.

Le jury est constitué de :

1° l'inspecteur, qui préside ;

2° quatre directeurs ;

3° quatre instituteurs assurant tout ou partie de leur charge en cinquième ou sixième années primaires ;

4° deux enseignants exerçant tout ou partie de leur charge au degré inférieur de l'enseignement secondaire dans une des disciplines définies à l'article 2.3.2-4, alinéa 2. Ces enseignants sont désignés selon les modalités définies par le Gouvernement.

§ 2. Si le nombre d'élèves inscrits à l'épreuve commune certificative est supérieur à 250, un jury supplémentaire peut être constitué, et ainsi de suite par tranche de 250 inscrits.

Pour chaque jury supplémentaire, l'inspecteur peut déléguer sa présidence à un directeur d'école qu'il désigne.

Dans ce cas, il veille à ce que le directeur d'école désigné ne soit pas celui d'une des écoles dont les élèves sont concernés par le travail du jury supplémentaire visé à l'alinéa précédent.

§ 3. Lors de la constitution du jury, l'inspecteur veille à assurer une représentation équilibrée des différents réseaux d'enseignement et à privilégier une composition qui garantit l'objectivité des décisions.

§ 4. Lorsqu'ils participent aux réunions du jury, les directeurs et les enseignants sont considérés comme étant en activité de service.

§ 5. Les décisions du jury sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le procès-verbal des décisions du jury, revêtu de la signature du président et des membres du jury, est transmis par l'inspecteur à l'Administration Générale de l'Enseignement.

§ 6. Lorsqu'ils participent aux réunions du jury, les enseignants sont considérés comme étant en activité de service et bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour dans les mêmes conditions que les agents de rang 12 des services du Gouvernement de la Communauté française

Art.2.3.2-8. Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune certificative ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des écoles à l'exception des besoins résultant de l'application pour les services du Gouvernement des dispositions décrétales et réglementaires. Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre écoles.

Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des écoles qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune certificative sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique.

Le non-respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 1.7.3-3.

Art.2.3.2-9. § 1<sup>er</sup>. Le jury visé à l'article 2.3.2-7 délivre le certificat d'études de base à tout élève qui a réussi l'épreuve externe commune certificative.

§ 2. Dans les écoles d'enseignement spécialisé dont des élèves ont participé à l'épreuve externe commune certificative, le conseil de classe tel que défini à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 10° du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé délivre le certificat d'études de base à tout élève qui a réussi l'épreuve commune.

Art.2.3.2-10. § 1<sup>er</sup>. L'équipe pédagogique peut accorder le certificat d'études de base à l'élève qui n'a pas pu participer en tout ou en partie à l'épreuve externe commune certificative, notamment en cas de maladie ou pour des raisons de l'annulation d'une épreuve externe commune certificative ou partie d'une épreuve externe commune certificative, et le cas échéant, à l'élève qui n'a pas pu y satisfaire en raison de circonstances exceptionnelles définies par le Gouvernement.

§ 2. L'équipe pédagogique fonde sa décision sur un dossier comportant la copie des bulletins des deux dernières années de la scolarité primaire de l'élève, tels qu'ils ont été communiqués aux parents ainsi qu'un rapport circonstancié de l'instituteur faisant état des attendus effectivement rencontrés par l'élève et tout autre élément qu'il estime devoir être pris en considération.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement primaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

L'équipe pédagogique fait porter au dossier tout autre élément qu'il estime utile.

Le procès-verbal des décisions de l'équipe pédagogique est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du directeur et des autres membres de l'équipe pédagogique. La liste des élèves ayant obtenu le certificat d'études de base est jointe au procès-verbal.

Le registre et les dossiers des élèves sont conservés dans les archives de l'école durant dix ans. La liste des élèves mentionnés à l'alinéa précédent est conservée durant vingt ans. Une copie conforme de cette liste est transmise aux Services du Gouvernement, dans les cinq jours ouvrables scolaires qui suivent la décision de l'équipe pédagogique.

§ 3. La direction de l'école tient à la disposition de l'inspecteur de l'enseignement primaire tous les documents relatifs à la décision d'octroi du certificat d'études de base selon les modalités définies dans le présent article. L'inspecteur du niveau primaire peut consulter lesdits documents au sein de l'école.

Art.2.3.2-11. La décision de refus d'octroi du certificat d'études de base par le jury visé à l'article 2.3.2-7 ou par l'équipe pédagogique dans l'hypothèse visée à l'article 2.3.2-10 est susceptible de recours devant le Conseil de recours contre les décisions de refus d'octroi du certificat d'études de base selon les modalités établies par le Gouvernement.

Le Conseil de recours peut remplacer la décision du jury ou de l'équipe pédagogique par une décision d'octroi du certificat d'études de base.

Art.2.3.2-12. § 1. En cas de non-octroi du certificat d'études de base, l'équipe pédagogique peut soit autoriser l'élève à s'inscrire en première année de l'enseignement secondaire soit, si elle estime que l'élève ne peut suivre avec fruit l'enseignement secondaire, maintenir l'élève en sixième année primaire selon les modalités de l'article 2.3.1-6.

§ 2. Pour chacun des élèves à qui le certificat d'études de base n'a pas été octroyé, l'équipe pédagogique établit un bilan des savoirs, savoir-faire et compétences portant sur la maîtrise des attendus définis dans les référentiels à 12 ans et indiquant les parties de l'épreuve externe commune certificative, que l'élève a, le cas échéant, réussies. Le Gouvernement fixe le modèle du bilan des savoirs, savoir-faire et compétences.

Lorsqu'un de ces élèves est inscrit dans l'enseignement secondaire, le directeur de l'école primaire transmet sans délai à l'école secondaire qui doit en faire la demande, le bilan des savoirs, savoir-faire et compétences visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Art.2.3.2-13. Sur proposition de la Commission de pilotage, le Gouvernement peut requérir le prélèvement d'un échantillon représentatif de copies corrigées, rendues anonymes, de l'épreuve externe commune certificative afin d'apprécier de façon globale les acquis des élèves au terme de l'enseignement primaire.

Art.2.3.2-14. Dans chaque zone est organisé annuellement un examen accessible à toute personne domiciliée dans la zone, n'étant plus soumise à l'obligation scolaire et ne possédant pas le certificat d'études de base.

Au moins un mois avant l'examen, les inspecteurs d'une même zone se réunissent pour dresser la liste des candidats à l'examen. Un jury d'examen est constitué par zone d'inspection.

Art.2.3.2-15. Au plus tard le 31 octobre, l'inspection avertit par écrit de l'organisation de l'examen, les organismes d'alphabétisation ou de formation d'adultes, reconnus par la Communauté française et dont le siège administratif se situe dans son canton. Elle peut également assurer la publicité de l'examen auprès d'autres organismes et auprès de personnes à titre individuel si elle le juge utile.

Art.2.3.2-16. Les inspecteurs d'une même zone fixent de commun accord, la date limite de rentrée des inscriptions. L'inscription se fait à titre individuel par les candidats eux-mêmes auprès de l'inspection de leur domicile. Elle est accompagnée :

- 1° d'un travail écrit produit par le candidat sur un thème qu'il aura choisi librement ;
- 2° d'un rapport décrivant le processus d'élaboration ayant conduit à ce travail écrit.

Le rapport repris au 2° peut avoir été établi conjointement par le candidat et ses formateurs. Ces derniers, ainsi que les autres personnes auxquelles le candidat a fait appel pendant la réalisation de son travail, peuvent y joindre leurs remarques et considérations.

Les documents repris aux 1° et 2° doivent être remis, le cas échéant, en trois exemplaires.

Art.2.3.2-17. À la demande de personnes incarcérées qui souhaiteraient obtenir le certificat d'études de base, une session annuelle d'examen est organisée dans un local de la prison où elles sont détenues.

Art.2.3.2-18. L'inspection peut également organiser des sessions d'examen complémentaires pour répondre à des demandes particulières.

Art.2.3.2-19. L'inspecteur ayant la plus grande ancienneté de fonction préside le jury visé à l'article 2.3.2-14. Chaque jury comprend, outre le président, un ou deux autres membres de l'inspection de la même zone. Pour les candidats qui se sont préparés avec l'aide d'une association reconnue par la Communauté française s'occupant d'alphabétisation ou de formation d'adultes, le jury comprendra en outre un ou deux représentants de cette association.

Pour la session d'examen visée à l'article 2.3.2-17, le jury est constitué de l'inspection du lieu qui assure la présidence, d'un ou de deux autres membres de l'inspection primaire et d'un ou de deux représentants de l'association reconnue par la Communauté française qui s'occupe d'alphabétisation ou de formation de personnes incarcérées.

Pour les sessions d'examen visées à l'article 2.3.2-18, le jury est constitué d'un inspecteur du lieu qui assure la présidence et de deux autres inspecteurs du Service d'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire.

Art.2.3.2-20. L'examen comprend les épreuves suivantes :

- 1° le travail écrit remis visé à l'article 2.3.2-16, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ;
- 2° une présentation orale de ce travail par le candidat.

Au cours de la présentation orale qui ne peut dépasser 3 séquences de 50 minutes, le jury pose toutes les questions qu'il juge nécessaires pour évaluer :

- 1° la part personnelle du candidat dans le travail écrit ;
- 2° l'acquisition et l'utilisation dans l'élaboration et la rédaction du travail, des attendus définis dans les référentiels.

Art.2.3.2-21. À l'issue de l'examen, le jury se réunit pour délibérer sur chaque candidat. Il tient compte des prestations aux deux épreuves de manière égale. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. Les candidats retenus reçoivent le certificat d'études de base.

Un procès-verbal des décisions du jury est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du président et des membres. La liste des candidats ayant obtenu le certificat d'études de base figure également dans le procès-verbal.

Le registre est conservé durant dix ans dans les archives de l'inspection.

### CHAPITRE III. — *Du certificat du tronc commun*

Art.2.3.3-1. Le certificat du tronc commun sanctionne la réussite du tronc commun au terme du degré inférieur de l'enseignement secondaire.

Le Gouvernement arrête le modèle du certificat du tronc commun.

Art.2.3.3-2. § 1<sup>er</sup>. Le certificat du tronc commun est délivré sur la base d'une épreuve externe commune organisée au terme de celui-ci.

L'épreuve externe porte sur l'ensemble des domaines visés à l'article 1.4.2-3.

§ 2. Le certificat du tronc commun peut également être octroyé par un jury institué par le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire.

Art.2.3.3-3. Tous les élèves inscrits en troisième année de l'enseignement secondaire ordinaire et de la forme 4 de l'enseignement secondaire spécialisé sont soumis à l'épreuve externe commune octroyant le certificat du tronc commun.

Cette épreuve est également accessible aux élèves de l'enseignement secondaire spécialisé ainsi que, sur la demande des parents, à tout mineur soumis à l'obligation scolaire et âgé d'au moins quatorze ans au cours de l'année civile et qui n'est pas inscrit en troisième année de l'enseignement secondaire. Le Gouvernement définit les modalités d'inscription à cette épreuve.

Art.2.3.3-4. L'épreuve externe commune porte sur la maîtrise des savoirs, savoir-faire et compétences attendus à l'issue du tronc commun tel que défini dans les référentiels du tronc commun visé à l'article 1.4.2-2.

Pour les écoles qui bénéficient, conformément à l'article 1.4.4-1, § 1<sup>er</sup>, d'une dérogation aux référentiels du tronc commun, une adaptation de l'épreuve externe commune est apportée par les services d'Inspection. Cette adaptation porte sur les éventuelles questions qui ne correspondraient pas aux référentiels du tronc commun propres aux écoles concernées. L'adaptation constitue en la production de questions de même niveau.

Art.2.3.3-5. Pour la conception de l'épreuve externe commune et l'élaboration des consignes de passation, de correction et de réussite de l'épreuve, le Gouvernement crée des groupes de travail coordonnés par la Commission des évaluations visée à l'article 1.6.4-1.

Les membres des groupes de travail et, s'il échet, les équipes de recherche universitaire ainsi que toute autre personne qui y serait associée sont tenus au secret professionnel quant au contenu des épreuves, hors les communications autorisées selon les modalités fixées par le Gouvernement. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Art.2.3.3-6. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête les modalités d'inscription, de passation, de correction et de réussite de l'épreuve externe commune.

§ 2. Les modalités de passation sont communes à toutes les écoles. Elles sont toutefois adaptées aux situations particulières rencontrées par les élèves à besoins spécifiques atteints de déficiences sensorielles et/ou motrices, de troubles des apprentissages ou d'un retard mental.

Les séances de passation sont simultanées dans toutes les classes et écoles participantes.

§ 3. Les modalités de correction sont définies de manière à garantir l'impartialité et la confidentialité.

§ 4. Les résultats de l'épreuve externe commune sont transmis à l'Administration générale de l'Enseignement selon les modalités fixées par elle.

Art.2.3.3-7. Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des écoles à l'exception des besoins résultant de l'application pour les services du Gouvernement des dispositions décretales et réglementaires. Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre écoles.

Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des écoles qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Le non-respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 1.7.3-3.

Art.2.3.3-8. Le certificat du tronc commun est délivré à tout élève qui a réussi l'épreuve commune.

Art.2.3.3-9. § 1<sup>er</sup>. Le conseil de classe peut accorder le certificat du tronc commun à l'élève qui n'a pas satisfait ou qui n'a pas pu participer en tout ou en partie à l'épreuve externe commune.

§ 2. Le conseil de classe fonde sa décision, pour la ou les disciplines concernées, sur un dossier comportant la copie des bulletins des deux ou trois années suivies au degré inférieur, un rapport circonstancié du ou des enseignants titulaires de la ou des disciplines concernées faisant état des attendus effectivement rencontrés par l'élève et tout autre élément qu'il estime devoir être pris en considération.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

Le conseil de classe fait porter au dossier tout autre élément qu'il estime utile.

§ 3. En cas d'annulation par le Gouvernement, dans une ou plusieurs écoles, de l'épreuve externe commune ou d'une partie de l'épreuve externe commune, le conseil de classe peut estimer que l'élève maîtrise les attendus pour la ou les disciplines concernées.

Le conseil de classe fonde sa décision, pour la ou les disciplines concernées, sur un dossier comportant la copie des bulletins des années suivies au degré inférieur, un rapport circonstancié du ou des enseignants titulaires de la ou des disciplines concernées faisant état des attendus effectivement rencontrés par l'élève et tout autre élément qu'il estime devoir être pris en considération.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

Le conseil de classe fait porter au dossier tout autre élément qu'il estime utile.

§ 4. Le procès-verbal du conseil de classe est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du directeur et des membres du conseil de classe. Une liste reprenant les résultats des élèves ayant présenté l'épreuve externe certificative est jointe au procès-verbal.

Une copie conforme de cette liste est transmise aux Services du Gouvernement, dans les cinq jours ouvrables scolaires qui suivent la décision du conseil de classe.

Art.2.3.3-10. Il est créé un Conseil de recours contre les décisions de refus d'octroi du certificat du tronc commun selon les modalités établies par le Gouvernement.

Le Conseil de recours peut remplacer la décision de refus d'octroi du certificat du tronc commun par une décision d'octroi du certificat du tronc commun.

#### TITRE IV. — *Du changement d'école*

Art.2.4.1-1. § 1<sup>er</sup>. Un élève ne peut s'inscrire dans une école après le premier jour de l'année scolaire, s'il est déjà régulièrement inscrit dans une autre école ou dans une autre implantation bénéficiant du comptage séparé du même niveau d'enseignement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en première année de l'enseignement secondaire ou, par application de l'article 1.7.7-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, lorsqu'il fait l'objet d'une délibération en septembre, l'élève régulièrement inscrit pour l'année en cours est autorisé à s'inscrire dans une autre école ou une autre implantation bénéficiant du comptage séparé jusqu'au 15 septembre.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'élève peut changer d'école dans les cas suivants :

1° le changement de domicile ;

2° la séparation des parents entraînant un changement de lieu d'hébergement de l'élève ;

3° le changement répondant à une mesure de placement prise en exécution de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 29 avril 2004 relative à l'Aide à la jeunesse, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction et la réparation du dommage causé par ce fait, ou du Code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

4° le passage de l'élève d'une école à régime d'externat vers un internat et vice versa ;

5° l'accueil de l'élève, sur l'initiative des parents, dans une autre famille ou dans un centre, pour une raison de maladie, de voyage ou de séparation des parents ;

6° l'impossibilité pour la personne assurant effectivement et seule l'hébergement de l'élève de le maintenir dans l'école choisie au départ, en raison de l'acceptation ou de la perte d'un emploi ;

7° la suppression du service du restaurant ou de la cantine scolaire ou d'un service de transport gratuit ou non, ou la suppression ou la modification des garderies du matin et/ou du soir, pour autant que l'élève bénéficiait de l'un de ces services et que la nouvelle école lui offre ledit service ;

8° l'exclusion définitive de l'élève de l'autre école ;

9° en ce qui concerne l'enseignement primaire, la non-organisation au sein de l'école ou de l'implantation d'origine de l'année d'études que doit fréquenter l'élève.

Lorsqu'une de ces circonstances autorise le changement d'école pour un élève, l'autorisation peut aussi valoir pour ses frères et soeurs ou pour tout autre mineur vivant sous le même toit.

§ 3. En cas de force majeure ou de nécessité absolue et dans l'intérêt de l'élève, un changement d'école peut être autorisé pour des motifs autres que les cas énumérés au paragraphe 2.

On entend notamment par nécessité absolue au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup> les cas où l'élève se trouve dans une situation de difficultés psychologique ou pédagogique telle qu'un changement d'école s'avère nécessaire.

La demande est introduite par les parents ou par l'élève majeur auprès du directeur de l'école fréquentée par l'élève. Après audition des parents ou de l'élève majeur, le directeur peut :

1° autoriser le changement d'école. L'autorisation est transmise pour information au Service général de Pilotage des Écoles et des Centres psycho-médico-sociaux.

Par dérogation, lorsqu'une école connaît un taux de changement d'école supérieur au taux arrêté par le Gouvernement, l'avis motivé du directeur est transmis au service d'inspection concerné dans les trois jours ouvrables scolaires de l'introduction de la demande de changement d'école.

Dans ce cas, après audition des parents ou de l'élève majeur, le service d'inspection émet un avis motivé à propos de la demande dans les dix jours ouvrables scolaires à dater de la réception de la demande. Le défaut d'avis du service de Pilotage des Écoles et des Centres psycho-médico-sociaux dans ce délai est assimilé à un avis favorable.

a) si l'avis du service d'inspection est favorable, le changement d'école est autorisé ;

b) si l'avis du service d'inspection est défavorable, la demande accompagnée des avis motivés émis par le directeur et par le service d'inspection concerné est transmise sans délai aux services du Gouvernement qui statuent dans les dix jours ouvrables scolaires à dater de la réception de la demande. Dans ce cas, l'absence de réponse dans ce délai est assimilée à un accord.

2° refuser le changement d'école. Il transmet sa décision au service d'inspection concerné, accompagné d'un avis motivé, dans les trois jours ouvrables scolaires de l'introduction de la demande de changement d'école.

Après audition des parents ou de l'élève majeur, le service d'inspection émet un avis motivé à propos de la demande dans les dix jours ouvrables scolaires à dater de la réception de la demande. Le défaut d'avis du service d'inspection dans ce délai est assimilé à un avis favorable.

La demande accompagnée des avis motivés émis par le directeur et par le service d'inspection concerné est transmise sans délai aux services du Gouvernement qui statuent dans les dix jours ouvrables scolaires à dater de la réception de la demande. Dans ce cas, l'absence de réponse dans ce délai est assimilée à un accord.

§ 4. Le Gouvernement définit les modalités d'application du présent article.

#### TITRE V. — *Des travaux à domicile*

Art.2.5.1-1. Les travaux à domicile sont adaptés au niveau d'enseignement. Ils doivent toujours pouvoir être réalisés sans l'aide d'un adulte. Si la consultation de documents de référence est nécessaire, l'école s'assure que chaque élève pourra y avoir accès, notamment dans le cadre des bibliothèques publiques et des outils informatiques de l'école ou mis gratuitement à leur disposition.

À l'exclusion de l'enseignement maternel et des deux premières années de l'enseignement primaire, des travaux à domicile peuvent être prévus pendant le tronc commun.

Durant les deux premières années primaires, ne sont pas considérées comme travaux à domicile des activités par lesquelles il est demandé à l'élève de lire ou de présenter oralement ou graphiquement à sa famille ou à son entourage ce qui a été réalisé pendant le temps scolaire quel que soit le domaine dans lequel s'inscrivent ces activités.

De la troisième année primaire à la troisième année secondaire, tout pouvoir organisateur veille à ce que chaque école, dans le respect des responsabilités pédagogiques de chaque enseignant ou de chaque équipe éducative :

1° conçoive les travaux à domicile en lien avec des apprentissages qui ont été réalisés ou qui seront réalisés durant les périodes de cours. En aucun cas, le travail à domicile ne peut porter sur l'acquisition de prérequis indispensables à l'entrée dans les apprentissages organisés dans les périodes de cours ;

2° prenne en compte le niveau de maîtrise et le rythme de chaque élève dans la définition du contenu des travaux à domicile, qui par voie de conséquence peut être individualisé ;

limite la durée des travaux à domicile à environ 20 minutes par jour durant les troisième et quatrième années primaires et à environ 30 minutes par jour durant les cinquième et sixième années primaires ;

3° procède rapidement, pour chacun des travaux à domicile, à une évaluation à caractère exclusivement formatif ;

4° accorde à l'élève un délai raisonnable pour la réalisation des travaux à domicile de telle sorte que ceux-ci servent à l'apprentissage de la gestion du temps et de l'autonomie.

#### TITRE IV. — *Évaluation du tronc commun*

Art.2.6.1-1. À partir de l'année scolaire 2021-2022 et jusqu'en 2030 au minimum, le Gouvernement évalue annuellement les effets de la nouvelle organisation de l'enseignement sur la base d'un rapport de la Commission de pilotage.

Pour élaborer son rapport, la Commission de pilotage se fonde notamment sur le rapport d'évaluation de l'atteinte des objectifs d'amélioration du système éducatif visé à l'article 1.5.2-2.

Le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> porte notamment sur :

- l'évolution des résultats des élèves aux évaluations externes non certificatives, en ce compris leur dispersion et l'hétérogénéité de ceux-ci ;
- l'effectivité et l'efficacité des dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé, ainsi que le développement d'outils didactiques favorisant cette différenciation ;
- l'effectivité de la mise en place de l'éducation culturelle et artistique (expression française et corporelle, expression musicale et expression plastique), ainsi que des applications technologiques, manuelles et du numérique, et leur contribution aux apprentissages de base à savoir notamment écrire, lire, s'exprimer, compter et calculer ;
- l'évolution du taux de maintien et du taux de changements d'école au sein du tronc commun ;
- l'évolution de l'orientation vers l'enseignement spécialisé ;
- l'orientation des élèves après le tronc commun.

Le Gouvernement peut inclure d'autres indicateurs dans l'évaluation.

Le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est soumis au Parlement par le Gouvernement pour le mois de décembre de chaque année. Le cas échéant, il est accompagné des propositions d'adaptations nécessaires afin de poursuivre adéquatement l'implémentation du nouveau continuum pédagogique eu égard aux objectifs d'amélioration du système éducatif précité.

Annexe au Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Indicateurs et valeurs de référence liés aux objectifs d'amélioration énoncés à l'article 1.5.2-2, alinéa 2.

Objectif d'amélioration	Indicateurs	Valeurs de référence
<b>1. Améliorer significativement les savoirs et compétences des élèves ;</b>	Indicateur 1.1: Part des jeunes de 15 ans qui possèdent des compétences moyennes et des compétences de haut niveau dans chaque domaine couvert par PISA: sciences, mathématique et lecture	Valeur de référence 1.1: Atteindre en 2030 la moyenne des pays voisins aux tests PISA (ce qui signifie passer de 76 à 80 % de la population concernée)
	Indicateur 1.2: Part des jeunes de 15 ans qui possèdent des compétences de haut niveau dans chaque domaine couvert par PISA: sciences, mathématique et lecture	Valeur de référence 1.2: Atteindre en 2030 la moyenne des pays voisins aux tests PISA (ce qui signifie passer de 12 à 15 % de la population concernée)
	Indicateur 1.3: Résultats aux évaluations externes dans l'ensemble des matières couvertes mesurés sur la base du résultat moyen de l'ensemble des élèves (en ce compris pour la forme 4 de l'enseignement secondaire spécialisé)	Valeur de référence 1.3: Pas de valeur chiffrée définie ; amélioration importante attendue
	Indicateur 1.4: Part des jeunes ayant fréquenté la forme 3 de l'enseignement secondaire spécialisé et ayant obtenu un certificat de qualification Part des jeunes ayant fréquenté les formes 1 et 2 de l'enseignement secondaire spécialisé et ayant obtenu une attestation de compétences.	Valeur de référence 1.4: Pas de valeur chiffrée définie ; amélioration attendue
<b>2. Augmenter la part des jeunes diplômés de l'enseignement secondaire supérieur ;</b>	Indicateur 2: La part des jeunes entre 20 et 24 ans diplômés de l'enseignement secondaire supérieur parmi les jeunes résidant sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.	Valeur de référence 2: Atteindre en 2030 l'objectif fixé au niveau européen, soit 85 % de la population concernée (situation actuelle: 79 % selon les chiffres d'Eurostat)
<b>3. Réduire les différences entre les résultats des élèves les plus favorisés et des élèves les moins favorisés d'un point de vue socio-économique ;</b>	Indicateur 3: La différence entre les résultats des élèves les plus favorisés et ceux des élèves les moins favorisés d'un point de vue socio-économique aux tests PISA.	Valeur de référence 3: Atteindre en 2030 la moyenne de cette différence dans les pays voisins (ce qui signifie passer de 112 points de différence à 101 points de différence)
<b>4. Réduire progressivement le redoublement et le décrochage ;</b>	Indicateur 4.1: Part des élèves considérés comme « redoublants » (est considéré comme « redoublant » tout élève qui est inscrit deux années scolaires successives dans la même année d'étude) une année scolaire donnée, parmi les élèves fréquentant l'enseignement primaire ordinaire et les 6 premières années de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice.	Valeur de référence 4.1: Diminution de 50 % par rapport à la situation actuelle à l'horizon 2030 (passer de 7,6 % en 2016-2017 à 3,8 % en 2030-2031: en primaire, passer de 3,0 % à 1,5 % et en secondaire de 12 % à 6 %, de façon à favoriser la réduction du retard scolaire et passer de 17 % d'élèves en retard en 5e primaire en 2016-2017 à 10 % en 2030-2031 et de 59 % d'élèves en retard en 5e secondaire en 2016-2017 à 40 % en 2030-2031)
	Indicateur 4.2: Part des élèves considérés comme « ayant décroché » 1 une année scolaire donnée, parmi les élèves fréquentant les 3 <sup>e</sup> , 4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> années secondaires de l'enseignement ordinaire de plein exercice.	Valeur de référence 4.2: Diminution de 50 % par rapport à la situation actuelle à l'horizon 2030 (passer de 5,4 % en 2016 à 2,7 % en 2030)
	Indicateur 4.3: Part des élèves fréquentant l'enseignement spécialisé et résidant en Belgique qui ne sont plus inscrits dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française l'année scolaire suivante, alors qu'ils ont de 15 à 17 ans accomplis.	Valeur de référence 4.3: Pas de valeur de référence chiffrée.



Objectif d'amélioration	Indicateurs	Valeurs de référence
5. Réduire les changements d'école au sein du tronc commun ;	Indicateur 5: Part des élèves changeant d'établissement <sup>2</sup> entre deux années scolaires successives parmi les élèves inscrits de la 1 <sup>re</sup> à la 6 <sup>e</sup> année primaire et de la 1 <sup>ère</sup> à la 3 <sup>ème</sup> année secondaire dans l'enseignement ordinaire de plein exercice. Entre 2015-2016 et 2016-2017, le taux de changement est de 12 % dans l'enseignement primaire et de 22 % dans l'enseignement secondaire.	Valeur de référence 5: à venir.
6. Augmenter progressivement l'inclusion des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire;	Indicateur 6.1: Pourcentage d'élèves pris en charge dans l'enseignement spécialisé par rapport à la population scolaire totale	Valeur de référence 6.1: Revenir à l'horizon 2030 au pourcentage d'élèves pris en charge par l'enseignement spécialisé en 2004
	Indicateur 6.2: Part d'élèves inscrits dans l'enseignement spécialisé l'année t et inscrits dans l'enseignement ordinaire en t+1.	Valeur de référence 6.2: Pas de valeur chiffrée ; augmentation attendue
7. Accroître les indices du bien-être à l'école et du climat scolaire.	Indicateur 7: A construire dans le cadre de la réalisation d'une enquête multidimensionnelle et systémique, réalisée tous les 5 ans auprès des différents publics de l'école, tant dans l'enseignement ordinaire que dans l'enseignement spécialisé (élèves, parents, équipes éducatives), ciblant les relations au sein de la communauté scolaire, le plaisir d'apprendre et d'enseigner, l'environnement d'apprentissage, la sécurité, l'environnement physique, le sentiment d'appartenance, et se basant également sur les données relatives à l'exclusion, l'absentéisme des élèves, à la stabilité des équipes éducatives... L'enquête aura notamment pour objectif de vérifier les évolutions suivantes: - % des élèves se déclarant heureux d'aller à l'école ; - % des enseignants, directions et autres personnels se déclarant épanouis dans leur travail et satisfaits de leurs conditions de travail ; - % des parents qui ont confiance dans l'école et se déclarant satisfaits de la prise en charge de leur enfant à l'école.	Valeur de référence 7: à venir ;

<sup>1</sup> Est considéré comme « ayant décroché » l'élève qui quitte l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice entre deux années scolaires. Il s'agit, plus précisément, des jeunes qui ne sont plus inscrits dans un établissement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles l'année scolaire suivante.

<sup>2</sup> Est considéré comme « changeant d'établissement » un élève qui est inscrit au 15 janvier dans un établissement et qui, au 15 janvier de l'année suivante, est inscrit dans un autre établissement.

### CHAPITRE III. — Dispositions finales

#### Section 1<sup>ère</sup>. — Dispositions abrogatoires et modificatives

**Art. 3.** Les règles suivantes sont abrogées au 1<sup>er</sup> septembre 2020 :

1° dans les lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957 :

- a) les articles 8 à 10 ;
- b) les articles 13 à 15 ;
- c) l'article 16, point 3° ;
- d) l'article 23, alinéa 3 ;

2° dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement :

- a) l'article 2 ;
- b) la première phrase de l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> ;
- c) les articles 4 à 6 ;
- d) les articles 8 à 8<sup>ter</sup> ;
- e) l'article 9 ;
- f) l'article 11 ;
- g) à l'article 12, le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, et le paragraphe 1<sup>bis</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> ;
- h) l'article 24, paragraphes 2, 2<sup>ter</sup>, et 2<sup>septies</sup> ;
- i) l'article 33<sup>bis</sup> ;

- j) les articles 41 à 43 ;
- 3° dans la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement :
- a) l'article 9, alinéas 2 à 4 ;
- b) l'article 10, alinéas 3 à 5 ;
- c) les articles 11 et 12 ;
- 4° dans la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, à l'article 1<sup>er</sup>, le paragraphe 2 ;
- 5° dans la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire :
- a) l'article 3 ;
- b) l'article 4*bis*, paragraphes 1<sup>er</sup> et 5 ;
- c) les articles 8 et 10*bis* ;
- 6° dans la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire :
- a) l'article 1<sup>er</sup>, à l'exception du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et alinéa 2, du paragraphe 3, et du paragraphe 4*bis*, points 2° et 3° ;
- b) les articles 2 à 6 ;
- 7° le décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté ;
- 8° dans le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamentale, à l'article 4*bis*, les paragraphes 1 à 5.
- 9° dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre :
- a) les articles 2 et 3 ;
- b) à l'article 4, les alinéas 1<sup>er</sup> à 3 et l'alinéa 6 ;
- c) les articles 6 à 12 ;
- d) à l'article 16, au paragraphe 2, les alinéas 2 à 5, à l'exception de la deuxième phrase de l'alinéa 5, et le paragraphe 3 ;
- e) l'article 16*bis* ;
- f) à l'article 17, les paragraphes 4 et 5 ;
- g) les articles 18 et 19 ;
- h) à l'article 27, les paragraphes 3 à 5 ;
- i) à l'article 36, les paragraphes 3 à 5 ;
- j) l'article 39 ;
- k) l'article 39*bis*, paragraphe 2 ;
- l) les articles 44, 45, 47 et 48 ;
- m) à l'article 50, le paragraphe 3 et le paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup> ;
- n) les articles 51 et 52 ;
- o) l'article 61 ;
- p) le Chapitre V*bis* ;
- q) le Chapitre VII ;
- r) le Chapitre VIII ;
- s) les articles 76, à l'exception des alinéas 3 et 6, 77 et 77*bis* ;
- t) à l'article 78, les paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 ;
- u) l'article 79, § 1<sup>er</sup> ;
- v) l'article 79*bis* ;
- w) l'article 80, à l'exception de l'alinéa 2 du paragraphe 1<sup>er</sup> ;
- x) les articles 81 à 87 ;
- y) l'article 88, à l'exception de l'alinéa 2 du paragraphe 1<sup>er</sup>, et du paragraphe 3 ;
- z) les articles 89 à 94 ;
- aa) les articles 100, 101 et 102 ;
- bb) le Chapitre XI*bis* ;
- 10° dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement :
- a) à l'article 2, les points 1° à 3° ;

b) les articles 14 à 17 ;

11° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base, les articles 23 à 32 ;

12° le décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement ;

13° dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé :

a) à l'article 4, paragraphe 2, le point 2° ;

b) les articles 6, 7 et 45 ;

c) les articles 120 à 123 ;

d) l'article 130 ;

14° le décret du 20 juillet 2006 relatif à la négociation avec les organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés ;

15° dans le décret du 12 janvier 2007 relatif au renforcement de la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française :

a) les articles 4 à 13 ;

b) les articles 15 à 19.

16° dans le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique :

a) les articles 4 à 8 ;

b) l'article 10 ;

c) les articles 13 à 15.

17° dans le décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française :

a) le Chapitre I<sup>er</sup> ;

b) le Chapitre II ;

c) dans le Chapitre III, les articles 5 à 17, 23 et 24 ;

18° le décret du 30 avril 2009 portant sur les Associations de parents d'élèves et sur les Organisations représentatives des parents d'élèves ;

19° dans le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire :

a) à l'article 4, les points 1°, 3° et 10° ;

b) les articles 5 et 6 ;

c) les articles 19 et 20 ;

d) l'article 23, alinéa 3 ;

e) l'article 24 ;

f) l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup> ;

g) les articles 31 à 36.

**Art. 4.** Les règles suivantes sont abrogées progressivement au fur et à mesure de l'entrée en vigueur du tronc commun prévue par l'article 20 :

1° dans la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement :

a) l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup> ;

b) l'article 10, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ;

2° dans la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire :

a) les articles 1 et 2 ;

b) les articles 9, 9bis, 9ter et 10 ;

3° dans la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, l'article 1, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et paragraphe 4bis, les points 2° et 3° ;

4° dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre :

a) l'article 4, alinéas 4 et 5 ;

b) l'article 5 ;

c) à l'article 13, les paragraphes 1<sup>er</sup>, 3 et 4 ;

d) l'article 14 ;

e) l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, alinéa 2, points 1° et 2°, et alinéa 3 ;

f) à l'article 16, le paragraphe 1<sup>er</sup> et paragraphe 2, alinéa 1 et la deuxième phrase de l'alinéa 5 ;

- g) à l'article 17, les paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 ;
- h) les articles 20 à 26 ;
- i) à l'article 27, les paragraphes 1<sup>er</sup> à 2 ;
- j) les articles 28 à 31 ;
- k) les articles 34 et 35 ;
- l) à l'article 36, les paragraphes 1<sup>er</sup> à 2bis ;
- m) les articles 37 et 38 ;
- n) à l'article 50, les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 ;
- o) l'article 54 ;
- p) l'article 55 ;
- q) l'article 62 ;
- r) l'article 76, alinéas 3 et 6 ;
- s) à l'article 78, paragraphe 4 ;
- t) à l'article 79, les paragraphes 2, 3, à l'exception de l'alinéa 1, 4 à 6 ;
- u) à l'article 80, le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;
- v) à l'article 88, le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et le paragraphe 3 ;
- w) l'article 94 ;

5° dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement :

- a) l'article 2, 10°, 14° ter, 17°, 18°, 20°, 21°, 23° et 24° ;
- b) les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11 et 12 ;
- c) l'article 32, paragraphes 1<sup>er</sup>, 4 et 5 ;

6° le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, à l'exception de l'article 35 et de son Titre III/2 ;

7° le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire ;

8° dans le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, les articles 9 et 11 ;

9° dans le décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les articles 18 à 22 ;

10° dans le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire :

- a) l'article 23, alinéas 1 et 2 ;
- b) l'article 25, alinéas 2 à 4 ;
- c) l'article 26 ;
- d) les articles 28 à 30.

**Art. 5.** À partir du 1<sup>er</sup> septembre 2028, dans la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, les termes « au deuxième degré » des articles 4bis, § 3, 4ter, § 2, 4quater, § 1<sup>er</sup>, 4quinques, § 1<sup>er</sup>, sont systématiquement remplacés par les termes « en quatrième année ».

**Art. 6.** L'article 58 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement est remplacé par ce qui suit :

« Article 58.- Le présent chapitre s'applique à l'enseignement supérieur non universitaire, organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

**Art. 7.** Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, à l'article 50, § 4, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « Par dérogation à l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'article 1.3.1-1, 49°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire » ;

2° à l'alinéa 3 :

- a) les mots « Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'article 1.3.1-1, 47°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire » ;

b) les mots « aux articles 40 et 47, § 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 40 du présent décret et à l'article 1.4.3-2, § 4, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

Dans le même décret, dans le Chapitre X, il est inséré un article 94/1, rédigé comme suit :

« Article 94/1. Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas au degré inférieur de l'enseignement secondaire visé à l'article 1.2.1-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

**Art. 8.** L'article 4 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les Hautes écoles tenues au respect du principe de neutralité ou celles qui décident d'y adhérer inscrivent une référence explicite au Livre 1<sup>er</sup>, Titre 7, Chapitre 4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire dans leur projet pédagogique, social et culturel. ».

**Art. 9.** Les termes « et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire » sont supprimés de l'intitulé du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire.

**Art. 10.** À la suite de l'article 9, dans le Chapitre II du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, il est inséré un article 9/1, rédigé comme suit :

« Article 9/1. - Les établissements tenus au respect du principe de neutralité ou ceux qui décident d'y adhérer sont soumis au respect des dispositions visées au Livre 1<sup>er</sup>, Titre 7, Chapitre 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

**Art. 11.** A l'article 11 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, l'alinéa suivant est ajouté :

« Lorsque de nouveaux référentiels sont adoptés ou que des modifications substantielles sont apportées à des référentiels existants, le Gouvernement examine, après avis de la COCOFIE, l'opportunité de modifier les disciplines ou familles de disciplines apparentées. ».

**Art. 12.** Dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, à l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré un paragraphe 4 et un paragraphe 5 formulés comme suit :

« § 4. Par l'intermédiaire des fédérations de pouvoirs organisateurs auxquelles ils sont affiliés, les pouvoirs organisateurs visés au paragraphe 2 participent à la négociation visée au Livre 1<sup>er</sup>, Titre 6, Chapitre 5, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

§ 5. Les pouvoirs organisateurs visés au paragraphe 2 relevant de l'enseignement officiel sont soumis au principe de neutralité tel que défini au Livre 1<sup>er</sup>, Titre 7, Chapitre 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. L'enseignement libre non confessionnel peut adhérer au principe de neutralité selon les modalités établies dans ces dispositions. ».

**Art. 13.** Dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, l'article 2 est complété d'un alinéa rédigé comme suit :

« Par l'intermédiaire des fédérations de pouvoirs organisateurs auxquelles ils sont affiliés, les pouvoirs organisateurs de l'enseignement artistique à horaire réduit participent à la négociation visée au Livre 1<sup>er</sup>, Titre 6, Chapitre 5, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

#### *Section II. — Dispositions transitoires*

**Art. 14.** Durant les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022, pour les écoles qui n'ont pas encore conclu de contrat d'objectifs conformément au Titre 5, Chapitre 2, Section 1<sup>re</sup>, du présent Code, l'article 13 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique reste applicable en sa formulation antérieure au décret du 13 septembre 2018 modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires.

**Art. 15.** Durant les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022, pour les écoles qui n'ont pas encore conclu de contrat d'objectifs conformément au Titre 5, Chapitre 2, Section 1<sup>re</sup>, du présent Code, l'article 67/1 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre reste applicable en sa formulation antérieure au décret du 13 septembre 2018 modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires.

**Art. 16.** Le rapport annuel visé à l'article 1.5.2-2, alinéa 5, du Code est remis pour la première fois au Parlement durant l'année 2021.

**Art. 17.** L'article 1.7.2-2, § 2, est applicable à la troisième année de l'enseignement maternel ordinaire durant l'année scolaire 2020-2021.

**Art. 18.** L'article 1.7.2-2, § 1<sup>er</sup>, n'est pas applicable aux élèves de la troisième année de l'enseignement maternel ordinaire durant l'année scolaire 2020-2021.

Par dérogation à l'article 1.7.2-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, dans l'enseignement maternel, ordinaire et spécialisé, si un pouvoir organisateur démontre s'être contractuellement engagé avant le 14 mars 2019 dans le cadre de l'organisation d'une activité culturelle ou sportive, ou d'un séjour pédagogique prévu lors des années scolaires 2020-2021 ou 2021-2022, il n'est pas tenu d'observer les montants maximaux fixés par le Gouvernement pour l'organisation de cette activité ou ce séjour.

Les Services du Gouvernement sont habilités à contrôler le respect de la condition prévue à l'alinéa précédent.

### Section III. — Entrée en vigueur

**Art. 19.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2020, à l'exception des dispositions du Livre 1<sup>er</sup>, Titre 6, Chapitre 2 et Chapitre 4, qui entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

**Art. 20.** Les trois années de l'enseignement maternel sont organisées en tronc commun à partir de l'année scolaire 2020-2021. Les deux premières années de l'enseignement primaire sont organisées en tronc commun à partir de l'année scolaire 2021-2022. Chaque année scolaire ultérieure, une année de l'enseignement primaire supplémentaire est organisée en tronc commun de sorte que la sixième année primaire est organisée selon ces modalités à partir de l'année scolaire 2025-2026.

Le degré inférieur de l'enseignement secondaire est organisé en tronc commun à partir de l'année scolaire 2026-2027 s'agissant de la première année, de l'année scolaire 2027-2028 s'agissant de la deuxième année, et de l'année scolaire 2028-2029 s'agissant de la troisième année.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

—————  
Note

*Session 2018-2019*

Documents du Parlement.

Projet de décret, n° 819-1

– Amendements en commission, n° 819-2.

– Rapport de commission, n° 819-3.

– Texte adopté par la commission, n° 819-4.

– Amendements en séance, n° 819-5.

– Texte adopté en séance plénière, n° 819-6

Compte-rendu intégral.

– Discussion et adoption.

Séance du 2 mai 2019.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30854]

**3 MEI 2019. — Decreet houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Invoering van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

**Artikel 1.** Er wordt een Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ingevoerd.

Invoeging van de boeken 1 en 2 in het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs.

HOOFDSTUK II. — *Invoeging van de boeken 1 en 2 in het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

**Art. 2.** In het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de boeken 1 en 2 ingevoegd met de volgende inhoud:

**Algemene bepalingen****Inleidende bepalingen**

Art.1.1.1-1. Dit Wetboek is van toepassing op het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Dit Wetboek is niet van toepassing op het onderwijs voor sociale promotie noch op het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Art.1.1.1-2. Voor de goede leesbaarheid van dit Wetboek is het gebruik in dit decreet van mannelijke namen voor de verschillende titels en functies gemeenschaptig, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, Raad of titel.

Art.1.1.1-3. De Regering kan de verwoording van bepalingen die niet zijn opgenomen in dit Wetboek aanpassen om coherentie met de definities bedoeld in artikel 1.3.1-1 te garanderen. Ze kan de verwijzingen naar de wetten waarvoor het Wetboek in de plaats komt, vervangen door verwijzingen naar de corresponderende bepalingen van het Wetboek. Ze kan ook de nummering van de bepalingen van dit Wetboek aanpassen.

**TITEL II. — *Algemene structuur van het basis- en secundair onderwijs***

Art.2.2.1-1. Het basisonderwijs bestaat uit het kleuteronderwijs en het lager onderwijs.

Art.2.2.1-2. Het kleuteronderwijs is bestemd voor kinderen vanaf 2,5 jaar. Het gaat vooraf aan het lager onderwijs.

In afwijking van lid 1 mogen leerlingen die op 30 september twee jaar en zes maanden zijn vanaf 1 september deelnemen aan het kleuteronderwijs.

Art.2.2.1-3. Het lager onderwijs is georganiseerd in zes leerjaren. Het is bedoeld voor kinderen vanaf 1 september van het kalenderjaar waarin ze zes jaar worden. Het gaat vooraf aan het secundair onderwijs.

In afwijking van lid 1 mag een leerling na het advies van de directeur en het PMS-centrum en een beslissing van de ouders, vanaf het schooljaar waarin hij vijf jaar wordt op 1 september schoollopen in het eerste leerjaar van het lager onderwijs. Daarnaast mag een leerling van zes jaar op 1 september van het schooljaar in kwestie uitzonderlijk deelnemen aan het kleuteronderwijs volgens de nadere regels van artikel 2.3.1-8. In dat geval moet de leerling regelmatig naar school komen.

Art.2.2.1-4. Het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 wordt georganiseerd in zes of zeven schooljaren. De drie eerste jaren vormen de lagere Raad. De volgende jaren vormen de hogere Raad.

In afwijking van lid 1 mag een aanvullend secundair beroepsonderwijs dat bestaat uit minstens twee schooljaren, worden gevolgd na het zesde jaar van het secundair onderwijs.

Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1 wordt georganiseerd in één fase.

Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 2 wordt georganiseerd in twee fasen.

Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 wordt georganiseerd in drie fasen.

Art.2.2.1-5. Het kleuteronderwijs, het lager onderwijs en de lagere Raad van het secundair onderwijs zijn georganiseerd in één gemeenschappelijke polytechnische en multidisciplinaire kern volgens het pedagogische continuüm waarvan de nadere regels worden bepaald in Boek 2.

Op gezamenlijk voorstel van de Algemene Raad voor het Basisonderwijs en de Algemene Raad voor het Secundair Onderwijs kan de Regering het pedagogische continuüm voor gespecialiseerd onderwijs aanpassen.

Art.2.2.1-6. De hogere Raad van het gewoon secundair onderwijs en van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4 worden georganiseerd in één overgangsafdeling en één kwalificatieafdeling. Deze twee afdelingen garanderen een humane opleiding en een opleiding tot burgerzin in het perspectief van de prioritaire opdrachten beschreven in artikel 1.4.1-1.

De humaniora overgangsafdeling dient hoofdzakelijk als voorbereiding op het hoger onderwijs. Maar ze biedt ook toegang tot het beroepsleven.

De kwalificatieafdeling dient hoofdzakelijk als voorbereiding op het beroepsleven. Ze biedt ook toegang tot het hoger onderwijs.

Art.2.2.1-7. Het secundair onderwijs wordt georganiseerd met een volledig leerplan of alternerend, naargelang de nadere regels bedoeld in dit Wetboek.

Art.2.2.1-8. Basis- en secundair onderwijs worden georganiseerd in het kader van een gewoon onderwijs en van een gespecialiseerd onderwijs bedoeld voor leerlingen met specifieke behoeften die niet kunnen worden opgenomen in het gewoon onderwijs.

Art.2.2.1-9. - § 1. Het gespecialiseerd onderwijs wordt in verschillende types onderverdeeld.

Elk van die types omvat het onderwijs dat aangepast is aan de algemene en bijzondere opvoedingsbehoeften van de leerlingen die ressorteren onder het gespecialiseerd onderwijs en tot eenzelfde groep behoren, waarbij die behoeften bepaald worden op grond van de hoofdhandicap die voor die groep gemeenschappelijk is.

Voor de leerlingen die door verschillende handicaps getroffen worden, wordt het type van gespecialiseerd onderwijs bepaald op grond van de opvoedingsbehoeften waarin, gelet op de leeftijd en de capaciteiten van de betrokkenen, bij voorrang moet worden voorzien.

§ 2. De volgende types van gespecialiseerd onderwijs kunnen door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd, gesubsidieerd of erkend:

- 1° type 1 aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van leerlingen met een lichte mentale achterstand;
- 2° type 2 aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van leerlingen met een gemiddelde of ernstige mentale achterstand;
- 3° type 3 aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van leerlingen met gedragsstoornissen;
- 4° type 4 aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van leerlingen met lichamelijke beperkingen;
- 5° type 5 aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van zieke en/of herstellende leerlingen;
- 6° type 6 aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van leerlingen met visuele beperkingen;
- 7° type 7 aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van leerlingen met auditieve beperkingen;
- 8° type 8 aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van leerlingen met leermoeilijkheden.

§ 3. Elke wijziging van een type wordt voor advies vooraf voorgelegd aan de Hoge Raad voor gespecialiseerd onderwijs zoals bepaald in hoofdstuk XIV van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Art.2.2.1-10. In het gespecialiseerd secundair onderwijs kunnen, na gelang van de types gespecialiseerd onderwijs en volgens de mogelijkheden van de leerlingen, de volgende onderwijsvormen worden georganiseerd:

- 1° gespecialiseerd secundair onderwijs voor integratie in de samenleving, hierna "gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1" genoemd;
- 2° gespecialiseerd secundair onderwijs voor integratie in de samenleving en inschakeling in het arbeidsproces, hierna "gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 2" genoemd;
- 3° gespecialiseerd beroepssecundair onderwijs, hierna "gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3" genoemd;
- 4° secundair onderwijs in de doorstromings- of kwalificatieafdeling, hierna "gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4" genoemd.

### TITEL III. — *Definities*

Art.1.1.3.1-1. In dit Wetboek, wordt verstaan onder:

1° redelijke aanpassingen: overeenkomstig artikel 3, 9° van het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie, het treffen van aangepaste maatregelen, genomen in functie van de behoeften in een concrete toestand, om een persoon die specifieke behoeften vertoont toe te laten toegang te krijgen tot, deel te nemen aan of vorderingen te maken tijdens zijn schooltraject, behoudens als deze maatregelen voor de inrichting die ertoe verplicht wordt ze uit te voeren een onevenredige last met zich mee brengen;

2° taalbadonderwijs: het opvoedkundige procedure dat tot doel heeft de verwachte competenties te laten verwerven door een deel van de cursussen van het lesrooster te verstrekken en een deel van de opvoedkundige activiteiten van het lesrooster uit te oefenen in een andere taal dan het Frans met het oog op de progressieve verwerving van die andere taal;

3° oudervereniging: de groepering van ouders van leerlingen ingeschreven in een school, die ten doel heeft ze te vertegenwoordigen;

4° verwacht: het voor leerlingen beoogde beheersingsniveau van de leerinhoud na een bepaald jaar of een curriculum. Behaalt de leerling na afloop van het curriculum het verwachte beheersingsniveau, wordt een getuigschrift uitgereikt;

5° specifieke behoeften: behoefte voortvloeiend uit een permanente of half-permanente particulariteit, stoornis, toestand van psychologische, mentale, fysische, psychisch-affectieve aard die de persoon belet het leerproject te volgen en waarvoor, binnen de school, bijkomende steun noodzakelijk is om de leerling in staat te stellen regelmatig en harmonieus een schooltraject te volbrengen in het gewoon of gespecialiseerd onderwijs;

6° plaatselijke overlegcel: de cel bedoeld in artikel 4, § 3 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie;

7° steun- en begeleidingscel: de cel bedoeld in artikel 3 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs;

8° PMS-centrum: het psycho-medisch-sociaal centrum bedoeld door de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra;

9° kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (CPU): een stelsel tot regeling van de evaluatie en validatie van de beroepskennis, -vaardigheden en -competenties, uitgedrukt in eenheden van leerresultaten;

10° competentie: het vermogen om een georganiseerd geheel van kennis, knowhow en gedragingen te gebruiken waarmee een aantal opdrachten kunnen worden vervuld;

11° competenties betreffende een studierichting: de competenties die aangeleerd moeten worden in een schoolse studierichting;

12° multidisciplinaire competenties: houdingen, mentale benaderingswijzen en methodologische benaderingswijzen die gemeenschappelijk zijn aan de diverse aan te leren vakken en die in de praktijk moeten worden omgezet tijdens de opbouw van diverse kennis en knowhow; hun beheersing beoogt een groeiende zelfstandigheid van leercapaciteit van de leerlingen;

13° confessie/geloof: in het onderwijs met confessioneel karakter de godsdienst waarop het educatief en opvoedkundig project van de school steunt;



- 14° klassenraad: in het gewoon secundair onderwijs het geheel van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel die belast zijn met het verstrekken van onderwijs aan de leerlingen van een welbepaalde klas;
- 15° algemene Raad voor het basisonderwijs: de Raad opgericht door Hoofdstuk V van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welzijn in de basisscholen;
- 16° algemene Raad voor het secundair onderwijs: de Raad opgericht door van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs;
- 17° leerinhouden: het geheel van kennis, knowhow en competenties dat samen de tijdens een bepaald schooljaar te onderwijzen leerstof inhoudt;
- 18° pedagogisch continuüm: het leertraject waarbij een geheel van jaarlijkse verwachtingen de evolutie van leerlingen garandeert om de vastgelegde verwachtingen van de gemeenschappelijke kern te behalen en waarbij de basisleerstof wordt behandeld in alle vakken;
- 19° coördinerende afgevaardigde: de coördinerende afgevaardigde bedoeld in artikel 3 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de algemene sturingsdienst voor de scholen en PMS-centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;
- 20° afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst: de afgevaardigde van de diensten van de Regering zoals aangesteld door artikel 3 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de algemene sturingsdienst voor de scholen en PMS-centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;
- 21° directeur: het personeelslid dat een van de functies van directeur uitoefent zoals bepaald door het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs;
- 22° zonedirecteur: de afgevaardigde van de diensten van de Regering zoals aangesteld door artikel 3 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de algemene sturingsdienst voor de scholen en PMS-centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;
- 23° school: onderwijsinstelling bestaande uit een of meer vestigingen onder leiding van een directeur en georganiseerd door een inrichtende macht;
- 24° confessionele school of school met confessioneel karakter: school waarvan het educatieve en opvoedkundige project is opgebouwd met verwijzing naar een van de erkende godsdiensten en waar het onderwijs wordt gegeven met het akkoord van de bevoegde autoriteit van de godsdienst in kwestie;
- 25° vrije school: gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en georganiseerd door een privaatrechtelijke rechtspersoon;
- 26° niet-confessionele school of school met niet-confessioneel karakter: de officiële of vrije school waarvan de inrichtende macht zich niet beroept op een confessie;
- 27° officiële school: de school georganiseerd door de gemeenten, provincies, de Franse Gemeenschapscommissie, Wallonië-Brussel Enseignement of elke andere publiekrechtelijke rechtspersoon;
- 28° georganiseerde school: de school georganiseerd door de Franse Gemeenschap krachtens artikel 24, § 1, lid 3, van de Grondwet;
- 29° gesubsidieerde school: school waarvan de inrichtende macht subsidies ontvangt van de Franse Gemeenschap;
- 30° regelmatig ingeschreven leerling: de leerling die beantwoordt aan de toelatingsvoorwaarden en die is ingeschreven voor het geheel van de cursussen van een bepaalde onderwijsvorm, afdeling en studierichting;
- 31° huisonderwijs: onderwijs dat niet wordt gegeven in een school bedoeld in artikel 1.7.1-2, § 2;
- 32° onderwijsteam: het bestuurs- en onderwijzend personeel, het paramedisch personeel, het sociaal personeel, het psychologisch personeel en het onderwijzend hulppersonnel dat zijn functie volledig of gedeeltelijk uitoefent in eenzelfde school of in eenzelfde vestiging;
- 33° pedagogisch team: het bestuurs- en onderwijzend personeel dat zijn functie volledig of gedeeltelijk uitoefent in eenzelfde school of in eenzelfde vestiging;
- 34° certificatieve evaluatie: evaluatie bij afgifte van een getuigschrift;
- 35° externe evaluatie: evaluatie waarbij het concept en de uitvoering worden toevertrouwd aan instanties buiten het pedagogisch team van een school;
- 36° formatieve evaluatie: evaluatie tijdens het leerproces bedoeld om de voortgang van de leerling te beoordelen, de verworven kennis van de leerling te meten en te begrijpen welke moeilijkheden hij ervaart tijdens het leerproces; deze evaluatie heeft als doel het traject van de leerling tegenover het leerproces en de beoogde verwachtingen te verbeteren, te corrigeren of bij te stellen; ze kan gedeeltelijk gebaseerd zijn op zelfevaluatie;
- 37° summatieve evaluatie: alle bewijzen waarmee leerkrachten een balans kunnen opmaken van de verwezenlijkingen van leerlingen tegenover de verwachtingen na afloop van een of meer leersequenties;
- 38° federatie van inrichtende machten: het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de aangesloten inrichtende machten;
- 39° schoolkosten: de kosten voor diensten en benodigdheden die betrekking hebben op activiteiten die worden georganiseerd in het kader van het onderwijs door scholen die worden georganiseerd of gesubsidieerd tijdens de leerperiodes die in de lestijden van de leerlingen zijn voorgeschreven. De schoolkosten omvatten ook de kosten voor toegang tot het zwembad, de kosten voor culturele en sportieve activiteiten en de kosten voor pedagogische korte reizen met overnachting(en);
- 40° lesrooster: lijst van de verschillende lessen die wekelijks worden gegeven met vermelding van het aantal lestijden dat aan elke les wordt besteed;
- 41° vestigingsplaats: gebouw of gebouwencomplex waar onderwijs verstrekt wordt;
- 42° schoolwerkdagen: maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag, met uitzondering van deze die samenvallen met een feestdag, met de schoolvakantie of met elke andere door de Regering vastgelegde schoolverlofdag;
- 43° minister: de minister die bevoegd is voor basis- en secundair onderwijs;
- 44° plaatselijke organen voor sociaal overleg: de instanties voor lokaal overleg ingericht krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 september 1995 betreffende de oprichting, samenstelling en bevoegdheid van de plaatselijke paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs, van de besluiten van de Regering van Franse

Gemeenschap van 27 maart 1996 waarbij algemeen bindend wordt verklaard de beslissing van 24 januari 1996 van het paritair comité voor het confessioneel vrij basisonderwijs voor de oprichting van een instantie voor lokaal overleg tussen inrichtende machten en vakbondsafvaardigingen en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 waarbij algemeen bindend wordt verklaard de beslissing van 31 mei 1999 van het paritair comité voor het niet-confessioneel vrij basisonderwijs voor de oprichting van instantie van lokaal overleg tussen inrichtende machten en vakbondsafvaardigingen;

45° ouder: elke persoon belast met het ouderlijke gezag volgens de principes bepaald in artikel 371 tot 387 van het Burgerlijk Wetboek, of die een minderjarig, leerplichtig kind in rechte of in feite onder zijn bewaring heeft;

46° inrichtende macht: de publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de school;

47° kwalificatieprofiel: het referentiedocument dat het verband beschrijft tussen een gegroepeerde basisoptie of een opleiding en één of meer opleidingsprofiel(en) vastgesteld door de Service francophone des métiers et des qualifications en behoorlijk goedgekeurd door de Regering;

48° opleidingsprofiel: het profiel samengesteld uit eenheden leerresultaten gecombineerd met de kernactiviteiten van het vak, een evaluatieprofiel, een tijdelijke beoordelingsindex en een uitrustingsprofiel; het opleidingsprofiel wordt opgesteld door de Service francophone des métiers et des qualifications en goedgekeurd door de Regering;

49° studieprogramma's: het geheel van methodologische beleidslijnen, hulpmiddelen en opvoedkundige situaties die de leerinhouden integreren, d.w.z. de kennis, knowhow en competenties, en de verwachtingen bepaald in de maatstaven bedoeld in Titel 4, hoofdstukken 2 en 3;

50° referentiesysteem: het referentiesysteem geeft op een gestructureerde manier de voor een of meerdere vakken te verwerven kennis, knowhow en competenties weer;

51° kennis: feit of geheel van feiten, definitie, concept, theorie, model of taalkundig hulpmiddel;

52° sociale vaardigheden: de houding of het geheel van houdingen om zich aan te passen aan verschillende sociale contexten;

53° knowhow: procedure, gebaar, techniek, oplossingschema, gestandaardiseerd en geautomatiseerd door leren en oefenen;

54° commissie voor gezondheids promotie op school: de commissie die in gesubsidieerde scholen de opdrachten uitvoert zoals bepaald in het decreet van 14 maart 2019 voor de gezondheids promotie op school en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten;

55° Service francophone des métiers et des qualifications: de dienst ingesteld met het samenwerkingsakkoord van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie over de Service Francophone des Métiers et des Qualifications (afgekort SFMQ), waaraan instemming werd gegeven met het decreet van 10 december 2015;

56° algemene inspectiedienst: de dienst bedoeld in artikel 3 van het decreet van 10 januari 2019 over de algemene inspectiedienst;

57° services d'accrochage scolaire (SAS): de structuren opgericht door Titel I, Hoofdstuk 3, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie;

58° statistieke follow-up van leerlingen: de follow-up van het leerlingentraject in het educatief systeem, ongeacht het schoolniveau in kwestie, van de eerste tot de laatste dag, met inbegrip van niet-verplicht onderwijs;

59° taak: de aan de leerling voorgestelde activiteit om specifieke leerstof of een geheel van geïntegreerde leerstof voor te bereiden, te oefenen of te evalueren;

60° persoonlijk werk: de activiteit waarvan de uitvoering kan worden gevraagd aan de leerling door een lid van het pedagogisch team of door een lid van het opvoedend hulppersoneel;

61° huiswerk: persoonlijk werk gerealiseerd buiten de lesuren;

62° Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE): het autonoom publiek orgaan waaraan de Franse Gemeenschap de bevoegdheden van inrichtende macht heeft toegekend krachtens het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap;

63° zones: de overlegzones zoals bepaald door de Regering op basis van artikel 24, lid 1, 3°, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en van artikel 13 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen.

#### TITEL IV. — *Oprachten van het basis- en secundair onderwijs*

##### HOOFDSTUK I. — *Prioritaire opdrachten*

Art.1.4.1-1. De Franse Gemeenschap, de inrichtende machten en de onderwijsteams vervullen tegelijkertijd en zonder hiërarchie de volgende prioritaire opdrachten:

1° het zelfvertrouwen en de ontwikkeling van de persoon van elk van de leerlingen bevorderen;

2° alle leerlingen ertoe brengen kennis, knowhow en competenties te verwerven, waaronder de beheersing van de Franse taal, die hen in staat stellen gedurende hun hele leven te leren en een actieve plaats in te nemen in het economisch, sociaal en cultureel leven;

3° alle leerlingen erop voorbereiden verantwoordelijke burgers te zijn, die in staat zijn mee te werken aan de ontwikkeling van een democratische, solidaire gemeenschap die pluralistisch is, respect heeft voor het milieu en openstaat voor andere culturen;

4° aan alle leerlingen gelijke kansen garanderen op sociale emancipatie.

Art.1.4.1-2. De kennis, knowhow en competenties worden geplaatst in het perspectief van deze prioritaire opdrachten. Ze garanderen het verwerven van alle kennis van een gemeenschappelijke cultuur, van inzichten in en acties over de wereld, van vaardigheden en gedragingen van burgers.

De kennis, knowhow en competenties worden verworven zowel tijdens de lessen als tijdens de andere educatieve activiteiten en, in het algemeen, bij de organisatie van het dagelijks leven op school. In het kader hiervan waken de Franse Gemeenschap, de inrichtende machten en de onderwijsteams erover dat de school:

1° de leerling in situaties plaatst die hem ertoe aanzetten op eenzelfde benaderingswijze beroep te doen op zijn multidisciplinaire en de in de studierichting begrepen kennis, knowhow en competenties;

2° activiteiten bevorderen die de nadruk leggen op ontdekking, productie en creatie;

3° theorie en praktijk verduidelijkt, en zo onder andere het opbouwen van concepten mogelijk maakt op basis van de praktijk;

4° evenwicht brengt in de individuele en gezamenlijke werktijd en de capaciteit ontwikkelt om inspanningen te leveren om een doel te bereiken;

5° door elke leerling de verplichting doet eerbiedigen om deel te nemen aan alle activiteiten die verbonden zijn aan de certificatie georganiseerd door de school en de opdrachten te vervullen die eruit voortvloeien;

6° voldoende ruimte creëert voor lichamelijke activiteiten, welzijn en gezondheid door voor alle leerlingen de juiste omstandigheden te creëren om hun lichamelijke capaciteiten te ontwikkelen, alsook de juiste omstandigheden voor hun welzijn en hun lichamelijke gezondheid;

7° de oriëntatie binnen het eigenlijke educatieve proces integreert, onder andere door de aandacht te vestigen op de beroepen en ambachten, en door de leerlingen te informeren over de vakkenkeuze voor de vorming;

8° beroep doet op communicatie- en informatietechnologie en op digitale hulpmiddelen in de mate dat ze hulpmiddelen zijn bij de ontwikkeling, bij zelfstandig worden en bij de individualisering van het leerparcours;

9° aandacht opwekt voor cultuur, gevoeligheid en artistieke expressie, en de deelname bevordert aan culturele en artistieke activiteiten door een medewerking met de betrokken spelers;

10° creativiteit stimuleert, met name door alle leerlingen een cultureel en artistiek opvoedingstraject aan te bieden, alsook hun engagement en ondernemingszin aan te wakkeren en hen in staat te stellen woorden om te zetten in daden;

11° een kritische geest ontwikkelt;

12° opvoedt met aandacht voor het respecteren van ieders persoonlijkheid en overtuiging, voor de plicht zowel fysiek als geestelijk geweld uit te sluiten, voor het relationele, affectieve en seksuele leven alsook democratische gebruiken vastlegt voor verantwoordelijk burgerschap op school;

13° deelneemt aan het leven in haar wijk of dorp, en dientengevolge haar gemeente, en er zich op een harmonieuze manier integreert door open te staan voor een democratisch debat.

Om deze opdrachten te vervullen kan het onderwijsteam een beroep doen op externe partijen. In dat geval zal een dergelijke samenwerking het onderwijsteam niet vrijstellen van zijn hoofdaansprakelijkheid voor het realiseren van deze opdrachten.

Art.1.4.1-3. De inrichtende machten passen de definitie van de studieprogramma's en hun opvoedkundige project aan:

1° aan de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en secundair onderwijs zoals bepaald in artikel 1.4.1-1 en 1.4.1-2;

2° aan het aanleren, verdiepen en beheersen van de Franse taal;

3° aan het aanleren van wiskundige hulpmiddelen;

4° aan het belang van andere talen te kennen (behalve het Frans) en, in de eerste plaats, in deze talen te communiceren;

5° aan het belang van kunst, opvoeding in media en de lichamelijke uitdrukking;

6° aan het begrijpen van wetenschappen en technieken en hun onderlinge afhankelijkheid;

7° aan het doorgeven van het cultureel erfgoed in al zijn aspecten en aan het ontdekken van andere culturen die, samen, tekenen van erkenning geven en meewerken aan een sociale band;

8° aan het bewaren van de herinnering aan gebeurtenissen die helpen het verleden en het heden te begrijpen, in het perspectief van een persoonlijke en gezamenlijke gehechtheid aan de idealen die de grondslagen zijn van de democratie;

9° aan het begrijpen van het leefmilieu, van de geschiedenis en, meer bepaald, aan de redenen en gevolgen van de Europese eenmaking;

10° aan het begrijpen van het Belgische politieke systeem;

11° aan de opvoeding tot filosofie en burgerzin zoals bedoeld in Titel 7, Hoofdstuk 6.

Art.1.4.1-4. Elke inrichtende macht waakt erover dat:

1° alle maatregelen die zouden kunnen leiden tot het ontstaan van een hiërarchie tussen scholen of onderwijsafdelingen worden verboden;

2° het gewoon en gespecialiseerd onderwijs, de verschillende afdelingen en types beschouwen als verschillende manieren om de prioritaire opdrachten van dit Hoofdstuk te realiseren;

3° meisjes en jongens op dezelfde manier toegang hebben tot en kunnen deelnemen aan alle opleidingen.

Art.1.4.1-5. De inrichtende machten waken erover dat de scholen waarvoor ze verantwoordelijk zijn rekening houden met de sociale en culturele achtergrond van de leerlingen teneinde aan elk van hen gelijke kansen voor sociale, professionele en culturele integratie te bieden.

## HOOFDSTUK II. — *Specifieke opdrachten binnen gemeenschappelijk kern*

Art.1.4.2-1. § 1. In het kleuteronderwijs worden de leerlingen aangespoord om hun kennis, knowhow en competenties die op gestructureerde wijze worden voorgesteld in het referentiesysteem van initiële competenties, te ontwikkelen. Dit laatste heeft tot doel een harmonieuze overgang tussen het kleuter- en het lager onderwijs te garanderen zonder getuigschrift.

§ 2. Het referentiesysteem van initiële competenties geeft voorrang aan de psychomotorische, intellectuele, sociale, affectieve en artistieke ontwikkeling van de leerling.

Het definieert de beoogde vaardigheden en/of leerprocessen inzake:

1° de ontwikkeling van zelfstandigheid, creativiteit en de gedachten;

2° taalbeheersing en kennis van de schoolcultuur;

3° een benadering van lezen, rekenen en de verschillende artistieke disciplines;

4° de eerste hulpmiddelen voor het experimenteren, structureren, indelen en ontdekken van de wereld.

Het legt het kader vast voor de te ontwikkelen lichamelijke en culturele activiteiten.

Op voorstel van de algemene Raad voor het basisonderwijs worden de prioriteiten bedoeld in paragraaf 1 en 2 aangepast aan de leerproblemen en aan de moeilijkheden waarmee leerlingen met specifieke behoeften in het gewoon of gespecialiseerd onderwijs te maken krijgen.

§ 3. Het referentiesysteem van initiële competenties past in de gemeenschappelijke kern zoals bepaald in artikel 1.2.1-5.

Het wordt aangepast volgens de nadere regels beschreven in artikel 1.4.4-1.

Art.1.4.2-2. § 1. Van het eerste jaar van het lager onderwijs tot aan het einde van de lagere Raad van het secundair onderwijs worden de leerlingen aangespoord om hun kennis, knowhow en competenties die op gestructureerde wijze worden voorgesteld in het referentiesysteem van de gemeenschappelijke kern, in de vorm van leerinhouden en verwachtingen, te ontwikkelen.

Op voorstel van de algemene Raad voor het basisonderwijs en de algemene Raad voor het secundair onderwijs wordt het referentiesysteem aangepast aan de leerproblemen en aan de moeilijkheden waarmee leerlingen met specifieke behoeften in het gewoon of gespecialiseerd onderwijs te maken krijgen.

§ 2. De referentiesystemen van de gemeenschappelijke kern worden aangepast volgens de nadere regels beschreven in artikel 1.4.4-1.

Art.1.4.2-3. De lessen en activiteiten van de gemeenschappelijke kern passen binnen de volgende zeven leerdomeinen:

- 1° het domein "Frans, kunst en cultuur";
- 2° het domein "moderne talen";
- 3° het domein "wiskunde, wetenschap en techniek";
- 4° het domein "menswetenschappen en opvoeding tot filosofie en burgerzin, religie of ethiek";
- 5° het domein "lichamelijke opvoeding, welzijn en gezondheid";
- 6° het domein "creativiteit, engagement en ondernemingszin";
- 7° het domein "leren leren en keuzes maken".

Art.1.4.2-4. Van het kleuteronderwijs tot aan het einde van de lagere Raad van het secundair onderwijs omvat de controle van het studieniveau bedoeld in artikel 1.5.1-1 en 1.7.3-1, § 2, ook het nazicht van:

- 1° de overeenstemming tussen de aan de leerlingen aangeboden activiteiten en de referentiesystemen;
- 2° de naleving van de referentiesystemen;
- 3° de gelijkstelling van het niveau van de evaluatieproeven afgenomen van de leerlingen met dat van de tests ontwikkeld door de commissie voor evaluatiehulpmiddelen van de gemeenschappelijk kern bedoeld in artikel 1.4.4-4.

#### HOOFDSTUK III. — *Specifieke opdrachten van de hogere Raad van het secundair onderwijs*

Art.1.4.3-1. § 1. In de hogere Raad van het secundair overgangsonderwijs wordt de leerling aangespoord om het volgende te ontwikkelen:

- 1° de vaardigheden en de gemeenschappelijke kennis vereist voor alle leerlingen;
- 2° de vaardigheden en de gemeenschappelijke kennis vereist in de verschillende vakken van de overgangsafdeling;
- 3° de minimumcompetenties voor communicatie in een andere moderne taal dan het Frans op het einde van de overgangsafdeling.

§ 2. Deze competenties en vereiste kennis worden op een gestructureerde manier voorgesteld in referentiesystemen aangenomen volgens de nadere regels bedoeld in artikel 1.4.4-1.

Art.1.4.3-2. § 1. In de hogere Raad van het secundair kwalificatie-onderwijs bestaat het onderwijs uit algemene cursussen en een kwalificerende opleiding.

§ 2. In de algemene cursussen wordt de leerling aangespoord om het volgende te ontwikkelen:

- 1° de vaardigheden en de gemeenschappelijke kennis vereist voor alle leerlingen op het einde van de kwalificatieafdeling;
- 2° de minimumcompetenties voor wiskunde na afloop van de kwalificatieafdeling wanneer het aanleren van wiskunde is opgenomen in het studieprogramma;
- 3° het verwerven van de minimumcompetenties in een andere moderne taal dan het Frans op het einde van de kwalificatieafdeling.

In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 wordt de leerling aangespoord om de vaardigheden en de gemeenschappelijke kennis te ontwikkelen, die vereist zijn voor alle leerlingen op het einde van de derde fase die resulteert in de uitgifte van een getuigschrift van lager secundair onderwijs dat gelijkwaardig is aan het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede Raad.

Deze competenties en vereiste kennis worden op een gestructureerde manier voorgesteld in referentiesystemen aangenomen volgens de nadere regels bedoeld in artikel 1.4.4-1.

§ 3. De kwalificerende opleiding beoogt het beheersen van de leerresultaten vastgelegd door een certificeringsprofiel.

§ 4. Na advies te hebben ingewonnen bij de algemene Raad voor het secundair onderwijs en na het conformiteitsadvies te hebben gekregen zoals bedoeld in artikel 17, 10°, b, van het samenwerkingsakkoord van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie over de Service Francophone des Métiers et des Qualifications, conform het artikel 30, definieert de Regering de toepasselijke certificeringsprofielen:

- 1° voor het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met een volledig leerplan of alternerend;
- 2° voor de opties van het hoger aanvullend secundair beroepsonderwijs;
- 3° voor de opleidingen van het alternerend secundair onderwijs bedoeld in artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs;
- 4° voor opleidingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3.

De Regering kan specifieke certificeringsprofielen definiëren voor het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in lid 1.

De Regering kan overeenkomsten sluiten met de Franse Gemeenschapscommissie of met het Waals Gewest om gemeenschappelijke opleidingsprofielen toe te passen voor de verschillende operators van beroepsopleidingen met inachtneming van de competenties van de Franse Gemeenschap inzake certificering.

Art.1.4.3-3. In de hogere Raad van het secundair onderwijs omvat de controle van het studieniveau bedoeld in artikel 1.5.1-1 en 1.7.3-1, § 2, ook het nazicht van:

- 1° de overeenstemming tussen de aan de leerlingen aangeboden activiteiten en de referentiesystemen;

- 2° de naleving van de referentiesystemen;
- 3° de gelijkstelling van het niveau van de evaluatieproeven afgenomen van de leerlingen met dat van de proeven ontwikkeld door de commissies voor de evaluatiehulpmiddelen bedoeld in artikel 1.4.4-4.

HOOFDSTUK IV. — *Werking van de referentiesystemen, opvoedkundige hulpmiddelen en evaluatiehulpmiddelen*

Art.1.4.4-1. § 1. De Regering bepaalt de referentiesystemen.

De besluiten worden ter goedkeuring voorgelegd aan het Parlement binnen zes maanden na aanvaarding.

Het bevestigingsdecreet bepaalt de procedure om af te wijken van de referentiesystemen.

§ 2. Er worden werkgroepen opgericht om de referentiesystemen uit te werken. De Regering bepaalt de samenstelling en nadere regels van de werking van deze groepen.

De diensten van de Regering stellen een van hun leden aan om het secretariaat te verzorgen.

De werkgroepen horen, als deskundige, elke persoon die ze nuttig achten.

Telkens een van de in dit artikel bedoelde werkgroepen zorgt voor gespecialiseerd onderwijs, moet hij deskundigen of vertegenwoordigers uit het gespecialiseerde onderwijs horen.

De samenstelling van de werkgroepen bevat, voor de certificeringsprofielen, minstens:

- 1° één vertegenwoordiger van de Minister, die de vergaderingen voorziet en ook de agenda bepaalt;
- 2° vertegenwoordigers van federaties van inrichtende machten en van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- 3° een vertegenwoordiger van de algemene inspectiedienst;
- 4° een vertegenwoordiger van de diensten van de Regering;
- 5° vertegenwoordigers van de steun- en begeleidingscellen.

§ 3. Om de activiteiten van de werkgroepen af te bakenen, neemt de Regering een handvest van referentiesystemen aan dat een geheel van afbakenende teksten en een opstelschema bepaalt. De Regering bezorgt een bijzonder bestek aan elk van de werkgroepen. Dit document geeft inzonderheid verduidelijkingen over het kader van de opdracht, de werkwijze van de werkgroep, de bedoelingen van het behandelde vak en de verwachte specifieke resultaten.

§ 4. Een leescomité wordt gebonden aan elke werkgroep.

Het leescomité is geheel vrij om de producties van de werkgroep uit te leggen, om de integratie van de leerinhouden voor te stellen, om het realisme en de begrijpelijkheid van de voorgestelde leerinhouden te evalueren. Als adviesinstantie is het leescomité nochtans niet bevoegd om de werkelijke toepassing van hun aanbevelingen te eisen.

De Regering bepaalt de werking en samenstelling van de leescomités.

Art.1.4.4-2. De commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 1.6.2-1 coördineert de werken van de werkgroepen die worden belast met de productie van de referentiesystemen en de verschillende onderdelen van het referentiesysteem van de gemeenschappelijke kern. Deze referentiesystemen worden opgesteld in de vorm van leerinhouden die de kennis, knowhow en competenties bepalen die het voorwerp moeten uitmaken van onderwijs alsook de bijbehorende verwachtingen. Indien nodig doet de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern aanbevelingen voor de richting die de werkgroepen uit moeten.

Art.1.4.4-3. De opvoedkundige diensten van de verschillende inrichtende machten en federaties van inrichtende machten produceren programma's en opvoedkundige hulpmiddelen om de verwachtingen van de referentiesystemen bedoeld in Hoofdstuk 2 en 3 in te lossen. Deze opvoedkundige hulpmiddelen en deze programma's kunnen worden gebruikt en moeten beschikbaar zijn voor om het even welke school die wordt georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Na het advies te hebben ingewonnen van de algemene Raad voor het basisonderwijs en de algemene Raad voor het secundair onderwijs bepaalt de Regering de nadere regels voor de verspreiding ervan ten voordele van alle inrichtende machten.

Er mogen voor het gespecialiseerd onderwijs ook specifieke opvoedkundige hulpmiddelen worden aangemaakt als aanvulling op de voor iedereen gemeenschappelijke hulpmiddelen.

Art.1.4.4-4. Er wordt een commissie voor evaluatiemiddelen van de gemeenschappelijke kern, een commissie voor evaluatiemiddelen van de overgangsafdeling van de hogere Raad van het secundair onderwijs en een commissie voor evaluatiemiddelen van de kwalificatieafdeling van de hogere Raad van het secundair onderwijs opgericht volgens de door de Regering vastgelegde nadere regels.

Deze commissies stellen, onder coördinatie van de commissie voor evaluaties bedoeld in artikel 1.6.4-1, evaluatieproeven en didactische pistes op met betrekking tot evaluatieproeven die overeenkomen met de referentiesystemen bedoeld in Hoofdstuk 2 en 3.

De Regering verspreidt ze, ter informatie, onder alle scholen die worden georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, volgens de door zichzelf vastgelegde nadere regels. Deze proevenreeksen worden ook overgemaakt aan de instellingen die belast zijn met de initiële opleiding of de voortgezette opleiding van leerkrachten.

Deze reeksen van evaluatieproeven mogen ook worden aangepast voor het gespecialiseerd onderwijs, naargelang de specifieke behoeften van de leerlingen in kwestie en als aanvulling op de voor iedereen gemeenschappelijke reeksen.

Art.1.4.4-5. De commissie voor evaluatiehulpmiddelen van de gemeenschappelijke kern telt:

- 1° acht leden aangesteld door de Minister op voorstel van de algemene Raad voor het basisonderwijs;
- 2° acht leden aangesteld door de Minister op voorstel van de algemene Raad voor het secundair onderwijs;
- 3° drie vertegenwoordigers van de inspectie aangesteld door de Minister op voorstel van de algemene inspecteurs;
- 4° een afgevaardigde van de van de algemene administratie, aangesteld door de Minister op voorstel van de administrateur-generaal.

De commissie voor evaluatiemiddelen van de overgangsafdeling van de hogere Raad van het secundair onderwijs en de commissie voor evaluatiemiddelen van de kwalificatieafdeling van de hogere Raad van het secundair onderwijs tellen elk:

- 1° acht leden aangesteld door de Minister op voorstel van de algemene Raad voor het secundair onderwijs;
- 2° twee vertegenwoordigers van de inspectie aangesteld door de Minister op voorstel van de algemene inspecteurs;

3° een afgevaardigde van de van de algemene administratie, aangesteld door de Minister op voorstel van de administrateur-generaal.

De mandaten hebben een duur van vier jaar. Ze zijn hernieuwbaar. Hun bezoldiging wordt vastgelegd door de Regering.

Elke commissie voor evaluatiehulpmiddelen kiest haar eigen voorzitter. Ze geeft advies met een tweederdemeerderheid.

## TITEL V. — *Autonomie van scholen, hun bestuur en de participatie*

### HOOFDSTUK I. — *Autonomie van scholen*

#### *Afdeling I. — Educatief project en opvoedkundig project*

Art 1.5.1-1. Elke inrichtende macht kan vrij haar opvoedkundige methodes kiezen.

Op voorwaarde dat ze de voorschriften van dit Wetboek inzake de lesroosters van leerlingen en de klasdagen respecteert, is elke inrichtende macht vrij om haar lesroosters zelf op te stellen, en onder voorbehoud van de goedkeuring van de Regering om het studieniveau te waarborgen, haar programma's uit te werken.

Art.1.5.1-2. Elke inrichtende macht stelt haar eigen educatief project en haar eigen opvoedkundig project op.

Het educatief project bepaalt, met inachtneming van de prioritaire en specifieke opdrachten vastgelegd in Titel 4, alle waarden, maatschappelijke keuzes en referenties op basis waarvan een inrichtende macht of een federatie van inrichtende machten hun educatieve doelstellingen bepalen.

Het opvoedkundig project bepaalt de opvoedkundige plannen en de methodologische keuzes die het voor een inrichtende macht of een federatie van inrichtende machten mogelijk maken om hun educatief project te verwezenlijken.

Het educatief en opvoedkundig project worden bezorgd op aanvraag en kunnen het voorwerp uitmaken van één enkel document.

Elke inrichtende macht houdt haar educatief en opvoedkundig project ter beschikking van de diensten van de Regering.

Art.1.5.1-3. Elke federatie van inrichtende machten stelt haar eigen educatief project op. Ze bepaalt ook de hoofdlijnen van het opvoedkundig project dat ze voorrang wil geven.

Het educatief en opvoedkundig project van een inrichtende macht die behoort tot een federatie van inrichtende machten moet overeenstemmen met het educatief en opvoedkundig project van deze federatie.

#### *Afdeling II. — Studieprogramma's*

Art.1.1.5.1-4. § 1. De studieprogramma's zijn de bevoegdheid van de inrichtende machten. Zij kunnen deze bevoegdheid delegeren aan de federatie van inrichtende machten waartoe ze behoren.

In het gesubsidieerd officieel onderwijs mag de duur van de in lid 1 bedoelde delegatie de termijn van het electief mandaat van de inrichtende macht niet overschrijden.

In het vrij onderwijs bedraagt de duur van de in lid 1 bedoelde delegatie zes jaar en is ze hernieuwbaar.

De Regering bepaalt de nadere regels voor delegatie.

§ 2. De Regering keurt de studieprogramma's goed nadat ze het advies heeft ingewonnen van de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 1.6.2-1 of van een programmacommissie bedoeld in artikel 1.6.2-4.

#### *Afdeling III. — Schoolproject*

Art.1.1.5.1-5. § 1. Elke school heeft een schoolproject.

Het schoolproject bepaalt de educatieve en opvoedkundige prioriteiten en de specifieke concrete acties die het educatief team van de school wil verwezenlijken in samenwerking met alle leden van de participatieraad bedoeld in artikel 1.5.3-2, om de educatieve en opvoedkundige projecten van de inrichtende macht te realiseren.

Het schoolproject is een hulpmiddel om de prioritaire opdrachten en de specifieke opdrachten van het educatief systeem te bereiken. Het bepaalt de nadere regels waardoor, in de gemeenschappelijke kern, elke school de differentiatiepraktijken en vormevaluatie bedoeld in artikel 2.3.1-1 implementeert.

Het schoolproject wordt opgesteld rekening houdend met:

1° de leerlingen die ingeschreven zijn in de school, hun kenmerken, zowel de culturele als de sociale, hun behoeften en hun hulpmiddelen tijdens het verwervingsproces van competenties en kennis;

2° de aspiraties van de leerlingen en hun ouders betreffende het plannen van een beroepsleven en het voortzetten van de studies;

3° het sociale, culturele en economisch milieu van de school;

4° het natuurlijke milieu, de buurt, de stad, het dorp waarin de school zich bevindt.

Indien nodig wordt het schoolproject aangepast om te garanderen dat het in overeenstemming is met het sturingsplan bedoeld in artikel 1.5.2-1.

§ 2. Elke school die basisonderwijs, kleuteronderwijs, lager onderwijs of de lagere Raad van het secundair onderwijs organiseert bepaalt, in haar schoolproject, de middelen die ze zal aanwenden om de overstap van het kleuteronderwijs en het lager onderwijs enerzijds, en tussen de twee laatste jaren van het lager onderwijs en de lagere Raad van het secundair onderwijs anderzijds te vergemakkelijken.

Art.1.5.1-6. § 1. Elke inrichtende macht kan de scholen die ze inricht de toestemming geven om, in het kader van haar schoolproject, het wekelijkse lesrooster aan te passen zodat per vak of voor een reeks vakken activiteiten worden toegevoegd waarmee de prioritaire opdrachten bepaald in artikel 1.4.1-1 kunnen worden vervuld.

§ 2. In het kader van het opvoedkundig project en het pedagogisch project van haar inrichtende macht kan elke secundaire school de lesvolumes toebedeeld aan één, meerdere of alle vakken in functionele studiegehelen herverdelen over meerdere weken.

De tijd toebedeeld aan diverse vakken kan ook gegroepeerd worden voor interdisciplinaire of culturele activiteiten.

Wenst zij gebruik te maken van deze bepaling is de enige verplichting voor de school opgeven hoe de buitengewone procedures die ze gebruikt het mogelijk maken de prioritaire opdrachten bedoeld in artikel 1.4.1-1 en de kennis, knowhow en competenties bepaald in de referentiesystemen te vervullen in het kader van studieprogramma's aangenomen door haar inrichtende macht.

Met uitzondering van de lessen lichamelijke opvoeding kunnen de lessen die een lesvolume hebben van minder dan drie wekelijkse lessen, worden samengevoegd binnen één semester per jaar.

Art.1.5.1-7. Het schoolproject en de latere wijzigingen ervan worden ter goedkeuring voorgelegd aan de inrichtende macht binnen de door de Regering bepaalde termijnen.

In het officieel onderwijs wordt het schoolproject overgemaakt aan het lokaal orgaan voor sociaal overleg dat moet controleren of het in overeenstemming is met het opvoedkundig project van de inrichtende macht. De eventuele implicaties voor de arbeidsomstandigheden en de statutaire situaties van de personeelsleden worden onderhandeld binnen het lokaal orgaan voor sociaal overleg.

#### *Afdeling IV. — Studiereglement*

Art.1.1.5.1-8. § 1. Elke inrichtende macht stelt voor elk onderwijsniveau een studiereglement op. Ze kan voor elke vestiging voorzien in een apart studiereglement.

Het studiereglement bepaalt met name:

- 1° de criteria voor een kwaliteitsvol schoolwerk;
- 2° de evaluatie- en deliberatieprocedures van de klassenraden en de mededeling van hun beslissingen.

§ 2. De criteria voor kwaliteitsvol schoolwerk bepalen, op de meest duidelijke manier, de taak die van de leerling geëist wordt in het kader van de prioritaire en specifieke opdrachten bepaald in dit Wetboek.

Met het oog hierop behandelt het studiereglement onder andere en op een manier die is aangepast aan het betrokken onderwijsniveau, de volgende punten:

- 1° individueel werk;
- 2° groepswork;
- 3° onderzoekswerk;
- 4° groepslessen;
- 5° persoonlijk werk;
- 6° huiswerk;
- 7° officiële evaluatiemomenten.

§ 3. Kwaliteitsvol schoolwerk impliceert met name de volgende eisen:

1° vrijwillig voldoen aan wat wordt gevraagd door de instellingen met inachtneming van:

- a. de door de inrichtende macht en het educatief team vastgelegde regels;
- b. de lesroosters;
- c. deadlines en termijnen;
- d. instructies zonder zin voor kritiek uit te sluiten;

2° een werkmethode ontwikkelen die bijdraagt aan het begrijpen van de leerdoelen, een gevoel voor persoonlijke efficiëntie ontwikkelen en belangstelling tonen voor de onderwezen leerstof;

3° aanvaarden dat men tot een groep behoort met inbegrip van:

- a. respect voor volwassenen en andere leerlingen;
- b. in staat zijn zich te integreren in een team en opdrachten alleen kunnen uitvoeren;

4° actief deelnemen aan de schoolactiviteiten door te luisteren, betrokkenheid te tonen, initiatief te nemen, zich te engageren en verantwoordelijkheid op te nemen.

§ 4. Onverminderd artikel 2.5.1-1 mag elke inrichtende macht huiswerk geven voor elk onderwijsniveau.

#### *Afdeling V. — Huishoudelijk reglement van de school*

Art.1.5.1-9. De inrichtende macht bepaalt het huishoudelijk reglement van de school dat van toepassing is op de leerlingen. Het bevat met name de regels met betrekking tot het gezamenlijke leven, tuchtsancties, beroepsprocedures die hiertegen kunnen worden ingesteld en de zware feiten bedoeld in artikel 1.7.9-2.

#### *Afdeling VI. — Toegang tot de scholen*

Art.1.5.1-10. De personeelsleden, de leerlingen en de leden van de PMS-centra en de commissie voor gezondheids promotie op school hebben toegang tot de lokalen tijdens en buiten de schooluren, naargelang de behoeften van de dienst en de opvoedkundige activiteiten, volgens de door de inrichtende macht of haar afgevaardigde bepaalde nadere regels.

Ook de ouders hebben toegang tot de school volgens de door de inrichtende macht of haar afgevaardigde bepaalde nadere regels.

Behalve met de uitdrukkelijke toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, hebben ouders geen toegang tot de lokalen op het moment dat de lessen en de verschillende opvoedkundige activiteiten plaatsvinden.

Art.1.5.1-11. § 1. Bij het uitoefenen van hun functie hebben ook de volgende personen toegang tot de school:

- 1° de afgevaardigden van de Regering;
- 2° de afgevaardigden van de inrichtende macht voor het onderwijs dat ze organiseert;
- 3° de hiertoe behoorlijk aangestelde inspecteurs en controleurs van de Franse Gemeenschap;
- 4° de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, de zonedirecteurs en de coördinerende afgevaardigde;
- 5° de inspecteurs en afgevaardigden van de verschillende overheidsdiensten belast met inspecties op het vlak van volksgezondheid en de naleving van de arbeidswetgeving;
- 6° de burgemeester en zijn afgevaardigden inzake brandpreventie;
- 7° de officiers van gerechtelijke politie, de officiers van het openbaar ministerie, de politiediensten in het bezit van een bevel tot medebrenging, een aanhoudingsbevel of een huiszoekingsbevel of in geval van een misdaad of wanbedrijf op heterdaad;
- 8° medisch en verpleegkundig personeel dat werd opgeroepen.

Behalve in geval van een misdaad of wanbedrijf op heterdaad moet elke persoon bedoeld in lid 1 zich vooraf melden bij de directeur of zijn afgevaardigde en uitdrukkelijk het doel van zijn bezoek kenbaar maken.

§ 2. In het onderwijs met niet-confessioneel karakter hebben de hoofden van de godsdienst en hun afgevaardigden

van rechtswege toegang tot de lokalen waar de godsdienstlessen plaatsvinden, tijdens de uren dat deze lessen doorgaan.

Ze melden zich eerst bij de directeur of zijn afgevaardigde.

Art.1.5.1-12. § 1. Elke persoon die niet voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 1.5.1-10 tot 1.5.1-11 moet vooraf aan de schooldirecteur of zijn afgevaardigde de toestemming vragen om de lokalen te betreden.

§ 2. Elke persoon die de lokalen betreedt tegen de wil van de directeur of zijn afgevaardigde, met behulp van bedreiging of geweld tegen personen, of door middel van braak, inklimming of valse sleutels wordt bestraft in toepassing van artikel 439 van het Strafwetboek.

§ 3. Tijdens de open dagen verliezen scholen de bescherming toegekend volgens hun hoedanigheid van woonst.

## HOOFDSTUK II. — *Sturing van scholen*

### *Afdeling I. — Sturingsplan en doelstellingenovereenkomsten*

Art.1.5.2-1. Elke school moet een sturingsplan opstellen in overeenstemming met haar schoolproject, dat, na afloop van de contractualiseringsprocedure bedoeld in artikel 1.5.2-5, haar doelstellingenovereenkomst uitmaakt voor een periode van zes jaar. Scholen mogen beslissen om voor elke vestiging een sturingsplan op te stellen. De sturingsplannen moeten worden opgesteld volgens de door de Regering bepaalde elementen en nadere regels.

De sturingsplannen worden overgemaakt aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst tussen 1 januari en 30 april van het jaar waarin ze moeten worden afgesloten.

Art.1.5.2-2. Voor de opstelling van de sturingsplannen en de contractualisering hiervan in objectieve overeenkomsten, volgen de scholen de verbeteringsdoelen waarmee het opvoedkundig systeem:

- 1° de kennis, knowhow en competenties van de leerlingen aanzienlijk kan verbeteren;
- 2° het aandeel jonge gediplomeerden uit het hoger secundair onderwijs kan verhogen;
- 3° de verschillen tussen de resultaten van de vanuit sociaaleconomisch standpunt meest bevoorrechte leerlingen en die van de minst bevoorrechte leerlingen kan verkleinen;
- 4° het aantal leerlingen dat dubbelt of afhaakt kan verminderen;
- 5° de schoolwijzigingen binnen de gemeenschappelijke kern kan verminderen;
- 6° de inclusie van leerlingen met specifieke behoeften in het gewoon onderwijs geleidelijk kan vergroten;
- 7° de indexen voor welzijn op school en de verbetering van het schoolklimaat kan verhogen.

De indicatoren en referentiewaarden verbonden aan deze doelstellingen zijn bij dit Wetboek gevoegd.

De Regering kan, indien nodig, specifieke doelstellingen vastleggen voor bepaalde categorieën van scholen en hierbij rekening houden met het onderwijsniveau, het type school en de specifieke kenmerken van de zones waarin deze scholen gevestigd zijn, met name om de sociale mix in deze scholen te versterken.

De categorieën van scholen bedoeld in lid 3 zijn bijvoorbeeld:

- 1° scholen waarvan een of meer vestigingen genieten van een gedifferentieerde omkadering;
- 2° scholen die vallen onder het decreet van 12 juli 2012 tot organisatie van de kwalificatie in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair onderwijs tot kwalificatie en wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot het secundair onderwijs;
- 3° scholen die een immersiestage organiseren zoals bepaald in artikel 1.3.1-1, 2°;
- 4° scholen die de lagere Raad van het gewoon secundair onderwijs organiseren;
- 5° scholen die gespecialiseerd onderwijs organiseren.

De Regering waakt over de algemene coherentie van de doelstellingen die de scholen vastleggen, op basis van hun beginsituatie, tegenover de verbeteringsdoelen van het opvoedkundig systeem. De Regering evalueert jaarlijks de mate waarin de verbeteringsdoelen bedoeld in lid 1 en, in voorkomend geval, de bijzondere doelstellingen bedoeld in lid 3 werden nagekomen en brengt hierover verslag uit aan het Parlement.

Art.1.5.2-3. § 1. Het sturingsplan van elke school wordt opgesteld in het kader van deze verbeteringsdoelen en, in voorkomend geval, van deze bijzondere doelstellingen en omvat met name de volgende elementen:

1° de specifieke doelstellingen die de school moet halen om een bijdrage te leveren aan de verbeteringsdoelen en, in voorkomend geval, aan de bijzondere doelstellingen;

2° een collectieve diagnose opgesteld door de directeur, in samenwerking met het educatief team van de school, dat alle sterke en zwakke punten van de school bevat ten aanzien van de verbeteringsdoelen en, in voorkomend geval, de bijzondere doelstellingen en hun oorzaken. Deze diagnose wordt opgesteld rekening houdend met de indicatoren die eigen zijn aan de situatie van de school die door de diensten van de Regering zijn overgemaakt aan de directeur en de inrichtende macht van de school, onverminderd andere elementen die de school zelf mag ontwikkelen. De indeling van de indicatoren wordt bepaald door de Regering. Onverminderd de voorgelegde elementen van de diagnose, ter gelegenheid van de presentatie van het sturingsplan aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg en aan de participatieraad bedoeld in artikel 1.5.3-1, mag deze diagnose, die vertrouwelijk is en uitsluitend mag worden gebruikt door het educatief team, de directeur, de diensten van de Regering en de inrichtende macht in kwestie, niet worden overgemaakt aan derden, behalve, in voorkomend geval, aan de federatie van inrichtende machten waarbij de school is aangesloten of waarmee ze een overeenkomst heeft gesloten of in de gevallen bepaald door de Regering, inzonderheid om academische of wetenschappelijke doeleinden. De ontvangers van dit document zijn gebonden door een geheimhoudingsverplichting;

3° een bijlage met daarin, volgens de door de Regering vastgelegde nadere regels, de voor een meerdere jaren berekende referentiewaarden die de school wil halen op basis van haar situatie, voor elk van haar specifieke doelstellingen waarvoor er een kwantitatieve indicator bestaat.

Deze bijlage, die uitsluitend mag worden gebruikt door het educatief team, de directeur, de diensten van de Regering en de inrichtende macht in kwestie, mag niet worden overgemaakt aan derden, behalve, in voorkomend geval, aan de federatie van inrichtende machten waarbij de school is aangesloten of waarmee ze een overeenkomst heeft gesloten, behalve in door de Regering vastgestelde gevallen, inzonderheid om academische of wetenschappelijke doeleinden. De ontvangers van dit document zijn gebonden door een geheimhoudingsverplichting;

4° de samenwerkingsmodaliteiten voor het hele opvoedkundig team van de school waardoor met name het sturingsplan kan worden opgesteld en verwezenlijkt;

5° het opleidingsplan bedoeld in artikel 12, § 1, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens



de loopbaan in het gewoon basisonderwijs of artikel 19, § 1, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psychisch-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan;

6° de nadere regels voor de uitvoering van het pedagogisch continuüm willen, gedurende de hele gemeenschappelijke kern, voor alle leerlingen de initiële competenties en de kennis, knowhow en competenties van het referentiesysteem van de gemeenschappelijke kern garanderen, die vereist zijn voor hun persoonlijke ontplooiing, hun sociale integratie en de voortzetting van hun studies, in de mate en volgens het ritme van de school, met inbegrip van de differentiatiemodaliteiten van de leerstof en de persoonlijke begeleiding;

7° de door de school uit te voeren strategieën om de specifieke doelstellingen te halen zoals bedoeld in 1°;

8° de jaarlijkse evaluatiemethode van de door de school uit te voeren doelstellingenovereenkomst, onverminderd artikel 1.5.2-9.

§ 2. Bij het opstellen van de strategieën bedoeld in lid 1, 7°, identificeert de school uit de volgende thema's die thema's die geen nieuwe acties vereisen die bij voorrang moeten worden uitgevoerd:

1° de opvoedkundige acties om elke leerling te doen slagen en in staat te stellen de leerstof te beheersen en de verwachte doelstellingen te halen, met inbegrip van de nadere regels voor de evaluatie van het aanleren van de kennis, knowhow en competenties;

2° de hulpmiddelen voor schoolinschakeling;

3° de specifieke hulpmiddelen voor aanpassen en omkaderen waaronder die bestemd voor nieuwkomers;

4° redelijke voorzieningen voor leerlingen met erkende specifieke behoeften alsook de integratie van leerlingen in het gewoon onderwijs, in overeenstemming met de bepalingen van Hoofdstuk X van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

5° de oriëntatie van leerlingen en de promotie van hulpmiddelen voor oriëntatie op het schooltraject van elke leerling;

6° de bevordering van burgerschap, gezondheid, mediageletterdheid, milieu en duurzame ontwikkeling;

7° preventie en behandeling van discriminatie en geweld binnen de school, met inbegrip van specifieke procedures voor pesten, cyberpesten en uitzonderlijke gebeurtenissen alsook de samenwerking met de diensten van hulpverlening aan de jeugd en bemiddeling op school;

8° de invoering van digitale hulpmiddelen in de leerprocessen en het beheer van de school, alsook digitale apparatuur;

9° onthaal en begeleiding van nieuwe leerkrachten;

10° samenwerking met en medewerking van de ouders van de leerlingen van de school, in overleg met de participatieraad;

11° onderwijs in en toegang tot cultuur en lezen, alsook samenwerkingsverbanden met culturele instellingen en openbare leesinstellingen in de zone;

12° onderwijs in en toegang tot sport, alsook samenwerkingsverbanden met sportinstellingen in de zone;

13° bij een kwalificerend onderwijsaanbod, de partnerschappen met bedrijven en werkgevers uit de sectoren in kwestie;

14° onderhoud en verbetering van de schoolinfrastructuur;

15° het beleid van de school inzake schoolkosten.

De school beschrijft bovendien de bestaande acties die zij in het kader van elk van deze thema's blijft uitvoeren, rekening houdend met de specifieke context van de school, het schoolproject en de richtlijnen die door de inrichtende macht zijn vastgesteld en beschikbare middelen.

De categorieën van scholen bedoeld in artikel 1.5.2-2, lid 4, preciseren, elk voor wat hen aanbelangt, door enkele concrete acties en met welke hulpmiddelen de doelstellingen zullen worden gehaald die zijn bedoeld in:

1° artikel 2 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, door inzonderheid de acties van de thema's 1°, 2° en 7° te ontwikkelen, voor de scholen waarvan een of meer vestigingen genieten van een gedifferentieerde omkadering; zij moeten ook in detail aangeven welke werkmiddelen en menselijke middelen zijn toegekend in het kader van en met inachtneming van het hiervoor genoemde decreet;

2° artikel 3 van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs voor de scholen die eraan onderworpen zijn, door inzonderheid de acties van de thema's 1°, 2° en 13° te ontwikkelen;

3° artikel 1.8.3-1, door inzonderheid de strategieën 1° en 8° te ontwikkelen, voor de scholen die immersiestages organiseren;

4° artikel 1.5.2-3, § 3, door inzonderheid de acties van thema 1° bedoeld in artikel 1.5.2-3, § 1, te ontwikkelen voor de scholen die de lagere Raad van het secundair onderwijs organiseren;

5° Hoofdstuk X van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, door inzonderheid de acties van thema 4° bedoeld in artikel 1.5.2-3, § 1, te ontwikkelen voor de scholen die gespecialiseerd onderwijs organiseren.

§ 3. In het kader van haar sturingsplan bepaalt elke school die de lagere Raad van het gewoon secundair onderwijs organiseert de acties en specifieke hulpmiddelen die het educatief team moet implementeren, in overleg met het team van het PMS-centrum, zodat de leerlingen de na afloop van de gemeenschappelijke kern beoogde verwachtingen halen.

Art.1.5.2-4. Het sturingsplan wordt opgesteld door de directeur, in samenwerking met het educatief team van de inrichting en, in voorkomend geval, in overleg met de teams van het PMS-centrum en de vertegenwoordigers van de ouders van de school, rekening houdend met de specifieke context van de school, het schoolproject, de richtlijnen van de inrichtende macht en de beschikbare middelen.

De steun- en begeleidingscel biedt ondersteuning aan de school voor de ontwikkeling van het sturingsplan. Voor de uitvoering van deze ondersteuning wordt een overeenkomst voor begeleiding en, indien dit het geval is, voor opvolging vastgelegd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, tussen de directeur en de dienst voor ondersteuning en begeleiding en, in het gesubsidieerd onderwijs, tussen de inrichtende macht en de federatie van de inrichtende machten waarbij de school aangesloten is of waarmee een overeenkomst gesloten is.

Met instemming van de betrokken inrichtende macht delen de diensten van de Regering aan de federaties van de inrichtende machten of aan de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap de indicatoren bedoeld in artikel 1.5.2-3, § 1, 2°, mee die betrekking hebben op de inrichtingen die bij hen aangesloten zijn of die een overeenkomst gesloten hebben. De meegedeelde indicatoren zijn erop gericht om elke federatie van de inrichtende machten en de inrichtende macht van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs in staat te stellen de informatie te hebben die nodig is om de inrichting te ondersteunen in het kader van de ontwikkeling van het sturingsplan, de begeleiding ervan en, in voorkomend geval, de opvolging ervan. Het is verboden deze indicatoren aan derden te melden, behalve in gevallen die door de Regering worden bepaald.

Het sturingsplan wordt door de directeur voorgesteld volgens de vormvereisten die door de Regering zijn vastgesteld, via de toepassing ontwikkeld door het "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC)" (overheidsbedrijf voor nieuwe informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, na advies van de plaatselijke organen voor sociaal overleg en de participatieraad, ingezameld in overeenstemming met de geheimhoudingsregels bedoeld in artikel 1.5.2-3, § 1 en de goedkeuring van de inrichtende macht. De Regering bepaalt de regels voor de toegang tot deze toepassing.

Art.1.5.2-5. § 1. Binnen 60 kalenderdagen na het indienen van het sturingsplan, analyseert de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, na overleg met de directeur en de inrichtende macht, de overeenstemming van het sturingsplan met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, bijzondere doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2 en de overeenstemming met de bepalingen van de artikelen 1.5.2-1 tot 1.5.2-4 en, de uitvoeringsbesluiten ervan, volgens de procedure en de nadere regels die door de Regering worden bepaald.

De analyse van de overeenstemming van het sturingsplan van de school met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2 bestaat in het opsporen van een mogelijke duidelijke beoordelingsfout bij de vaststelling van specifieke doelstellingen die het sturingsplan van de school bevat, gelet op de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, op de bijzondere doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2, of in de strategieën die bepaald worden om ze uit te voeren.

Om deze analyse uit te voeren, kan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, onder andere, de inrichtende macht, de directeur, het educatief team van de school, de vertegenwoordigers van de ouders, de vertegenwoordigers van de plaatselijke organen voor sociaal overleg ontmoeten en, voor het secundair onderwijs, de vertegenwoordigers van de leerlingen.

§ 2. Indien, na deze analyse, het sturingsplan goedgekeurd wordt, wordt het teruggestuurd naar de school, ondertekend door de zonedirecteur en medeondertekend door de afgevaardigde belast met de doelstellingenovereenkomst binnen de termijn bedoeld in paragraaf 1, lid 1, en volgens de nadere regels bepaald door de Regering. Het wordt daardoor de doelstellingenovereenkomst van de school. Het wordt gesloten tussen de inrichtende macht en de Regering. Het wordt medeondertekend door de directeur van de school in functie bij ondertekening van de overeenkomst. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 26 en 27 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

In uitzonderlijke gevallen waarin de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst de termijn bedoeld in paragraaf 1, lid 1 niet heeft nageleefd, wordt de analyse van de overeenstemming van het sturingsplan zoals bedoeld in paragraaf 1 uitgevoerd door de zonedirecteur die over 20 aanvullende kalenderdagen beschikt.

§ 3. Als het sturingsplan niet geacht wordt in overeenstemming te zijn met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2 of niet vastgesteld werd overeenkomstig de artikelen 1.5.2-1 à 1.5.2-4 en in hun uitvoeringsbesluiten, doet de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst gemotiveerde aanbevelingen aan de directeur en de inrichtende macht om het sturingsplan aan te passen.

De geformuleerde aanbevelingen sluiten aan bij de vrijheid van de inrichtende macht inzake pedagogische methodes.

De directeur, in samenwerking met het educatief team van de school en, in voorkomend geval, in overleg met de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en met de teams van het PMS-centrum en de vertegenwoordigers van de ouders, past het sturingsplan aan. Hij legt het voor advies voor aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg en aan de participatieraad en ter goedkeuring aan de inrichtende macht.

Het aangepaste sturingsplan wordt teruggestuurd naar de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst binnen een termijn van 40 schoolwerkdagen na kennisgeving van de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, met het oog op een nieuwe analyse van de overeenstemming ervan met de doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2 en de overeenstemming ervan met de bepalingen van de artikelen 1.5.2-1 tot 1.5.2-4 en de uitvoeringsbesluiten ervan.

De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst beschikt vervolgens over 21 kalenderdagen om een nieuwe analyse uit te voeren van de overeenstemming van het sturingsplan met de doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2 en de overeenstemming ervan met de bepalingen van de artikelen 1.5.2-1 tot 1.5.2-4 en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Als het dan wordt goedgekeurd, wordt het teruggestuurd naar de school, ondertekend door de zonedirecteur en medeondertekend door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst. Het wordt daardoor de doelstellingenovereenkomst van de school. Het wordt gesloten tussen de inrichtende macht en de Regering. Het wordt medeondertekend door de directeur van de inrichting in functie bij ondertekening van de overeenkomst. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 26 en 27 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Art.1.5.2-6. Met inachtneming van de vertrouwelijkheidsregels bedoeld in artikel 1.5.2-3, § 1, stelt de directeur de doelstellingenovereenkomst voor:

- 1° aan het educatief team van de school;
- 2° aan de teams van het PMS-centrum, als deze teams aan de uitwerking ervan hebben deelgenomen;
- 3° aan de steun- en begeleidingscel, als deze cel aan de uitwerking ervan heeft deelgenomen;
- 4° aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg;
- 5° aan de participatieraad bedoeld in artikel 1.5.3-1 en volgende.

De doelstellingenovereenkomst wordt ten laatste vanaf 1 september volgend op de ondertekening ervan uitgevoerd. Als de doelstellingenovereenkomst echter niet voor 1 september is afgesloten, wordt ze uiterlijk vanaf 1 januari volgend op de ondertekening van de doelstellingenovereenkomst uitgevoerd.

Art.1.5.2-7. Bij aanhoudende onenigheid tussen een school en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst met betrekking tot de beoordeling van de laatstgenoemde over de overeenstemming van een sturingsplan met

de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2 of over de overeenstemming ervan met de artikelen 1.5.2-1 tot 1.5.2-4 en met de uitvoeringsbesluiten ervan, kan de school, op basis van een met redenen omkleed verzoek, de zaak verwijzen naar een collegiale instantie bestaande uit de coördinerende afgevaardigde en de betrokken zonedirecteur binnen de termijn bepaald voor de aanpassing van het sturingsplan. In voorkomend geval kan deze instantie de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst aanpassen aan de doelstellingenovereenkomst en de termijn verlengen die de school wordt toegestaan om hieraan te voldoen.

#### Art.1.5.2-8.

In geval van weigering of onvermogen van de school om een sturingsplan op te stellen, wordt een opvolgingsproces door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst ontwikkeld.

In dit verband kan een externe audit worden uitgevoerd door de algemene inspectiedienst volgens de door de Regering vastgestelde nadere regels, op verzoek van de zonedirecteur of de inrichtende macht. Op basis van de auditresultaten wordt het sturingsplan door de school opgesteld, in voorkomend geval, in overleg met de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst overeenkomstig de vorige artikelen. In dit geval, nadat de doelstellingenovereenkomst wordt goedgekeurd, keert de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst jaarlijks terug naar de inrichting om de uitvoering ervan te evalueren. Als de school niet aan dit opvolgingsproces voldoet, wordt de in artikel 1.5.2-11 bedoelde procedure door de zonedirecteur gestart.

Art.1.5.2-9. § 1. De doelstellingenovereenkomst is onderworpen aan een tussentijdse evaluatie na drie jaar uitvoering en wordt, indien nodig, gewijzigd overeenkomstig paragraaf 2. Ze is ook aan een eindevaluatie tijdens haar zesde jaar van uitvoering onderworpen. Deze evaluaties worden uitgevoerd door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, volgens de nadere regels die door de Regering zijn vastgesteld.

De evaluaties betreffen de uitvoering van de strategieën en de doeltreffendheid ervan met betrekking tot de specifieke doelstellingen die vastgesteld worden, in het licht van de cijfers vermeld in de bijlage bedoeld in artikel 1.5.2-3, § 1, 3°. Met het oog hierop kan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst onder andere de inrichtende macht, de directeur, het educatief team, de vertegenwoordigers van de ouders, de vertegenwoordigers van de plaatselijke organen voor sociaal overleg en de studentenvertegenwoordigers ontmoeten.

De evaluaties worden gemotiveerd door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en sluiten aan bij de vrijheid van de inrichtende macht inzake pedagogische methodes.

§ 2. Wanneer uit de tussentijdse evaluatie bedoeld in paragraaf 1 blijkt dat de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst niet voldoet aan zijn doelstellingen, doordat de bijzondere doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2 werden aangepast door de Regering of doordat de beschikbare middelen bedoeld in artikel 1.5.2-4, lid 1, veranderd zijn, stelt de directeur een wijziging van deze overeenkomst voor binnen 75 schoolwerkdagen na kennisgeving van de tussentijdse evaluatie. De voorgestelde wijziging wordt uitgewerkt in samenwerking met het educatief team en, in voorkomend geval, in overleg met de teams van het PMS-centrum en met de vertegenwoordigers van de ouders. Ze wordt voor advies voorgelegd aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg en aan de participatieraad en ter goedkeuring aan de inrichtende macht

Voor de wijziging van de doelstellingenovereenkomst en de opvolging ervan, biedt de steun- en begeleidingscel zijn steun aan de school aan.

Binnen 30 kalenderdagen na indiening van het voorstel tot wijziging van de doelstellingenovereenkomst analyseert de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst deze wijziging met de directeur en de inrichtende macht.

Indien hij van mening is dat deze wijziging in overeenstemming is met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2, legt hij de gewijzigde doelstellingenovereenkomst voor ondertekening voor aan de zonedirecteur. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd overeenkomstig de artikelen 26 en 27 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs.

Indien het voorstel tot wijziging van de doelstellingenovereenkomst niet geacht wordt in overeenstemming te zijn met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2, doet de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst gemotiveerde aanbevelingen aan de directeur en de inrichtende macht om het sturingsplan aan te passen. De geformuleerde aanbevelingen sluiten aan bij de vrijheid van de inrichtende macht inzake pedagogische methodes.

De directeur, in samenwerking met het educatief team en, in voorkomend geval, in overleg met de teams van het PMS-centrum, past het voorstel tot wijziging van de doelstellingenovereenkomst aan. Hij legt het voor advies voor aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg en aan de participatieraad en ter goedkeuring van de inrichtende macht.

Het aangepaste voorstel tot wijziging van de doelstellingenovereenkomst wordt binnen de 40 schoolwerkdagen na kennisgeving van de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst teruggestuurd naar de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst. Deze afgevaardigde heeft dan 21 kalenderdagen om een nieuwe analyse uit te voeren van de overeenstemming ervan met de doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2.

Indien hij van mening is dat de wijziging in overeenstemming is met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-2, legt hij de gewijzigde doelstellingenovereenkomst voor ondertekening voor aan de zonedirecteur. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 26 en 27 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

§ 3. Bij aanhoudende onenigheid tussen een school en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst met betrekking tot de evaluatie van een doelstellingenovereenkomst, kan de school, op basis van een met redenen omkleed verzoek, de zaak verwijzen naar een collegiale instantie bestaande uit de coördinerende afgevaardigde en de betrokken zonedirecteur binnen de termijn bepaald voor de aanpassing van het sturingsplan. In voorkomend geval kan deze instantie de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst aanpassen en de termijn verlengen die de school wordt toegestaan om hieraan te voldoen.

Art.1.5.2-10. Wanneer uit de tussentijdse evaluatie bedoeld in artikel 1.5.2-9 blijkt dat er sprake is van kennelijke slecht wil om de doelstellingenovereenkomst uit te voeren of van een duidelijk onvermogen om de daarin bedoelde doelstellingen te bereiken, stelt de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst een opvolgingsproces van de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst in.

De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst keert jaarlijks in de school terug om de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst te evalueren.

In dit verband kan een externe audit worden uitgevoerd door de algemene inspectiedienst volgens de door de

Regering vastgestelde nadere regels, op verzoek van de zonedirecteur of de inrichtende macht. Op basis van de auditresultaten kan de zonedirecteur ook een wijziging van de doelstellingenovereenkomst goedkeuren, na overleg tussen de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, de directeur en de inrichtende macht.

Daartoe stelt de directeur, in samenwerking met het educatief team en, in voorkomend geval, in overleg met de teams van het PMS-centrum, de wijziging van de doelstellingenovereenkomst voor. Hij legt ze voor advies voor aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg en aan de participatieraad en ter goedkeuring aan de inrichtende macht. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 26 en 27 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Art.1.5.2-11. § 1. In de gevallen waarin een doelstellingenovereenkomst niet kan worden gewijzigd in toepassing van artikel 1.5.2-9, § 2, en/of indien een opvolgingsproces zoals bedoeld in artikel 1.5.2-8 of 1.5.2-10 niet kan worden ontwikkeld of niet wordt nageleefd door de school of door de inrichtende macht, stuurt de zonedirecteur een aangetekende brief met ontvangstbevestiging naar de inrichtende macht, waarbij hij gelast wordt ofwel met de wijziging van de doelstellingenovereenkomst, ofwel met de naleving van het opvolgingsproces binnen een termijn van 30 schoolkalenderdagen. Een afschrift van deze brief wordt ter informatie aan de betrokken federatie van inrichtende machten gestuurd.

§ 2. Als de inrichtende macht niet aan deze eisen voldoet, kan de Regering beslissen om, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de werkingsdotaties te verminderen zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de werkingsubsidies van de inrichting bedoeld in artikel 32 van het bovenvermelde wet van 29 mei 1959, met maximaal 5 % te verminderen.

Alvorens een beslissing tot vermindering van de werkingsubsidies te nemen, stuurt de Regering een schriftelijke ingebrekestelling naar de inrichtende macht met het verzoek om haar opmerkingen alleen schriftelijk bekend te maken. Deze laatste heeft een termijn van dertig schoolwerkdagen vanaf de datum van de kennisgeving per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging van deze ingebrekestelling, om zijn opmerkingen te laten gelden. De vermindering van de dotaties of van de werkingsubsidies gaat in vanaf de kennisgeving van de beslissing van de Regering totdat de inrichtende macht meewerkt aan de uitvoering of de correcte uitvoering van de doelstellingenovereenkomst.

§ 3. Wanneer de Regering een beslissing tot vermindering van de dotaties of werkingsubsidies neemt en bij gebrek aan bewijs dat de school binnen een termijn van zes maanden na kennisgeving van de beslissing bedoeld in paragraaf 2, lid 2, aan het bevel van de Regering heeft voldaan, schaft de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de wedden en de werkingsdotaties af, zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, of, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, de wedde-subsidies en de werkingsubsidies bedoeld in de artikelen 26 tot 28 en 32 van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959.

Art.1.5.2-12. § 1. De Regering kan echter, op basis van de schriftelijke opmerkingen bedoeld in artikel 1.5.2-11, § 2, lid 2, in plaats van deze vermindering, de inrichtende macht verzoeken om een crisismanager aan te stellen.

Hiertoe zendt de Regering hem een aangetekende brief met ontvangstbevestiging en geeft zij hem opdracht binnen de 30 kalenderdagen een crisismanager aan te stellen.

In het gesubsidieerde onderwijs kan de inrichtende macht de federatie van inrichtende machten waarbij hij aangesloten is, machtigen voor de aanstelling van de crisismanager, indien haar statuten of de beslissing tot toetreding tot deze federatie zo'n machtiging bevatten of indien de inrichtende macht deze machtiging schriftelijk heeft gegeven, met vermelding van de federatie van inrichtende machten waarbij de inrichtende macht is aangesloten. In dit geval wordt een afschrift van de brief waarin de inrichtende macht gevraagd wordt een crisismanager aan te stellen, ter informatie naar deze federatie van inrichtende machten gestuurd.

De crisismanager wordt aangesteld volgens de regels die specifiek zijn voor de inrichtende macht of, in voorkomend geval, voor de federatie van inrichtende machten die daartoe gemachtigd wordt, en op hun kosten. Indien de inrichtende macht of, in voorkomend geval, zijn federatie van inrichtende machten, indien zij daartoe gemachtigd is, geen crisismanager aanstelt binnen een termijn van 30 dagen bedoeld in het tweede lid, stuurt de Regering hem een ingebrekestelling waarin hij verzocht wordt de crisismanager aan te stellen binnen een termijn van vijftien kalenderdagen vanaf de kennisgeving per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging van deze ingebrekestelling.

Indien, na het verstrijken van deze termijn van vijftien kalenderdagen, de inrichtende macht of, in voorkomend geval, de federatie van inrichtende machten indien ze hiertoe gemachtigd is, geen bewijs heeft geleverd van de aanstelling van een crisismanager, schaft de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de wedden en werkingsdotaties bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, de wedde-subsidies en de werkingsubsidies bedoeld in de artikelen 26 tot 28 en 32 van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959, af.

§ 2. De crisismanager wordt aangesteld voor een of meer periodes waarvan de duur met de zonedirecteur wordt overlegd, met een maximum van 36 maanden.

Het plaatselijke orgaan voor sociaal overleg en de participatieraad worden geïnformeerd van de aanstelling van de crisismanager voordat deze zijn ambt bekleedt.

In het kader van de uitvoering van zijn opdracht, analyseert de crisismanager de toestand van de school op basis van het tussentijdse evaluatieverslag bedoeld in artikel 1.5.2-9, de evaluatie van de evolutie van het opvolgingsproces en van de externe audit bedoeld in de artikelen 1.5.2-8 en 1.5.2-10.

Hij formuleert voorstellen, na Raadpleging van de directeur, het educatief team van de school en, in voorkomend geval, de teams van het PMS-centrum met als doel het verwezenlijken van de doelstellingen van de doelstellingenovereenkomst of het wijzigen ervan.

Hij informeert de plaatselijke organen voor sociaal overleg en de participatieraad. Hij legt deze voorstellen ter goedkeuring voor aan de inrichtende macht.

Op basis van deze voorstellen maakt de doelstellingenovereenkomst, in voorkomend geval, het voorwerp uit van een voorstel tot wijziging door de inrichtende macht, in overleg met de crisismanager.

Dit voorstel tot wijziging wordt dan overgemaakt aan de zonedirecteur. Als hij het goedkeurt, maakt het integraal deel uit van de doelstellingenovereenkomst van de school. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 26 en 27 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs. De crisismanager voert de doelstellingenovereenkomst uit in samenwerking met de directeur, het educatief team van de school en, in voorkomend geval, de teams van het PMS-centrum, in het kader van een opvolgingsproces zoals bedoeld in artikel 1.5.2-10.

§ 3. De zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst evalueren ten laatste één maand

voor de opdracht van de crisismanager afloopt, de verwezenlijking en het resultaat van deze opdracht in overleg met de inrichtende macht en, in voorkomend geval, met zijn federatie van inrichtende machten die daartoe gemachtigd wordt indien deze de crisismanager heeft aangesteld.

Na deze evaluatie deelt de zonedirecteur aan de Regering, na Raadpleging van de inrichtende macht en, in voorkomend geval, van zijn federatie van inrichtende machten als deze deel heeft genomen aan het aanstellingsproces van de crisismanager, een verslag mee waarin hij op het einde tot de voldoende of onvoldoende toepassing van de doelstellingenovereenkomst concludeert.

Wanneer het verslag tot de onvoldoende toepassing van de doelstellingenovereenkomst concludeert, schaft de Regering, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de wedden en werkingsdotaties bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, in het onderwijs gesubsidieerd door Franse Gemeenschap, de weddesubsidies en de werkingssubsidies bedoeld in de artikelen 26 tot 28 en 32 van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959, af.

Alvorens de beslissing tot afschaffing van de wedden en dotaties of subsidies te nemen, stuurt de Regering een ingebrekestelling naar de inrichtende macht met het verzoek haar opmerkingen alleen schriftelijk bekend te maken. Deze laatste heeft een termijn van dertig schoolwerkdagen vanaf de datum van de kennisgeving per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging van deze ingebrekestelling, om zijn opmerkingen te laten gelden.

§ 4. De betrokken directeur behoudt, tijdens de periode van aanstelling van de crisismanager, zijn tijdelijke benoeming als directeur of zijn aanstelling als directeur tot de stage toegelaten of zijn vaste benoeming als directeur alsook zijn bezoldiging, onverminderd echter artikel 43 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs in het onderwijs, de Hoofdstukken IX en IXbis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, secundair, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, de Hoofdstukken VIII en IX van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, de Hoofdstukken IX en X van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Onverminderd de mogelijke tucht- of afdankingsprocedures die door de inrichtende macht in geval van ernstig en bewezen feiten ingesteld kunnen worden, kan de directeur of een lid van het educatief team het voorwerp uitmaken van een procedure tot preventieve schorsing overeenkomstig de bepalingen betreffende zijn ambt, wanneer de aanstelling van de crisismanager op de volgende elementen berust:

- 1° de weigering of de onbevoegdheid van de directeur leidt ertoe dat het sturingsplan niet kan worden uitgewerkt;
- 2° de duidelijke slechte wil van de directeur om de doelstellingenovereenkomst te verwezenlijken en/of het onvermogen om de erin bevatte doelstellingen te verwezenlijken;
- 3° de onmogelijkheid die aan de directeur geweten kan worden om de doelstellingenovereenkomst te wijzigen of om de uitwerking van een opvolgingsproces toezicht uit te werken;
- 4° de duidelijke slechte wil of het duidelijke en herhaalde onvermogen van het lid van het educatief team in het kader van de uitwerking van het sturingsplan, de toepassing van de overeenkomst voor de doelstellingen, of de uitvoering van een opvolgingsproces.

Gedurende deze preventieve schorsing kunnen ontwikkelingsdoelstellingen door de inrichtende macht opgelegd worden aan het personeelslid, met de instemming van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de school.

Op het einde van de periode bepaald door de inrichtende macht wordt de verwezenlijking van deze doelstellingen geëvalueerd. De vaststellingen waarop deze evaluatie steunt, kunnen ernstige en bewezen elementen zijn die ertoe leiden dat de inrichtende macht op deze basis een tucht- of afdankingsprocedure kan aanvatten. De geldigheidsduur van deze evaluatie is echter beperkt tot een termijn van twaalf maanden die begint te lopen vanaf de datum van het opstellen ervan. Nochtans, wanneer op basis hiervan een tucht- of afdankingsprocedure wordt aangevat, binnen deze termijn, blijft de evaluatie geldig tot de datum waarop van de definitieve beslissing tot strafoplegging of afdanking aan het personeelslid wordt kennisgegeven.

Onverminderd artikel 124 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs, vervangt de crisismanager het personeelslid tot de aanstelling van een nieuwe directeur in het onderwijs.

#### *Afdeling II. — Aanpassingsstelsel en samenwerkingsprotocol*

Art.1.5.2-13. Na advies van de Sturingscommissie bedoeld in artikel 1.6.1-1 bepaalt de Regering het begrip van resultaten die een beduidende afwijking vertonen onder het gemiddelde van de vergeleken scholen.

Daartoe steunt zij op een vergelijkende analyse van gekruiste en terugkerende indicatoren voor een geheel van scholen met eenzelfde profiel, die tot dezelfde klasgroep behoren, zoals bedoeld bij artikel 4 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving. De gekozen indicatoren houden inzonderheid verband met het klimaat van de school, de trajecten en resultaten van de leerlingen en de pedagogisch teams.

Art.1.5.2-14. De Algemene Inspectiedienst gaat over tot een audit op basis waarvan hij een diagnose opstelt van de school waarvan de resultaten beduidend afwijkend zijn in de zin van artikel 1.5.2-13.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de audit, het verslag en de diagnose.

Art.1.5.2-15. De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst of de bevoegde zonedirecteur bepaalt de aanpassingscriteria van de school die rekening houden met de diagnose bedoeld in artikel 1.5.2-14.

Hij stelt verder de steun of de middelen, waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld, die door haar ter beschikking van de school zullen kunnen worden gesteld in het kader van de toepassing van de uitvoering van het samenwerkingsprotocol bedoeld in artikel 1.5.2-17, om de verwezenlijking van deze aanpassingsdoelstellingen mogelijk te maken.

De Regering bepaalt de nadere regels volgens welke de diagnose en de aanpassingsdoelstellingen aan de directeur, de inrichtende macht en, in voorkomend geval, haar federatie van inrichtende machten worden voorgelegd en medegedeeld.

Art.1.5.2-16. § 1. Er wordt een voorstel van "aanpassingsstelsel" aangepast aan de toestand van de school en aan de diagnose en dat de verwezenlijking van de aanpassingsdoelstellingen zoals bepaald in artikel 1.5.2-15 beoogt, opgemaakt door de directeur, in samenwerking met het educatief team en, in voorkomend geval, in overleg met de

teams van het PMS-centrum, volgens de elementen en de nadere regels vastgesteld door de Regering.

Om het voorstel van “aanpassingsstelsel” te verwoorden, steunt de steun- en begeleidingscel de directeur en zijn educatief team in het kader van een overeenkomst voor begeleiding en opvolging.

Het voorstel van “aanpassingsstelsel” bepaalt de prioritairere acties om deze aanpassingsdoelstellingen te bereiken en stelt de methodes vast voor het meten en evalueren van de verwachte resultaten alsook de termijnen voor het bereiken ervan.

In het voorstel wordt verder bepaald welke middelen intern kunnen worden aangevraagd bij de inrichtende macht en, in voorkomend geval, van haar federatie van inrichtende machten, en de dragers of middelen die extern moeten worden aangevraagd, namelijk bij de Regering op basis van de in artikel 1.5.2-15 bedoelde lijst.

§ 2. Het voorstel van “aanpassingsstelsel” wordt ter advies voorgelegd aan de plaatselijke overlegorganen, alsook aan de steun- en begeleidingscel.

Het moet dan worden goedgekeurd door de inrichtende machten voordat het wordt voorgesteld aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.

§ 3. Het voorstel van “aanpassingsstelsel” als bedoeld in paragraaf 1 wordt volgens de door de Regering vastgelegde vormvoorwaarden voorgesteld aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst binnen 55 schoolwerkdagen na de mededeling van de diagnose en de aanpassingsdoelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-15, lid 3.

Art.1.5.2-17. § 1. Binnen de 20 schoolwerkdagen na indiening van het voorstel van “aanpassingsstelsel” analyseert de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, na overleg met de directeur en de inrichtende macht, of het voorstel van “aanpassingsstelsel” overeenstemt met de aanpassingsdoelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-15 en met de diagnose bedoeld in artikel 1.5.2-14, volgens de door de Regering vastgestelde procedure en nadere regels.

De analyse van de geschiktheid van het “aanpassingsstelsel” aan de in artikel 1.5.2-15 bedoelde aanpassingsdoelstellingen en de in artikel 1.5.2-14 bedoelde diagnose bestaat in het opsporen van mogelijke duidelijke beoordelingsfout inzake de overeenstemming tussen het “aanpassingsstelsel”, de diagnose en de nagestreefde doelstellingen.

In uitzonderlijke gevallen waarin de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst de in lid 1 bedoelde termijn niet heeft nageleefd, moet de analyse van de aangepastheid van het voorstel van “aanpassingsstelsel”, als bedoeld in lid 1 wordt verwezenlijkt door de zonedirecteur met een aanvullende termijn van 14 kalenderdagen om dit te doen.

§ 2. Als op het einde van deze analyse het aanpassingsstelsel wordt goedgekeurd, wordt het teruggestuurd naar de school ondertekend door de zonedirecteur en medeondertekend door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst. Dit aldus goedgekeurde “aanpassingsstelsel” vormt derhalve het samenwerkingsprotocol dat wordt gesloten tussen de inrichtende macht en, in voorkomend geval, haar federatie van inrichtende machten en de Regering. Het wordt ondertekend door alle partijen en medeondertekend door de directeur van de school in functie bij ondertekening van het samenwerkingsprotocol. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 26 en 27 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs.

§ 3. Indien het aanpassingsstelsel niet wordt geacht in overeenstemming te zijn met de aanpassingsdoelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2.15 en de diagnose bedoeld in artikel 1.5.2-14, doet de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst met redenen omklede aanbevelingen ter attentie van de inrichtende macht en haar federatie van inrichtende machten, zodat het “aanpassingsstelsel” wordt aangepast. De geformuleerde aanbevelingen sluiten aan bij de vrijheid van de inrichtende macht inzake pedagogische methodes.

Om het “aanpassingsstelsel” aan te passen beschikt de directeur, in samenwerking met het educatief team en, in voorkomend geval, in overleg met de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, met de teams van het PMS-Centrum, over 35 schoolwerkdagen om aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst het “aanpassingsstelsel” terug te sturen, na advies en goedkeuring zoals bedoeld in artikel 1.5.2-16, § 2.

De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst heeft dan 21 schoolwerkdagen om een nieuwe analyse uit te voeren van de aangepastheid van het aanpassingsstelsel aan de aanpassingsdoelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-15 en de diagnose bedoeld in artikel 1.5.2-14.

Als het dan wordt goedgekeurd, wordt het ondertekend door de zonedirecteur en medeondertekend door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst teruggestuurd naar de school. Het wordt daardoor het samenwerkingsprotocol dat wordt gesloten tussen de inrichtende macht en, in voorkomend geval, haar federatie van inrichtende machten en de Regering. Het wordt ondertekend door alle partijen en medeondertekend door de directeur van de school in functie bij ondertekening van het samenwerkingsprotocol. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 26 en 27 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs.

§ 4. Het samenwerkingsprotocol is voor het exclusieve en vertrouwelijke gebruik van het educatief team, de directeur, de diensten van de Regering, de betrokken inrichtende macht en, in voorkomend geval, de federatie van inrichtende machten waarbij de school is aangesloten of waarmee ze een overeenkomst heeft gesloten en kan niet het voorwerp zijn van een mededeling aan derden buiten de school, behalve in door de Regering vastgestelde gevallen, inzonderheid om academische of wetenschappelijke doeleinden. De ontvangers van dit document zijn gebonden door een geheimhoudingsverplichting.

Art.1.5.2-18. Bij aanhoudende onenigheid tussen een school en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst met betrekking tot de beoordeling van de laatstgenoemde over de overeenstemming van een “aanpassingsstelsel” met de aanpassingsdoelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-15 en met de diagnose bedoeld in artikel 1.5.2-14, kan de school, op basis van een met redenen omkleed verzoek, de zaak verwijzen naar een collegiale instantie bestaande uit de coördinerende afgevaardigde en de betrokken zonedirecteur binnen de termijn bepaald voor de aanpassing van het sturingsplan. In voorkomend geval kan deze instantie de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst aanpassen en de termijn verlengen die de school wordt toegestaan om hieraan te voldoen.

Art.1.5.2-19. De directeur en de inrichtende macht stellen het samenwerkingsprotocol aan het educatief team van de school, aan de teams van het PMS-centrum in aanwezigheid van de steun- en begeleidingscel, aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg en aan de participatieraad.

Het samenwerkingsprotocol wordt uitgevoerd zodra het is ondertekend. Tegelijkertijd wordt door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst een opvolgingsproces opgezet voor de implementatie van het samenwerkingsprotocol.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de evaluatie van de implementatie van het samenwerkingsprotocol door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.

Art.1.5.2-20. In geval van weigering of onvermogen van de school om een aanpassingsstelsel in te stellen en de goedkeuring en ondertekening van het samenwerkingsprotocol mogelijk te maken, in overeenstemming met artikel 1.5.2-17, of wanneer de evaluatie van de implementatie van het samenwerkingsprotocol een onwil of een manifest onvermogen aantoont om de aanpassingsdoelen van het protocol te bereiken, stuurt de zonedirecteur een aangetekende brief met ontvangstbevestiging aan de inrichtende macht.

Deze brief beveelt de directeur en de inrichtende macht aan:

1° ofwel om een aanpassingsstelsel in te stellen om de goedkeuring en ondertekening van het samenwerkingsprotocol mogelijk te maken;

2° ofwel om het samenwerkingsprotocol en het opvolgingsproces voor de implementatie ervan in acht te nemen.

In voorkomend geval wordt een kopie van deze brief verzonden naar de federatie van betrokken inrichtende machten.

Als het bevel niet binnen de 30 schoolwerkdagen wordt nageleefd, kan de Regering beslissen om, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de werkingsdotaties te verminderen zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, voor het gesubsidieerd onderwijs, de werkingssubsidies van de school bedoeld in artikel 32 van het bovenvermelde wet van 29 mei 1959, met maximaal 5 % te verminderen.

Alvorens een beslissing tot vermindering van de dotaties of werkingssubsidies te nemen, stuurt de Regering een schriftelijke ingebrekestelling naar de inrichtende macht met het verzoek om haar opmerkingen alleen schriftelijk bekend te maken. Deze laatste heeft een termijn van 30 schoolwerkdagen vanaf de datum van de kennisgeving per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging van deze ingebrekestelling, om zijn opmerkingen te laten gelden. De vermindering van de dotaties of van de werkingssubsidies gaat in vanaf de kennisgeving van de beslissing van de Regering totdat de inrichtende macht meewerkt aan de uitwerking of de correcte uitvoering van het samenwerkingsprotocol en het opvolgingsproces.

Wanneer de Regering een beslissing tot vermindering van de dotaties of werkingssubsidies neemt en bij gebrek aan bewijs dat de school binnen een termijn van zes maanden na kennisgeving van de beslissing bedoeld in lid 5, aan het bevel van de Regering heeft voldaan, schaft de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de wedden en de werkingsdotaties af, zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, of, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, de wedde-subsidies en de werkingssubsidies bedoeld in de artikelen 26 tot 28 en 32 van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959.

Art.1.5.2-21. § 1. De Regering kan echter, op basis van de schriftelijke opmerkingen bedoeld in artikel 1.5.2-20, in plaats van deze vermindering, de inrichtende macht verzoeken om een crisismanager aan te stellen.

Hiertoe zendt de Regering hem een aangetekende brief met ontvangstbevestiging en geeft zij hem opdracht binnen de 30 kalenderdagen een crisismanager aan te stellen.

In het gesubsidieerde onderwijs kan de inrichtende macht de federatie van inrichtende machten waarbij zij aangesloten is, machtigen voor de aanstelling van de crisismanager, indien haar statuten of de beslissing tot toetreding tot deze federatie een dergelijke machtiging bevatten of indien de inrichtende macht deze machtiging schriftelijk heeft gegeven, met vermelding van de federatie van inrichtende machten waarbij de inrichtende macht is aangesloten. In dit geval wordt een afschrift van de brief waarin de inrichtende macht gevraagd wordt een crisismanager aan te stellen ter informatie naar deze federatie van inrichtende machten gestuurd.

§ 2. De crisismanager wordt aangesteld volgens de regels die specifiek zijn voor de inrichtende macht of, in voorkomend geval, voor de federatie van inrichtende machten die daartoe gemachtigd wordt, en op hun kosten.

Indien de inrichtende macht of, in voorkomend geval, haar federatie van inrichtende machten, indien zij daartoe gemachtigd is, geen crisismanager aanstelt binnen een termijn van 30 dagen bedoeld in het tweede lid van artikel 1.5.2-21, § 1, stuurt de Regering hem een ingebrekestelling waarin hij verzocht wordt de crisismanager aan te stellen binnen een termijn van vijftien kalenderdagen vanaf de kennisgeving per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging van deze ingebrekestelling.

Indien, na het verstrijken van deze termijn van vijftien kalenderdagen, de inrichtende macht of, in voorkomend geval, de federatie van inrichtende machten indien ze hiertoe gemachtigd is, geen bewijs heeft geleverd van de aanstelling van een crisismanager, schaft de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de wedden en werkingsdotaties bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, de wedde-subsidies en de werkingssubsidies bedoeld in de artikelen 26 tot 28 en 32 van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959, af.

De crisismanager wordt aangesteld voor één of meer periodes waarvan de duur met de zonedirecteur wordt overlegd, met een maximum van 36 maanden.

Het plaatselijke orgaan voor sociaal overleg en de participatieraad worden geïnformeerd van de aanstelling van de crisismanager voordat deze zijn ambt bekleedt.

In het kader van de uitvoering van zijn opdracht, analyseert de crisismanager de toestand van de school op basis van de diagnose bedoeld in artikel 1.5.2-14 en, in voorkomend geval, van de evaluatie van de uitvoering van het samenwerkingsprotocol bedoeld in de artikelen 1.5.2-19.

Hij formuleert voorstellen, na Raadpleging van de inrichtende macht, de directeur, het educatief team, de federatie van inrichtende machten en, in voorkomend geval, de teams van het PMS-centrum met als doel het verwezenlijken van de doelstellingen van het samenwerkingsprotocol of het wijzigen ervan.

Hij informeert de plaatselijke organen voor sociaal overleg en de participatieraad. Hij legt deze voorstellen ter goedkeuring voor aan de inrichtende macht.

Op basis van deze voorstellen maakt het samenwerkingsprotocol, in voorkomend geval, het voorwerp uit van een voorstel tot wijziging door de inrichtende macht, in overleg met de crisismanager.

Dit voorstel tot wijziging wordt dan overgemaakt aan de zonedirecteur. Als hij het goedkeurt, maakt het integraal deel uit van het samenwerkingsprotocol van de school. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 26 en 27 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs in het onderwijs.

De crisismanager voert het samenwerkingsprotocol uit in samenwerking met de inrichtende macht, de directeur, het educatief team van de school en, in voorkomend geval, de teams van het PMS-centrum, in het kader van een opvolgingsproces zoals bedoeld in artikel 1.5.2-19, lid 2.

§ 3. De zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst evalueren ten laatste één maand

voor de opdracht van de crisismanager afloopt, de verwezenlijking en het resultaat van deze opdracht in overleg met de inrichtende macht en, in voorkomend geval, met haar federatie van inrichtende machten die daartoe gemachtigd wordt indien deze de crisismanager heeft aangesteld.

Na deze evaluatie deelt de zonedirecteur aan de Regering, na Raadpleging van de inrichtende macht en, in voorkomend geval, van haar federatie van inrichtende machten als deze deel heeft genomen aan het aanstellingsproces van de crisismanager, een verslag mee waarin hij op het einde tot de voldoende of onvoldoende toepassing van het samenwerkingsprotocol concludeert.

Wanneer het verslag tot de onvoldoende toepassing van het samenwerkingsprotocol concludeert, schaft de Regering, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de wedden en werkingsdotaties bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, in het gesubsidieerd onderwijs, de weddesubsidies en de werkingsubsidies bedoeld in de artikelen 26 tot 28 en 32 van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959, af.

Alvorens een beslissing tot afschaffing van de dotaties, wedden of subsidies te nemen, stuurt de Regering een schriftelijke ingebrekestelling naar de inrichtende macht met het verzoek om haar opmerkingen alleen schriftelijk bekend te maken. Deze laatste heeft een termijn van 30 kalenderdagen vanaf de datum van de kennisgeving per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging van deze ingebrekestelling, om zijn opmerkingen te laten gelden.

§ 4. De betrokken directeur behoudt, tijdens de periode van aanstelling van de crisismanager, zijn tijdelijke benoeming als directeur of zijn aanstelling als directeur tot de stage toegelaten of zijn vaste benoeming als directeur alsook zijn bezoldiging, onverminderd echter artikel 43 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs, de Hoofdstukken IX en *IXbis* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, de Hoofdstukken VIII en IX van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, de Hoofdstukken IX en X van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Onverminderd de mogelijke tucht- of afdankingsprocedures die door de inrichtende macht in geval van ernstig en bewezen feiten ingesteld kunnen worden, kan de directeur of een lid van het educatief team het voorwerp uitmaken van een procedure tot preventieve schorsing overeenkomstig de bepalingen betreffende zijn ambt, wanneer de aanstelling van de crisismanager op de volgende elementen berust:

1° de weigering of de onbevoegdheid van de directeur leidt ertoe dat het aanpassingsstelsel niet kan worden uitgewerkt;

2° de duidelijke slechte wil van de directeur om het samenwerkingsprotocol te verwezenlijken en/of het onvermogen om de erin bevatte doelstellingen te verwezenlijken;

3° de onmogelijkheid die aan de directeur geweten kan worden om het samenwerkingsprotocol te wijzigen of om de uitwerking van een opvolgingsproces toezicht uit te werken;

4° de duidelijke slechte wil of het duidelijke en herhaalde onvermogen van het lid van het educatief team in het kader van de uitwerking van het aanpassingsstelsel, de toepassing van het samenwerkingsprotocol of de uitvoering van een opvolgingsproces.

Gedurende deze preventieve schorsing kunnen ontwikkelingsdoelstellingen door de inrichtende macht opgelegd worden aan het personeelslid, met de instemming van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de school.

Op het einde van de periode bepaald door de inrichtende macht wordt de verwezenlijking van deze doelstellingen geëvalueerd. De vaststellingen waarop deze evaluatie steunt, kunnen ernstige en bewezen elementen zijn die ertoe leiden dat de inrichtende macht op deze basis een tucht- of afdankingsprocedure kan aanvatten. De geldigheidsduur van deze evaluatie is echter beperkt tot een termijn van twaalf maanden die begint te lopen vanaf de datum van het opstellen ervan.

Nochtans, wanneer op basis hiervan een tucht- of afdankingsprocedure wordt aangevat, binnen deze termijn, blijft de evaluatie geldig tot de datum waarop van de definitieve beslissing tot strafoplegging of afdanking aan het personeelslid wordt kennisgegeven.

Onverminderd artikel 124 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs, vervangt de crisismanager het personeelslid tot de aanstelling van een nieuwe directeur.

Art.1.5.2-22. Het samenwerkingsprotocol vervangt de doelstellingenovereenkomst van de school tijdens de door het protocol bepaalde periode en voor maximaal drie jaar.

### *Afdeling III. — Evaluatie van maatregelen inzake sturing van scholen*

Art.1.5.2-23. De Regering evalueert de uitvoering van de bepalingen bedoeld in dit Hoofdstuk en brengt verslag hierover aan het Parlement uit in de loop van schooljaar 2022-2023.

## HOOFDSTUK III. — Participatie

### *Afdeling I. — Participatieraad*

Art.1.5.3-1. § 1. In elke school wordt een participatieraad opgericht.

In afwijking van lid 1 kan de inrichtende macht die meerdere scholen organiseert een gemeenschappelijke participatieraad samenstellen voor twee, drie of vier scholen, na het advies te hebben ingewonnen van de betrokken participatieraden.

Wanneer de in lid 2 bedoelde afwijking aangewend wordt, is voor elk van de in artikel 1.5.3-2, § 1, lid 3, 1 en 2, bedoelde categorieën ten minste één vertegenwoordiger van elke school lid van de participatieraad.

Na gunstig advies van de participatieraad kan de inrichtende macht ofwel de hergroepering opgeven ofwel deze wijzigen. De hergroepering of wijziging zijn slechts toegestaan nadat de betrokken participatieraad al drie jaar actief was.

§ 2. De participatieraad is belast met:

1° het debatteren over en advies uitbrengen over het schoolproject inzonderheid gebaseerd op de voorstellen van de afgevaardigden van de inrichtende macht, het amenderen en aanvullen ervan, het voorstellen ervan ter goedkeuring van de inrichtende macht;



2° het voorstellen van aanpassingen overeenkomstig artikel 1.5.1-5, § 1;

3° het uitvoeren van een globale bezinning op de uitgaven die gedurende het jaar worden geëist, in het bijzonder die verband houden met culturele en sportieve activiteiten die deel uitmaken van het schoolproject;

4° het bestuderen en voorstellen van een solidariteitsmechanisme tussen de leerlingen voor de betaling van de schoolkosten bedoeld in 3°;

5° het onderzoeken en voorstellen van steun- en begeleidingsacties voor leerlingen die zijn ingeschreven op basis van het sociaaleconomische indexcijfer van hun oorspronkelijke basis- of lagere school;

6° het uitbrengen van een advies over het sturingsplan overeenkomstig artikel 1.5.2-4, lid 4, en 1.5.2-5, § 3, lid 5, en over de voorgestelde wijziging van de doelstellingenovereenkomst overeenkomstig artikel 1.5.2-9, § 2, lid 1 en 6, en artikel 1.5.2-10, lid 4, door in dit verband nuttige voorstellen te doen;

7° het debatteren over en een advies uitbrengen over het huishoudelijk reglement van de school en, in voorkomend geval, het amenderen en aanvullen ervan;

8° het informeren van de ouders of de meerderjarige leerlingen over de decretale of reglementaire bepalingen die van toepassing zijn inzake de kosteloosheid van de toegang tot onderwijs en erop toezien dat deze correct worden toegepast binnen de school;

9° het ontvangen van duidelijke en transparante informatie van de inrichtende macht over de, rechtstreeks of onrechtstreeks, ontvangen of verzamelde middelen met betrekking tot de kosteloosheid van de toegang, en het gebruik ervan.

Art.1.5.3-2. § 1. De participatieraad omvat van rechtswege leden, verkozen leden en leden die het sociale, culturele en economische milieu van de school vertegenwoordigen.

De van rechtswege leden zijn de directeur en afgevaardigden aangesteld door de inrichtende macht.

Verkozen leden zijn:

1° de vertegenwoordigers van leerkrachten, het opvoedende, psychologische, sociale en paramedische hulppersoneel;

2° de vertegenwoordigers van de ouders;

3° studentenvertegenwoordigers, onverminderd paragraaf 4;

4° een vertegenwoordiger van het werkliedenpersoneel en het administratief personeel, waar hij verbonden is aan de school.

De leden die het sociale, culturele en economische milieu van de school vertegenwoordigen, worden aangesteld door de inrichtende macht of haar afgevaardigde.

Elk lid van de participatieraad kan worden vervangen door een aangewezen of verkozen plaatsvervanger volgens dezelfde nadere regels als het werkende lid.

Het aantal vertegenwoordigers bedoeld in lid 3, 1°, 2° en 3°, is voor elke categorie identiek.

Dit aantal wordt vastgesteld door de inrichtende macht of haar afgevaardigde. Het kan niet minder dan drie en niet meer dan zes zijn.

Noch de afgevaardigden van de inrichtende macht, noch de leden die het sociale, culturele en economische milieu van de school vertegenwoordigen, mogen het aantal overschrijden dat is toegewezen aan elk van de categorieën bedoeld in lid 3, 1°, 2° en 3°.

Wanneer echter gebruik wordt gemaakt van de afwijking bedoeld in artikel 1.5.3-1, § 1, lid 2, mag de afvaardiging van de inrichtende macht een groter aantal bevatten dan dat is toegekend aan elk van de categorieën bedoeld in lid 3, 1°, 2° en 3° zodat het aantal afgevaardigden van de inrichtende macht die geen directeur zijn, met één eenheid hoger is dan het aantal directeurs.

§ 2. De vertegenwoordigers van het personeel bedoeld in paragraaf 1, lid 3, 1°, omvatten:

1° in het officiële onderwijs, afgevaardigden verkozen uit hun midden en bij geheime stemming door alle leden van het betrokken personeel, die vast benoemd of tijdelijk aangewezen voor een volledig schooljaar zijn;

2° in het vrij onderwijs,

a) drie afgevaardigden, die personeelsleden van de school voor een volledig schooljaar zijn, benoemd door de representatieve vakverenigingen in evenredigheid met het resultaat van de sociale verkiezingen in de school, dat wil zeggen ondernemingsraden of, bij gebreke daaraan, het comité voor de bescherming op het werk, of bij gebreke hieraan, in de plaatselijke overleginstanties;

b) een maximum van drie afgevaardigden verkozen uit hun midden en bij geheime stemming door de alle relevante personeelsleden die in vast verband aangeworven of tijdelijk aangeworven voor een volledig schooljaar zijn.

De vertegenwoordigers bedoeld in lid 1, 2°, mogen niet deel uitmaken van de Raad van bestuur of de algemene vergadering van de inrichtende macht. De Regering kan een afwijking van deze bepaling toestaan wanneer alle personeelsleden van rechtswege lid zijn van de inrichtende macht.

De vertegenwoordigers bedoeld in paragraaf 1, lid 3, 1° en 4°, moeten verplicht minstens een halftijdse opdracht hebben in de school.

§ 3. De vertegenwoordigers van de leerlingen worden in hun midden verkozen, nadat de kandidaten opgeroepen werden, hetzij door alle leerlingen van de school, hetzij door alle leerlingen van het secundair niveau van de school, hetzij door alle leerlingen van de derde en de vierde Raad van het secundair onderwijs.

Het mandaat mag noch nadelen noch voordelen meebrengen voor degene die het uitoefent.

De keuze tussen de drie modaliteiten bepaald in lid 1, valt onder de bevoegdheid van de inrichtende macht die haar ook kan afvaardigen.

§ 4. In het basisonderwijs kan de inrichtende macht, op voorstel van ten minste twee derde van de leden van de participatieraad, beslissen de participatieraad open te stellen voor afgevaardigden van de leerlingen, hetzij permanent, hetzij tijdelijk.

§ 5. Indien er binnen de school een oudervereniging bestaat die lid is van een van de verenigingen die de ouders vertegenwoordigen en van verenigingen van ouders van leerlingen bedoeld in artikel 1.6.6-1, wordt de verkiezingsorganisatie voor de vertegenwoordigers van de ouders geregeld door deze organisatie.

Anders wordt de eerste algemene vergadering van de ouders gehouden op initiatief van de inrichtende macht of haar afgevaardigde.

In het ene zowel als in het andere geval verkiest de algemene vergadering van de ouders haar vertegenwoordigers bij middel van een geheime stemming. De samenroeping en de notulen van elke algemene vergadering worden aan alle ouders meegedeeld. Alle ouders aanwezig tijdens de algemene vergadering kunnen deelnemen aan de stemming en zich zonder andere voorwaarden kandidaat stellen.

De vertegenwoordigers van de ouders bedoeld in paragraaf 1, lid 3, kunnen deel uitmaken noch van de Raad van bestuur, noch van de algemene vergadering van de inrichtende macht, noch lid zijn van het personeel van de inrichting. De Regering kan een afwijking toestaan op deze beschikking wanneer alle ouders leden van rechtswege zijn van de inrichtende macht.

§ 6. Het werklieden- en administratief personeel verkiest zijn vertegenwoordiger.

§ 7. De verkozen leden die de leerkrachten vertegenwoordigen en de leden die het sociaal, cultureel en economisch milieu vertegenwoordigen, oefenen een vernieuwbaar mandaat van vier jaar uit.

De verkozen leden die de ouders en de leerlingen vertegenwoordigen, oefenen een vernieuwbaar mandaat van twee jaar uit.

Elk lid dat niet meer aan de voorwaarden voor verkiesbaarheid voldoet, wordt vervangen overeenkomstig de nadere regels bepaald door het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 1.5.3-3, § 3.

Wanneer voor een bepaalde categorie het aantal kandidaten het aantal te begeben posten niet overschrijdt, dan zijn de kandidaten ambtshalve verkozen.

§ 8. De participatieraad mag leden coöpteren die een adviserende stem hebben. Deze laatsten mogen niet hoger zijn in aantal dan dat toegekend aan elk van de categorieën bedoeld in paragraaf 1, lid 3, 1°, 2°, 3°.

Art.1.5.3-3. § 1. De participatieraad komt ten minste vier keer per jaar samen. Hij moet samengeroepen worden met een vraag van ten minste de helft van zijn leden, gericht aan de voorzitter.

De vertegenwoordigers van de verschillende categorieën van de participatieraad moeten vergaderingen organiseren van hun mandanten, teneinde de problemen die worden opgeworpen tijdens de participatieraad te bespreken.

De inrichtende macht of haar afgevaardigde wijst de voorzitter aan van de participatieraad.

§ 2. De participatieraad streeft ernaar zijn adviezen bij consensus te geven.

Bij gebreke daaraan, wordt in het officieel onderwijs het advies uitgebracht met een tweederdemeerderheid van de aanwezige leden, voor zover de meerderheid voorhanden is:

1° onder de aanwezige leden bedoeld in artikel 1.5.3-2, § 1, lid 2;

2° onder de aanwezige leden bedoeld in artikel 1.5.3-2, § 1, lid 3 en 4, waarbij de onthoudingen niet geldig zijn bij de telling van de stemmen.

Bij gebreke daaraan, wordt in het vrij onderwijs het advies uitgebracht met een tweederdemeerderheid van de aanwezige leden, voor zover de meerderheid voorhanden is:

1° onder de aanwezige leden bedoeld in artikel 1.5.3-2, § 1, lid 2;

2° onder de aanwezige leden bedoeld in artikel 1.5.3-2, § 1, lid 3, 2°, 3° en 4°, en lid 5;

3° onder de aanwezige leden bedoeld in artikel 1.5.3-2, § 2, lid 1, 2°, waarbij de onthoudingen niet geldig zijn bij de telling van de stemmen.

Wordt er geen consensus bereikt, kan elke categorie bedoeld in artikel 1.5.3-2, § 1 een minderheidsnota indienen.

§ 3. De participatieraad bepaalt zijn huishoudelijk reglement en legt het ter goedkeuring voor aan de inrichtende macht.

#### *Afdeling II. — Afgevaardigden van leerlingen*

Art.1.5.3-4. De afgevaardigden van de leerlingen worden verkozen in het vijfde en zesde jaar van de lagere school, alsook in het secundair onderwijs.

In het type 2 van het gespecialiseerd basisonderwijs en in vorm 1 van het gespecialiseerd secundair onderwijs alsook in het gespecialiseerd onderwijs voor leerlingen met meerdere handicaps, voor leerlingen met autisme, voor afatische of dysfatische leerlingen of voor leerlingen met een ernstige lichamelijke handicap, is het de directeur of de inrichtende macht die een klasafgevaardigde moet aanstellen uit de leerlingen van de betrokken klassen.

Art.1.5.3-5. De inrichtende macht of haar afgevaardigde bepaalt de verkiezingsmodaliteiten van afgevaardigden van leerlingen en erkent het bestaan van leerlingenraden.

De bepalingen bedoeld in lid 1 voorzien inzonderheid in een verkiezing van de afgevaardigden van leerlingen en hun plaatsvervangers door hun medeleerlingen, bij het begin van elk schooljaar, binnen elke klas.

Art.1.5.3-6. § 1. Er bestaat een leerlingenraad voor leerlingenvertegenwoordigers:

1° uit het vijfde en zesde jaar van de lagere school;

2° uit de lagere Raad van het secundair onderwijs;

3° uit de hogere Raad van het secundair onderwijs.

De leerlingenraad is een praatgroep waar problemen in verband met de school of met bepaalde klassen worden behandeld.

Deze Raad heeft als taak vragen, verzoeken, advies en voorstellen van leerlingen over het leven op school te centraliseren en door te geven aan de participatieraad, de directeur en de inrichtende macht. Hij heeft ook als taak de leerlingen uit de verschillende klassen te informeren over de antwoorden van de participatieraad, de directeur en de inrichtende macht.

§ 2. Elke leerlingenraad stelt zijn eigen huishoudelijk reglement op. Hij komt minstens zes keer per jaar samen.

§ 3. Alle leerlingenraden komen minstens één keer per jaar samen om prioritaire vragen te bespreken en, in voorkomend geval, de afgevaardigden van leerlingen te verkiezen die zetelen in de participatieraad.

Art.1.5.3-7. Voor elke categorie bedoeld in artikel 1.5.3-6, § 1, lid 1, worden minstens twee leden van het pedagogisch team aangesteld als begeleiders van het "Leerlingenraad"-project.

Zij zijn, als deskundige, aanwezig op de vergaderingen van de leerlingenraad van de studiejaar waarin ze actief zijn.

Art.1.5.3-8. In afwijking van de bepalingen van artikel 1.5.3-4 tot 1.5.3-7, wanneer het aantal leerlingen uit het vijfde en zesde jaar van de lagere school dat is ingeschreven in de school of in de vestiging minder bedraagt dan 15,

organiseert de inrichtende macht of haar afgevaardigde de deelname van de leerlingen volgens de nadere regels aangepast aan dit lager aantal leerlingen.

Art.1.5.3-9. De opleiding tot leerlingenaafgevaardigde of tot bemiddelaar voor medeleerlingen is bedoeld om een positieve dynamiek te creëren en democratische praktijken binnen de school te implementeren.

Art.1.5.3-10. § 1. De Regering bepaalt de selectiecriteria voor aanbieders van opleidingen en bepaalt de lijst met aanbieders die gesubsidieerd kunnen zijn, met name op basis van hun expertise en een evenwichtige verdeling ervan.

§ 2. Zoals na een oproeping voor kandidaten selecteert zij op voorstel van de Commissie bedoeld in paragraaf 3, die scholen waarvan vertegenwoordigers worden toegelaten tot de opleiding bedoeld in artikel 1.5.3-9, met aandacht voor een juiste verdeling tussen de netwerken en met voorrang voor scholen die nog niet hebben deelgenomen aan deze opleiding.

Zij bepaalt de selectiecriteria voor de kandidaturen van scholen.

§ 3. Er wordt een Selectiecommissie opgericht voor de kandidaturen bedoeld in paragraaf 2.

Deze wordt samengesteld, met inachtneming van een evenwicht tussen de karakters, uit zeven vertegenwoordigers voorgesteld door de federaties van inrichtende machten, één vertegenwoordiger voorgesteld door Wallonie-Bruxelles Enseignement, alsook uit de directeur-generaal van verplicht onderwijs -of zijn afgevaardigde, die de Commissie voorziet.

De Regering stelt de leden aan en bepaalt de werkingsmodaliteiten.

Het secretariaat van de Commissie wordt verzorgd door de diensten van de Regering.

### *Afdeling III. — Ouderverenigingen*

Art.1.5.3-11. Er kan een oudervereniging worden opgericht door de ouders van een kleuterschool, een lagere school, een basisschool of een secundaire school.

De oudervereniging groepeerst uitsluitend ouders van regelmatig ingeschreven leerlingen.

Art.1.5.3-12. De oudervereniging past binnen het kader van het pedagogisch project van de school.

Ze heeft als opdracht de betrekkingen tussen de ouders van leerlingen en het geheel van de onderwijsgemeenschap te vergemakkelijken, in het belang van alle leerlingen, hun succes en hun ontwikkeling met inachtneming van de rechten en plichten van iedereen.

De oudervereniging organiseert een passieve en actieve wacht om alle ouders van leerlingen zo objectief mogelijk te informeren

Art.1.5.3-13. § 1. Bij gebrek aan initiatief van de ouders van een school, organiseert de inrichtende macht of haar afgevaardigde elk jaar vóór 1 november een eerste algemene vergadering van ouders met het oog op de oprichting van de oudervereniging in functie van de verplichtende regels die eigen zijn aan de school of volgens de bestaande praktijken. De samenwerking van de participatieraad en de vereniging die de ouders van leerlingen vertegenwoordigt en ouderverenigingen zal worden vereist in het kader van deze benaderingswijze.

§ 2. De inrichtende macht of haar afgevaardigde roept ten minste één keer per jaar een algemene vergadering van ouders van de schoolinrichting bijeen. Deze vergadering zal vóór 1 november georganiseerd moeten worden. Tijdens deze vergadering zullen in het bijzonder de rol en de werking van de participatieraad en de rol van de oudervereniging aan bod komen.

Deze algemene vereniging van ouders kan worden gelijkgesteld worden met de algemene vergadering van ouders die ten doel heeft de vertegenwoordigers van de ouders binnen de participatieraad te verkiezen, zoals bedoeld in artikel 1.5.3-2, § 5.

§ 3. Elke ouder van een minderjarige of meerjarige leerling, is van rechtswege lid van de oudervereniging van de school waar de leerling regelmatig ingeschreven is.

Art.1.5.3-14. § 1. Het comité van de oudervereniging vertegenwoordigt de oudervereniging tussen twee algemene vergaderingen van ouders. Het is samengesteld uit minstens drie leden, verkozen bij geheime stemming voor een hernieuwbare periode van maximaal twee jaar, uit en door de ouders van leerlingen die lid zijn van de oudervereniging en die in algemene vergadering bijeenkomen. Het comité bepaalt zijn huishoudelijk reglement tijdens zijn eerste vergadering.

Om de onafhankelijkheid van de debatten binnen het comité te garanderen, mogen geen enkel van de volgende personen lid zijn van het comité:

- 1° de leden van de inrichtende macht;
- 2° de leden van de directie;
- 3° de leden van het opvoedkundig personeel;
- 4° alle andere personeelsleden.

Er kan worden afgeweken van lid 2, 1° wanneer alle ouders leden van rechtswege zijn van de inrichtende macht.

De ouders die verkozen worden binnen de participatieraad kunnen deel uitmaken van het comité voor de oudervereniging.

§ 2. Het comité van de oudervereniging heeft de volgende opdrachten:

- 1° ten minste één keer per jaar, samen met de directie van de school, een algemene vergadering van ouders organiseren;
- 2° vergaderingen van ouders organiseren om inzonderheid de vragen gesteld door de participatieraad te bespreken;
- 3° informatie verspreiden tussen de ouders van leerlingen van de school en hun mogelijke representatieve organen;
- 4° de ouders van de leerlingen van de school aanzetten om actief deel te nemen zodat ze volledig een actieve en verantwoordelijke rol kunnen spelen binnen de school van hun kinderen;
- 5° op eigen initiatief adviezen en/of voorstellen geven aan de betrokken spelers.

§ 3. Wordt geacht aftredend te zijn het lid van het comité of de vertegenwoordiger dat/die geen kind meer heeft dat regelmatig ingeschreven is in de school. Elk aftredend lid van het comité wordt vervangen op de volgende algemene vergadering overeenkomstig paragraaf 1.

§ 4. Opdat de oudervereniging erkend zou worden tot lid van een representatieve organisatie van ouders van leerlingen bedoeld in artikel 166-1, moeten haar statuten of werkingsregels overeenstemmen met dit Wetboek en met de statuten van de betrokken gemeenschapsorganisatie.

§ 5. De oudervereniging die in algemene vergadering bijeenkomt, verkiest ook, indien nodig, voor twee jaar een vertegenwoordiger die belast wordt met de betrekkingen met de betrokken representatieve organisatie van ouders van leerlingen, en een plaatsvervanger. Het comité heeft als opdracht de representatieve organisatie waartoe het behoort, te informeren over deze aanstelling.

Art.1.5.3-15. § 1. De inrichtende macht zorgt voor de terbeschikkingstelling van de infrastructuur en het materiaal aan de oudervereniging die vereist zijn voor de uitvoering van haar opdrachten zonder de goede werking van de school te benadelen en volgens de nadere regels afgesproken tussen het comité van de oudervereniging en de inrichtende macht of haar afgevaardigde, inzonderheid inzake de overeenkomst en de verzekering wat betreft de bezetting van lokalen.

§ 2. Het comité van de oudervereniging moet zich bekend kunnen maken aan alle ouders van leerlingen van de school. Daartoe zullen de persoonsgegevens van de leden van het comité bij het begin van het schooljaar door de directeur aan alle ouders meegedeeld worden.

In elke school zal de oudervereniging over een aanplakbord kunnen beschikken, in een plaats die gemakkelijk toegankelijk is voor de ouders met eventueel de namen en persoonsgegevens van de leden van het comité voor de oudervereniging.

§ 3. De Regering, de diensten van de Regering en de inrichtende machten zullen de omzendbrieven en richtlijnen in verband met de ouderverenigingen duidelijk identificeren.

Het comité van de oudervereniging heeft toegang tot deze documenten die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn opdrachten onder dezelfde voorwaarden als de andere partners van de onderwijsgemeenschap. De inrichtende macht of haar vertegenwoordiger binnen de school wordt verzocht deze documenten tijdig te bezorgen.

§ 4. De inrichtende macht of haar afgevaardigde zullen zorgen voor de verspreiding van documenten van de oudervereniging die duidelijk geïdentificeerd moeten worden als documenten uitgaande van de oudervereniging.

De nadere regels voor deze verspreiding zullen worden bepaald in overleg met de inrichtende macht of haar afgevaardigde en het comité van de oudervereniging.

Elke beslissing tot weigering van verspreiding van documenten uitgaande van de oudervereniging die genomen wordt door de inrichtende macht moet gemotiveerd worden tegenover de oudervereniging.

De inhoud van de documenten verspreid door de oudervereniging moet inzonderheid de bepalingen betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer naleven en moet elke propaganda voor een politieke partij, elke handelsactiviteit of elk gedrag behorende tot de oneerlijke concurrentie tussen de scholen verbieden overeenkomstig artikel 1.7.3-3. In de betrokken scholen moet zij de verplichtingen die verband houden met de neutraliteit bepaald onder Titel 7, Hoofdstuk 4, van dit Wetboek respecteren.

## TITEL VI. — *Beheer van het onderwijssysteem*

### HOOFDSTUK I. — *Sturing van het onderwijssysteem*

#### *Afdeling I. — Sturingscommissie*

Art.1.6.1-1. Er wordt een Sturingscommissie opgericht voor het basis- en secundair onderwijs.

De opdrachten, de werking en de samenstelling van de Sturingscommissie worden bepaald door het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap.

#### *Afdeling II. — De cel voor coördinatiebemiddeling*

Art.1.6.1-2. § 1. Binnen het Ministerie wordt een cel voor coördinatiebemiddeling opgericht die bestaat uit:

1° de ambtenaar-generaal belast met de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem of zijn afgevaardigde;

2° de coördinerende inspecteur-generaal van de algemene inspectiedienst of zijn afgevaardigde;

3° de coördinerende afgevaardigde.

De cel voor coördinatiebemiddeling:

1° voert de coördinatie tussen de algemene inspectiedienst en de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra, alsook de coördinatie tussen beide hiervoor genoemde algemene diensten en de diensten en directies binnen de algemene directie voor begeleiding van het onderwijssysteem;

2° oefent de opdrachten uit die aan haar werden toevertrouwd met het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst;

3° oefent de opdrachten uit die aan haar werden toevertrouwd met het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;

4° oefent elke andere taak uit die aan haar werden toevertrouwd door de Regering.

§ 2. De cel voor coördinatiebemiddeling stelt haar eigen huishoudelijk reglement op. Dit wordt goedgekeurd door de Regering. Het stelt ten minste dat:

1° de ambtenaar belast met de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem of zijn afgevaardigde optreedt als voorzitter en de agenda bepaalt;

2° de cel voor coördinatiebemiddeling komt minstens één keer per maand samen, behalve tijdens de maanden juli en augustus, en bepaalt de andere regels voor spoedoverleg, inzonderheid in geval van specifieke onderzoeks- en toezichthoudende opdrachten;

3° de beslissingen worden genomen met naleving van de consensusregeling;

4° wanneer de cel voor coördinatiebemiddeling een taak uitvoert bedoeld in paragraaf 1, lid 2, 2°, zetelt de coördinerende afgevaardigde van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra of zijn afgevaardigde als waarnemer;

5° wanneer de cel voor coördinatiebemiddeling een taak uitvoert bedoeld in paragraaf 1, lid 2, 3°, zetelt de coördinerende inspecteur-generaal van de algemene inspectiedienst of zijn afgevaardigde als waarnemer;

6° als de cel voor coördinatiebemiddeling een taak die verband houdt met de artikelen 4, § 2 en 5, 5, § 2, 3, en 8, 6, § 1 en 4, en 7, § 2 en 5, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst, nodigt ze de directeur van de directie voor educatieve standaards en evaluaties alsook de ambtenaar-generaal belast met de algemene dienst voor analyses en prospecties uit om te zetelen als waarnemers;

7° als de cel voor coördinatiebemiddeling een taak die verband houdt met artikel 5, § 1, 5 en 7, § 1, 4, van het

decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, nodigt ze de directeur van de directie voor educatieve standaards en evaluaties alsook de ambtenaar-generaal belast met de algemene dienst voor analyses en prospecties uit om te zetelen als waarnemers.

HOOFDSTUK II. — *Commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern en programmacommissies*

*Afdeling I.* — Commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern

Art.1.6.2-1. § 1. Er wordt een commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern opgericht.

§ 2. Wat de referentiesystemen betreft, zorgt de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern:

1° voor de goede toepassing van het handvest van de referentiesystemen bedoeld in artikel 1.4.4-1, § 3, inzonderheid de naleving van de verwachte kwaliteiten en de studierichtingen bepaald door deze laatste;

2° voor de coherentie van de referentiesystemen onder elkaar, tegelijkertijd verticaal (tussen jaren en niveaus) en horizontaal (tussen domeinen en vakken);

3° ervoor dat de leerinhouden en de verwachte competenties die de beheersingsniveaus bepalen, voor elk domein en vak worden bepaald;

4° ervoor zorgen dat de transversale en interdisciplinaire benaderingen van de gemeenschappelijke kern, effectief door de werkgroepen worden behandeld;

5° voor het realisme, de leesbaarheid, de precisie en de begrijpelijkheid van de referentiesystemen voor de verschillende gebruikers en de motivering van de gemaakte keuzes;

6° voor de instelling van de leescomités in verband met elke werkgroep voor de uitwerking van de referentiesystemen;

7° voor de naleving van de vrijheid van de inrichtende machten inzake pedagogische methodes bedoeld in artikel 1.5.1-1.

De commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern oefent een arbitrage rol uit voor mogelijke geschillen binnen de werkgroepen of onder hen.

Wanneer de werkgroepen belast met het opstellen van voorstellen van referentiesystemen na hun werkzaamheden deze voorstellen voor referentiesystemen overmaken aan de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern, kan de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern die wijzigingen aanbrengen die zij noodzakelijk acht alvorens de voorstellen voor referentiesystemen door te sturen naar de Regering samen met haar advies erover. De commissie voor referentiesystemen motiveert in haar advies de aan de oorspronkelijke voorstellen van de werkgroepen aangebrachte wijzigingen.

De voorzitter van de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern brengt aan het Parlement verslag uit over de voortgang van de werken van de werkgroepen als het Parlement hierom vraagt.

§ 3. Wat de programma's betreft, controleert de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern of de studieprogramma's het mogelijk maken de verwachte competenties te halen zoals bepaald in de referentiesystemen voor initiële competenties en de gemeenschappelijke kern bedoeld in Titel 4, Hoofdstuk 2.

Ze controleert, voor het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4, of de studieprogramma's het voor leerlingen met specifieke behoeften mogelijk maken op een optimale manier te evolueren.

De commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern oefent geen controle uit op de pedagogische methoden.

Art.1.6.2-2. De commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern wordt voorgezeten door de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs of een persoon aangesteld door hem.

Ze is als volgt samengesteld:

1° een vertegenwoordiger van de Minister;

2° twee vertegenwoordigers van de Algemene Inspectiedienst in de persoon van de inspecteur-generaal van het basisonderwijs en van de inspecteur-generaal van het secundair onderwijs;

3° twee leden van de algemene directie van de sturing van het onderwijssysteem, die ook lid zijn van de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 1.6.4-1;

4° zeven vertegenwoordigers van de inrichtende machten waaronder:

a) drie vertegenwoordigers van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, lid 5, 3°;

b) één vertegenwoordiger van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, lid 5, 4°;

c) één vertegenwoordiger van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, lid 5, 1°;

d) één vertegenwoordiger van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, lid 5, 2°;

e) één vertegenwoordiger van Wallonie-Bruxelles — Enseignement;

5° vijf deskundigen afkomstig uit inrichtingen van het hoger onderwijs met een ervaring of een bekwaamheid inzake schoolcurricula of in één van de domeinen bedoeld in artikel 1.4.2-3, 1° tot 5°.

De leden bedoeld in lid 2, 5°, worden aangesteld op voorstel van de Minister.

De leden van de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern worden aangesteld op voorstel van de Regering. Met uitzondering van de deskundigen, wordt voor elk werkend lid ook een plaatsvervangend lid aangesteld.

De commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern mag haar werkzaamheden organiseren door specifieke werkgroepen op te richten.

Art.1.6.2-3. De commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern legt haar eigen werkingsregels vast, met inachtneming van de nadere regels opgesteld door de Regering en onverminderd artikel 1.4.4-2.

De commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern mag op eigen initiatief leescomités instellen.

Wanneer de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern advies uitbrengt over een programma, neemt ze beslissingen met een tweederdemeerderheid. De leden bedoeld in artikel 1.6.2-2, lid 2, 4°, nemen niet deel aan deze besluitvorming. Ze mogen wel, indien ze dat wensen, worden gehoord als adviseurs.

#### *Afdeling II. — Programmacommissies*

Art.1.6.2-4. Er wordt een programmacommissie opgericht voor de overgangsafdeling van de hogere Raad van het gewoon secundair onderwijs, een programmacommissie voor de kwalificatieafdeling van de hogere Raad van het gewoon secundair onderwijs en een programmacommissie voor het gespecialiseerd onderwijs.

De programmacommissies controleren of de studieprogramma's van die aard zijn dat ze het mogelijk maken de verwachte competenties zoals vastgelegd in de respectieve referentiesystemen te halen.

De programmacommissies oefenen geen controle uit op de pedagogische methodes.

Art.1.6.2-5. Elke programmacommissie omvat:

1° acht leden aangesteld door de Minister op voorstel van de algemene Raad voor het secundair onderwijs;  
2° twee vertegenwoordigers van de inspectie aangesteld door de Minister op voorstel van de algemene inspecteurs;

3° een afgevaardigde van het Algemeen Bestuur Onderwijs, aangesteld door de Minister op voorstel van de administrateur-generaal onderwijs die de commissie voorziet.

De mandaten hebben een duur van vier jaar. Ze zijn hernieuwbaar.

Art.1.6.2-6. Elke programmacommissie legt haar eigen werkingsregels vast, met inachtneming van de nadere regels vastgelegd door de Regering. De adviezen van de programmacommissies worden aangenomen met een tweederdemeerderheid.

### HOOFDSTUK III. — Externe evaluaties die niet met een getuigschrift worden bekrachtigd

#### *Afdeling I. — Definities en doelstellingen*

Art.1.6.3-1. En externe evaluatie die niet met een getuigschrift wordt bekrachtigd betreft ofwel de leerlingen van alle scholen, ofwel een representatieve steekproef van de leerlingen van de Franse Gemeenschap.

De scholen worden ertoe gehouden hun leerlingen te onderwerpen aan de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift en die hen betreffen.

Art.1.6.3-2. De externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift hebben betrekking op de beheersing van de kennis, knowhow en competenties zoals bepaald in de artikelen 1.4.2-2, 1.4.3-1 en 1.4.3-2.

Art.1.6.3-3. De externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift geven informatie over het bevorderingsniveau van de leerlingen waarbij minstens één van de volgende doelstellingen wordt nagestreefd:

1° het mogelijk maken voor elk pedagogisch team om de doeltreffendheid van zijn acties te waarderen door de verworven kennis van zijn leerlingen vast te stellen ten aanzien van de verwachte jaarlijkse competenties en door de resultaten van haar leerlingen te situeren ten aanzien van de globale resultaten van de leerlingen van alle scholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en, in voorkomend geval, op vraag van de inrichtende macht bij de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst ten aanzien van de resultaten geleverd door de sociaaleconomische index in kwartiel;

2° het mogelijk maken om ook de doeltreffendheid van deze actie te waarderen op het niveau van elke zone;

3° de overheden en het geheel van actoren in te lichten over de verworven kennis van de leerlingen van een studiejaar of van een bepaalde leeftijd die naar het geheel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde scholen gaan;

4° de overheden en het geheel van de actoren in te lichten over de evolutie van de verworven kennis van een groep leerlingen op verschillende ogenblikken van het studieprogramma.

Art.1.6.3-4. Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 1.6.3-14, § 1, lid 5, worden de resultaten van de leerlingen en van de schoolinrichtingen voor de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, anoniem gehouden behalve voor de betrokken school, de steun- en begeleidingsdiensten en de algemene sturingsdienst voor scholen en de PMS-centra, onverminderd de hierna vermelde bepalingen bedoeld in artikel 1.6.3-15, § 2.

Het is verboden dit te vermelden, inzonderheid voor doeleinden inzake reclame of concurrentie tussen scholen.

De resultaten behaald bij de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, mogen geen aanleiding geven tot een rangschikking van leerlingen of scholen, behalve voor de behoeften die het resultaat zijn van de toepassing voor de diensten van de Regering van de decretale of reglementaire bepalingen.

De leden van de algemene inspectiedienst, de leden van de algemene sturingsdienst voor scholen en PMS-centra, de ambtenaren van het Algemeen Bestuur Onderwijs, de leden van de steun- en begeleidingscellen, de personeelsleden en de inrichtende machten van scholen die de resultaten kennen van de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, zijn daartoe gehouden tot het beroepsgeheim. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

De niet-naleving van het verbod op openbaarmaking is een oneerlijke praktijk in de zin van artikel 1.7.3-3.

#### *Afdeling II. — Organisatie*

Art.1.6.3-5. § 1. Wat betreft de gemeenschappelijk kern bepaald in artikel 1.2.1-5, worden de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift georganiseerd voor alle leerlingen van het derde en vijfde jaar van het basisonderwijs, over de beheersing van het en het produceren van geschreven stukken en wiskundige en wetenschappelijke basiskennis, alsook, in het vijfde jaar van het basisonderwijs, over andere domeinen bepaald door de Regering waaronder die opgenomen in artikel 1.4.2-3.

De Regering bepaalt de maturiteitsgraden alsook de vormen van het gespecialiseerd onderwijs die betrokken zijn bij de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift zoals bedoeld in lid 1.

Door de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift zal ervoor gezorgd worden dat de evolutie van de beheersing van dezelfde kennis, knowhow en competenties wordt beoordeeld op de bedoelde diverse ogenblikken van de schooljaren.

Op basis van een advies uitgebracht door de evaluatiecommissie ingericht door artikel 1.6.4-1 kan de Regering beslissen om één of meer bijkomende externe evaluaties te organiseren die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift.

§ 2. Wat betreft de hogere Raad van het secundair onderwijs bedoeld in artikel 1.2.1-6, stelt de Regering, om de drie jaar, op voorstel van de evaluatiecommissie ingericht door artikel 1.6.4-1, een driejarenplan vast met betrekking tot de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, dat de planning bevat van alle externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift en die op dat gebied georganiseerd worden en maakt een onderscheid tussen:

- 1° externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, die betrekking hebben op alle scholen en op een representatieve steekproef;
- 2° de bedoelde domeinen van bekwaamheden alsook de betrokken studie jaren of leeftijdscategorieën;
- 3° in voorkomend geval de bedoelde types en vormen van gespecialiseerd onderwijs.

Het driejarenplan van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, houdt rekening met de volgende prioritaire assen:

- 1° elk jaar wordt minstens één externe evaluatieproef georganiseerd die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift;
- 2° één externe evaluatieproef die betrekking heeft op de beheersing van het lezen wordt minstens één keer tijdens de driejaarlijkse cyclus georganiseerd.

Wat betreft de moderne talen worden de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, georganiseerd volgens de volgende nadere regels:

- 1° om de drie jaar wordt een externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, georganiseerd voor alle leerlingen van het vierde jaar van het secundair onderwijs over de eerste moderne taal;
- 2° na advies van de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 1.6.4-1, kan de Regering beslissen om een of meer bijkomende externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift te organiseren over de beheersing van de tweede moderne taal en, in voorkomend geval, de derde gestudeerde moderne taal;
- 3° in het kader van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift bedoeld in het eerste lid, zijn specifieke proeven bedoeld voor leerlingen die taalbadonderwijs volgens zoals bedoeld in Titel 8, Hoofdstuk 3, van dit Boek.

§ 3. De leerlingen worden onderworpen aan externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift zoals bedoeld in paragraaf 1 en 2, met uitzondering van die georganiseerd op het einde van het zesde jaar van het basisonderwijs, tussen 1 en 31 oktober van hetzelfde schooljaar.

Alle betrokken leerlingen worden op dezelfde datum onderworpen aan de evaluaties bedoeld in lid 1.

Art.1.6.3-6. § 1. Voor het ontwerpen van elke externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, wordt een werkgroep opgericht die als volgt wordt samengesteld:

- 1° de voorzitter van de evaluatiecommissie of zijn afgevaardigde, die de werkgroep voorzigt;
- 2° een universitair of interuniversitair onderzoeksteam;
- 3° vier leden van de algemene inspectiedienst aangewezen door de Regering op voorstel van de administrateur-generaal van het Onderwijs;
- 4° zes leerkrachten die zorgen voor hun volledige of gedeeltelijke opdracht tijdens het studiejaar waarop de evaluatie betrekking heeft, aangewezen door de Regering op voorstel, wat betreft het gesubsidieerd onderwijs, van de federaties van inrichtende machten en na toestemming van hun inrichtende macht en, wat betreft het georganiseerd onderwijs, van Wallonie-Bruxelles Enseignement;
- 5° een of meer leden van de steun- en begeleidingscellen aangewezen door de Regering op voorstel van Wallonie-Bruxelles Enseignement of de federatie van inrichtende machten waaronder ze vallen.

Wat betreft het lager onderwijs worden de leerkrachten bedoeld in lid 1, 4°, als volgt verdeeld: drie leerkrachten die voor hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het gesubsidieerd officieel onderwijs zorgen, twee leerkrachten die voor hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het vrij onderwijs zorgen en één leerkracht die voor zijn volledige of gedeeltelijke opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs zorgt.

Wat betreft het secundair onderwijs worden de leerkrachten bedoeld in lid 1, 4°, als volgt verdeeld: één of twee leerkrachten die voor hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het gesubsidieerd officieel onderwijs zorgen, drie leerkrachten die voor hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het vrij onderwijs zorgen en één of twee leerkrachten die voor zijn volledige of gedeeltelijke opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs zorgt.

Deze leerkrachten zijn belast met een opdracht in de zin van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de detachering van leerkrachten die deelnemen aan de werkgroepen belast met externe evaluaties die niet worden bekrachtigd met een getuigschrift.

Wat betreft het lager onderwijs worden de leden bedoeld in lid 1, 5°, als volgt verdeeld: drie leden uit de steun- en begeleidingscel van het gesubsidieerd officieel onderwijs, twee leden uit een steun- en begeleidingscel van het gesubsidieerd vrij onderwijs en één lid uit de steun- en begeleidingscel van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Wat betreft het secundair onderwijs worden de leden bedoeld in lid 1, 5°, als volgt verdeeld: één of twee leden uit de steun- en begeleidingscel van het gesubsidieerd officieel onderwijs, drie leden uit een steun- en begeleidingscel van het gesubsidieerd vrij onderwijs en één of twee leden uit de steun- en begeleidingscel van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Indien Wallonie-Bruxelles Enseignement of een federatie van inrichtende machten geen vertegenwoordiger(s) voorstelt die het moet voorstellen, wordt toch aangenomen dat de werkgroep correct is samengesteld.

Het secretariaat van de werkgroep wordt verzekerd door een ambtenaar van het Algemeen Bestuur Onderwijs.

§ 2. De leerkrachten belast met een opdracht zoals bepaald in paragraaf 1 van dit artikel worden hun verplaatsingskosten terugbetaald volgens de nadere regels opgesteld door de Regering.

Art.1.6.3-7. Elke werkgroep, wat betreft de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift waarmee hij belast is, heeft als volgende opdrachten:

1° de organisatie van de proef met het oog op de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift;

2° het ontwerp van de informatie betreffende de voormelde proef;

3° de omschrijving van de instructies voor het afnemen en verbeteren van de proef;

4° het opstellen van een sociaal-culturele vragenlijst bestemd voor de leerling en van een vragenlijst betreffende de pedagogische praktijken bestemd voor de leerkracht;

5° het opstellen van een document met didactische pistes die verband houden met de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift.

Art.1.6.3-8. De leden van de werkgroepen en de universitaire onderzoeksteams alsook elke andere persoon die bij deze werkzaamheden betrokken is, zijn tot de striktste geheimhouding gehouden wat betreft de inhoud van de proeven, behalve de communicatie die is toegestaan voor de nadere regels bepaald door de Regering. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

Art.1.6.3-9. Het Algemeen Bestuur Onderwijs is belast met de organisatie van de proeven.

Art.1.6.3-10. De naleving van de instructies en de nadere regels betreffende het afnemen behoort tot de verantwoordelijkheid van de directeur van de school. Deze is gehouden tot geheimhouding gehouden wat betreft de inhoud van de proeven tot op het moment dat ze worden afgenomen.

De naleving van de instructies en de nadere regels betreffende de verbetering behoort tot de verantwoordelijkheid van elke inspecteur voor de scholen waar hij zijn opdrachten uitvoert.

In dit kader zorgt hij ervoor een verdeling te organiseren van de protocollen die ingevuld worden door de leerlingen zodat een leerkracht de door de leerlingen waarvoor hij een opdracht heeft ingevulde protocollen niet moet verbeteren, noch, behoudens uitzonderlijke toestand, deze ingevuld door de leerlingen van een school waar hij zijn ambt uitoefent.

Alle betrokken leerkrachten verbeteren de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift.

Wanneer de leerkrachten aan de verbeteringen deelnemen, worden ze beschouwd als in dienstactiviteit te zijn.

De scholen maken de resultaten van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift van hun leerlingen over aan het Algemeen Bestuur Onderwijs volgens de door hem bepaalde nadere regels.

Art.1.6.3-11. § 1. De werkgroep wordt belast met het analyseren en voorstellen van de resultaten van de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift waarmee hij belast werd.

Deze voorstelling moet het mogelijk maken om zowel het niveau van beheersing van het geheel van de geëvalueerde kennis, knowhow en competenties te beoordelen als het niveau van beheersing van elke bekwaamheid, waarbij niet alleen het gemiddelde niveau maar ook de verspreiding van de resultaten onder de leerlingen en de scholen in aanmerking worden genomen.

Met deze voorstelling kan ook het beheersingsniveau dat door de leerlingen wordt bereikt, worden beoordeeld door rekening te houden met de specifieke kenmerken van het schoolpubliek.

Met deze voorstelling moet de bepaling bedoeld in artikel 1.6.3-14, § 1, lid 5 mogelijk worden.

Deze voorstelling mag in geen enkel geval de identificatie van de leerlingen of van de scholen toelaten.

§ 2. De werkgroep wordt belast met het opstellen van een document met didactische pistes die verband houden met de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift waarmee hij belast werd.

Dit document moet de pedagogisch teams helpen bij het analyseren van de antwoorden en geschriften van hun leerlingen tegenover onderdelen die deel uitmaken van de externe evaluatie die niet wordt bekrachtigd met een getuigschrift en bij het verbeteren van de beheersing van de geëvalueerde kennis, knowhow en competenties inzonderheid via de implementatie van activiteiten die het mogelijk maken de vastgestelde fouten te herstellen.

Art.1.6.3-12. De resultaten en analyse van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, worden door de voorzitters van de werkgroepen overgemaakt aan de voorzitter van de sturingscommissie.

### *Afdeling III. — Verwerking van resultaten*

Art.1.6.3-13. Het verslag en de analyse van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, worden door de voorzitter van de sturingscommissie overgemaakt aan de Regering.

Op basis van de resultaten van elke externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, brengt de sturingscommissie advies uit aan de Regering met, in voorkomend geval, de aanbevelingen die deze resultaten zouden kunnen verbeteren.

Art.1.6.3-14. § 1. Naast de resultaten van alle leerlingen samen alsook die van elk van hen, beschikt elke inrichtende macht en elke school over de globale resultaten van alle leerlingen van de Franse Gemeenschap die haar worden meegegeeld in de voorstelling bedoeld in artikel 1.6.3-11 door het Algemeen Bestuur Onderwijs en, in voorkomend geval, op vraag van de inrichtende macht bij de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, per sociaaleconomische index in kwartiel.

De personeelsleden en de inrichtende machten van scholen die de resultaten van de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift kennen, zijn daartoe tot beroepsgeheim gehouden. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

De mededeling van de resultaten van de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, wordt gevolgd door voorstellen in de vorm van pedagogische hulpmiddelen die ten doel hebben in te spelen op de vastgestelde moeilijkheden.

Elke inrichtende macht of haar afgevaardigde zorgt ervoor dat de resultaten geanalyseerd en verwerkt worden



met, in voorkomend geval, de hulp van de steun- en begeleidingsdienst van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de federaties van de inrichtende machten naargelang het geval. Het verwerken van de resultaten bestaat inzonderheid in het ontwikkelen en invoeren van pedagogische of organisatorische strategieën die deze resultaten zouden kunnen verbeteren.

Elke inrichtende macht of haar afgevaardigde zorgt ervoor dat elke ouder toegang heeft tot de resultaten van het kind waarvoor hij verantwoordelijk is in vergelijking met de globale resultaten van alle leerlingen van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De anonieme resultaten worden ook opgemaakt op het niveau van alle scholen van eenzelfde zone en overgemaakt aan de zoneraden.

Art.1.6.3-15. § 1. Elke school stelt de resultaten van haar leerlingen ter beschikking van de leden van de algemene sturingsdienst voor scholen en PMS-centra, de betrokken inspectiediensten en de betrokken steun- en begeleidingscel zodat deze, naast de globale resultaten van alle leerlingen van de Franse Gemeenschap, beschikken over alle resultaten van de leerlingen van elke school waar ze hun opdrachten uitoefenen.

De leden van de algemene sturingsdienst voor scholen en PMS-centra, de inspecteurs en adviseurs voor steun en begeleiding die de resultaten kennen van de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, zijn daartoe tot het beroepsgeheim gehouden. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

De betrokken inspectiediensten en de adviseurs voor steun en begeleiding zorgen ervoor dat deze resultaten geïntegreerd worden in hun eigen onderzoek in het kader van hun respectieve evaluatieopdrachten betreffende het studieniveau en het niveau van de begeleiding. Ze verlenen hulp aan scholen bij het analyseren en verwerken van de resultaten.

§ 2. Wat betreft de mededeling van de resultaten van de leerlingen van scholen die een voor een beschouwd worden, heeft de mededeling aan de steun- en begeleidingsdienst slechts betrekking op de scholen die behoren tot ofwel het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, ofwel een inrichtende macht aangesloten bij een federatie van inrichtende machten. In dit geval wordt de mededeling onderworpen aan de toestemming van de inrichtende macht. De Regering bepaalt de nadere regels volgens welke de inrichtende macht deze toestemming mededeelt.

*Afdeling IV. — Maatregelen ter bescherming van de geheimhouding van de inhoud van externe evaluaties die niet worden bekrachtigd met een getuigschrift*

Art.1.6.3-16. De leden van de diensten van de Regering en van de algemene inspectiedienst zijn gehouden aan het beroepsgeheim wat betreft de inhoud van de proeven voor externe evaluaties die niet met een getuigschrift worden bekrachtigd.

Ambtenaren die alle of een deel van de inhoud van deze proeven vrijgeven voor dat deze proeven zijn voltooid door de leerlingen, behalve de communicatie die is toegestaan voor de nadere regels bepaald door de Regering, plegen een misdrijf. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

Art.1.6.3-17. De directeur, de personeelsleden die werkzaam zijn in de scholen en, in voorkomend geval, het personeel met een vrijwilligerscontract dat prestaties levert in de scholen, zijn gebonden aan het beroepsgeheim wat betreft de inhoud van de externe proeven en alle informatie aan de hand waarvan deze toegankelijk zijn. Bij een inbreuk op deze geheimhoudingsplicht wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

Art.1.6.3-18. Hij die, in strijd met de instructies en regels voor het afnemen van proeven, een verzegeld pakje met een of meer exemplaren van proeven opent voor gebruik ervan in het kader van deze proeven, wordt gestraft met dezelfde straffen als vastgelegd in artikel 460 van het Strafwetboek.

Hij die alle of een deel van de inhoud van de proeven, voor gebruik ervan in het kader van deze proeven, verbergt, ruilt of om niet ontvangt, bezit in om het even welke vorm, koopt, reproduceert of overdraagt op om het even welke manier zonder hiervoor de toelating te hebben van de Regering of zijn afgevaardigde, wordt gestraft met dezelfde straffen.

*HOOFDSTUK IV. — Evaluatiecommissie*

Art.1.6.4-1. Er wordt een evaluatiecommissie opgericht die belast is met:

1° het coördineren en verzorgen van de overeenstemming van de externe evaluaties die al dan niet worden bekrachtigd met een getuigschrift, en de evaluatiehulpmiddelen bedoeld in artikel 1.4.4-4;

2° het garanderen van de briefwisseling over de evaluaties en referentiesystemen;

3° het opstellen van een globale planning voor de externe evaluaties, rekening houdend met internationale evaluaties;

4° het harmoniseren van de nadere regels voor het afnemen van externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift in scholen, met inbegrip van het organiseren (of niet) van een tweede sessie;

5° het voorstellen aan de Regering van raamdocumenten voor evaluaties;

6° het valideren van evaluatievoorwerpen en controleren of deze geschikt zijn aan de hand van de raamdocumenten;

7° het sturen van de werkgroepen belast met het ontwerpen van de externe evaluaties of proevenreeksen bedoeld in artikel 1.4.4-4.

De raamdocumenten bedoeld in lid 1, 5°, vermelden, voor elk evaluatievoorwerp:

1° het beoogde doel, het doelpubliek, de aard van de proef en de vorm ervan;

2° de samenstelling van de werkgroep belast met het ontwerpen van de evaluatie;

3° de planning van het afnemen van deze voorwerpen in het curriculum;

4° het te respecteren schema.

Art.1.6.4-2. De evaluatiecommissie wordt voorgezeten door de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs of een persoon aangesteld door hem. Volgens de door de Regering vastgelegde nadere regels bevat ze de volgende vertegenwoordigers van:

1° de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem;

2° de algemene inspectiedienst;

3° de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern en programmacommissies;

4° Wallonie-Bruxelles Enseignement en federaties van inrichtende machten van onderwijs;

5° de Regering;

6° de academische wereld gespecialiseerd in algemene pedagogie of docimologie.

Art.1.6.4-3. De Regering legt de nadere regels voor de werking van de evaluatiecommissie vast.

HOOFDSTUK V. — *Onderhandelingen tussen de Regering en de inrichtende machten*

Art.1.6.5-1. De fundamentele onderwijshervormingen zijn het voorwerp van voorafgaande onderhandelingen tussen de Regering, Wallonie-Bruxelles Enseignement en de door de Regering erkende federaties van inrichtende machten.

Art.1.6.5-2. § 1. De Regering erkent als federatie van inrichtende machten elk orgaan dat voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° minstens 20 % van alle inrichtende machten uit de eerste drie van volgende categorieën doen aansluiten aan eenzelfde net met eenzelfde karakter:

- a) inrichtende machten die scholen voor basisonderwijs, gewoon lager en kleuteronderwijs organiseren;
- b) inrichtende machten die scholen voor gewoon secundair onderwijs organiseren;
- c) inrichtende machten die scholen voor gespecialiseerd onderwijs organiseren;
- d) inrichtende machten die scholen voor sociale promotie organiseren;
- e) inrichtende machten die PMS-centra organiseren;
- f) inrichtende machten die scholen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan organiseren.

2° minstens 10 % van de inrichtende machten doen aansluiten, binnen dit net en met dit karakter, in minstens twee provincies en in het arrondissement van het Brussel-Hoofdstad en dit, voor elk van de drie categorieën in elk van de drie bovengenoemde administratieve zones;

3° de inrichtende machten die scholen inrichten waar minstens 20 % van de schoolbevolking van dit geheel bestaat uit leerlingen die school lopen in het basisonderwijs, gewoon lager en kleuteronderwijs, in scholen voor gewoon secundair onderwijs en scholen voor bijzonder onderwijs, binnen dit net en met dit karakter aansluiten.

De Regering kan afwijken van de in het eerste lid bedoelde criteria op grond van een met voldoende redenen omkleed verzoek.

Zolang de federatie van inrichtende machten van secundaire onderwijsscholen tot lid maakt, moeten voornoemde scholen bevatten die de overgangsafdeling en kwalificatieafdeling organiseren.

Een inrichtende macht die weigert zich aan te sluiten bij een federatie van inrichtende machten kan enkel in aanmerking worden genomen voor de erkenning van een andere federatie dan ten vroegste zes maanden na kennisgeving van deze weigering.

De Regering erkent minstens, desgevallend in afwijking van het eerste lid:

1° een federatie ter vertegenwoordiging van gesubsidieerde overheden die basisscholen, gewone en bijzondere kleuter- en lagere scholen, bijzondere secundaire scholen en secundaire kunstscholen met beperkt leerplan organiseren;

2° een federatie ter vertegenwoordiging van gesubsidieerde overheden die gewone secundaire scholen organiseren;

3° een federatie ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het confessioneel vrij onderwijs;

4° een federatie ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het niet-confessioneel vrij onderwijs.

§ 2. Opdat een federatie door de Regering erkend zou worden:

1° moet de federatie samenhang vertonen met het educatief en pedagogisch project van een inrichtende macht die lid wordt van deze federatie en met het educatief project en de hoofdlijnen van deze federatie;

2° moet de federatie:

a) voorzien in zijn statuten dat de algemene vergadering is samengesteld uit:

- minstens 80 % aangesloten inrichtende machten of vertegenwoordigers gekozen in hun midden door verschillende inrichtende machten;
- hoogstens 20 % door de eerste groep gecoöpteerde leden;

b) voorzien in zijn statuten dat de algemene vergadering beslissingen neemt omtrent de wijzigingen aan de statuten, de vaststelling van het eventueel lidgeld bedoeld in artikel 1.6.5-5 en de aanstelling van de Raad van bestuur, welke zetelt voor een hernieuwbare periode van maximaal zes jaar;

c) instaan voor de openbaarmaking van de informatie aan zijn leden alsook van de aansluitingsregels tot de federatie en de toegang tot de activiteiten, programma's en diensten die hij aanbiedt;

d) bij de verzending van zijn verzoek om erkenning, een kopie van de toetredingsresoluties van de aangesloten inrichtende machten zenden naar de Regering, alsmede de namen en voornamen van de leden van de verschillende instanties van dit orgaan én een kopie van zijn statuten en reglementen en, vervolgens, zodra de erkenning is aangenomen, iedere wijziging aan deze verscheidene elementen.

3° moet de Raad van bestuur van de federatie:

a) bestaan uit een meerderheid van de leden die zijn gekozen uit diegenen bedoeld in het eerste streepje van voornoemd punt 2°, a), eerste streepje;

b) voor een periode van maximaal zes jaar welke hernieuwbaar is, de personen aanduiden gemachtigd om, in zijn naam, de protocollen te tekenen welke gesloten worden na het overleg bedoeld in artikel 1.6.5-1.

§ 3. De erkenning wordt verleend voor een duur van zes jaar.

§ 4. De Regering trekt de erkenning in van die federaties van inrichtende machten die de in § 1 en 2 bepaalde voorwaarden niet langer naleven

De Regering beslist over de procedure voor erkenning, voor weigering van erkenning en voor intrekking van erkenning.

De procedure bedoelt in lid 2 beschrijft ten minste:

1° dat de federatie uiterlijk op 15 november van het jaar dat voorafgaat aan het eerste jaar dat deze erkenning in werking is getreden, een verzoek indient bij de Regering;

2° de nadere regels voor het indienen van het verzoek tot erkenning;

3° de mogelijkheid voor de federatie om in beroep te gaan tegen een beslissing tot weigering of intrekking van een erkenning alsook de vormen en termijnen hiervan;

4° de mogelijkheid voor de federatie om te worden gehoord tijdens een beroep;

5° de termijnen waarbinnen de beslissingen moeten worden genomen over toekenning, weigering of intrekking van een erkenning.

Art.1.6.5-3. Elke federatie van inrichtende machten wordt belast met een algemene opdracht voor vertegenwoordiging, coördinatie, ondersteuning en begeleiding van de inrichtende machten die aangesloten zijn of met wie ze een overeenkomst heeft afgesloten en dit volgens de in deze overeenkomst vastgelegde voorwaarden.

In het kader hiervan sluit elke federatie van inrichtende machten met de Regering de overeenkomst af bedoeld in artikel 14 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en het statuut van de adviseurs belast met ondersteuning en begeleiding, en geniet ook van de subsidie bedoeld in artikel 12, lid 1, van hetzelfde decreet, volgens de door haar bepaalde voorwaarden en nadere regels.

Art.1.6.5-4. Wallonie-Bruxelles Enseignement wordt belast met een algemene opdracht voor vertegenwoordiging, coördinatie, ondersteuning en begeleiding van de scholen die het organiseert en met wie ze een overeenkomst heeft afgesloten in toepassing van artikel 1.7.3-1, § 2, 5°, en dit volgens de in deze overeenkomst vastgelegde voorwaarden.

In het kader hiervan sluit Wallonie-Bruxelles Enseignement met de Regering de overeenkomst af bedoeld in artikel 14 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en het statuut van de adviseurs belast met ondersteuning en begeleiding, en geniet ook van de subsidie bedoeld in artikel 12, lid 1, van hetzelfde decreet, volgens de door haar bepaalde voorwaarden en nadere regels.

Art.1.6.5-5. Elke inrichtende macht kan van de dotaties of werkingssubsidies van de scholen die ze organiseert het bedrag afhouden van de bijdrage die zij betaalt aan een van de federaties van inrichtende machten.

Art.1.6.5-6. Er wordt een overlegcomité opgericht tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, Wallonie-Bruxelles Enseignement en de federaties van inrichtende machten.

Worden genomen, na overleg van het comité en voor zover ze een rechtstreekse invloed hebben op de actie van de inrichtende machten, de voorontwerpen van decreten en de besluitontwerpen van de Regering voor de volgende onderwerpen:

- 1° De prioritaire en specifieke opdrachten van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs;
- 2° De algemene studierichtingen, de opdrachten, de organisatie van PMS-centra;
- 3° De algemene studierichtingen of de duur van de studies;
- 4° De algemene structuur en de organisatie van het onderwijs;
- 5° De voorwaarden tot toelating, inschrijving, herinschrijving, uitsluiting, toegang en overgang van de leerlingen of studenten;
- 6° Het algemeen reglement van de studies en examens, daar waar ze bestaan;
- 7° De regeling van het aanbod inzake onderwijs, de programmering, de plaatsen en de regels van het overleg, de normen inzake oprichting en behoud;
- 8° De wijze van omschrijving en herziening van de referentiesystemen;
- 9° De nadere regels voor de goedkeuring van studieprogramma's door de Regering;
- 10° De externe evaluatie;
- 11° Het beleid inzake positieve discriminatie en gedifferentieerde omkadering;
- 12° De subsidiëring en de nadere regels ervan;
- 13° De wijzen van nazicht en bekendmaking van de jaarrekening voor zover ze bijkomende regels zouden opleggen aan de regels die al van toepassing zijn en die eigen zijn aan de juridische aard van de inrichtende machten;
- 14° De financiering van gebouwen;
- 15° De nadere regels voor gratis onderwijs en de toepassing ervan;
- 16° Het beleid, de verdeling en de terbeschikkingstelling van de specifieke uitrustingen van de scholen;
- 17° De sociale en andere voordelen toegekend aan de scholen;
- 18° De financiering, de werking en de uitrusting van de inrichtende machten met inbegrip van de winst en de globale verdeling van GECO-overeenkomsten (gesubsidieerd contractuele ambtenaar), APE-contracten (arbeidspromotie), PTP-contracten (programma voor beroepsdoorstroming) (...);
- 19° De statutaire regels van het gesubsidieerde personeel;
- 20° De reffectatie en het beheer van de tewerkstellingen;
- 21° De basisopleiding van de personeelsleden en de opleiding tijdens de loopbaan.

Art.1.6.5-7. § 1. Het overlegcomité is samengesteld uit een delegatie van de overheid, een delegatie van Wallonie-Bruxelles Enseignement en een delegatie van de federaties van de inrichtende machten.

§ 2. De overheidsdelegatie, met inbegrip van de voorzitter en, in voorkomend geval, de ondervoorzitter(s), bestaat uit hoogstens 12 leden. De overheidsdelegatie bestaat uit de minister die bevoegd is voor Onderwijs, de minister van Begroting of hun behoorlijk gemachtigde vertegenwoordigers. De andere leden van de overheidsdelegatie worden door de voorzitter gekozen uit de personen die, ongeacht de hoedanigheid, bevoegd zijn om de Regering van de Franse Gemeenschap te verbinden.

De voorzitter en de ondervoorzitter(s) worden aangesteld door de Regering. Ze kunnen zich laten vervangen door een behoorlijk gemachtigde vertegenwoordiger.

De overheidsdelegatie kan zich laten begeleiden door technici. Het aantal technici kan evenwel het aantal aanwezige leden niet overschrijden.

§ 3. De delegatie van de inrichtende machten bestaat uit 12 leden. Wallonie-Bruxelles Enseignement en federaties van inrichtende machten kiezen vrij hun vertegenwoordigers.

De delegatie is samengesteld uit hoogstens:

- 1° 4 leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen zoals bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, lid 5, 3°;
- 2° 1 lid dat de inrichtende machten vertegenwoordigt zoals bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, lid 5, 4°;
- 3° 3 leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen zoals bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, lid 5, 1°;
- 4° 2 leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen zoals bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, lid 5, 2°;
- 5° 2 leden die Wallonie-Bruxelles Enseignement vertegenwoordigen.

De delegatie van de inrichtende machten kan zich laten begeleiden door technici. Het aantal technici van elke delegatie kan evenwel het aantal leden die deze laatste samenstellen, niet overschrijden.

Art.1.6.5-8. De voorzitter zorgt voor de goede werking van het comité en stelt de secretaris aan, alsook de administratieve dienst die het secretariaat regelt. Het comité stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd.

Art.1.6.5-9. Een vraag wordt tot onderhandeling binnen het bevoegde onderhandelingscomité voorgelegd op initiatief van de overheid, Wallonie-Bruxelles Enseignement of een federatie van inrichtende machten.

Met het oog op de onderhandeling ontvangen Wallonie-Bruxelles Enseignement en de federaties van inrichtende machten al de nodige documentatie.

Art.1.6.5-10. De voorzitter stelt de agenda op, rekening houdend met de initiatieven bedoeld in artikel 1.6.5-9. Hij bepaalt de datum van de vergaderingen. Hij leidt de debatten en verzekert het goede verloop van de vergaderingen.

De agenda vermeldt in welke beide termijnen bedoeld in artikel 1.6.5-14, de onderhandeling dient te worden beëindigd.

Art.1.6.5-11. § 1. De secretaris verstuurt de oproepingsbrieven met de agendapunten en de vereiste documentatie naar de delegaties en dit minstens tien werkdagen vóór de datum van de vergadering.

Wanneer de voorzitter het dringend acht, kan hij de termijn tot drie schoolwerkdagen beperken, zonder dat dit noodzakelijkerwijs tot de toepassing leidt van artikel 1.6.5-14.

§ 2. De voorzitter kan de onderhandeling via elektronische weg organiseren wanneer dit punt vooraf unaniem werd aanvaard binnen een overlegorgaan waarin Wallonie-Bruxelles Enseignement en de federaties van inrichtende zijn vertegenwoordigd.

Bezwaren die via mail worden overgemaakt binnen drie schoolwerkdagen na ontvangst van de oproeping van Wallonie-Bruxelles Enseignement of één federatie van inrichtende machten volstaat opdat de procedure bepaald in paragraaf 1 van toepassing zou zijn.

Art.1.6.5-12. Tijdens de vergadering heeft iedere delegatie het recht om wijzigingen aan de agenda voor te stellen. Om van toepassing te zijn, dienen deze wijzigingen unaniem door de aanwezige delegaties te worden aanvaard.

Art.1.6.5-13. De afwezigheid van een of meer, regelmatig opgeroepen leden, van de overheidsdelegatie, leidt tot de ongeldigheid van het overleg.

Art.1.6.5-14. De onderhandeling wordt beëindigd binnen een termijn van dertig dagen vanaf de dag van de vergadering waarin het punt voor de eerste maal werd behandeld. De termijn kan bij onderlinge overeenstemming tussen de aanwezige delegaties worden verlengd.

De voorzitter kan de termijn tot tien dagen beperken, wanneer hij de behandeling van een punt dringend acht.

Art.1.6.5-15. Na de onderhandeling neemt het comité de conclusies van de onderhandeling in een protocol op dat het volgende vermeldt:

1° ofwel het unanieme akkoord van alle partijen;

2° ofwel het akkoord tussen de overheidsdelegatie en de delegatie Wallonie-Bruxelles Enseignement of een of meer federaties van inrichtende machten, alsook het standpunt van de andere leden van deze delegatie;

3° ofwel het respectieve standpunt van iedere delegatie.

Art.1.6.5-16. De secretaris stelt de notulen op van de vergaderingen. De notulen van iedere vergadering vermelden:

1° de agendapunten;

2° de naam van de leden van de overheidsdelegatie die aanwezig, verontschuldigd of afwezig zijn;

3° de naam van de leden van Wallonie-Bruxelles Enseignement die aanwezig, verontschuldigd of afwezig zijn;

4° de naam van de federaties van inrichtende machten die aanwezig, verontschuldigd of afwezig zijn en de naam van de leden van de delegaties van deze federaties die aanwezig of verontschuldigd zijn;

5° de naam van de technici;

6° de beknopte samenvatting van de besprekingen.

De notulen worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Ze worden aan de delegaties verstuurd waaruit het comité is samengesteld.

Art.1.6.5-17. § 1. Binnen de vijftien dagen volgend op de vergadering wordt een afschrift van het protocol, per aangetekende brief, verstuurd naar de leden van de overheidsdelegatie en naar de leden van de delegatie van de betrokken inrichtende machten.

§ 2. De leden van de overheidsdelegatie en van de delegatie van inrichtende machten beschikken over een termijn van vijftien werkdagen vanaf de verzending van het protocol om hun opmerkingen aan de voorzitter mee te delen. De postdatum geldt als verzendingsbewijs.

De voorzitter kan deze termijn echter aanpassen, op verzoek van een delegatie en na de andere delegaties betrokken bij de voornoemde termijn van vijftien werkdagen te hebben gehoord. Wanneer geen enkele tekstwijziging binnen de termijn wordt voorgesteld, wordt het protocol overgenomen als definitieve tekst. Het verzoek om rechtzetting wordt tijdens de volgende vergadering door de voorzitter aan het comité voorgelegd.

Wanneer geen enkel akkoord wordt bereikt, worden de uiteenlopende standpunten in het protocol opgenomen.

§ 3. Een afschrift van het protocol wordt verstuurd naar:

1° de minister die bevoegd is voor Onderwijs;

2° de minister van Begroting;

3° de Minister-President.

Art.1.6.5-18. § 1. Wanneer het onderzoek van een vraag eigen is aan het gesubsidieerd officieel onderwijs, ofwel aan het gesubsidieerd vrij onderwijs, kan de voorzitter van het overlegcomité beslissen de bovenvermelde vraag aan een subcomité toe te vertrouwen.

Dit subcomité bestaat uit de overheidsdelegatie en de vertegenwoordigers van het onderwijsnet bedoeld binnen de delegatie van de federatie van inrichtende machten.

§ 2. Wanneer het onderzoek van een vraag eigen is aan het confessioneel onderwijs, ofwel aan het niet-confessioneel onderwijs, kan de voorzitter van het onderhandelingscomité beslissen dit onderzoek aan een subcomité toe te vertrouwen.

Dit subcomité bestaat uit de overheidsdelegatie en de vertegenwoordigers van de betrokken inrichtende machten bedoeld binnen de delegatie van de inrichtende machten.

§ 3. De onderhandeling procedure is van overeenkomstige toepassing op de vergaderingen van de subcomités die bij de § 1 en 2 van dit artikel worden opgericht.

Art.1.6.5-19. Binnen het comité kan worden overeengekomen dat de communicatie bedoeld in de artikelen 1.6.5-9, 1.6.5-11, 1.6.5-16 en 1.6.5-17 via elektronische weg worden verzonden. De meer specifieke regels voor elektronische verzending en communicatie worden in voorkomend geval bepaald in het huishoudelijk reglement.

#### HOOFDSTUK VI. — *Representatieve organisaties van ouders en ouderverenigingen*

Art.1.6.6-1. § 1. Representatieve organisaties van ouders en ouderverenigingen zijn:

1° “la Fédération des Associations de Parents de l’Enseignement Officiel (FAPEO)” (de federatie van ouderverenigingen van het officieel onderwijs) voor de officiële scholen;

2° “l’Union francophone des associations de parents de l’enseignement catholique (UFAPEC)” (de Unie van federaties van ouderverenigingen van het katholiek onderwijs) voor scholen van het vrij katholiek onderwijs.

§ 2. De leden van elke representatieve organisatie van ouders en ouderverenigingen worden verkozen op de algemene vergadering van de ouders die ze vertegenwoordigen, volgens de nadere regels die eigen zijn aan hun respectieve statuten.

De representatieve organisaties van ouders en ouderverenigingen worden opgericht in de vorm van een vzw: Ze maken aan de Regering een afschrift van hun statuten en reglementen over, alsook hun jaarrekening en balans van het afgelopen jaar.

Art.1.6.6-2. § 1. De representatieve organisaties van ouders van leerlingen hebben de opdrachten die zich tot het hele schoolpubliek richten:

1° de belangen van alle leerlingen verdedigen en bevorderen;

2° alle ouders van leerlingen aanzetten om zich actief in te zetten zodat ze hun rol van actieve en verantwoordelijke burgers binnen de samenleving en de scholen kunnen ten volle vervullen;

3° informatie bij en uitgaande van de ouders en de ouderverenigingen verspreiden;

4° voor alle ouders specifieke opleidingen aanbieden om hen in staat te stellen hun rol van vertegenwoordigers van de ouders ten volle op te nemen;

5° een verzoenende rol vervullen bij niet-naleving van de artikelen 1.5.3-11 tot 1.5.3-15 en 1.5.3-2, § 5, of bij problemen bij de werking van een oudervereniging.

§ 2. Om de in de eerste paragraaf beschreven opdrachten te vervullen, krijgt elke representatieve organisatie van ouders en ouderverenigingen, naargelang de beschikbare budgettaire middelen, een jaarlijkse subsidie van minstens 100 000 euro toegekend.

Vanaf boekjaar 2010 wordt dit bedrag jaarlijks geïndexeerd op basis van de evolutie van de algemene index van de consumptieprijs van de maand januari.

Art.1.6.6-3. De Regering Raadpleegt de representatieve organisaties van ouders en ouderverenigingen over de uitvoeringsmaatregelen bepaald in dit Hoofdstuk, en over elk voorontwerp van decreet of ontwerpbesluit dat, tegelijkertijd, de werking van de scholen wijzigt en een rechtstreekse invloed heeft op het leven van leerlingen en de uitoefening van de verantwoordelijkheid van de ouders betreft.

De Regering bepaalt de nadere regels voor overleg van de representatieve organisaties van ouders en ouderverenigingen.

Art.1.6.6-4. De representatieve organisaties van ouders en ouderverenigingen zijn als enige gemachtigd om de vertegenwoordigers van ouders van leerlingen te erkennen die zetelen binnen de verschillende raden en commissies in het kader van de plaatselijke, gewest- of gemeenschapsstructuren in de Franse Gemeenschap.

### TITEL VII. — *Rechten en plichten van leerlingen en hun ouders*

#### HOOFDSTUK I. — *Leerplicht*

##### *Afdeling I. — Algemene bepalingen*

Art.1.7.1-1. Het begin en einde van de leerplicht worden bepaald in artikel 1, § 1, lid 1, en § 3, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht.

Art.1.7.1-2. § 1. De leerplicht is voltijds totdat de leeftijd van vijftien jaar is bereikt en omvat ten minste de eerste twee leerjaren van het secundair onderwijs. De voltijdse leerplicht duurt in geen geval voort na zestien jaar. De leerling voldoet aan de voltijdse leerplicht door het volgen van het onderwijs met volledig leerplan.

De periode van voltijdse leerplicht wordt gevolgd door een periode van deeltijdse leerplicht.

Met inachtneming van de opdrachten bedoeld in artikel 1.4.1-1 kan aan de deeltijdse leerplicht worden voldaan door het volgen van:

1° het secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° het alternerend secundair onderwijs;

3° een alternerende opleiding georganiseerd door het Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises (IFAPME) of de Service formation petites et moyennes entreprises créé au sein des services de la Commission communautaire française (SFPME);

4° een opleiding erkend door de Regering die beantwoordt aan de eisen van de deeltijdse leerplicht, op advies van een commissie ingericht bij de diensten van de Regering.

Om te worden erkend moet de opleiding bedoeld in lid 3, 3° en 4°, bestaan uit:

1° minstens 360 uur per jaar, wanneer ze wordt gevolgd voor het einde van het schooljaar van het jaar waarin de leerplichtige leerling zestien jaar wordt;

2° minstens 240 uur per jaar, wanneer ze wordt gevolgd tussen 1 juli van het jaar waarin de leerplichtige leerling de leeftijd van zestien jaar bereikt en het einde van het schooljaar van het jaar waarin hij achttien jaar wordt.

§ 2. Geacht wordt te voldoen aan de leerplicht het onderwijs gegeven in een school:

1° georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

2° georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door een andere gemeenschap;

3° waarvan het onderwijs tot het behalen van een bekwaamheidsbewijs kan leiden dat gelijkwaardig kan worden verklaard bij wijze van algemene bepaling;

4° waarvan het onderwijs tot het behalen van een diploma of een getuigschrift bekomen onder een buitenlands stelsel kan leiden en waarvan het onderwijs erkend is door de Regering, op aanvraag van de school of de ouders van de leerplichtige leerling, dat het mogelijk maakt om de leerplicht te voldoen;

5° gelegen op het grondgebied van een aan België grenzende staat en waarvan de aanwezigheid kan leiden tot het uitreiken van een door de Regering van die staat erkend diploma of getuigschrift.

Voor de toepassing van 4° controleert de Regering dat het verstrekte onderwijs van gelijkwaardig niveau is als dat verstrekt in de Franse Gemeenschap, dat het in overeenstemming is met titel II van de Grondwet en in geen enkel opzicht waarden vooropstelt die duidelijk onverenigbaar zijn met het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, getekend te Rome, op 4 november 1950, en Verdrag inzake de Rechten van het Kind respecteert, ondertekend in New York op 20 november 1989.

De Regering baseert haar beslissing op de studieprogramma's gevolgd binnen de school.

Wanneer de Regering acht dat het verstrekte onderwijs niet toelaat aan de leerplicht te voldoen, wordt van de beslissing kennisgegeven aan de natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de school alsook aan de ouders die de leerplichtige leerling ingeschreven hebben in deze school.

Het bewijs van de inschrijving in een school bedoeld in lid 1, 2° tot 5°, wordt ieder jaar geleverd bij de berichtgeving bedoeld in artikel 1.7.1-12.

§ 3. De Minister kan oordelen dat de leerling die school vroegtijdig heeft verlaten en wordt begeleid volgens de nadere regels van artikel 1.7.1-29 voldoet aan de leerplicht.

§ 4. De ouders of de directeur van een gespecialiseerde school mogen aan de Regering vragen dat ze worden vrijgesteld van elke leerplicht van een leerling volgens de nadere regels van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

§ 5. De leerling kan de toelating krijgen om deeltijds onderwijs te volgen in een structuur gesubsidieerd en erkend door het Waals Gewest, door de Franse Gemeenschapscommissie of door het RIZIV.

De begeleiding van de leerling door dit type structuur mag niet meer bedragen dan 4 halve dagen per week. Buiten deze begeleiding bezoekt de leerling zijn school zoals gewoonlijk.

In afwijking toegekend door de Minister, tijdens de drie eerste maanden van de uitvoering van het project voor deeltijdse leerplicht, wordt aangenomen dat de leerling beantwoordt aan de leerplicht indien hij de school minstens een halve dag per week bezoekt.

Voor elke betrokken leerling wordt voor het project voor deeltijdse herinschakeling een overeenkomst gesloten tussen de gewone of gespecialiseerde school, de structuur gesubsidieerd of erkend door het Waals Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie of het RIZIV, het PMS-centrum en de ouders.

§ 6. De minderjarige kan voldoen aan de leerplicht door huisonderwijs te volgen volgens de voorwaarden van Afdeling 3 of, voor de leerlingen met specifieke behoeften, volgens de nadere regels van Hoofdstuk XI van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Art.1.7.1-3. Met uitzondering van diegenen die tijdens het schooljaar uit het buitenland komen, moeten de ouders die kiezen voor huisonderwijs of voor een school of een onderwijsinrichting die niet wordt georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschapscommissie de diensten van de Regering voor 1 oktober informeren over deze keuze.

De directeur van de school of het opleidingscentrum kan aan deze verplichting voldoen in naam van de ouders, die hiervoor wel verantwoordelijk blijven.

Art.1.7.1-4. § 1. Om de controle van de inschrijvingen mogelijk te maken, vragen de diensten van de Regering jaarlijks aan de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken een uittreksel van het rijksregister per 1 september.

§ 2. De diensten van de Regering controleren de inschrijvingen volgens de nadere regels die door de Regering worden bepaald.

De dossiers van leerplichtige leerlingen die onvoldoende garanties voorleggen dat ze voldoen aan deze verplichting, worden door de diensten van de Regering overgemaakt aan de procureur des Konings.

Art.1.7.1-5. De minderjarige met buitenlandse nationaliteit wordt onderworpen aan de bepalingen van deze Afdeling vanaf de zestigste dag nadat hij, naargelang het geval, is ingeschreven in het vreemdelingenregister of het bevolkingsregister van de gemeente van verblijf.

Art.1.7.1-6. § 1. Op vordering van het Openbaar Ministerie kent de politierechtbank inbreuken op de verplichtingen van de artikelen van dit Hoofdstuk of krachtens deze, gepleegd door de ouders.

Deze inbreuken worden gestraft met een boete van 25 tot 200 euro voor elke minderjarige uit hoofde waarvan de inbreuk wordt vastgesteld.

Bij recidive kunnen de boetes worden verdubbeld of kan een gevangenisstraf van één dag tot één maand worden uitgesproken.

Om als recidivist in aanmerking te komen, volstaat het dat de vervolgte ouder de voorbije twee jaar reeds minstens één keer is veroordeeld voor afwezigheden van de minderjarige.

§ 2. De bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, met uitzondering van Hoofdstuk V, maar met inbegrip van Hoofdstuk VII, zijn van toepassing voor inbreuken bestraft door dit Hoofdstuk.

§ 3. De uitvoering van het vonnis, ongeacht of dat een boete of een gevangenisstraf betreft, kan altijd worden uitgesteld met zes maanden vanaf de datum van het vonnis.

De toekenning van deze termijn moet het mogelijk maken om vast te stellen dat de wettelijke verplichting wordt nageleefd. De veroordeling zal als ongeldig worden beschouwd wanneer de veroordeelde, tijdens deze termijn, de wetgeving inzake leerplicht nakomt.

#### *Afdeling II. — Regelmatig schoolbezoek*

Art.1.7.1-7. Behalve bij huisonderwijs moeten de ouders erop toezien dat hun minderjarig kind, tijdens de hele duur van de leerplicht, regelmatig de school of het opleidingscentrum bezoekt, waarin het behoorlijk is ingeschreven.

Art.1.7.1-8. De directeurs controleren de regelmatige aanwezigheid op school van de leerlingen. De Regering bepaalt de nadere regels voor de organisatie van deze controles en voor het bijhouden van de aanwezigheidsregisters.

De Regering bepaalt de aard en duur van de afwezigheden die worden beschouwd als gewettigd, zoals ziekte van de leerling met een medisch attest, oproeping door een overheidsinstantie, overlijden van een ouder, deelname aan

sportwedstrijden op hoog niveau. Ze bepaalt ook de aard en duur van afwezigheden waarvan de wettiging wordt overgelaten aan het goedgevoelen van de directeur, bijvoorbeeld in gevallen van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden, familiale problemen, geestelijke of lichamelijke gezondheid van de leerling, vervoer. Het huishoudelijk reglement van de school vermeldt deze bepalingen.

Art.1.7.1-9. Wanneer een minderjarige leerling negen halve dagen ongewettigd afwezig is, meldt de directeur dit uiterlijk op de vijfde daaropvolgende schoolwerkdag aan de Algemene Directie van verplicht onderwijs. Elke halve dag ongewettigde afwezigheid moet op het einde van elke maand aan hen worden gemeld.

Wanneer een leerling niet wordt gemeld overeenkomstig lid 1 voor 15 januari, wordt hij niet meer beschouwd als regelmatig ingeschreven en wordt hij bijgevolg niet ingeboekt voor de berekening van de lestijdenpakketten en dotaties of werkingssubsidies van de school voor het volgende schooljaar.

Er wordt rekening gehouden met de afwezigheden vanaf:

- 1° de eerste schooldag in de jaren van de gemeenschappelijke kern waarvoor de leerplicht geldt;
- 2° de vijfde schoolwerkdag van september in de hogere Raad van het secundair onderwijs.

Art.1.7.1-10. Uiterlijk vanaf de negende halve dag ongewettigde afwezigheid van een leerling, stuurt de directeur of zijn afgevaardigde de leerling en zijn ouders indien het een minderjarige betreft, per aangetekend schrijven, een dagvaarding volgens de nadere regels vastgelegd door de Regering.

De directeur of zijn afgevaardigde herinnert de leerling en zijn ouders indien het een minderjarige betreft, aan de bepalingen inzake afwezigheden op school. Hij bespreekt met hen de acties om afwezigheden te voorkomen en herinnert hen aan hun verantwoordelijkheden.

Wordt er niet ingegaan op de dagvaarding bedoeld in lid 1 en telkens hij dat nuttig acht na evaluatie van de situatie, zal de directeur:

1° ofwel een lid van het onderwijzend hulp personeel naar de woning of verblijfplaats van de leerling sturen of hem de opdracht geven om contact op te nemen met de familie met alle andere middelen;

2° ofwel, bij de coördinator bevoegd voor de bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 7 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, de tussenkomst van een bemiddelaar vragen;

3° ofwel, bij de directeur van een PMS-centrum, de tussenkomst van een lid van zijn team vragen.

In de hogere Raad van het secundair onderwijs, voldoet de leerling die, tijdens eenzelfde schooljaar, meer dan 20 halve dagen ongewettigd afwezig is, niet meer aan de verplichting om de lessen daadwerkelijk en regelmatig te volgen, zoals bepaald in artikel 2, 9° en 10°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, en kan dus niet meer in aanmerking komen voor de bekrachtiging van studies op het einde van het schooljaar, behalve met een gunstige beslissing van de klassenraad zoals bedoeld in artikel 21bis, § 1, lid 2, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Wanneer een leerling meer dan 20 halve dagen ongewettigd afwezig is gebleven, informeert de directeur de ouders of de leerling zelf indien hij meerderjarig is, schriftelijk over de gevolgen ervan op de bekrachtiging van de studies. De directeur bepaalt ook dat doelstellingen aan de leerling zullen worden toegewezen zodra hij in de schoolinrichting terugkomt zodat hij de toelating krijgt om de eindejaarsexamens af te leggen.

Bij de terugkomst van de leerling bepaalt het opvoedingsteam, in overleg met het PMS-centrum, collegiaal, de doelstellingen ter bevordering van de schoolherinschakeling van de leerling, in verband met het sturingsplan bedoeld in artikel 1.5.2-1. Deze doelstellingen worden naargelang het geval bepaald en beantwoorden aan de behoefte(n) van de leerling.

Het document met het geheel van de doelstellingen wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de ouders of aan de leerling zelf indien hij meerderjarig is.

Tussen 15 mei en 31 mei behoort het tot de klassenraad om de toelating al dan niet te geven aan de leerling om de eindejaarsexamens af te leggen op basis van de naleving van de doelstellingen die hem werden toegewezen. De beslissing om de studies van de leerling al dan niet te bekrachtigen leidt niet tot een oriëntatieattest C, zoals bedoeld in artikel 23, § 2, 3°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

De doelstellingen die aan de leerling worden toegewezen, maken deel uit van zijn dossier. Bijgevolg, ingeval van een schoolverandering nadat de leerling meer dan 20 halve dagen ongewettigd afwezig is gebleven, stuurt de oorspronkelijke inrichting het document met de lijst van de doelstellingen aan de nieuwe inrichting, die ze in de huidige staat kan behouden of aanpassen, in welk geval dit document opnieuw zal moeten worden goedgekeurd door de ouders van de leerling indien hij minderjarig is, of door zichzelf indien hij meerderjarig is.

De leerling die na 31 mei het aantal van 20 halve dagen ongewettigde afwezigheid overschrijdt, kan aanspraak maken op de bekrachtiging van studies zonder voorafgaande beslissing van de klassenraad.

De directeur bezorgt de Regering, voor 30 juni van elk schooljaar, de lijst van de leerlingen die meer dan 20 halve dagen ongewettigd afwezig zijn gebleven tijdens dat schooljaar door een onderscheid te maken tussen:

1° de leerlingen die in de school niet meer zijn verschenen sinds ze meer 20 halve dagen ongewettigd afwezig waren;

2° de leerlingen die opnieuw naar de school komen maar waarvan de ouders, of zijzelf, de doelstellingen niet hebben goedgekeurd die hen werden toegewezen;

3° de leerlingen die opnieuw naar de school komen maar waarvan de ouders of zijzelf de doelstellingen niet hebben goedgekeurd die hen werden toegewezen;

4° de leerlingen van wie de ouders of zijzelf de vastgestelde doelstellingen hebben goedgekeurd, maar waarvoor de klassenraad van mening was dat ze deze doelstellingen niet hebben bereikt en hen bijgevolg niet de toelating heeft gegeven om de eindejaarsexamens af te leggen.

De meerderjarige leerling die, tijdens eenzelfde schooljaar, meer dan 20 halve dagen ongewettigd afwezig blijft, kan worden uitgesloten van de school volgende de nadere regels bepaald in de artikelen 1.7.9-5, 1.7.9-6, 1.7.9-7 en 1.7.9-9.

In toepassing van lid 4 en 12, wordt geen rekening gehouden met de niet-gewettigde afwezigheden in het gewoon onderwijs met volledig leerplan wanneer een leerling zich tijdens hetzelfde schooljaar inschrijft in het gespecialiseerd onderwijs of in het alternerend secundair onderwijs.

Indien ze op de hoogte zijn van een situatie van schooluitval van een minderjarige, kunnen de diensten van de Regering een tussenkomst vragen van de mobiele teams bedoeld in Titel II, Hoofdstuk 1, Afdeling IV, van het decreet

van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie bij deze minderjarige en zijn ouders.

Art.1.7.1-11. Wanneer de directeur vaststelt over een minderjarige leerplichtige leerling ofwel dat hij in moeilijkheden zit, ofwel dat zijn gezondheid of veiligheid in gevaar is, ofwel dat zijn opvoedingsvoorwaarden in het gedrang komen door zijn gedrag, dat van zijn gezin of van zijn leefgenoten, met name in geval van vermoed absentisme, is hij verplicht dit te melden aan de adviseur van de hulpverlening aan de jeugd volgens de nadere regels voor communicatie en motivatie die vooraf met deze laatste werden vastgelegd.

#### *Afdeling III. — Huisonderwijs*

Art.1.7.1-12. Ressorteren onder het huisonderwijs, de minderjarigen die niet ingeschreven zijn in een school bedoeld in artikel 1.7.1-2, § 2.

De ouders van de leerplichtige minderjarige die onderwijs willen verstrekken buiten een school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap sturen, uiterlijk op 5 september van elk jaar, een verklaring naar de diensten van de Regering. Deze verklaring mag ook na deze datum worden ingediend wanneer de leerplichtige minderjarige pas in de loop van het schooljaar zijn verblijfplaats in België vestigt.

Wanneer deze personen hun kinderen inschrijven in een school die niet georganiseerd noch gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap, mogen ze, op eigen verantwoordelijkheid, deze verplichting overdragen op de directie van deze school.

De vorm van de verklaring wordt bepaald door de Regering

Art.1.7.1-13. § 1. Er wordt een commissie voor huisonderwijs opgericht.

§ 2. De commissie voor huisonderwijs is samengesteld uit:

1° een ambtenaar-generaal of diens afgevaardigde, die de commissie voorzigt;

2° vier leden van de algemene inspectiedienst;

3° een lid uit de Algemene Directie Leerplichtonderwijs.

Deze leden worden benoemd door de Regering.

De leden van de algemene inspectiedienst worden benoemd op de voordracht van de coördinerend inspecteur-generaal. Ze kunnen niet deelnemen aan de controle van het studieniveau in het kader van het huisonderwijs.

§ 3. De commissie voor huisonderwijs neemt haar beslissingen bij gewone meerderheid. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

De Regering bepaalt de andere nadere regels voor de werking van de commissie.

Art.1.7.1-14. § 1. De algemene inspectiedienst wordt belast met de controle van het studieniveau in het kader van het huisonderwijs. Hij zorgt ervoor dat het verstrekte onderwijs de leerplichtige minderjarige de mogelijkheid biedt een studieniveau te verwerven dat gelijkwaardig is aan het referentiesysteem bedoeld in artikel 1.4.2-2, 1.4.3-1 en 1.4.3-2.

De algemene inspectiedienst zorgt er ook voor dat het verstrekte onderwijs:

1° voldoet aan de prioritaire opdrachten bedoeld in artikel 1.4.1-1 ;

2° in overeenstemming is met Titel II van de Grondwet;

3° in geen enkel opzicht waarden vooropstelt die duidelijk onverenigbaar zijn met het verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, getekend te Rome, op 4 november 1950;

4° het Verdrag inzake de Rechten van het Kind respecteert, ondertekend in New York op 20 november 1989.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan het te bereiken studieniveau worden aangepast wanneer de leerplichtige minderjarige gezondheids-, leer-, gedragsproblemen ervaart of wanneer hij aan een motorische, sensorische of mentale handicap lijdt.

In deze gevallen dienen de ouders, samen met de verklaring bedoeld in artikel 1.7.1-12, lid 2, een met redenen omkleed verzoek tot wijziging in.

De commissie voor huisonderwijs bepaalt de vereiste aanpassingen na advies van de algemene inspectiedienst.

Art.1.7.1-15. De ouders bezorgen de algemene inspectiedienst de documenten over waarop het huisonderwijs is gebaseerd, inzonderheid de gebruikte schoolboeken, het opgestelde en gebruikte pedagogisch materiaal, de mappen en schriften, de schriftstukken van de leerplichtige minderjarige, een individueel opleidingsplan. Op basis van deze documenten zorgt de algemene inspectiedienst ervoor dat de minderjarige voldoende pedagogische omkadering krijgt om het studieniveau te bereiken zoals bedoeld in artikel 1.7.1-14, § 1, of dat vastgelegd door de commissie voor huisonderwijs in toepassing van artikel 1.7.1-14, § 2.

Art.1.7.1-16. De algemene inspectiedienst kan elk ogenblik overgaan tot de controle van het studieniveau, op eigen initiatief of op vraag van de Regering of van de commissie voor huisonderwijs, en baseert zijn controle op de vernomen feiten namelijk via de ontleding van de documenten bedoeld in artikel 1.7.1-15 en op de ondervraging van de leerlingen.

Er gebeuren in elk geval controles minstens tijdens de jaren waarin de leerplichtige minderjarige de leeftijd van acht en tien jaar bereikt.

De algemene inspectiedienst bepaalt de datum voor de controle en geeft er kennis van aan de ouders minstens een maand op voorhand.

Art.1.7.1-17. § 1. De algemene inspectiedienst organiseert de controle van het studieniveau op individuele basis of voor het geheel van de leerplichtige minderjarigen die thuis les volgen, gedomicilieerd in eenzelfde zone. De controle van het studieniveau kan ook gecentraliseerd worden georganiseerd, in gebouwen gevestigd naast de administratieve zetel van de algemene inspectiedienst.

§ 2. De controle van het studieniveau vindt plaats in een gebouw van de overheid dat door de algemene inspectiedienst gekozen wordt.

Op met redenen omklede aanvraag van de ouders en inzonderheid steunend op ernstige mobiliteitsmoeilijkheden voortvloeiend uit de gezondheidstoestand of de handicap van de leerplichtige minderjarige, kan de controle echter op een andere plaats gebeuren.

Art.1.7.1-18. § 1. Na de controle van het studieniveau, stelt de algemene inspectiedienst een verslag op en brengt een advies uit over de overeenstemming met artikel 1.7.1-14. Ze spreekt zich ook uit over de aangepastheid aan de te behalen doelstellingen van de documenten bedoeld in artikel 1.7.1-15. Aan de ouders wordt kennisgegeven van het verslag en het advies. Zij kunnen hun opmerkingen schriftelijk aan de commissie voor huisonderwijs meedelen.



Het advies van de algemene inspectiedienst wordt ten laatste gedurende de maand die volgt op de datum van de controle aan de commissie voor huisonderwijs overgemaakt.

In geval van een negatieve beslissing gebaseerd op de niet-conformiteit van artikel 1.7.1-14, § 1, wordt een nieuwe controle uitgeoefend, volgens dezelfde nadere regels, minimaal twee maanden en maximaal zes maanden na kennisgeving van de beslissing.

Indien de algemene inspectiedienst acht dat het verstrekte huisonderwijs nog steeds niet in overeenstemming is met artikel 1.7.1-14, besluit hij zijn verslag met een advies over de nadere regels voor de integratie van de leerplichtige minderjarige in een school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. De ouders kunnen hun opmerkingen laten gelden overeenkomstig het eerste lid.

Indien, na de tweede controle, de commissie voor huisonderwijs beslist dat het studieniveau niet in overeenstemming is met artikel 1.7.1-14, schrijven de ouders de leerplichtige minderjarige in een school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of in een inrichting bedoeld in artikel 1.7.1-2, § 2.

§ 2. Wanneer de controle van het studieniveau niet kon worden uitgevoerd door de afwezigheid van de leerplichtige minderjarige, als de commissie voor huisonderwijs beslist dat deze afwezigheid ongewettigd is, schrijven de ouders de leerplichtige minderjarige in een school bedoeld in artikel 1.7.1-2, § 2.

Art.1.7.1-19. Uiterlijk in het schooljaar waarin hij 12 jaar wordt, schrijven de ouders de leerplichtige minderjarige die huisonderwijs volgt in voor de externe proef bedoeld in artikel 2.3.2-3 georganiseerd voor het verkrijgen van het getuigschrift basisonderwijs.

Slaagt hij niet voor de proef bepaald in lid 1, heeft de leerplichtige minderjarige één schooljaar de tijd om de proef opnieuw af te leggen. Binnen deze termijn wordt hij twee keer aan een controle van het studieniveau op individuele basis en met inachtneming van de nadere regels bepaald bij artikel 1.7.1-18, § 1, eerste en tweede lid, onderworpen.

Wanneer de minderjarige deze termijn heeft genoten, beschikt hij over dezelfde termijn om de proef bedoeld in artikel 1.7.1-20 af te leggen.

Art.1.7.1-20. Uiterlijk tijdens het schooljaar waarin hij 15 jaar wordt, schrijven de ouders de leerplichtige minderjarige die huisonderwijs volgt, in voor de gemeenschappelijke externe proef bedoeld in artikel 2.3.3-2 georganiseerd voor het behalen van getuigschrift van de gemeenschappelijke kern.

Art.1.7.1-21. § 1. De ouders schrijven de leerplichtige minderjarige in een school bedoeld in artikel 1.7.1-2, § 2 in indien hij het getuigschrift van het basisonderwijs niet heeft behaald binnen de termijnen bedoeld in artikel 1.7.1-19 termijnen en voor wie de controles van het studieniveau bedoeld bij artikel 1.7.1-19, tweede lid, hebben geleid tot een negatieve beslissing van de commissie voor huisonderwijs. Indien slechts een van beide controles aanleiding heeft gegeven tot een negatieve beslissing van de commissie voor huisonderwijs, beoordeelt zij of de leerplichtige minderjarige thuis zijn schoolopleiding kan voortzetten.

De ouders schrijven de leerplichtige minderjarige die huisonderwijs volgt in een school bedoeld in artikel 1.7.1-2, § 2 indien hij het getuigschrift voor de gemeenschappelijke kern niet heeft behaald met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 1.7.1-20.

§ 2. Voor minderjarige leerplichtige kinderen die zijn ingeschreven in een school die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd op grond van een beslissing van de commissie voor huisonderwijs of in toepassing van paragraaf 1, bepaalt de commissie voor het huisonderwijs voor het gewoon onderwijs en, met inachtneming van paragraaf 3, voor het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, de afdeling en het studiejaar waarvoor de leerplichtige minderjarigen moeten worden ingeschreven.

De commissie voor huisonderwijs bepaalt, voor het gespecialiseerd onderwijs, de aard en, in voorkomend geval, de vorm alsook de mate van rijpheid of de fase voor de inschrijving van de leerplichtige minderjarige.

De commissie voor huisonderwijs kan een dergelijke beslissing ook nemen wanneer de verantwoordelijke personen om redenen die niet voorzien konden worden bij de in artikel 1.7.1-12, lid 2 bedoelde verklaring, afzien van het geven van huisonderwijs aan de leerplichtige minderjarige, teneinde hem in te schrijven in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school.

§ 3. Wanneer het in artikel 1.7.1-18, § 1, lid 3, bedoelde advies van de algemene inspectiedienst tot de conclusie komt dat de leerplichtige minderjarige in het gespecialiseerd onderwijs is opgenomen, wordt dit advies ter kennis gebracht van de ouders, die bezwaar kunnen aantekenen tegen deze integratie bij de commissie voor gespecialiseerd onderwijs binnen de vijftien kalenderdagen na kennisgeving van het advies. Indien er binnen de termijn overeenstemming is bereikt of geen bezwaar wordt gemaakt, laten de ouders de examens bedoeld in artikel 12, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 betreffende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs plaatsvinden. Het verslag van deze examens wordt ter beslissing aan de commissie voor huisonderwijs toegezonden.

Indien ouders, in toepassing van paragraaf 1, van plan zijn om de leerplichtige minderjarige in te schrijven voor het gespecialiseerd onderwijs, stellen zij de commissie voor huisonderwijs binnen 15 kalenderdagen na de bekendmaking van de resultaten of de beslissing om het getuigschrift van het basisonderwijs niet toe te kennen, hiervan in kennis en laten zij de examens bedoeld in artikel 12, lid 1, van het decreet van 3 maart 2004 betreffende het gespecialiseerd onderwijs afnemen. Het verslag van deze examens wordt aan de commissie voor huisonderwijs toegezonden.

In geval van beroep tegen de beslissing om het getuigschrift van het basisonderwijs niet toe te kennen, vangt de in het lid 2 bedoelde termijn voor kennisgeving aan de commissie voor huisonderwijs aan op de dag waarop de beslissing van de Raad van beroep ter kennis wordt gebracht.

§ 4. Voor de toepassing van de artikelen 2 en 3 kan de commissie voor huisonderwijs afwijken van de toelatingsvoorwaarden. Haar beslissing is gebaseerd op de leeftijd en, indien van toepassing, de vooropleiding en de kennis, knowhow en competenties die de minderjarige in het kader van de leerplicht heeft verworven.

Indien de commissie voor huisonderwijs zich onvoldoende geïnformeerd acht, kan zij de algemene inspectiedienst verzoeken een verslag als bedoeld in artikel 1.7.1-18, § 1, lid 4, op te stellen. Wanneer de conclusie van dit verslag luidt dat integratie in het gespecialiseerd onderwijs noodzakelijk is, zijn de formaliteiten van paragraaf 3, van toepassing. Wanneer de ouders de minderjarige inschrijven bij een school die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, kan de commissie voor huisonderwijs deze school ook verzoeken een verslag op te stellen waarin de door de minderjarige verworven vaardigheden en kennis worden gespecificeerd en een oriëntatie wordt voorgesteld.

§ 5. De leerplichtige minderjarige die ingeschreven is in een school bedoeld in artikel 1.7.1-2, § 2, na een beslissing van de commissie voor huisonderwijs of in toepassing van paragraaf 1, blijft gedurende minstens één volledig schooljaar ingeschreven. Indien de ouders hem op het einde van het schooljaar opnieuw buiten een van deze scholen onderwijs willen geven, voegen zij bij de in artikel 1.7.1-12, lid 2, bedoelde verklaring een individueel opleidingsplan

en alle relevante documenten die kunnen aantonen dat het thuis verstrekte onderwijs in overeenstemming is met artikel 1.7.1-14.

Indien de commissie voor huisonderwijs van oordeel is dat niet is vastgesteld dat aan artikel 1.7.1-14 van het huisonderwijs is voldaan, schrijven de ouders de leerplichtige minderjarige in bij een inrichting als bedoeld in artikel 1.7.1-2, § 2.

Art.1.7.1-22. § 1. Na een met redenen omkleed verzoek van de ouders kan de commissie, na advies van de algemene inspectiedienst, de leerplichtige minderjarigen die in aanmerking komen voor een afwijking bepaald in artikel 1.7.1-14, § 2, vrijstellen van de verplichting om de in artikel 1.7.1-19 en 1.7.1-20 bedoelde bewijsstukken voor te leggen. Ze kan ook een bijkomende termijn toekennen om deze bewijsstukken voor te leggen.

§ 2. De ouders van een leerplichtige minderjarige die niet voldoet aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 1.7.1-19 en 1.7.1-20, kunnen een gemotiveerd verzoek tot afwijking indienen. Dit verzoek vermeldt de redenen waarom niet aan deze voorwaarden is voldaan en de doelstellingen van het huisonderwijs. Het bevat een individueel opleidingsplan en bewijsstukken.

De voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 1.7.1-13 verwerpt het verzoek indien het dossier duidelijk onvolledig is of wanneer het verzoek duidelijk ongegrond is.

Voor ontvankelijke verzoeken kan de commissie, na advies van de algemene inspectiedienst, een afwijking toekennen. In dat geval bepaalt zij de termijn waarbinnen aan de certificeringsvoorwaarden en de nadere regels voor de opvolging van huisonderwijs moet worden voldaan en onderzoekt zij, in voorkomend geval, het verzoek in het licht van artikel 1.7.1-14, § 2.

In geval van weigering schrijven de verantwoordelijke personen de leerplichtige minderjarige in bij een schoolinrichting georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of bij een inrichting bedoeld in artikel 3. De commissie bepaalt de termijn waarbinnen de verantwoordelijke personen het inschrijvingsbewijs moeten voorleggen.

Art.1.7.1-23. De Regering is bevoegd om het beroep tegen beslissingen van de commissie voor huisonderwijs te beoordelen. Zij doet een uitspraak binnen de maand na kennisgeving van het beroep.

Art.1.7.1-24. De ouders dienen het beroep in via een aangetekend schrijven binnen vijftien dagen na kennisgeving van de beslissing van de commissie voor huisonderwijs.

In geval van beroep worden de termijn vastgelegd in artikel 1.7.1-18, § 1, lid 3, en de verplichting die het gevolg is van artikel 1.7.1-18, § 2, lid 1, geschorst.

#### *Afdeling IV. — Schoolherinschakeling*

Art.1.7.1-25. § 1. Bevindt zich in een situatie van schooluitval, de leerplichtige leerling:

1° die in een school is ingeschreven, maar er zonder geldige reden feitelijk niet naartoe is gegaan, of die in geen inrichting ingeschreven is en geen lessen thuis volgt, behalve indien hij zich in een situatie bevindt zoals bedoeld in de artikelen 1.7.1-18, § 1, lid 3 tot 5, en § 2, en 1.7.1-21, § 1;

2° die in een inrichting ingeschreven is, maar die daar meer dan 9 halve dagen ongewettigde afwezigheid telt.

§ 2. Bevindt zich in een situatie van schoolverzuim, de leerplichtige leerling die, hoewel hij regelmatig ingeschreven is, zonder geldige reden, vaak de lessen niet bijwoont.

Art.1.7.1-26. § 1. In het kader van hun schoolproject kunnen de secundaire scholen een intern stelsel voor schoolherinschakeling invoeren.

§ 2. Het intern stelsel voor schoolherinschakeling heeft tot doel:

1° de in artikel 1.7.1-25, § 1<sup>er</sup>, 2°, bedoelde schooluitval van leerlingen die moeilijkheden met de school hebben, te voorkomen;

2° de leerlingen die dit genieten, helpen zelfvertrouwen en zelfachting opnieuw te verwerven en zowel een persoonlijk project als een opleidingsproject te ontwikkelen.

Dit project kadert in een globaal inrichtingsbeleid om een welzijnssfeer in de school te creëren, dat, in voorkomend geval, binnen de plaatselijke overlegcel wordt bepaald.

§ 3. De opvatting en het beheer van het intern stelsel voor schoolherinschakeling worden toevertrouwd aan een multidisciplinair team, dat kan worden samengesteld uit leerkrachten, leden van het opvoedend hulppersoneel, leden van het team van het PMS-centrum. Er kan ook een beroep worden gedaan op externe partners.

Art.1.7.1-27. De klassenraad wijst de leerlingen aan die het intern stelsel voor schoolherinschakeling kunnen genieten.

Voor minderjarige leerlingen is de toestemming van de ouders vereist.

De leerlingen die het intern stelsel voor schoolherinschakeling genieten, blijven in hun oorspronkelijke klas ingeschreven; hun administratieve toestand wordt niet gewijzigd.

Art.1.7.1-28. § 1. Samen met het PMS-centrum en met de leden van het team dat met het intern stelsel voor schoolherinschakeling wordt belast, stelt de klassenraad een persoonlijk plan op voor elk van de leerlingen bedoeld in artikel 1.7.1-27, na overleg met de leerling en zijn ouders als hij minderjarig is.

§ 2. Het persoonlijk plan, dat voor en met de jongere wordt opgemaakt, kan de volgende gegevens inhouden:

1° lessen gemeenschappelijke vorming;

2° aanvullende activiteiten;

3° workshops voor samenwerking, socialisatie, mededeling of expressie;

4° tijd en acties voor schooloriëntatie, voor opmaken van een persoonlijk project;

5° observatie- en initiatiestages;

6° activiteiten ter bevordering van motivatie, zelfvertrouwen, zelfachting;

7° taalbadonderwijs in verschillende onderwijsvormen en -richtingen;

8° verwezenlijking van een project op een bepaald gebied of een interdisciplinair project, een artistiek, technologisch, sport- of ander project;

9° verwezenlijking door een externe dienst;

10° sociale, burger- (inter)culturele acties;

11° voorbereiding tot de voorstelling van een externe examencommissie.

§ 3. De klassenraad wordt belast met het beoordelen, het nader bepalen, of zelfs het wijzigen van het persoonlijk plan.

§ 4. Het persoonlijk plan wordt voor een periode van één maand opgemaakt, met als doel, op het einde van de bepaalde periode, de leerling opnieuw in te schakelen in zijn klas of in een ander schooltraject, met inachtneming van de toelatingsvoorwaarden.

§ 5. Na de beoordeling kan het persoonlijk plan elke maand door de klassenraad worden verlengd. De ouders worden daarvan op de hoogte gebracht.

§ 6. De betrokken leerling kan te allen tijde door een dienst voor schoolherinschakeling worden begeleid, met inachtneming van de toelatingsvoorwaarden.

§ 7. Het persoonlijk plan wordt ter beschikking van de algemene inspectiedienst en van de diensten van de Regering gehouden.

§ 8. Iedere leerling die een persoonlijk plan in het kader van een intern stelsel voor schoolherinschakeling volgt, geniet de begeleiding van een referentepersoon.

§ 9. De begeleiding van activiteiten in verband met het persoonlijk plan kan in het kader van zijn ambt worden toegekend aan ieder lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel of van het opvoedend hulp personeel.

Art.1.7.1-29. Wanneer een uitgesloten minderjarige niet opnieuw in een schoolinrichting kan worden ingeschakeld, overeenkomstig artikel 1.7.9-9, lid 4, en 1.7.9-10, § 2, lid 5, kan de Minister hem beschouwen als voldoende aan de verplichtingen inzake schoolaanwezigheid:

1° de begeleiding, voor een één keer hernieuwbare periode van niet meer dan drie maanden, van een jongere door de diensten die hun bijstand verlenen aan de uitvoering van individuele beslissingen in het kader van hulpverleningsprogramma's die ofwel door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd ofwel door de directeur voor jeugdbescherming, ofwel door de jeugdrechtbank worden opgemaakt;

2° de begeleiding, voor een één keer hernieuwbare periode van niet meer dan drie maanden, van een jongere door een van de diensten voor schoolherinschakeling.

Op grond van een met redenen omklede aanvraag die door de dienst voor schoolherinschakeling aan de algemene directie leerplichtonderwijs wordt gericht, kan de Minister een jongere een vrijstelling verlenen opdat hij zou kunnen worden begeleid door de dienst voor schoolherinschakeling na 15 april en tot het einde van het lopende schooljaar, ook al is de totale duur van het ten laste nemen langer dan de in artikel 1.7.1-32 vastgestelde maximumduur.

De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor jeugdbescherming, de jeugdrechtbank of de dienst voor schoolherinschakeling delen de algemene directie leerplichtonderwijs de datum van het begin en van het einde van het ten laste nemen mee, volgens door de Regering nader te bepalen regels

Art.1.7.1-30. In de toestanden bedoeld in artikel 1.7.5-25, § 1, 1°, op gezamenlijke aanvraag van de minderjarige en zijn ouders, na het gunstig advies van de zonecommissie voor inschrijvingen of de gedecentraliseerde commissie of bij gebrek daaraan de federatie van inrichtende machten, kan de Minister een leerling er ook toe machtigen, voor een één keer hernieuwbare periode van niet meer dan drie maanden, te worden begeleid door:

1° diensten die hun bijstand verlenen aan de uitvoering van individuele beslissingen in het kader van hulpverleningsprogramma's die ofwel door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, ofwel door de directeur voor jeugdbescherming, ofwel door de jeugdrechtbank worden opgemaakt;

2° een van de diensten voor schoolherinschakeling.

Op grond van een met redenen omklede aanvraag die door de dienst voor schoolherinschakeling aan de algemene directie leerplichtonderwijs wordt gericht, kan de Minister een jongere een vrijstelling verlenen opdat hij zou kunnen worden begeleid door de dienst voor schoolherinschakeling na 15 april en tot het einde van het lopende schooljaar, ook al is de totale duur van het ten laste nemen langer dan de in artikel 1.7.1-32 vastgestelde maximumduur.

De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor jeugdbescherming, de jeugdrechtbank of de dienst voor schoolherinschakeling delen de algemene directie leerplichtonderwijs de datum van het begin en van het einde van het ten laste nemen mee, volgens door de Regering nader te bepalen regels

Art.1.7.1-31. In geval van schoolverzuim, een crisissituatie of een situatie van schooluitval bedoeld in artikel 1.7.5-25, § 1, 2°, op gezamenlijk verzoek van de minderjarige leerling, zijn ouders, de inrichtende macht of haar afgevaardigde, na het advies te hebben ingewonnen van de klassenraad en het PMS-centrum, kan de Minister een leerling, die regelmatig ingeschreven blijft in zijn school, er ook toe machtigen om te worden begeleid voor een één keer hernieuwbare periode van maximaal drie maanden door:

1° diensten die hun bijstand verlenen aan de uitvoering van individuele beslissingen in het kader van hulpverleningsprogramma's die ofwel door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, ofwel door de directeur voor jeugdbescherming, ofwel door de jeugdrechtbank worden opgemaakt;

2° een van de diensten voor schoolherinschakeling.

Indien het PMS-centrum het in lid 1 bedoeld advies niet binnen 10 werkdagen na het verzoek verstrekt, wordt aangenomen dat het advies gunstig is.

Op grond van een met redenen omklede aanvraag die door de dienst voor schoolherinschakeling aan de algemene directie leerplichtonderwijs wordt gericht, kan de Minister een jongere een vrijstelling verlenen opdat hij zou kunnen worden begeleid door de dienst voor schoolherinschakeling na 15 april en tot het einde van het lopende schooljaar, ook al is de totale duur van het ten laste nemen langer dan de in artikel 1.7.1-32 vastgestelde maximumduur.

De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor jeugdbescherming, de jeugdrechtbank of de dienst voor schoolherinschakeling delen de algemene directie leerplichtonderwijs de datum van het begin en van het einde van het ten laste nemen mee, volgens door de Regering nader te bepalen regels

Art.1.7.1-32. Het ten laste nemen van een minderjarige door een van de diensten bedoeld in artikel 1.7.1-29 à 1.7.1-31, kan in totaal niet langer dan zes maanden per schooljaar en niet langer dan één jaar voor de gehele schooltijd van de minderjarige duren. Het ten laste nemen periode gedurende de verlof- en schoolvakanties wordt niet in aanmerking genomen bij de berekening van de duur van het ten laste nemen van de minderjarige.

Art.1.7.1-33. In het kader van artikel 1.7.1-29 tot 1.7.1-31, kan een partnerschapsovereenkomst waarvan het model door de Regering bepaald wordt, gesloten worden tussen de dienst voor schoolherinschakeling en een instelling die ofwel een publiekrechtelijke rechtspersoon is ofwel een vereniging zonder winstbejag met als hoofdzakelijk rechtsdoel de strijd tegen schooluitval en het falen op school, met inbegrip van de voorlopige begeleiding van een uitvallende minderjarige.

Art.1.7.1-34. § 1. De directeur stelt de bepalingen vast die, zowel op collectief als op individueel niveau, het een

minderjarige die de diensten van een van de diensten voor schoolherinschakeling heeft genoten mogelijk zullen maken, opnieuw naar school te gaan in de beste omstandigheden.

§ 2. Het neemt de in paragraaf 1 bedoelde bepalingen in overleg met de betrokken actoren, binnen de plaatselijke overlegcel, als deze geïnstalleerd is.

Voor de toepassing ervan,

1° steunt hij op de interne stelsels, zoals die bepaald zijn in artikel 1, 4°, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplicht en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld en begeleiding van de studieoriëntatie;

2° werkt hij nauw samen met het PMS-centrum, om de maatregelen inzake pedagogische begeleiding, die onder het onderwijsteam ressorteren, en de maatregelen inzake psycho-medisch-sociale kwesties, die onder het team van het PMS-centrum ressorteren, op elkaar af te stemmen.

§ 3. De leden van het team van het PMS-centrum bevorderen het optreden van de externe diensten, zoals bepaald in artikel 1, 5°, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplicht en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld en begeleiding van de studieoriëntatie, waarop de school een beroep kan doen om de inschakeling of herinschakeling van de jongere in de school en de opbouw van een persoonlijk project te vergemakkelijken.

Art.1.7.1-35. De leerling die in een school ingeschakeld of opnieuw ingeschakeld wordt op het einde van de begeleiding bedoeld in artikel 1.7.1-29 à 1.7.1-31, kan de dienst voor schoolherinschakeling die voor zijn begeleiding heeft gezorgd, Raadplegen in verhouding tot hoogstens twee halve dagen per week gedurende de twee maanden volgend op zijn inschakeling of herinschakeling.

De Raadpleging van de dienst voor schoolherinschakeling gedurende die periode wordt geregeld in een overeenkomst tussen de directeur, de leerling, zijn ouders, het PMS-centrum en de dienst voor schoolherinschakeling.

Art.1.7.1-36. De facilitatoren bedoeld in artikel 18 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplicht en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld en begeleiding van de studieoriëntatie die bijstand bieden voor het globaal op elkaar afstemmen van de acties die worden gevoerd in de zone waarvoor ze aangewezen zijn, zowel in de scholen als in de diensten voor schoolherinschakeling, ten aanzien van leerlingen begeleid door een van de diensten voor schoolherinschakeling, gedurende dit ten laste nemen en na de (her-)inschakeling van de leerling op school.

#### HOOFDSTUK II. — *Kosteloosheid*

Art.1.7.2-1. § 1. In het gewoon of gespecialiseerd kleuteronderwijs, lager onderwijs en secundair onderwijs mogen geen directe of indirecte kosten in rekening worden gebracht. Onverminderd artikel 1.7.2-2 kan een inrichtende macht in geen geval een aanvraag om directe of indirecte, facultatieve of verplichte betaling in de vorm van geld, diensten of benodigdheden indienen wanneer zij zich voor een school inschrijft of opnieuw inschrijft.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan een inschrijvingsgeld worden vastgelegd van maximaal 124 euro voor leerlingen die zich inschrijven voor het 7e jaar in de overgangsafdeling van het secundair onderwijs, als voorbereiding op het hoger onderwijs. Dit maximumbedrag wordt geschat op 62 euro voor begunstigden van een studietoelage.

De opbrengst van bedoeld inschrijvingsgeld wordt in mindering gebracht van de eerste schijf van de werkingsubsidies toegekend aan bedoelde scholen.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 wordt een specifiek inschrijvingsgeld gevraagd voor niet-leerplichtige leerlingen die geen onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie en waarvan de niet-Belgische ouders niet in België verblijven.

Leerlingen met een buitenlandse nationaliteit die zijn toegelaten om meer dan drie maanden in België te verblijven of gemachtigd zijn zich in België te vestigen, in toepassing van de artikelen 10 en 15 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zijn van rechtswege vrijgesteld van het specifieke inschrijvingsgeld.

De Regering bepaalt de categorieën van volledige of gedeeltelijke vrijstelling van het specifieke inschrijvingsgeld.

De Regering bepaalt de bedragen van het specifieke inschrijvingsgeld, voor elk studieniveau.

Het bedrag van het specifieke inschrijvingsgeld is opeisbaar bij inschrijving.

§ 4. Er worden jaarlijkse en forfaitaire dotaties en werkingsubsidies toegekend tot dekking van de kosten voor de werking en uitrusting van de scholen, en voor de kosteloze verspreiding van leerboeken en schoolbenodigdheden aan leerplichtige leerlingen.

Bovendien wordt in het gewoon en gespecialiseerd kleuteronderwijs een forfaitair bedrag van 50 euro per ingeschreven leerling toegekend aan scholen die georganiseerd of gesubsidieerd zijn, specifiek voor de kosten en de schoolbenodigdheden. Dit bedrag is in de eerste plaats bestemd voor de aankoop van schoolbenodigdheden, d.w.z. al het materiaal dat nodig is om de basisvaardigheden te verwerven die in de initiële referentiesystemen van de Franse Gemeenschap zijn gedefinieerd. Dit bedrag kan ook de schoolkosten dekken die verband houden met de organisatie van schoolactiviteiten of pedagogische reizen met overnachting(en). Dit bedrag wordt elk jaar in maart betaald. Het wordt berekend op basis van het aantal leerlingen dat op 30 september van het voorafgaande jaar regelmatig op de school is ingeschreven, vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1,2, en wordt naar boven afgerond als het eerste cijfer achter de komma ten minste 5 bedraagt, tot de lagere eenheid in de andere gevallen. Het wordt jaarlijks geïndexeerd door op de bedragen van het voorgaande kalenderjaar de verhouding toe te passen tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen voor januari van het lopende kalenderjaar en het indexcijfer voor januari van het voorgaande kalenderjaar.

Elke inrichtende macht die de in lid 2 bedoelde bedragen heeft ontvangen, houdt uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het schooljaar waarvoor de bedragen zijn toegekend, gedurende tien jaar bewijsstukken van alle uitgaven ter beschikking van de diensten van de Regering voor controle. Indien in het kader van een controle blijkt dat de ontvangen bedragen niet zijn gebruikt voor de aankoop van schoolbenodigdheden, het organiseren van schoolactiviteiten of pedagogische korte reizen met overnachting(en), moet het toegekende bedrag binnen 60 dagen van kennisgeving aan de betrokken inrichtende macht worden terugbetaald aan de diensten van de Regering.

Art.1.7.2-2. § 1. Onverminderd lid 2 en 3 mogen in het gewoon en gespecialiseerd kleuteronderwijs geen schoolkosten worden ontvangen en, direct noch indirect, schoolbenodigdheden worden aangerekend aan de ouders.

In het gewoon en gespecialiseerd kleuteronderwijs mogen alleen de volgende schoolkosten die op basis van de reële kostprijs worden vastgesteld, worden ontvangen:

1° toegangsrechten tot het zwembad en de daarmee verband houdende verplaatsingen;

2° het recht op toegang tot culturele en sportactiviteiten in het kader van het pedagogische project van de inrichtende macht of het schoolproject, alsmede de daarmee verband houdende verplaatsingen. De Regering bepaalt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, waarop een school per leerling voor een studiejaar, een groep studiejaar en/of voor alle jaren van het kleuteronderwijs aanspraak kan maken;

3° de kosten van pedagogische reizen met overnachting(en) die door de school worden georganiseerd en die deel uitmaken van het onderwijsproject van de inrichtende macht of het schoolproject, alsmede de daarmee verband houdende reizen. De Regering bepaalt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, waarop een school per leerling voor een studiejaar, een groep studiejaar en/of voor alle jaren van kleuteronderwijs aanspraak kan maken.

Alleen de volgende schoolbenodigdheden worden niet door de scholen geleverd:

1° de niet-gevulde schooltas;

2° het niet-gevulde pennenzakje;

3° de gebruikelijke kleding en sportkleding van de leerling.

Geen leverancier of merk van schoolbenodigdheden, standaardkleding of sportkleding of voorschriften die hetzelfde effect hebben, mag/mogen worden opgelegd aan ouders of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen.

De toegestane schoolkosten, bedoeld in lid 1, 1 tot 3°, kunnen niet worden gecumuleerd tegen een enkele forfaitaire vergoeding. Ze worden toegewezen aan specifieke en effectief georganiseerde diensten.

De onder lid 1, 2° en 3° vastgestelde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd door op de bedragen van het voorgaande kalenderjaar de verhouding toe te passen tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen voor januari van het lopende kalenderjaar en het indexcijfer voor januari van het voorgaande kalenderjaar.

§ 2. In het gewoon en gespecialiseerd lager onderwijs worden de volgende schoolkosten die op basis van de reële kostprijs worden vastgesteld, niet beschouwd als een bijdrage in het inschrijvingsgeld:

1° toegangsrechten tot het zwembad en de daarmee verband houdende verplaatsingen;

2° het recht op toegang tot culturele en sportactiviteiten in het kader van het pedagogische project van de inrichtende macht of het schoolproject, alsmede de daarmee verband houdende verplaatsingen. De Regering bepaalt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, waarop een school per leerling voor een studiejaar, een groep studiejaar en/of voor alle jaren van het lager onderwijs aanspraak kan maken.

3° de kosten van pedagogische reizen met overnachting(en) die door de school worden georganiseerd en die deel uitmaken van het onderwijsproject van de inrichtende macht of het schoolproject, alsmede de daarmee verband houdende reizen. De Regering bepaalt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, waarop een school per leerling voor een studiejaar, een groep studiejaar en/of voor alle jaren van het lager onderwijs aanspraak kan maken.

Geen leverancier of merk van schoolbenodigdheden, standaardkleding of sportkleding of voorschriften die hetzelfde effect hebben, mag/mogen worden opgelegd aan ouders of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen.

De toegestane schoolkosten, bedoeld in lid 1, 1 tot 3°, kunnen niet worden gecumuleerd tegen een enkele forfaitaire vergoeding. Ze worden toegewezen aan specifieke en effectief georganiseerde diensten.

De onder lid 1, 2° en 3° vastgestelde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd door op de bedragen van het voorgaande kalenderjaar de verhouding toe te passen tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen voor januari van het lopende kalenderjaar en het indexcijfer voor januari van het voorgaande kalenderjaar.

§ 3. In het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs worden de volgende schoolkosten die op basis van de werkelijke kosten worden vastgesteld, niet beschouwd als een bijdrage in het inschrijvingsgeld:

1° toegangsrechten tot het zwembad en de daarmee verband houdende verplaatsingen;

2° het recht op toegang tot culturele en sportactiviteiten in het kader van het pedagogische project van de inrichtende macht of het schoolproject, alsmede de daarmee verband houdende verplaatsingen. De Regering bepaalt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, waarop een school per leerling voor een studiejaar, een groep studiejaar en/of voor alle jaren van het secundair onderwijs aanspraak kan maken;

3° fotokopieën uitgedeeld aan studenten; op eensluidend advies van de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs, stelt de Regering het maximumbedrag vast van de kosten van fotokopieën per leerling die in de loop van een schooljaar kunnen worden aangerekend.

4° het uitlenen van schoolboeken, persoonlijke uitrusting en gereedschap;

5° de kosten van pedagogische reizen met overnachting(en) die door de school worden georganiseerd en die deel uitmaken van het onderwijsproject van de inrichtende macht of het schoolproject, alsmede de daarmee verband houdende reizen. De Regering bepaalt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, waarop een school per leerling voor een studiejaar, een groep studiejaar en/of voor alle jaren van het secundair onderwijs aanspraak kan maken.

Geen leverancier of merk van schoolbenodigdheden, standaardkleding of sportkleding of voorschriften die hetzelfde effect hebben, mag/mogen worden opgelegd aan meerderjarige leerlingen of ouders of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen.

De toegestane schoolkosten, bedoeld in lid 1, 1 tot 5°, kunnen niet worden gecumuleerd tegen een enkele forfaitaire vergoeding. Ze worden toegewezen aan specifieke en effectief georganiseerde diensten.

De onder lid 1, 2° en 5° vastgestelde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd door op de bedragen van het voorgaande kalenderjaar de verhouding toe te passen tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen voor januari van het lopende kalenderjaar en het indexcijfer voor januari van het voorgaande kalenderjaar.

§ 4. In het gewoon en gespecialiseerd lager en secundair onderwijs kunnen de volgende schoolkosten worden voorgesteld aan de leerling indien deze meerderjarig is, of aan zijn ouders, indien hij minderjarig is, op voorwaarde dat hij uitdrukkelijk is geïnformeerd over de facultatieve aard ervan:

1° groepsaankopen;

2° de kosten voor de deelname aan optionele activiteiten;

3° abonnementen op tijdschriften.

Ze worden aangeboden tegen hun reële kostprijs voor zover ze gekoppeld zijn aan het pedagogische project.

Art.1.7.2-3. § 1. Bij de inning van de kosten nemen de inrichtende machten de bepalingen van artikel 1.4.1-5 in acht.

Ze kunnen, in het lager en secundair onderwijs, een betaling hanteren tegen de reële kostprijs van de schoolkosten.

§ 2. De inrichtende machten betrekken de minderjarige leerlingen niet bij het betalingsproces en de dialoog die zij met de ouders over de schoolkosten en de periodieke rekeningen voeren

Het niet-betalen van de kosten kan voor de leerling in geen geval een reden zijn om inschrijving te weigeren of permanente uitsluiting of enige andere sanctie op te leggen, ook niet als deze kosten zijn opgenomen in het pedagogische project of in het schoolproject

Er mogen geen inschrijvingsgeld of kosten, direct of indirect, worden gevraagd aan de leerling of zijn ouders voor de uitreiking van zijn diploma's en getuigschriften of zijn schoolrapport.

Art.1.7.2-4. § 1. Voor het begin van elk schooljaar, en ter informatie, wordt een raming van het bedrag van de aangerekende kosten en de verdeling ervan ter kennis gebracht van de leerling indien hij meerderjarig is, of van zijn ouders, indien hij minderjarig is.

§ 2. In de loop van elk schooljaar worden periodieke schriftelijke verklaringen afgelegd aan de leerling indien deze meerderjarig is, of aan zijn ouders, indien hij minderjarig is.

In elke periodieke rekening worden per leerling en voor de betrokken periode alle aangevraagde kosten, de bedragen, het doel en de verplichte of facultatieve aard van deze kostenopgave vermeld, alsmede de voorwaarden en de eventuele betalingsfaciliteiten.

De periode die door een periodieke verrekening kan worden gedekt is minimaal één maand en maximaal vier maanden. Voor het begin van elk schooljaar stellen de inrichtende machten de leerling, of zijn ouders, indien hij minderjarig is, in kennis van de gekozen frequentie.

In afwijking van lid 3 moeten de inrichtende machten, op verzoek van de ouders en voor uitgaven van meer dan 50 euro, voorzien in de mogelijkheid om deze over verschillende periodieke opgaven te spreiden. De inrichtende machten stellen de leerling of zijn ouders, indien hij meerderjarig is, vooraf schriftelijk in kennis van het bestaan van deze mogelijkheid. Het totale te betalen bedrag en de afbetalingsvoorwaarden worden eveneens schriftelijk meegedeeld. Het aangerekende quotum voor de betrokken periode wordt in de periodieke opgave opgenomen.

Kosten die niet in een periodieke opgave staan, kunnen in geen geval worden aangerekend.

De inrichtende machten die geen kosten voor het gehele schooljaar aanvragen, zijn niet verplicht de in deze paragraaf bedoelde periodieke overzichten in te dienen.

Art.1.7.2-5. De wettelijke verwijzing en de integrale tekst van de artikelen 1.7.2-1 tot 1.7.2-3 staan vermeld in het huishoudelijk reglement van elke school alsook op de raming van de aangerekende schoolkosten bedoeld in artikel 1.7.2-4, § 1, en de periodieke opgaven bedoeld in artikel 1.7.2-4, § 2.

Art.1.7.2-6. § 1. Wanneer zij een inbreuk op de artikelen 1.7.2-1 tot 1.7.2-5 vaststelt, kan de Regering, overeenkomstig de procedure van de tweede paragraaf, een van de volgende straffen opleggen:

1° de waarschuwing;

2° een boete, waarvan het bedrag niet minder dan 250 euro en niet meer dan 2500 euro mag zijn;

3° in geval van herhaling binnen vijf jaar, de intrekking van alle dotaties of werkingssubsidies voor het lopende schooljaar voor de bedoelde school.

Naast de toepassing van een van de in het eerste lid bedoelde straffen betaalt de inrichtende macht de onverschuldigde verkregen vergoedingen of bedragen volledig terug. In geval van weigering om terug te betalen of indien de te veel betaalde schoolkosten of de te veel betaalde bedragen het bedrag van de toegepaste straf overschrijden, schort de Regering de betaling van de aan de school toegekende dotaties en werkingssubsidies of loonsubsidies op totdat het teveel betaalde schoolgeld of de te veel betaalde bedragen volledig zijn terugbetaald.

Indien de boete niet binnen drie maanden na kennisgeving van de straf wordt terugbetaald, zal de Regering het bedrag van de boete verhoogd met 2,5% in mindering laten brengen van de dotaties of werkingssubsidies van de betrokken school.

§ 2. Zodra zij kennis krijgen van een klacht die of een feit dat een schending of overtreding van de artikelen 1.7.2-1 tot 1.7.2-5 zou kunnen zijn, onderzoeken de Regeringsdiensten de zaak en kunnen zij elke persoon horen die een nuttige bijdrage kan leveren tot hun informatie.

Wanneer zij bewijzen hebben dat een misdrijf is gepleegd, stellen de diensten van de Regering de bevoegde inrichtende macht in kennis van hun klachten. Deze heeft 30 dagen tijd om het dossier te Raadplegen en schriftelijke opmerkingen te maken.

De Regering neemt een beslissing binnen zestig dagen na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn

Art.1.7.2-7. De Regering evalueert de uitvoering van de bepalingen bedoeld in dit Hoofdstuk en brengt verslag hierover aan het Parlement uit in de loop van 2024.

### HOOFDSTUK III. — *Vrije keuze*

Art.1.7.3-1. § 1. Basis- en secundaire scholen worden zo nodig opgericht door de Franse Gemeenschap.

§ 2. De Franse Gemeenschap subsidieert de scholen met inachtneming van de voorwaarden opgelegd bij wet, decreet en reglementaire norm.

De diensten van de Regering worden belast met het controleren of elk van deze scholen bedoeld in lid 1 de volgende verplichtingen nakomt:

1° georganiseerd zijn door een rechtspersoon die daarvoor alle aansprakelijkheid aanvaardt en die voor de werking, direct noch indirect, kosten voor personeel en/of gebouwen, financieringen afkomstig van een andere Staat die geen lidstaat is van de Europese Unie of uitgaande van een instelling die ressorteert onder een andere Staat die geen lidstaat is van de Europese Unie geniet.

De natuurlijke personen die de rechtspersoon uitmaken moeten:

a) van onberispelijk gedrag zijn;

b) hun burgerlijke en politieke rechten genieten;

2° zich onderwerpen aan de controle van de inspectie;

3° zijn gevestigd in lokalen die voldoen aan de voorschriften inzake veiligheid, hygiëne en gezondheid;

4° beschikken over didactisch materiaal en de schooluitrusting voor de pedagogische noodwendigheden;

5° indien de school niet is aangesloten bij een federatie van inrichtende machten, van externe diensten van ondersteuning en begeleiding genieten, krachtens een overeenkomst afgesloten uiterlijk vier maanden na oprichting van de school of de afdeling van de school met een steun- en begeleidingscel. De steun- en begeleidingscel van Wallonie-Bruxelles Enseignement mag niet weigeren de hiervoor genoemde overeenkomst te ondertekenen;

6° een pedagogisch geheel vormen gelegen in eenzelfde gebouwencomplex of, in elk geval, in eenzelfde gemeente of agglomeratie, allemaal uitgezonderd de afwijking toegekend door de Regering in uitzonderlijke gevallen. De verplichting om gelegen te zijn in eenzelfde gemeente of agglomeratie wordt niet opgelegd aan een pedagogisch geheel onder de directie van eenzelfde directeur en het resultaat van een fusie of een herstructurering van scholen die behoorlijk gemachtigd zijn door de Regering;

7° beschikken over personeel dat de gezondheid van de leerlingen niet in gevaar brengt.

§ 3. Indien een inrichtende macht één of meer bepalingen betreffende de toekenning van de in § 2 vermelde werkingssubsidies niet naleeft, stuurt de Regering haar een ingebrekestelling waarbij zij haar verzoekt, binnen een termijn van dertig schoolwerkdagen vanaf de datum van die ingebrekestelling, zich naar de overtreden bepaling(en) te schikken en de wettelijke toestand te herstellen.

Indien de inrichtende macht, binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig schoolwerkdagen, het bewijs levert dat zij de noodzakelijke maatregelen heeft genomen om de overtreden bepaling(en) na te leven en om de wettelijke toestand te herstellen, worden de werkingssubsidies haar verder toegekend. De diensten van de Regering zullen echter, binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de datum van het antwoord van de inrichtende macht, een controleopdracht moeten uitvoeren om zich ervan te vergewissen dat de overtreden bepaling(en) voortaan in acht worden genomen.

Indien de inrichtende macht, binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig schoolwerkdagen, niet het bewijs levert dat zij de noodzakelijke maatregelen heeft genomen om de overtreden bepaling(en) na te leven en om de wettelijke toestand te herstellen, past de Regering een aftrekking van 5 % toe van de werkingssubsidies die werden toegekend overeenkomstig § 2 en berekend op basis van de tijdens het vorige schooljaar toegekende subsidies.

Indien de inrichtende macht, na zes maanden na de beslissing tot aftrekking van 5 % van de werkingssubsidies, het bewijs nog altijd niet heeft geleverd dat zij de noodzakelijke maatregelen heeft genomen om de overtreden bepaling(en) na te leven en om de wettelijke toestand te herstellen, kan de Regering de toekenning van de werkingssubsidies voor een onbepaalde tijd onderbreken.

De werkingssubsidies worden door de Regering opnieuw toegekend op de datum, die door haar diensten worden vastgesteld, waarop alle subsidiëeringsvoorwaarden opnieuw in acht zullen worden genomen.

Art.1.7.3-2. Het recht van de ouders om de wijze van opvoeding voor hun kinderen te kiezen, sluit de mogelijkheid in, over een school naar hun keuze op een redelijke afstand te beschikken.

Teneinde deze vrije keuze van de ouders te eerbiedigen, moet de Franse Gemeenschap, na Raadpleging van de betrokken algemene Raad:

1° op verzoek van ouders die niet-confessioneel onderwijs wensen en op een redelijke afstand geen officiële school noch een vrije school van niet-confessioneel karakter vinden:

- a) hetzij een school georganiseerd door de Franse Gemeenschap openen;
- b) hetzij de kosten van het vervoer naar zulke school op zich nemen;
- c) hetzij een bestaande niet-confessionele vrije school in de subsidieregeling opnemen;

2° op verzoek van ouders die confessioneel onderwijs wensen en op een redelijke afstand geen confessionele school vinden:

- a) hetzij een bestaande confessionele vrije school in de subsidieregeling opnemen;
- b) hetzij de kosten van vervoer naar zulke school op zich nemen.

De Regering bepaalt hoeveel ouders er nodig zijn opdat de Franse Gemeenschap de in dit artikel bepaalde verplichtingen op zich dient te nemen. Zij bepaalt eveneens wat onder redelijke afstand moet worden verstaan.

Leerlingen die worden vervoerd naar de school van hun keuze moeten de prijs daarvan vooruitbetalen tegen het bedrag dat overeenkomt met de redelijke afstand bedoeld in het eerste lid.

Art.1.7.3-3. Elke politieke activiteit en propaganda, evenals elke commerciële activiteit zijn verboden in de scholen.

Ook elke praktijk van oneerlijke concurrentie is verboden tussen de scholen. De propaganda voor een bepaald onderwijs moet objectief blijven en elke aanval tegen een ander onderwijs uitsluiten.

Art.1.7.3-4. § 1. Er wordt een commissie opgericht belast met het kennismaken van alle aanvragen met betrekking tot de bij artikel 1.7.3-3 inzake leerplichtonderwijs vastgestelde overtredingen van de wetten, decreten en reglementen die deze begrippen bepalen en tot het belang van het onderwijs.

De commissie brengt adviezen uit over het verzoek ingediend overeenkomstig artikel 1.7.3-5 of kan ook adviezen uitbrengen op vraag van de Regering. Om haar opdracht te vervullen, beschikt de commissie over een onderzoeksbevoegdheid die namelijk uitgeoefend zal worden via de diensten van de Regering en de algemene inspectiedienst mits inachtneming van de principes van het contradictorisch debat en van de rechten van de verdediging.

§ 2. De commissie bestaat uit:

- 1° twee vertegenwoordigers van de diensten van de Regering;
- 2° vijf vertegenwoordigers van de federaties van inrichtende machten;
- 3° één vertegenwoordiger van Wallonie-Bruxelles Enseignement;
- 4° drie vertegenwoordigers van de algemene inspectiedienst;
- 5° zes vertegenwoordigers van de vakverenigingen van het onderwijspersoneel;
- 6° één vertegenwoordiger van iedere representatieve organisatie van ouders en ouderverenigingen.

De leden worden aangewezen voor een door de Regering hernieuwbare periode van vijf jaar. Voor ieder werkend lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen.

Elk werkend of plaatsvervangend lid dat de hoedanigheid verliest krachtens welke hij aangewezen werd, wordt als ontslagnemend beschouwd. De Regering wijst een nieuw lid aan dat het lopende mandaat voleindigt.

De aanwezigheid van technici, die niet stemgerechtigd zijn, kan worden toegelaten. Voor de dossiers aangaande handelspraktijken neemt een vertegenwoordiger van de consumenten die zetelt op de Raad van de Consumptie deel aan de werkzaamheden.

De commissie wordt voorgezeten door een voorzitter en een ondervoorzitter die eerstgenoemde vervangt bij diens afwezigheid; allebei worden door de Regering aangewezen onder de vertegenwoordigers van de diensten van de Regering. De mandaten worden uitgeoefend gedurende vijf jaar. Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een ambtenaar aangewezen te dien einde door de Regering die, volgens dezelfde nadere regels, ook een adjunct-secretaris aanduidt.

§ 3. De beslissingen worden genomen bij een volstreekte meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden van de commissie. Het minimale aanwezigheidsquorum wordt op 6 leden bepaald. De commissie dient een jaarlijks activiteitenverslag in dat aan de Regering wordt verstuurd die het Parlement erover inlicht. De commissie zorgt ervoor dat het verslag geen vermelding bevat waaruit de betrokken schoolinrichtingen zouden kunnen worden geïdentificeerd.

§ 4. De commissie neemt een huishoudelijk reglement aan dat aan de Regering ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Art.1.7.3-5. § 1. Bij de commissie ingesteld volgens artikel 1.7.3-4 kan een verzoek ingediend worden door:

1° een inrichtende macht of haar afgevaardigde, wanneer zij dit verzoek vooraf binnen de participatieraad zal hebben onderzocht;

2° een oudervereniging;

3° een vakvereniging die het onderwijspersoneel vertegenwoordigt;

4° de Regering;

5° een federatie van inrichtende machten;

6° een vereniging, organisatie of stichting die de verdediging, het onderzoek of de informatie van de consument of het onderwijs tot doel heeft.

Naar aanleiding van de indiening van het verzoek bij de commissie volgens de nadere regels van lid 1, 1°, vraagt de voorzitter aan de indiener ervan om hem het verslag over te maken van het debat ingericht, wat betreft het verzoek, binnen de participatieraad. Als het verslag niet binnen een termijn van één maand vanaf de datum van de aanvraag wordt voorgelegd, beslist de commissie zonder verwijl over het verzoek.

§ 2. De voornoemde commissie kan op eigen initiatief met alle rechtsmiddelen feiten aanklagen die tegenstrijdig zijn met de bepalingen van artikel 1.7.3-3 en waarvan zij kennis zou hebben gehad.

§ 3. De commissie dient een advies uit te brengen binnen de maand na de beëindiging van het onderzoek van het dossier.

De commissie deelt haar advies aan de Regering mede, die de beslissing neemt.

§ 4. Worden haar beslissingen niet in acht genomen, dan zal de Regering een procedure voor ingebrekestelling opstarten om de financiering en subsidies terug te krijgen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Neutraliteit*

##### *Afdeling I. — Gemeenschappelijke bepalingen*

Art.1.7.4-1. De officiële scholen zijn neutraal.

De scholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap zijn verplicht de neutraliteit te respecteren zoals bepaald in Afdeling 2.

De scholen georganiseerd door ander publieke rechtspersonen zijn verplicht de neutraliteit te respecteren zoals bepaald in Afdeling 3. Hun inrichtende macht kan, op elk moment, aansluiten bij het neutraliteitsbeginsel bepaald in Afdeling 2.

De vrije niet-confessionele scholen mogen bij het neutraliteitsbeginsel aansluiten, zoals bepaald in Afdeling 2 of Afdeling 3.

De Regering legt het aansluitingsmodel bepaald in lid 3 en 4 vast en bepaalt de nadere regels volgens welke deze aansluiting aan haar wordt meegedeeld. Wanneer een inrichtende macht aansluit bij het neutraliteitsbeginsel, zijn alle bepalingen terzake op haar van toepassing.

Art.1.7.4-2. Elke inrichtende macht waarop de neutraliteit van toepassing is of die aansluit bij de neutraliteit voegt een uitdrukkelijke verwijzing toe aan dit Hoofdstuk in zijn educatief project bedoeld in artikel 1.5.1-2 en reproduceert minstens de principes en garanties vermeld ofwel in de artikelen 1.7.4-6 tot 1.7.4-10, ofwel in de artikelen 1.7.4-11 tot 1.7.4-15.

Elk schooljaar, in de loop van het eerste trimester, in de basis- en secundaire scholen georganiseerd door een inrichtende macht waarop dit Hoofdstuk van toepassing is, worden de grote lijnen van het Hoofdstuk en de gevolgen ervan op het schoolproject voorgesteld aan de personeelsleden.

Art.1.7.4-3. § 1. Een opleiding tot neutraliteit wordt georganiseerd met 20 uur door:

1° de inrichtingen van hoger onderwijs in het kader van de initiële opleiding van de leerkrachten zoals bepaald in het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten;

2° de inrichtingen van sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap in het kader van studies die leiden tot het certificaat van bekwaamheid voor het onderwijs en tot de academische Raad van bachelor in het gespecialiseerd onderwijs in psycho-educatieve begeleiding.

§ 2. De opleiding betreft, inzonderheid, de bepalingen van dit Hoofdstuk, en op de grote basisteksten van de democratie en het moderne burgerschap.

Art.1.7.4-4. De controle van de naleving, binnen de scholen die ertoe gehouden zijn, van de principes van dit Hoofdstuk wordt verzekerd door de algemene inspectiedienst.

Voor elk inbreuk vastgesteld door een lid van de algemene inspectiedienst op de principes bedoeld in het eerste lid wordt een verslag opgesteld dat onmiddellijk via de hiërarchische weg wordt overgemaakt aan de coördinerende inspecteur of de betrokken algemeen inspecteur. Deze maakt het, samen met zijn advies over welk advies eraan moet worden gegeven, aan de administrateur-generaal van het Onderwijs.

Art.1.7.4-5. Elk personeelslid van een school bedoeld in artikel 1.7.4-1 is gehouden tot naleving van het neutraliteitsbeginsel bedoeld in Afdeling 2 of Afdeling 3, louter door het feit van zijn aanstelling of zijn aanwerving door een inrichtende macht die gehouden is dit Hoofdstuk na te leven. Hiertoe worden de educatieve en pedagogische projecten bedoeld in artikel 1.5.1-2 overgemaakt aan het personeelslid voor ondertekening, voorafgegaan door de vermelding "Geschreven en goedgekeurd".

##### *Afdeling II. — De neutraliteit van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap*

Art.1.7.4-6. In de scholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden feiten, zowel mondeling als schriftelijk, met de grootst mogelijke objectiviteit uiteengezet en besproken. Ook wordt er naar de waarheid gezocht met een constante intellectuele eerlijkheid, wordt de diversiteit van ideeën aanvaard, wordt de geest van verdraagzaamheid ontwikkeld en wordt iedereen voorbereid op zijn rol van verantwoordelijke burger in een pluralistische samenleving.



Art.1.7.4-7. De school staat in voor de opvoeding van de haar toevertrouwde leerlingen tot het inachtnemen van de basisvrijheden en -rechten zoals bepaald in de Grondwet, de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en de internationale overeenkomsten over mensenrechten en de rechten van het kind die worden opgelegd aan de Gemeenschap.

Zij mag geen leerstelling in verband met deze waarden bevoorrechten. Zij weigert geen enkel domein van de kennis te bestuderen. Ze heeft als taak kennis en methodes over te maken aan de leerling waarmee deze zijn keuze vrij kan uitoefenen. Zij eerbiedigt de gewetensvrijheid van de leerlingen.

Art.1.7.4-8. De leerlingen worden geleidelijk opgeleid tot persoonlijk onderzoek; ze worden aangezet om hun beredeneerde en objectieve kennis te ontwikkelen en hun kritische zin te vormen.

De school waarborgt de leerling, gelet op zijn rijpheidsgraad, het recht zijn mening vrij te uiten over elke kwestie in verband met de school of betreffende de rechten van de mens.

Dat recht behelst de vrijheid om informatie en gedachten te vergaren, te ontvangen en te verspreiden door elk middel dat de leerling dienstig acht, mits de rechten van de mens gevrijwaard worden, alsook andermans goede naam, de nationale veiligheid, de openbare orde, de volksgezondheid en de openbare zedelijkheid, en het huishoudelijk reglement van de school in acht genomen wordt.

De vrijheid om zijn godsdienst of overtuiging/geloof te belijden en de vrijheid van vereniging en bijeenkomst gelden dezelfde voorwaarden.

Art.1.7.4-9. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 1.7.4-7, vormt het personeel van het onderwijs de leerlingen om het pluralisme van de waarden die het eigentijds humanisme samenstellen te erkennen. Te dien einde bezorgt het aan de leerlingen de informatie die bijdraagt tot de vrije en geleidelijke ontwikkeling van hun persoonlijkheid en die het hun mogelijk maakt de verschillende of uiteenlopende opties te begrijpen die in de opinie tot uiting komen.

Het behandelt de politieke, wijsgerige en ideologische verantwoording van de feiten, door de verscheidenheid van motivering uiteen te zetten.

Het behandelt de kwesties in verband met het innerlijk leven, het geloof, de politieke of wijsgerige overtuigingen, de godsdienstige opties van de mens, in bewoordingen die de gedachten en gevoelens van geen enkele leerling kunnen kwetsen.

Voor de leerlingen onthoudt het zich van elke partijdige houding of uitlating inzake ideologische, morele en sociale problemen die actueel zijn en waarover de opinie verdeeld is. Zo ook weigert het te getuigen voor een wijsgerig of politiek stelsel en buiten de cursussen bedoeld in artikel 1.7.4-10 vermijdt het ook voor een godsdienstig stelsel te getuigen. Zo ook waakt het ervoor dat onder zijn gezag geen godsdienst of wijsgerig proselitisme tot stand komt, en evenmin een politiek militantisme georganiseerd door of voor de leerlingen.

Art.1.7.4-10. De titularissen van de cursussen over erkende godsdiensten stoelt en de titularissen van de cursussen zedenleer geïnspireerd door het vrij onderzoek vermijden, de in parallelle cursussen uiteengezette standpunten te hekelen.

Waar de in vorig lid bedoelde cursussen wettelijk georganiseerd worden, staan ze op een voet van gelijkheid. Ze worden de vrije keus van de leerling, als hij meerderjarig is, of van zijn ouders, als hij minderjarig is, aangeboden. Het volgen van die cursussen is verplicht, behalve voor de leerlingen die ervan vrijgesteld worden. De vrijgestelde leerlingen van het lager en secundair onderwijs nemen verplicht deel aan een tweede lestijd voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 1.7.5-1.

### *Afdeling III. — Neutraliteit van het gesubsidieerd officieel onderwijs*

Art.1.7.4-11. In het gesubsidieerd officieel onderwijs worden feiten, zowel mondeling als schriftelijk, met de grootst mogelijke objectiviteit uiteengezet en besproken. Ook wordt de diversiteit van ideeën aanvaard, wordt de geest van verdraagzaamheid ontwikkeld en wordt iedereen voorbereid op zijn rol van verantwoordelijke burger in een pluralistische samenleving.

In het kader van zijn onderwijsopdrachten, zorgt de inrichtende macht ervoor dat er geen voorkeur wordt uitgedrukt, hoe dan ook, voor een bijzondere politieke, filosofische, ideologische of religieuze overtuiging.

Art.1.7.4-12. De school staat in voor de opvoeding van de haar toevertrouwde leerlingen tot het inachtnemen van de basisvrijheden en -rechten zoals bepaald in de Grondwet, de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en de internationale overeenkomsten over mensenrechten en de rechten van het kind die worden opgelegd aan de inrichtende machten.

Zij mag geen leerstelling in verband met deze waarden bevoorrechten. Zij weigert geen enkel domein van de kennis te bestuderen. Zij eerbiedigt de gewetensvrijheid van de leerlingen.

Art.1.7.4-13. De school waarborgt de leerling het recht zijn kritische inzicht te beoefenen en, gelet op zijn rijpheidsgraad, het recht zijn mening vrij te uiten over elke kwestie in verband met de school of betreffende de rechten van de mens.

Dat recht behelst de vrijheid om informatie en gedachten te vergaren, te ontvangen en te verspreiden door elk middel dat de leerling dienstig acht, mits de rechten van de mens gevrijwaard worden, alsook andermans goede naam, de nationale veiligheid, de openbare orde, de volksgezondheid en de openbare zedelijkheid. Het huishoudelijk reglement van iedere school kan in de nadere regels voorzien voor het uitoefenen van voornoemde rechten en vrijheden.

De vrijheid om zijn godsdienst openbaar te maken of zijn meningen te uiten en erover te discussiëren, alsook de verenigings- en ontmoetingsvrijheid worden aan dezelfde voorwaarden onderworpen.

Er wordt geen waarheid aan de leerlingen opgelegd en ze worden ertoe aangemoedigd om in alle vrijheid hun waarheid te zoeken en op te bouwen.

Art.1.7.4-14. Om, onder andere, de keuze te waarborgen tussen het onderwijs van een erkende godsdienst en dat van een niet-confessionele zedenleer, moet het personeel:

1° een houding aannemen die terughoudend en objectief is, waarbij dat personeelslid voortdurend waakzaam moet blijven voor woorden of gedragen die bij leerlingen of studenten vooroordelen zouden kunnen doen ontstaan die deze keuze in het gedrag zouden brengen;

2° de vragen in verband met het innerlijke leven, het geloof, de politieke en filosofische overtuigingen en religieuze opties van de mens, met woorden bespreken die noch de meningen noch de gevoelens van een enkele leerling mogen kwetsen;

3° zich voor de leerlingen afhouden van woorden of gedragingen in ideologische, morele of maatschappelijke

zaken die tot de actualiteit zouden behoren en waarover de publieke opinie nog onbepaald is. Hij zorgt ervoor dat de leerlingen de verschillende standpunten in verband met een toestand leren te kennen om ze vertrouwd te maken met de overtuigingen van de andere studenten. Op dezelfde manier, weigert het personeelslid zich gunstig uit te spreken over een specifiek filosofisch of politiek systeem. Nochtans zorgt hij ervoor inbreuken op democratische beginselen, inbreuken op de rechten van de mens en de gedragingen of woorden die door racisme, xenofobie of revisionisme ingegeven zijn, aan het licht te brengen. Bovendien zorgt hij ervoor dat er, onder zijn overheid, noch godsdienstig of filosofisch proselitisme noch politieke propaganda ontstaan door het toedoen van leerlingen of ter bestemming van leerlingen.

Art.1.7.4-15. De titularissen van de cursussen over erkende godsdiensten en niet-confessionele zedenleer onthouden zich ervan de stellingen verkondigd in de andere cursussen te denigreren.

Waar de in vorig lid bedoelde cursussen wettelijk georganiseerd worden, staan ze op een voet van gelijkheid. Ze worden de vrije keus van de leerling, als hij meerderjarig is, of van zijn ouders, als hij minderjarig is, aangeboden. Het volgen van die cursussen is verplicht, behalve voor de leerlingen die ervan vrijgesteld worden. De vrijgestelde leerlingen van het lager en secundair onderwijs nemen verplicht deel aan een tweede lestijd voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 1.7.5-1.

HOOFDSTUK V. — *Lessen godsdienst of niet-confessionele zedenleer, keuze tussen deze lessen en de tweede periode filosofie en burgerschap*

Art.1.7.5-1. In de officiële scholen en de niet-confessionele vrije scholen die de keuze bieden tussen godsdienstonderwijs en niet-confessionele zedenleer, omvat het wekelijkse lesrooster in het lager en secundair onderwijs met een volledig leerplan één lestijd godsdienst of lestijd uur niet-confessionele zedenleer en één uur filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 1.7.6-1. Als de leerling wordt vrijgesteld van de cursus godsdienst of niet-confessionele zedenleer, omvat de wekelijkse lestijdenregeling een tweede lestijd filosofie en burgerzin.

In de vrije confessionele scholen omvat het wekelijkse lesrooster in het lager en secundair onderwijs met een volledig leerplan twee lestijden godsdienst.

In de vrije niet-confessionele vrije scholen die de keuze niet bieden tussen godsdienstonderwijs en niet-confessionele zedenleer, omvat het wekelijkse lesrooster in het lager en secundair onderwijs met een volledig leerplan twee lestijden niet-confessionele zedenleer.

Onder godsdienstonderwijs wordt verstaan het onderricht in de katholieke, protestantse, israëlitische, islamitische of orthodoxe godsdiensten en de op die godsdienst berustende zedenleer.

Art.1.7.5-2. § 1. In de scholen bedoeld in artikel 1.7.5-1, eerste lid, moet(en) de leerling, als hij meerderjarig is, of zijn ouders, als hij minderjarig is, elk jaar, bij ondertekende verklaring een formulier invullen, waarvan het model wordt bepaald door de Regering.

In dit formulier wordt:

1° in een eerste deel, de keuze voorgesteld tussen de cursus godsdienst en de cursus niet confessionele zedenleer. Indien de cursus godsdienst wordt gekozen, zal de verklaring de gekozen godsdienst uitdrukkelijk vermelden;

2° in een tweede deel, bepaald dat er een aanvraag tot vrijstelling van het volgen van een van de in het vorige lid bedoelde cursussen kan worden ingediend. Die aanvraag hoeft niet met redenen te worden omkleed.

Het formulier vermeldt bovendien uitdrukkelijk:

1° dat de gedane keuzes volledig vrij zijn;

2° dat het uitdrukkelijk verboden is op de leerling die deze keuzen doet enige druk uit te oefenen en dat tuchtsancties zullen kunnen worden toegepast op personeelsleden die dat verbod zullen hebben overtreden;

3° dat het formulier elk jaar behoorlijk wordt ingevuld bij inschrijving, zonder dat dit voor het betrokken schooljaar achteraf nog kan worden gewijzigd;

4° dat voor leerlingen van wie wordt aangenomen dat ze in de school blijven waar ze reeds ingeschreven zijn, het keuzeformulier tijdens de eerste helft van de maand mei wordt bezorgd aan de leerling, indien hij meerderjarig is, of zijn ouders, indien hij minderjarig is. Het behoorlijk ingevulde formulier wordt uiterlijk op 1 juni overgemaakt aan de directeur, zonder dat dit voor het betrokken schooljaar achteraf nog kan worden gewijzigd, behalve wanneer de leerling in de loop van het schooljaar van school verandert.

§ 2. De keuze van een cursus godsdienst of een cursus niet-confessionele zedenleer of, in het officieel onderwijs, het verzoek tot vrijstelling om een van deze cursussen te volgen, gebeurt elk jaar, bij inschrijving, in de scholen van het officieel onderwijs alsook die van het vrij niet-confessioneel onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende godsdienstcursussen of niet-confessionele zedenleer of, voor leerlingen van wie wordt aangenomen dat ze in de school blijven waar ze reeds ingeschreven zijn, uiterlijk op 1 juni. De keuze kan voor het betrokken schooljaar achteraf niet meer worden gewijzigd.

In afwijking van lid 1 kan de keuze nog wel worden gewijzigd wanneer de leerling in de loop van het schooljaar van school verandert.

Art.1.7.5-3. Op voorstel van de overheid van een godsdienst of de niet-confessionele zedenleer, en na het advies te hebben ontvangen van de sturingscommissie opgericht door het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, stelt de Regering referentiesystemen op voor de cursussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer en legt ze ter goedkeuring voor aan het Parlement.

Bij afwezigheid of vakantie van de overheid van een godsdienst of de niet-confessionele zedenleer, voor zover dit kan worden aangetoond, stelt het Parlement de leden aan van een technische groep belast met het opstellen van de referentiesystemen van de cursus godsdienst of niet-confessionele zedenleer in kwestie.

Nadat ze ervan verzekerd is de betrokken cursus godsdienst en niet-confessionele zedenleer in overeenstemming zijn met de referentiesystemen, keurt de Regering de cursusprogramma's voor godsdienst en niet-confessionele zedenleer goed.

Art.1.7.5-4. In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1 en 2, geniet de leerling die is vrijgesteld van de cursus godsdienst of niet-confessionele zedenleer een begeleidingsstelsel dat vrij wordt bepaald door de inrichtende macht. Die regeling wordt aangepast aan de specificiteit van elke leerling.

Art.1.7.5-5. De inspectie van de cursus godsdienst of niet-confessionele zedenleer wordt verzekerd door de inspecteurs van de cursussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer benoemd in overeenstemming met het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst.

Art.1.7.5-6. De resultaten van de leerling voor godsdienst of niet-confessionele zedenleer of, in geval van een vrijstelling, voor de tweede lestijd filosofie en burgerzin worden net zoals de andere cursussen in aanmerking genomen.

HOOFDSTUK VI. — *Opvoeding tot filosofie en burgerzin*

Art.1.7.6-1. Er wordt een opvoeding tot filosofie en burgerzin georganiseerd in het, gewoon en gespecialiseerd, basisonderwijs en secundair onderwijs.

Ze maakt deel uit van de verplichte vorming en wordt geëvalueerd.

De cursus filosofie en burgerzin wordt in aanmerking genomen voor de bekrachtiging van het slagen van de leerling.

Art.1.7.6-2. § 1. De opvoeding tot filosofie en burgerzin wordt georganiseerd op grond van de netoverschrijdende referentiesystemen voor opvoeding tot filosofie en burgerzin:

1° in het kader van een cursus filosofie en burgerzin voor de officiële scholen en de niet-confessionele vrije scholen die de keuze bieden tussen de verschillende erkende godsdiensten of de niet-confessionele zedenleer met het equivalent van één of, in geval van een vrijstelling, twee wekelijkse lestijden;

2° in het kader van de cursussen van het lesrooster voor de confessionele vrije scholen en de niet-confessionele vrije scholen die uitsluitend twee lestijden niet-confessionele zedenleer aanbieden met het equivalent van één wekelijkse lestijd of minstens 30 lestijden per jaar.

De opvoeding tot filosofie en burgerzin kan eveneens, in het kader van de in het eerste lid bedoelde lestijden en op grond van de netoverschrijdende referentiesystemen voor opvoeding tot filosofie en burgerzin, gedeeltelijk worden aangevuld met solidaire en culturele educatieve burgeractiviteiten die binnen of buiten de school worden ontwikkeld.

§ 2. De referentiesystemen worden opgesteld volgens de nadere regels beschreven in artikel 1.4.4-1.

Art.1.7.6-3. De opvoeding tot filosofie en burgerzin heeft tot doel competenties en kennis te ontwikkelen inzonderheid in verband met de filosofische en ethische opvoeding en met de opvoeding tot democratisch werken. Hiermee wordt inzonderheid bedoeld:

1° Op het gebied van filosofische en ethische opvoeding:

- a) de kennis, in historisch en sociologisch perspectief, van de verschillende denkstromingen, filosofische stromingen en godsdiensten;
- b) de capaciteit tot het stellen van filosofische of ethische vragen, tot het ontwikkelen van ethisch onderscheidingsvermogen, eigen denken over vragen betreffende de zin en/of de maatschappij (twijfelen, begripsvorming, kritiek, test, relativiseren, rationaliseren, argumenteren);
- c) de capaciteit om pluralistische overtuigingen en voorstellingen te eerbiedigen, en afstand te nemen van zijn eigen denkwijze om naar het standpunt van anderen te kunnen luisteren, waarbij zijn eigen ethische en filosofische keuzen worden behouden;
- d) de capaciteit om spanningen, uiteenlopende standpunten, conflicten enz. op niet conflictueuze wijze te beheren;
- e) deelneming aan debatten binnen of buiten de school.

2° Op het gebied van opvoeding tot democratisch werken:

- a) de capaciteit om samen te leven op harmonieuze en respectvolle wijze in een democratische en interculturele maatschappij, zich erin in te schakelen en actief in te zetten;
- b) de capaciteit om zich te ontwikkelen als burger, die rechten en plichten heeft, solidair, vrij, autonoom, verdraagzaam, met een kritische geest, onder meer via de ontplooiing van attitudes als oog voor het algemeen welzijn, verantwoordelijkheidszin, wederzijds respect, eerbied voor verschillen, naleving van regels, dialoog, wellevendheid;
- c) de kennis van de oorsprong, de beginselen en de grondslag van democratie;
- d) de kennis van onze democratie: de rechtsnormen en -gronden, de fundamentele rechten van mensen, de verschillende machten, de organisatie van de instellingen;
- e) de bewustmaking van de politieke, sociale, economische, milieu- en culturele aspecten van burgerzin, zowel op lokaal als op globaal vlak;
- f) de kennis van de grote uitdagingen en debatten van hedendaagse maatschappijen;
- g) de kennis van communicatie en de verschillende informatiemiddelen en de ontwikkeling van kritische geest en analyse ervan;
- h) de deelneming aan activiteiten in verband met school- of lokale democratie.

Opvoeden tot welzijn is overigens een doelstelling die gepaard gaat met de voormelde doelstellingen. Dit houdt inzonderheid het volgende in: het begrijpen van psychologie en menselijke betrekkingen, zelfbeheersing, opvoeding tot affectieve betrekkingen en verwerving van preventieve gedragingen inzake gezondheid en veiligheid voor zichzelf en andere personen.

Opvoeden tot filosofie en burgerzin heeft bovendien de volgende doelstellingen: ontwikkeling van kritische en autonome denkwijzen, argumentatie- en redeneringscapaciteit, alsook van verantwoordelijke, burger- en solidaire attitudes. De referentiesystemen bepalen de inhoud van kennis en competenties alsook de te ontwikkelen attitudes en stappen.

Art.1.7.6-4. § 1. De programma's voor opvoeding tot filosofie en burgerzin worden, op grond van de referentiesystemen bedoeld in artikel 1.7.6-2, uitgewerkt volgens de nadere regels bedoeld in dit artikel.

§ 2. Het programma voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 1.7.6-2, § 1, 1°, wordt uitgewerkt in overeenstemming met artikel 1.5.1-4.

§ 3. In de confessionele vrije scholen alsook in de niet-confessionele scholen die uitsluitend twee wekelijkse lestijden van de cursus niet-confessionele zedenleer aanbieden, worden de referentiesystemen bedoeld in artikel 1.7.6-2 uitgevoerd via de programma's van de cursussen van het lesrooster uitgewerkt volgens artikel 1.5.1-4. De inrichtende macht of, bij overdracht van bevoegdheden, de federatie van inrichtende zachten waartoe hij behoort, bezorgt de administratie een document met daarin, volgens de nadere regels bepaald door de Regering, de gedetailleerde manier waarmee deze referentiesystemen worden uitgevoerd in de verschillende hiervoor genoemde cursusprogramma's.

HOOFDSTUK VII. — *Inschrijvingsrecht*

Art.1.7.7-1. Vooraleer een leerling in te schrijven, legt de directeur volgende documenten en informatie ter inzage voor aan de leerling evenals aan zijn ouders indien hij minderjarig is:

- 1° het educatief en pedagogisch project van de inrichtende macht;
- 2° het schoolproject;

3° het studiereglement;

4° het huishoudelijk reglement;

5° een informatief document over de kosteloosheid van de toegang tot het onderwijs opgesteld en ter beschikking gesteld door de diensten van de Regering met minstens de definitie van “schoolkosten” bedoeld in artikel 1.3.1-1, 39°, en de artikelen 1.7.2-1 tot 1.7.2-6.

Door zijn inschrijving in een school aanvaardt elke meerderjarige leerling of elke minderjarige leerling en zijn ouders het educatief project, het pedagogisch project, het schoolproject, het studiereglement en het huishoudelijk reglement.

Onverminderd de artikelen 1.7.9-4, 1.7.9-5, 1.7.9-6, 1.7.9-7, 1.7.9-8 en 1.7.9-11, wordt aangenomen dat elk minderjarige leerling elk jaar opnieuw is ingeschreven zolang zijn ouders de school niet schriftelijk in kennis stellen van hun beslissing tot uitschrijving. Meerderjarige leerlingen die hun onderwijs willen voortzetten in dezelfde school, moeten zich echter elk jaar opnieuw inschrijven.

Bij inschrijving in de lagere Raad van het secundair onderwijs wordt de meerderjarige leerling geïnformeerd over zijn verplichting om contact op te nemen met de directeur of met het bevoegde PMS-centrum om een oriënteringsgesprek te voeren en een school en professioneel project uit te werken. Er moet minstens één keer per jaar een gesprek tussen deze leerling en een lid van het PMS-centrum plaatsvinden. Er wordt een evaluatie uitgevoerd van de uitvoering en naleving van dit project en deze wordt bij elke evaluatieperiode door de directeur of het PMS-centrum overgemaakt aan de klassenraad.

De inschrijving in een school van een meerderjarige leerling wordt onderworpen aan de voorwaarde dat hij vooraf, met de directeur of zijn afgevaardigde, een verklaring ondertekent waarin beide partijen verklaren de rechten en plichten van het educatief project, het schoolproject, het studiereglement en het huishoudelijk reglement te zullen naleven. Deze maatregel is niet verplicht voor de meerderjarige leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 1 of vorm 2.

In elk geval, onverminderd de leeftijdsvoorwaarden bedoeld in artikel 6, § 1, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, mag de inschrijving in een centrum voor alternerend onderwijs van een meerderjarige leerling die het zesde jaar van het secundair onderwijs niet heeft beëindigd wanneer hij is ingeschreven in de overgangsafdeling of het vierde jaar van het secundair onderwijs wanneer hij is ingeschreven in de kwalificatieafdeling, niet worden geweigerd. Deze leerling geniet, met voorrang op de andere meerderjarige leerlingen en binnen de grenzen van de capaciteiten van de bedrijven, van een overeenkomst of een contract bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs.

Art.1.7.7-2. § 1. De inschrijving in een school vindt uiterlijk op de eerste schoolwerkdag van de maand september plaats. Omwille van uitzonderlijke en gemotiveerde redenen waar directeur over oordeelt, kan de inschrijving na deze datum gebeuren.

Voor leerlingen van de hogere Raad van het secundair onderwijs die meer dan 20 halve ongewettigd afwezig waren voor de eerste dag van de effectieve inschrijving in hun nieuwe school geldt de procedure bepaald in artikel 1.7.1-10, lid 5 en volgende.

In afwijking van het eerste lid is het mogelijk het hele jaar door in te schrijven in:

1° het gewoon kleuteronderwijs;

2° het alternerend onderwijs;

3° het gespecialiseerd onderwijs;

4° voor leerlingen die zich pas in de loop van het schooljaar in België vestigen.

Wallonie-Bruxelles Enseignement is niet verplicht leerlingen in te schrijven die zijn uitgesloten door een gesubsidieerde school en die na 30 september vragen om zich in te schrijven, indien hij de procedures niet volledig doorliep die bepaald worden in de artikelen 1.7.9-5, 1.7.9-6 en 1.7.9-9.

§ 2. De indiening van een beroep tegen een beslissing tot uitsluiting die wordt meegedeeld bij het begin van de maand september in overeenstemming met artikel 1.7.9-11, tegen een handhavingsbesluit in overeenstemming met artikel 2.3.1-6, § 2, of tegen een beslissing van een klassenraad bedoeld in artikel 98 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, ontslaat de ouders, in het geval van een minderjarige leerling, niet van de verplichting de leerling in te schrijven binnen de termijnen bedoeld in paragraaf 1.

De indiening van een beroep heeft geen opschortende werking op de beslissing van de betrokken inrichting.

Art.1.7.7-3. § 1. Minderjarige kinderen die illegaal op het grondgebied verblijven worden toegelaten in de scholen op voorwaarde dat ze worden begeleid door hun ouders.

De directeurs ontvangen ook de inschrijving van niet-begeleide minderjarige kinderen. In dat geval zien ze erop toe dat het minderjarige kind alle stappen onderneemt om te worden begeleid door een inrichting zodat de ouderlijke macht in zijn voordeel wordt uitgeoefend.

§ 2. Er wordt rekening gehouden met de leerling bedoeld in paragraaf 1 bij de berekening van de omkadering en de subsidies of dotaties binnen de school waar hij school loopt.

§ 3. Bij twijfel beslissen de diensten van de Regering:

1° of de leerling van wie de ouders de leeftijd niet kunnen bewijzen, al dan niet wordt beschouwd als minderjarig;

2° of de leerling wordt beschouwd als begeleid door zijn ouders;

3° of het schoolbezoek van de leerling wordt beschouwd als regelmatig.

§ 4. Wanneer hij meerderjarig wordt, wordt met de leerling bedoeld in paragraaf 1, die school loopt in een school waarop de bepaling bedoeld in paragraaf 2 van toepassing is, rekening gehouden bij de berekening van de omkadering en van de werkingsmiddelen in deze school, of als hij deze verlaat, van elke andere secundaire school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap waar hij is ingeschreven, op voorwaarde dat hij voldoet aan alle voorwaarden om een regelmatig ingeschreven leerling te zijn op het moment van de telling.

Art.1.7.7-4. § 1. De inrichtende machten zijn verplicht de meerderjarige leerling die hierom verzoekt of de minderjarige leerling van wie de ouders erom verzoeken, in te schrijven in de school van zijn keuze op voorwaarde dat hij voldoet aan de voorwaarden vereist om een regelmatig ingeschreven leerling te zijn en, in het gesubsidieerd onderwijs, op voorwaarde dat de leerling of de ouders aanvaarden om de educatieve en pedagogische projecten te onderschrijven.

Een inrichtende macht is niet verplicht om een meerderjarige leerling in te schrijven die weigert het document bedoeld in artikel 1.7.7-1, lid 5, te ondertekenen. Hij is ook niet verplicht een meerderjarige leerling in te schrijven die definitief werd uitgesloten in een school terwijl hij meerderjarig was.

Wanneer een inrichtende macht, wegens onvoldoende beschikbare lokalen, het leerlingenaantal dat hij kan ontvangen, moet beperken, zal hij de diensten van de Regering hierover onmiddellijk informeren.

In het basisonderwijs en het secundair onderwijs moet elke inrichtende macht de diensten van de Regering voor elke vestiging van zijn scholen informeren over het aantal beschikbare plaatsen in elk studiejaar, elke afdeling en elke richting van het gewoon onderwijs en elk type, elke vorm, elke fase, elke richting en elke maturiteit van het gespecialiseerd onderwijs.

Deze informatie moet op elk moment van het jaar voor het lopende schooljaar en vanaf de maand januari voor het volgende schooljaar beschikbaar zijn volgens de door de Regering bepaalde nadere regels.

§ 2. Onverminderd artikel 79/24 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, ongeacht het moment van het jaar, moet de directeur die een leerling niet kan inschrijven, de leerling zelf, indien hij meerderjarig is, of zijn ouders, als hij minderjarig is, een attest van de aanvraag tot inschrijving bezorgen, waarvan de Regering het model bepaalt. De directeur bezorgt onmiddellijk een afschrift van het attest, naargelang het geval, aan een van de zonecommissies voor inschrijvingen die Wallonie-Bruxelles Enseignement opricht of aan de betrokken federatie van inrichtende machten of aan de gedecentraliseerde commissie, die dan de diensten van de Regering inlicht. Indien de inrichtende macht van een gesubsidieerde school niet is aangesloten bij een federatie van inrichtende machten, bezorgt hij het attest aan de diensten van de Regering.

Het attest van de aanvraag tot inschrijving vermeldt de redenen van de weigering en bij welke diensten van de Regering de leerling en zijn ouders hulp kunnen krijgen om de leerling in te schrijven in een school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Leerlingen met specifieke behoeften*

##### *Afdeling I. — Redelijke aanpassingen in het gewoon onderwijs*

Art.1.7.8-1. § 1. Elke leerling van het gewoon basis- en secundair onderwijs, die specifieke behoeften vertoont en het recht heeft aangepaste materiële, organisatie- of pedagogische redelijke aanpassingen te genieten, voor zover zijn toestand er niet toe verplicht de leerling op te nemen pedagogische redelijke aanpassingen te genieten, voor zover zijn toestand er niet toe verplicht de leerling op te nemen in het gespecialiseerd onderwijs volgens de bepalingen van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

De opgegeven diagnose om het implementeren van aanpassingen te verantwoorden, moet door een specialist op medisch, paramedisch of psychisch-medisch gebied, of door een multidisciplinaire medische ploeg gesteld worden. De Regering bepaalt de volledige lijst van de beroepen die ertoe gemachtigd worden deze diagnose te stellen.

Een beslissing van een openbare instelling belast met de integratie van personen met een handicap kan ook als basis dienen voor de aanvraag.

De diagnose waarop de aanvraag om een of meer redelijke aanpassingen wordt gestaafd, moet in elk geval minder dan één jaar oud zijn op het ogenblik dat de aanvraag voor de eerste keer bij een school ingediend wordt.

§ 2. De aanpassingen worden geïmplementeerd op vraag van de ouders van de minderjarige leerling of van de leerling zelf als deze meerderjarig is, of op vraag van het PMS-centrum gevoegd bij de school waar de leerling ingeschreven is, of op vraag van een lid van het educatief team.

§ 3. Deze aanpassingen worden uitgewerkt en geëvalueerd, naargelang de specificiteit van de behoeften van de leerlingen en van hun evolutie, in het kader van collegiale vergaderingen voor overleg tussen de volgende partners

- 1° de directeur of zijn afgevaardigde;
- 2° het educatief team in het basisonderwijs, de klassenraad in het secundair onderwijs, of hun vertegenwoordigers;
- 3° de vertegenwoordiger(s) van het PMS-centrum gevoegd bij de school;
- 4° de ouders van de leerling of de leerling zelf als deze meerderjarig is.

Op vraag van de ouders van de minderjarige leerling of van de leerling zelf als deze meerderjarig, of met hun instemming, mag een deskundige of een lid van het medisch, paramedisch, psychomedisch korps of een openbare instelling voor de integratie van personen met een handicap, in staat om de actoren en partners te helpen bij het bepalen van de aard of de begeleiding die nodig is voor erkende behoeften, aan de overlegvergadering deelnemen. Deze aanwezigheid, in elk geval, moet door de directeur worden toegestaan, na overleg met het opvoedend team en na Raadpleging, in voorkomend geval, van de PMS-centra of de centra erkend door de Franse Gemeenschap en bedoeld in artikel 12, § 1, derde lid, 1°, et 3°, van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

§ 4. Op basis van de overlegvergaderingen bedoeld bij paragraaf 3, worden de bepaalde redelijke aanpassingen binnen de kortste termijnen geïmplementeerd.

De materiële of organisatorische aanpassingen, alsook de partnerschappen met externe actoren vereisen een beslissing van de inrichtende macht of haar afgevaardigde.

Wanneer een school meerdere vestigingen heeft, heeft de inrichtende macht of haar afgevaardigde de mogelijkheid de materiële of organisatorische aanpassingen tot een van de vestigingen te beperken.

De aard, de duur en de nadere regels voor de pedagogische aanpassingen worden, in het basisonderwijs, bepaald door het opvoedend team en, in het secundair onderwijs, door de klassenraad, voorgezeten door de directeur of zijn vertegenwoordiger. De pedagogische aanpassingen wijzigen in geen geval de leerdoelstellingen bepaald door de netoverschrijdende referentiesystemen.

Deze aanpassingen hebben betrekking op de toegang van de leerling tot de school, de organisatie van de studies en de interne en externe evaluatieproeven, de stageperiodes, alsook het geheel van de activiteiten verbonden aan het studieprogramma en aan het schoolproject.

De aanpassingen worden in een protocol opgenomen ondertekend door, enerzijds, de inrichtende macht of haar afgevaardigde en, anderzijds, de ouders van de minderjarige leerling of de leerling zelf als hij meerderjarig is. Het protocol bepaalt de nadere regels en de perken voor de aanpassingen.

Een partnerschapovereenkomst tussen de school en de gespecialiseerde actoren van de medische, paramedische of psychomedische wereld of van de regionale openbare instellingen voor de integratie van personen met een handicap, kan worden gesloten met als doel specifieke begeleidingsacties ten bate van de leerling die aan de hiervoor beschreven voorwaarden voldoet.

In geval van verandering van school, Raad of niveau, zal, op vraag van de ouders van de minderjarige leerling of van de leerling zelf als hij meerderjarig is, het hierboven bedoelde protocol ter informatie worden overgemaakt aan de bevoegde persoon door de school die het opgesteld heeft.

§ 5. De redelijke aard van de aanpassing wordt, onder andere, bepaald door het onderzoek van de volgende indicatoren:

- 1° de financiële impact van de aanpassing, rekening houdend met de mogelijk financiële tegemoetkomingen om steun te verlenen;
- 2° de organisatie-impact van de aanpassing, inzonderheid inzake begeleiding van de betrokken leerling;
- 3° de frequentie en de duur bepaald voor de aanwending van de aanpassing voor de persoon met een handicap;
- 4° de impact van de aanpassing op de levenskwaliteit van een of meerdere werkelijke gebruiker(s);
- 5° de impact van de aanpassing op omgeving en de andere gebruikers;
- 6° de afwezigheid van equivalente alternatieve oplossingen.

§ 6. De aanpassingen en begeleidingsacties bepaald op specifiek pedagogisch niveau moeten worden vastgelegd in een geïndividualiseerde voorziening voor differentiatie en begeleiding. Ze kunnen ook een aanpassing van het lesrooster inhouden. Deze nadere regels zijn van toepassing op elke leerling die erkende specifieke behoeften aan de dag legt, ongeacht het niveau of de vorm van het gewoon leerplichtonderwijs gevolgd door de leerling. Deze aanpassingen en begeleidingsacties inzake pedagogie hebben ook betrekking op de collectieve begeleidingsacties van het opvoedend team inzake inclusieve strategieën binnen iedere school, bepaald door het schoolproject en het sturingsplan zoals bedoeld in Titel 5, Hoofdstuk 2.

§ 7. De inrichtende macht of haar afgevaardigde zorgen ervoor dat de implementering van de aanpassingen en begeleidingsacties als antwoord op de specifieke behoeften die behoorlijk gestaafd worden zoals bedoeld bij § 1, uitdrukkelijk in de opvoedende en pedagogische projecten van de school worden opgenomen, alsook in het sturingsplan en in de regelingen ter bepaling van de organisatie van de studies en de nadere regels voor het afnemen en afleggen van zowel interne als externe evaluatieproeven.

Op het ogenblik van de inschrijving, op basis van de informatie verstrekt door de ouders, neemt de directeur de bepalingen die nodig zijn om de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling expliciet te informeren over de mogelijkheid om specifieke aanpassingen of begeleidingsacties te organiseren in de situaties bedoeld in § 1 en bepaalt de nadere overleg- en implementatieregels zoals bedoeld in paragraaf 3 en 4.

Art.1.7.8-2. § 1. Bij onenigheid over het implementeren van redelijke aanpassingen, kunnen de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling, per aangetekende brief of via mail met een ontvangstbevestiging, een bemiddelingsaanvraag indienen bij de diensten van de Regering. De aanvragers voegen bij hun aanvraag de stukken die de aanvraag om aangepaste materiële, organisatorische, methodologische of pedagogische aanpassingen staven.

De diensten van de Regering hebben tot opdracht de bemiddeling te bevorderen tussen de inrichtende macht of haar afgevaardigde en de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling, binnen één maand na indiening van de aanvraag. Deze termijn loopt vanaf de eerste schoolwerkdag na ontvangst van de aangetekende brief.

§ 2. Als de bemiddeling faalt, kunnen de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling een beroep instellen bij de commissie ingesteld bij paragraaf 3. De beslissing genomen tijdens de interne bemiddelingsprocedure vermeldt het bestaan van een dergelijk beroep.

Op straffe van onontvankelijkheid, geschiedt het beroep per aangetekende brief of via mail met een ontvangstbevestiging binnen tien werkdagen na ontvangst van de beslissing. Deze termijn begint te lopen vanaf de eerste schoolwerkdag na ontvangst van de aangetekende brief, waarbij de postdatum of de datum van de verzending via mail als bewijs van verzending geldt. Er wordt een afschrift van de beslissing van de school, gemotiveerd op basis van de indicatoren zoals bepaald in artikel 1.7.8-1, § 5, bij het beroep gevoegd.

De commissie deelt haar met redenen omklede beslissing aan de ouders van de minderjarige leerling of aan de meerderjarige leerling, alsook aan de inrichtende macht of haar afgevaardigde mee binnen de dertig kalenderdagen, buiten het schoolverlof, na ontvangst per post. Wat betreft beroepen ingediend na 1 juni zal de commissie haar beslissing ten laatste op 31 juli van hetzelfde jaar meedelen.

In geval van gunstige beslissing voor de leerling, is deze beslissing bindend voor de school.

§ 3. Er wordt een commissie voor het basisonderwijs en het inclusief leerplichtonderwijs opgericht, die als volgt wordt samengesteld:

- 1° een vertegenwoordiger van de diensten van de Regering, die het voorzitterschap ervan waarneemt;
- 2° de algemene afgevaardigde voor de kinderrechten of zijn vertegenwoordiger;
- 3° de administrateur-generaal van Infrastructuur of zijn afgevaardigde;
- 4° een vertegenwoordiger van Wallonie-Bruxelles Enseignement of de federatie van inrichtende machten waarbij de inrichtende macht van de betrokken school is aangesloten;
- 5° een vertegenwoordiger van de hoge Raad voor de PMS-centra;
- 6° een vertegenwoordiger van de representatieve organisatie van ouders en ouderverenigingen waartoe de oudervereniging van de betrokken school behoort;
- 7° een vertegenwoordiger van de algemene inspectiedienst.

De vertegenwoordiger van het Bestuur Infrastructuur is enkel aanwezig in het kader van beroepen waarbij zijn expertise nuttig is.

De vertegenwoordigers van de openbare instellingen belast met de integratie van personen met een handicap, alsook een vertegenwoordiger van het interfederaal centrum voor gelijke kansen, wonen, facultatief en met Raadgevende stem, de vergadering bij.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de werking van de commissie.

Art.1.7.8-3. In elke school is het pedagogisch team belast met de coördinatie van de actie inzake specifieke behoeften, volgens de nadere regels besproken met de directeur.

Art.1.7.8-4. De kwestie van specifieke behoeften wordt, in het secundair onderwijs, besproken tijdens de vergaderingen van de klassenraden en, in het basisonderwijs, tijdens de vergaderingen met de directeur, de leerkrachten van de leerling, de mogelijke logopedist en het PMS-centrum.

Bovendien zullen specifieke vergaderingen worden georganiseerd, a minima, op sleutelmomenten van het schooltraject om de specifieke behoeften binnen de school en hun begeleiding te bespreken.

Deze vergaderingen brengen de directeur, de leerkrachten, alsook het PMS-centrum en de mogelijke opvoeder of

logopedist samen. Externe deskundigen kunnen erop uitgenodigd worden.

De sleutelmomenten bedoeld bij het vorige lid worden verdeeld als volgt:

- 1° één vergadering binnen de cursus van het kleuteronderwijs;
- 2° twee vergaderingen binnen de cursus van het lager onderwijs;
- 3° twee vergaderingen binnen de cursus van het secundair onderwijs.

#### *Afdeling II. — Integratie in het gewoon onderwijs*

Art.1.7.8-5. Met het oog op de bevordering van de integratie in de samenleving en de opleiding van leerlingen met specifieke behoeften, kan de tijdelijke of permanente integratie in het gewoon onderwijs van een leerling die regelmatig ingeschreven is in het gespecialiseerd onderwijs worden georganiseerd volgens de nadere regels van Hoofdstuk X van het decreet van 3 maart 2004 betreffende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

#### *HOOFDSTUK IX. — Welzijn van de leerlingen, de preventie van geweld op school en discipline*

Art.1.7.9-1. § 1. De directeur en het onderwijsteam ontwikkelen een schoolomgeving die bevorderlijk is voor het welzijn van de leerlingen, het samenleven en de sereniteit die gunstig is voor de leeractiviteit. Ze streven ernaar de toestand van de leerlingen te verbeteren, zowel op het vlak van hun studies als van hun persoonlijke ontwikkeling.

§ 2. Het team van het PMS-centrum en de dienst voor gezondheidspromotie op school dragen bij tot de in paragraaf 1 bedoelde doelstellingen

§ 3. Het team van het PMS-centrum draagt bij tot die doelstellingen, tot de interface tussen de schoolomgeving en betrokkenen van buiten de school.

Het begeleidt, op diens verzoek, iedere leerling, elke ouder, elk lid van het onderwijsteam.

Het steunt elke collectieve actie tot verbetering van de schoolomgeving. Het treedt op met begeleidingsacties die zijn afgestemd op situaties die als problematisch worden ondervonden.

§ 4. Jaarlijks organiseert de directeur een ontmoeting tussen de afgevaardigden van het onderwijsteam, het PMS-centrum en de dienst voor sociale promotie op school. De ontmoeting kan open staan voor andere actoren die met de school meewerken.

De schoolbemiddelaar die voor een bepaalde school aangewezen is, woont de ontmoeting bij.

Die ontmoeting heeft tot doel:

1° van gedachten te laten wisselen over:

- a) de educatieve, pedagogische en schoolprojecten bedoeld in artikel 1.5.1-2 en 1.5.1-5;
- b) het project van het PMS-centrum;
- c) het project van de dienst voor gezondheidspromotie op school;
- d) het project van de dienst voor schoolbemiddeling wanneer een bemiddelaar voor de inrichting aangewezen is;

2° de specifieke behoeften van de school te bepalen inzake welzijn van jongeren, schoolherinschakeling, de preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;

3° prioriteiten voor de komende jaren te bepalen;

4° inzetbare interne en externe hulpmiddelen te bepalen;

5° de rol van iedereen te bepalen, inzonderheid een refertepersoon voor elke prioriteit aan te wijzen;

6° ingeval een bemiddelaar voor een school aangewezen is, een medewerkingsprotocol tussen de betrokken actoren te bepalen;

7° een balans van de ondernomen acties en van de ontwikkelde medewerkingsverbanden op te maken.

§ 5. Wanneer de plaatselijke overlegcel is ingericht, worden het overleg en de acties bedoeld in paragraaf 4 inzonderheid binnen die cel georganiseerd.

Art.1.7.9-2. Onder ernstige feiten wordt verstaan, in de zin van dit artikel, bewezen feiten van geweld tegen personen, afpersing en wapenbezit.

Na overleg met de federaties van inrichtende machten en Wallonie-Bruxelles Enseignement bepaalt de Regering de gemeenschappelijke bepalingen inzake ernstige feiten die opgenomen dienen te worden in het huishoudelijk reglement van elke school bedoeld in artikel 1.5.1-9.

Deze gemeenschappelijke bepalingen zullen, voor iedere feiten categorie, herinnering aan en, in voorkomend geval, expliciet bepalen:

1° de opgelopen tuchtsancties en de nadere regels voor de uitvoering ervan;

2° de administratieve en, desgevallend, rechterlijke overheden die door de school zullen worden ingelicht;

3° de maatregelen die getroffen kunnen worden om de leerling en, indien hij minderjarig is, zijn ouders, te begeleiden, zodra de straf is uitgesproken.

Art.1.7.9-3. Onverminderd artikel 1.7.9-2 bepaalt elke inrichtende macht de tuchtsancties en de nadere regels volgens welke deze worden genomen in hun respectieve scholen.

De tijdelijke uitsluiting uit de school of een les mag, in de loop van eenzelfde schooljaar, niet meer dan 12 halve dagen bedragen.

Op vraag van de directeur kan de Minister in uitzonderlijke omstandigheden afwijken van het tweede lid.

Art.1.7.9-4. § 1. Een regelmatig ingeschreven leerling in een school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap mag alleen definitief worden uitgesloten wanneer de feiten waaraan de leerling zich schuldig maakte, een aantasting betekenen van de fysieke, psychologische of morele integriteit van een lid van het personeel of van een leerling, de organisatie of de goede werking van de school in het gedrang brengen of haar zware materiële of morele schade berokkenen.

Worden, inzonderheid, beschouwd als dusdanig:

1° elke slag of verwonding die opzettelijk wordt toegebracht door een leerling aan een andere leerling of aan een personeelslid binnen de school of daarbuiten, die een - zelfs in de tijd beperkte - arbeidsongeschiktheid of ongeschiktheid om de lessen te volgen tot gevolg heeft gehad;

2° elke slag of verwonding die opzettelijk wordt toegebracht door een leerling aan een afgevaardigde van de inrichtende macht, aan een lid van de diensten inspectie of verificatie, aan een afgevaardigde van de Franse Gemeenschap, binnen of buiten de school, die een – zelfs in de tijd beperkte – arbeidsongeschiktheid tot gevolg heeft gehad;

3° elke slag of verwonding die opzettelijk wordt toegebracht door een leerling aan een persoon die gemachtigd is de school te betreden, wanneer die binnen de school wordt toegebracht, die een – zelfs in de tijd beperkte – arbeidsongeschiktheid tot gevolg heeft gehad;

4° het invoeren of bezitten door een leerling binnen een school of in de naaste omgeving van die school, van ongeacht welk wapen dat, in ongeacht welke categorie, bedoeld is in artikel 3 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens;

5° elk gebruik, buiten zijn didactische bestemming, van een instrument dat wordt gebruikt in het kader van sommige cursussen of pedagogische activiteiten, wanneer dat instrument verwondingen kan veroorzaken;

6° het invoeren of bezitten door een leerling, zonder wettige reden, binnen een school of in de naaste omgeving van die school, van elk instrument, werktuig, snijgend, stekend of kneuzend voorwerp;

7° het invoeren of bezitten door een leerling binnen een school of in de naaste omgeving van die school, van ontvlambare stoffen, behalve als deze noodzakelijk zijn voor de pedagogische activiteiten en uitsluitend in het kader daarvan worden gebruikt;

8° het invoeren of bezitten door een leerling binnen een school of in de naaste omgeving van die school, van de stoffen bedoeld in artikel 1 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdoovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdoovende middelen en psychotrope stoffen;

9° het afpersen, door middel van geweld of bedreigingen, van gelden, waarden, voorwerpen, beloften van een andere leerling of een personeelslid binnen of buiten de school;

10° het opzettelijk en herhaaldelijk uitoefenen van onverdraaglijke psychologische druk op een andere leerling of op een personeelslid door scheldwoorden, beledigingen, laster of eerroof.

De Regering stelt de bijzondere nadere regels vast voor de toepassing van het tweede lid, 4°, in de scholen die een optie “wapensector” organiseren.

§ 2. Wanneer het bewijs kan worden geleverd dat een persoon die niet behoort tot de school een van de in paragraaf 1 bedoelde ernstige feiten heeft gepleegd op aansporing van of met de medeplichtigheid van een leerling van de school, wordt deze beschouwd als iemand die een feit heeft gepleegd zoals bedoeld in paragraaf 1.

Het eerste lid is niet van toepassing op een minderjarige leerling, voor een feit dat door zijn ouders wordt gepleegd.

Art.1.7.9-5. Indien de ernst van de feiten dit rechtvaardigt, kan de inrichtende macht of haar afgevaardigde de leerling voorlopig uit de inrichting verwijderen voor de duur van de definitieve uitsluitingsprocedure. De voorlopige verwijdering mag tien schoolwerkdagen niet overschrijden.

Art.1.7.9-6. § 1. Voor elke definitieve uitsluiting wordt de leerling, indien hij meerderjarig is, of de leerling en zijn ouders, indien hij minderjarig is, met een aangetekend schrijven uitgenodigd door de directeur die hen in kennis stelt van de feiten en hen hoort.

Dit verhoor heeft plaats ten vroegste op de vierde werkdag die volgt op de kennisgeving.

Het verslag van het verhoor wordt ondertekend door de meerderjarige leerling of door de ouders van de minderjarige leerling. De weigering om het verslag te ondertekenen wordt vastgesteld door een lid van het onderwijzend of opvoedend hulppersoneel en belet geenszins dat de procedure wordt voortgezet. In voorkomend geval wordt een verslag van falen opgesteld en gaat de procedure verder.

§ 2. Na advies te hebben ingewonnen van de klassenraad, in het secundair onderwijs, of van het pedagogisch team, in het lager onderwijs, wordt de definitieve uitsluiting uitgesproken door de inrichtende macht of haar afgevaardigde. In het gesubsidieerd officieel onderwijs wordt de definitieve uitsluiting uitgesproken door het Gemeentecollege in het Waals Gewest, het College van Burgemeester en Schepenen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Bestendige Deputatie, het College van de Franse Gemeenschapscommissie of de Raad van bestuur, of door hun afgevaardigde.

De definitieve uitsluiting wordt, behoorlijk gemotiveerd, met een aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging, meegedeeld aan de leerling, indien hij meerderjarig is, of aan zijn ouders, indien hij minderjarig is.

De inrichtende macht of haar afgevaardigde maakt een afschrift van de beslissing tot definitieve uitsluiting binnen tien werkdagen na de uitsluitingsdatum over aan de diensten van de Regering.

Art.1.7.9-7. § 1. Wanneer de inrichtende macht het recht tot uitsluiting overdraagt op een lid van zijn personeel, voorziet zij in een beroepsmogelijkheid, naargelang het geval, bij de Bestendige Deputatie, het Gemeentecollege in het Waals Gewest, het College van Burgemeester en Schepenen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het College van de Franse Gemeenschapscommissie of de Raad van bestuur, of door hun afgevaardigde.

§ 2. Het bestaan van een recht van beroep en de nadere regels daarvan, moeten worden vermeld in de aangetekende zending bedoeld in artikel 1.7.9-6, § 2, lid 2.

Wanneer er een recht van beroep bestaat, wordt dat uitgeoefend door de leerling, indien hij meerderjarig is, of door zijn ouders, indien hij minderjarig is. Het beroep wordt ingesteld per aangetekend schrijven binnen tien werkdagen na kennisgeving van de definitieve uitsluiting.

De indiening van een beroep heeft geen opschortende werking op de beslissing tot uitsluiting.

§ 3. De overheid bedoeld in paragraaf 1 beslist uiterlijk op de vijftiende schoolwerkdag na ontvangst van het beroepschrift over het beroep.

Komt het beroepschrift binnen voor de zomervakantie, beslist de bevoegde overheid voor 20 augustus.

In alle gevallen gebeurt de kennisgeving binnen de drie werkdagen volgend op de beslissing.

Art.1.7.9-8. Het PMS-centrum van de school van de leerling blijft ter beschikking van deze laatste en zijn ouders, indien hij minderjarig is, onder andere in het kader van een steun tot het opzoeken van een nieuwe school.

Art.1.7.9-9. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap maakt de directeur een afschrift van het volledige tuchtdossier van de uitgesloten leerling over aan Wallonie-Bruxelles Enseignement en aan de zonecommissie voor inschrijvingen bedoeld in het tweede lid, binnen twee schoolwerkdagen volgend op de uitsluitingsdatum. Wallonie-Bruxelles Enseignement stelt aan de leerling, indien hij meerderjarig is, of aan de minderjarige leerling en zijn ouders, voor om zich in te schrijven in een andere school op advies van de zonecommissie voor inschrijvingen.



Wallonie-Bruxelles Enseignement organiseert zonecommissies voor inschrijvingen die advies geven over inschrijvingsaangelegenheden.

Indien de zonecommissie van mening is dat de feiten waaraan de leerling zich schuldig maakte uiterst ernstig zijn, verhoort zij om beurten de leerling, indien hij meerderjarig is, en de leerling en zijn ouders, indien hij minderjarig is. Indien de leerling minderjarig is, informeert ze de bevoegde Adviseur voor hulp aan de jeugd en vraagt zijn advies. Het advies van de Adviseur wordt bij het dossier gevoegd.

Indien de minderjarige een maatregel van verplichte hulp geniet in toepassing van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan de jeugd, de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade of het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, maakt de Adviseur voor hulpverlening aan de jeugd de aanvraag tot advies over aan de bevoegde dienst voor hulpverlening aan de jeugd. Het advies van de dienst voor de jeugdbescherming wordt bij het dossier gevoegd.

Indien de zonecommissie niet bij machte is de inschrijving van de uitgesloten leerling in een andere school van de Franse Gemeenschap voor te stellen, maakt ze het dossier over aan Wallonie-Bruxelles Enseignement dat een uitspraak doet.

Art.1.7.9-10. § 1. In het gesubsidieerd onderwijs kan de inrichtende macht of haar afgevaardigde aan de uitgesloten leerling, indien hij meerderjarig is, of aan de minderjarige leerling en zijn ouders om zich in te schrijven in een andere school die hij organiseert.

§ 2. Indien een inrichtende zdie is aangesloten bij een federatie van inrichtende machten niet aan de uitgesloten meerderjarige leerling of aan de uitgesloten minderjarige leerling en zijn ouders kan vragen om zich in te schrijven in een andere school die zij organiseert, bezorgt zij binnen tien schoolwerkdagen volgend op de uitsluitingsdatum, een afschrift van het volledige tuchtdossier disciplinaire van de uitgesloten leerling aan de federatie van inrichtende machten waartoe zij behoort. Deze stelt dan aan de leerling, indien hij meerderjarig is, of aan de minderjarige leerling en zijn ouders, voor om zich in te schrijven in een andere, door hem georganiseerde school. De federatie van inrichtende machten kan een van de inrichtende machten die zij vertegenwoordigt, verplichten om een uitgesloten leerling van een andere school in te schrijven.

Elke federatie van inrichtende machten kan gedecentraliseerde commissies organiseren die advies geven over inschrijvingsaangelegenheden.

Indien de federatie van inrichtende machten of de gedecentraliseerde commissie bedoeld in het tweede lid van mening is dat de feiten waaraan de leerling zich schuldig maakte uiterst ernstig zijn, verhoort zij om beurt de leerling, indien hij meerderjarig is, en de leerling en zijn ouders, indien hij minderjarig is. Indien de leerling minderjarig is, informeert ze de bevoegde Adviseur voor hulp aan de jeugd en vraagt zijn advies. Het advies van de Adviseur wordt bij het dossier gevoegd.

Indien de minderjarige een maatregel van verplichte hulp geniet in toepassing van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan de jeugd, de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade of het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, maakt de Adviseur voor hulpverlening aan de jeugd de aanvraag tot advies over aan de bevoegde dienst voor hulpverlening aan de jeugd. Het advies van de dienst voor de jeugdbescherming wordt bij het dossier gevoegd.

Indien de federatie van inrichtende machten of de gedecentraliseerde commissie oordeelt dat de inschrijving van de uitgesloten leerling in een andere school van een van de inrichtende machten die ze vertegenwoordigt niet wenselijk is, brengt ze hierover binnen twintig schoolwerkdagen na ontvangst van het dossier advies uit aan de diensten van de Regering. De diensten van de Regering sturen het dossier dan door naar de Minister die beslist over de inschrijving van de leerling in een school georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

§ 3. Indien een inrichtende macht die niet is aangesloten bij een federatie van inrichtende machten niet aan de uitgesloten leerling kan vragen om zich in te schrijven in een andere school die zij organiseert, maakt zij een afschrift van het volledige tuchtdossier van de uitgesloten leerling over aan de diensten van de Regering.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, kan een recht van beroep worden uitgeoefend bij de Minister door de leerling, indien hij meerderjarig is, of door zijn ouders, indien hij minderjarig is. Het beroep wordt ingesteld per aangetekend schrijven binnen tien schoolwerkdagen na kennisgeving van de definitieve uitsluiting. Het beroep betreft uitsluiting van de naleving van de uitsluitingsprocedures.

§ 4. Het bestaan van een recht van beroep en de nadere regels daarvan, moeten worden vermeld in de aangetekende zending bedoeld in artikel 1.7.9-6, § 2, lid 2.

De Minister beslist uiterlijk op de vijftiende schoolwerkdag na ontvangst van het beroepschrift over het beroep. Komt het beroepschrift binnen voor de zomervakantie, beslist de bevoegde overheid voor 20 augustus. In alle gevallen gebeurt de kennisgeving binnen de drie werkdagen volgend op de beslissing.

Wordt het beroep onontvankelijk of ongegrond verklaard of wordt geen beroep ingesteld, beslist de Minister over de inschrijving van de leerling in een school georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Wordt het beroep gegrond verklaard, moet de inrichtende macht de leerling onmiddellijk opnieuw inschrijven. Weigert zij dat, verliest zij, voor een door de Regering bepaalde periode die niet korter mag zijn dan één maand en niet langer mag zijn dan een schooljaar, haar werkingssubsidies voor de school waar de leerling werd uitgesloten.

Art.1.7.9-11. De weigering tot herinschrijving voor volgende het schooljaar in een school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt behandeld als een definitieve uitsluiting. Deze moet uiterlijk op 5 september in kennis worden gebracht, in overeenstemming met de nadere regels bepaald in de artikelen 1.7.9-4 tot 1.7.9-8.

## TITEL VIII. — *Onderwijstaal*

### HOOFDSTUK I — *Algemene bepalingen*

Art.1.8.1-1. Voor de toepassing van deze Titel wordt verstaan onder:

1° gemeentes met een speciale regeling: de gemeentes Komen-Waasten, Moeskroen, Vloesberg, Edingen, Malmedy, Weismes, Baelen, Blieberg en Welkenraedt;

2° moderne taal I:

a) in het gewest van de Franse taal, met uitzondering van, voor het basisonderwijs, de gemeentes met een speciale regeling: Nederlands, Duits of Engels;

- b) in het tweetalige gewest van Brussel-Hoofdstad: Nederlands;
- c) voor het basisonderwijs in de gemeentes Komen-Waasten, Moeskroen, Vloesberg en Edingen: Nederlands;
- d) in de gemeente Malmedy: Duits;
- e) voor het basisonderwijs in de gemeentes Weismes, Baelen, Blieberg en Welkenraedt: Duits of Nederlands.

#### HOOFDSTUK II. — *Onderwijs van andere moderne talen dan het Frans*

Art.1.8.2-1. In het gewest van de Franse taal biedt de inrichtende macht of haar afgevaardigde, per school, na het advies te hebben ingewonnen van de participatieraad bedoeld in artikel 1.5.3-1, het taalonderricht van één moderne taal I of de keuze tussen twee moderne talen I aan. Een keuze tussen drie verschillende moderne talen I is volledig uitgesloten.

Art.1.8.2-2. Op vraag van de ouders zijn de kinderen met een buitenlandse nationaliteit van wie de ouders tewerkgesteld zijn bij een internationale organisatie, een diplomatieke vertegenwoordiging of niet in België verblijven, vrijgesteld van de cursus moderne taal I.

#### HOOFDSTUK III. — *Taalbadonderwijs*

Art.1.8.3-1. Een school kan taalbadonderwijs organiseren.

Taalbadonderwijs voldoet aan de prioritaire en specifieke opdrachten zoals bepaald in Titel 4 van dit Boek.

Art.1.8.3-2. § 1. Onverminderd de toepassing van paragraaf 2, tweede lid, mag de inschrijving in taalbadonderwijs niet worden onderworpen aan een voorafgaande selectie.

Het PMS-centrum wordt belast met dezelfde opdrachten voor de leerlingen die lessen volgen of willen volgen in een klas waarin het taalbadonderwijs wordt verstrekt als voor de andere leerlingen.

§ 2. De inrichtende macht of haar afgevaardigde kan in de school of de in de vestiging het aantal klassen beperken waarin het taalbadonderwijs wordt georganiseerd.

Die beperking wordt vermeld in het dossier bedoeld in artikel 1.8.3-8. In voorkomend geval wordt de toelating om lessen in een van die klassen te volgen, verleend volgens de chronologische volgorde van de indiening van de aanvragen om die lessen te volgen in toepassing van de artikelen 79/17 en 79/18 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Art.1.8.3-3. De talen waarin het taalbadonderwijs kan worden georganiseerd, zijn:

- 1° Nederlands, Engels en Duits;
- 2° gebarentaal.

In het derde jaar van het kleuteronderwijs, in het lager onderwijs en tijdens de drie eerste jaren van het secundair onderwijs, is de moderne taal waarin taalbadonderwijs kan worden gevolgd de moderne taal I vermeld in het lesrooster volgens de nadere regels bedoeld in Boek 2.

Vanaf het vierde jaar van het secundair onderwijs kan de leerling het taalbadonderwijs volgen dat hij volgde in de drie eerste jaren van het secundair onderwijs. Hij kan ook beginnen met taalbadonderwijs in moderne taal II.

In de taalbadklassen voor gebarentaal kiezen de leerlingen een moderne taal in overeenstemming met de bepalingen van de artikelen 1.8.1-1, 1.8.2-1 en 1.8.2-2.

Art.1.8.3-4. In een school of vestiging waarbinnen taalbadonderwijs wordt georganiseerd, kan dat leerproces in maximaal twee talen worden georganiseerd onverminderd artikel 1.8.3-3.

Eenzelfde leerling mag echter de taalbadcursussen alleen in één enkele taal volgen.

In afwijking van het eerste lid en in een experimenteel kader van vier jaar, kan de Regering een school na een gunstig advies van de algemene Raad van het secundair onderwijs de toestemming geven om dit onderwijs in de drie talen te organiseren.

Uiterlijk op 31 mei 2025 evalueert de sturingscommissie van het educatief systeem dit afwijkingsmechanisme op basis van het verslag van de algemene inspectiedienst en van een advies van het orgaan voor het waarnemen en begeleiden van het taalbadonderwijs, bepaald in artikel 16 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs.

In het kader van dit experimenteel kader worden geen aanvullende middelen in uren-leraar toegekend.

Art.1.8.3-5. De leerling begint met het taalbadonderwijs ofwel op het niveau van het laatste jaar van het kleuteronderwijs, ofwel op het niveau van het derde jaar van het lager onderwijs, ofwel op het niveau van het eerste jaar van het secundair onderwijs, ofwel op het niveau van het vierde jaar van het secundair onderwijs.

In afwijking van het eerste lid begint de leerling, indien de scholen enkel lager onderwijs organiseren, met het taalbadonderwijs ofwel op het niveau van het eerste jaar, ofwel op niveau van het derde jaar van het lager onderwijs.

In afwijking van het eerste lid kan een leerling, bij een schoolverandering, beginnen met taalbadonderwijs in het eerste jaar van het lager onderwijs, ook al heeft hij geen onderwijs gevolgd in de taal van het taalbadonderwijs op het niveau van het laatste jaar van het kleuteronderwijs.

De inrichtende macht of haar afgevaardigde kan buiten de studiejaar vermeld in het eerste lid inschrijven:

- 1° een leerling van wie minstens een van de ouders de taal van het taalbadonderwijs heeft als moedertaal;
- 2° een leerling van een andere school die taalbadonderwijs organiseert in dezelfde taal;
- 3° een leerling uit een school waarvan de onderwijstaal dezelfde is als de taal van het taalbadonderwijs.

Art.1.8.3-6. § 1. Eenzelfde basis- of lagere school kan geen taalbadonderwijs organiseren vanaf het derde jaar van het kleuteronderwijs of vanaf het eerste jaar van het lager onderwijs en geen taalbadonderwijs vanaf het derde jaar van het lager onderwijs.

Een basisschool die het taalbadonderwijs organiseert, biedt de mogelijkheid om dat onderwijs ofwel gedurende het laatste jaar van het kleuteronderwijs en de zes jaren van het lager onderwijs, ofwel gedurende de vier laatste jaren van het lager onderwijs te volgen.

Een lagere school die het taalbadonderwijs organiseert, biedt de mogelijkheid om dat onderwijs ofwel gedurende de zes jaren van het lager onderwijs, ofwel gedurende de vier laatste jaren van het lager onderwijs te volgen.

Inrichtingen voor kleuteronderwijs, basisonderwijs of lager onderwijs kunnen tussen elkaar medewerkingsakkoorden sluiten om de bepalingen bedoeld in het tweede en derde lid na te leven.

In afwijking van de bepalingen bedoeld in het tweede en derde lid en onverminderd de bepaling bedoeld in het vierde lid, kan een basisschool of een lagere school het taalbadonderwijs geleidelijk organiseren, voor zover een leerling die begonnen is met het volgen van het taalbadonderwijs ofwel in het derde jaar van het kleuteronderwijs, ofwel in het eerste jaar van het lager onderwijs, ofwel in het derde jaar van het lager onderwijs dat taalbadonderwijs kan blijven volgen gedurende de volgende lagere schooljaren binnen dezelfde school

§ 2. Een secundaire school die het taalbadonderwijs organiseert op het niveau van het eerste jaar van het secundair onderwijs biedt de mogelijkheid om dat leerproces ten minste gedurende het tweede en derde jaar voort te zetten.

In afwijking van de bepaling bedoeld in het vorige lid, kan een secundaire school het taalbadonderwijs geleidelijk invoeren, voor zover een leerling die het eerste jaar van het secundair onderwijs heeft gevolgd in het kader van dat onderwijs, dit minstens in het tweede jaar en derde jaar van het secundair onderwijs binnen dezelfde school kan voortzetten.

§ 3. Een secundaire school die het taalbadonderwijs organiseert vanaf het vierde jaar biedt de mogelijkheid om dat leerproces gedurende de volgende jaren van het secundair onderwijs voort te zetten.

In afwijking van de bepalingen bedoeld in eerste lid, kan een secundaire school het taalbadonderwijs geleidelijk invoeren, voor zover een leerling die het vierde jaar in taalbadonderwijs heeft gevolgd, dit gedurende de volgende jaren van het secundair onderwijs binnen dezelfde school kan voortzetten.

Art.1.8.3-7. § 1. Op initiatief van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, en voor zover de voorwaarden van dit Hoofdstuk worden nageleefd, kan een school of vestiging worden gefinancierd of gesubsidieerd om taalbadonderwijs te organiseren.

Alleen de scholen die de financiering of subsidiëring hebben aangevraagd en verkregen, kunnen aanspraak maken op de organisatie van het taalbadonderwijs.

§ 2. Wanneer een school of vestiging van een school taalbadonderwijs organiseert, wordt deze organisatie vermeld in het schoolproject bedoeld in artikel 1.5.1-5.

§ 3. Met uitzondering van de externe proeven die niet worden bekrachtigd met een getuigschrift bedoeld in artikel 1.6.3-1, de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift dat leidt tot het uitreiken van het basisstudiegetuigschrift zoals bedoeld in de artikelen 2.3.2-3 en 2.3.2-4, de externe proeven die leiden tot het uitreiken van het getuigschrift van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 2.3.3-2 en de externe proeven die worden bekrachtigd met een getuigschrift na het hoger secundair onderwijs bedoeld in Titel III/2 van decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen uit het leerplichtonderwijs, kunnen evaluaties worden georganiseerd in de taal van het taalbadonderwijs voor de vakken die in het kader van het taalbadonderwijs worden onderwezen.

De leerlingen die lessen volgen in een klas waarin het taalbadonderwijs wordt georganiseerd, worden, in het Frans, onderworpen aan de externe evaluaties die niet met een getuigschrift worden bekrachtigd zoals bepaald in Boek 1, Titel 6, Hoofdstuk 3, van dit Wetboek.

De school die taalbadonderwijs organiseert ziet erop toe dat de leerlingen de specifieke woordenschat beheersen om te kunnen deelnemen aan de evaluaties bedoeld in het vorige lid.

Art.1.8.3-8. De inrichtende macht of haar afgevaardigde voegt bij de aanvraag voor financiering of subsidiëring voor de school of vestiging in kwestie een dossier met minstens de volgende stukken:

1° het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 1.5.3-1.

2° het advies van het lokaal orgaan voor sociaal overleg.

Art.1.8.3-9. § 1. Het dossier bedoeld in artikel 1.8.3-8 moet om de zes jaar worden ingediend.

In afwijking van het eerste lid, wordt de voortzetting van het taalbadonderwijs de drie jaar geëvalueerd. Deze termijn komt overeen met de tussentijdse evaluatie van de specifieke doelstellingen van het sturingsplan vermeld in de artikelen 1.5.2-3 tot 1.5.2-9. § 1.

§ 2. De Regering kan, op basis van een rapport opgesteld door de betrokken inspectiedienst, een ingebrekestelling sturen naar de inrichtende macht, waarin hij wordt verzocht om binnen een termijn van 60 kalenderdagen vanaf die ingebrekestelling alle maatregelen te nemen die noodzakelijk zijn om de organisatie van het taalbadonderwijs in te voeren of voort te zetten overeenkomstig de bepalingen van dit Hoofdstuk.

Indien de inrichtende macht, na afloop van de termijn van 60 kalenderdagen bedoeld in eerste lid, geen bewijs heeft geleverd dat hij de maatregelen heeft genomen die noodzakelijk zijn om de organisatie van het taalbadonderwijs in te voeren of voort te zetten overeenkomstig de bepalingen van dit Hoofdstuk, schorst de Regering, op grond van een verslag opgesteld door de betrokken inspectiedienst, vanaf het volgende schooljaar, elke financiering of subsidiëring in verband met de organisatie van het taalbadonderwijs.

§ 3. De inrichtende machten die hebben verklaard de organisatie van het taalbadonderwijs in te voeren of voort te zetten en beslissen niet langer taalbadonderwijs te organiseren, moeten de diensten van de Regering daarvan op de hoogte brengen, met vermelding van de redenen waarom ze het taalbadonderwijs niet (meer) organiseren.

Art.1.8.3-10. Het orgaan bedoeld in artikel 16 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs is belast met het waarnemen en begeleiden van het taalbadonderwijs.

## TITEL IX. — Aantal schooldagen

### HOOFDSTUK I. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art.1.9.1-1. De Regering legt de school- en vakantiedagen vast. Het aantal schooldagen per jaar bedraagt 182 dagen. De Regering kan deze evenwel op een aantal bepalen tussen 180 en 184.

Art.1.9.1-2. De Regering beslist autonoom over de vakantiedagen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd onderwijs.

Art.1.9.1-3. De Regering kan reserveverlofdagen ter beschikking stellen van de inrichtende machten.

Art.1.9.1-4. In het gewoon basisonderwijs, in het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en in het gespecialiseerd onderwijs, moeten de halve of hele dagen gedurende welke de lessen niet gegeven werden, worden ingehaald. Daartoe bericht de inrichtende macht of haar afgevaardigde spontaan de diensten van de Regering over de nadere regels om deze lessen in te halen, ten laatste binnen de twintig schoolwerkdagen vanaf de eerste halve dag schorsing, nadat de nadere regels om deze lessen in te halen werden bepaald binnen het lokale orgaan voor sociaal overleg, dat ervoor zal zorgen dat het aanbod inzake openbaar en/of schoolvervoer in aanmerking wordt genomen.

In afwijking van het eerste lid, moeten de lessen niet worden ingehaald indien de school voor een pedagogische lesvervangende activiteit heeft kunnen zorgen of indien de lessen zijn geschorst wegens overmacht.

Onder “overmacht” dient verstaan te worden: een evenement dat onweerstaanbaar is, niet op voorhand verwacht kan worden en dat buiten de wil van de persoon die er slachtoffer van is om, plaatsgrijpt.

In voorkomend geval verstrekt de inrichtende macht of haar afgevaardigde een attest dat een van de in het tweede lid bedoelde gebeurtenissen zich heeft voorgedaan door middel van een verklaring op eer overgezonden aan de diensten van de Regering, ten laatste binnen tien schoolwerkdagen vanaf de eerste halve dag van de schorsing van de lessen.

De diensten van de Regering zijn gemachtigd om na te gaan of de nadere regels voor het inhalen van de lessen, bedoeld in het eerste lid, nageleefd werden of dat de verklaring op eer bedoeld in het vierde lid met de werkelijkheid overeenstemt.

De leden 1 tot 5 zijn niet van toepassing:

1° indien de lessen geschorst werden ten gevolge van de afwezigheid van een leerkracht;

2° indien een of meerdere leerkrachten aan een staking deelnamen;

3° indien de lessen geschorst werden als gevolg van de organisatie van een halve of hele dag opleiding tijdens de loopbaan, de organisatie van een vergadering met ouders of de terbeschikkingstelling van de lokalen voor de organisatie van verkiezingen.

De inrichtende macht of haar afgevaardigde die de lessen heeft geschorst zonder dat deze ingehaald moeten worden, moet niettemin alles in het werk stellen om, indien mogelijk, ervoor te zorgen dat de verwachte competenties bereikt zouden worden op het einde van het schooljaar.

#### HOOFDSTUK II. — *Specifieke bepalingen voor het gewoon basisonderwijs*

Art.1.9.2-1. De lessen kunnen worden opgeschort voor de organisatie van evaluatieproeven, de verbetering ervan en de deliberaties bedoeld in toepassing van artikel 2.3.1-6:

1° gedurende maximaal 5 dagen over een volledig schooljaar van het 1e tot het 4e jaar van de lagere school;

2° gedurende maximaal 10 dagen over een volledig schooljaar in het 1e en het 6e jaar van de lagere school.

Tijdens deze dagen moeten de leerlingen volgens de normale uren op school aanwezig zijn.

Art.1.9.2-2. § 1. De lessen worden maximaal zes halve dagen opgeschort om de personeelsleden toe te laten:

1° om twee halve dagen verplichte opleiding bij te wonen zoals bepaald in artikel 7, § 2, lid 2, 1°, en § 3, lid 2, 1°, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van personeelsleden van inrichtingen voor gewoon basisonderwijs;

2° om vier halve dagen verplichte opleiding bij te wonen zoals bepaald in artikel 7, § 2, lid 2, 2°, en § 3, lid 2, 2°, van datzelfde decreet.

In afwijking van het eerste lid kan de Regering de lessen opschorten gedurende twee halve dagen om de organisatie mogelijk te maken van een extra opleidingsdag wegens uitzonderlijke omstandigheden en georganiseerd overeenkomstig artikel 3, § 1, 3° van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van personeelsleden van inrichtingen voor gewoon basisonderwijs.

§ 2. In geval van deeltijds werk moet het personeelslid dat vast benoemd of aangeworven is of slechts tijdelijk aangesteld of aangeworven is, enkel deelnemen aan de halve dagen van verplichte opleiding bedoeld in paragraaf 1, lid 1 en 2, op voorwaarde dat deze zijn opgenomen in het lesrooster.

§ 3. Tijdens deze dagen moeten de leerlingen niet op school aanwezig zijn.

#### HOOFDSTUK III. — *Specifieke bepalingen voor het gewoon secundair onderwijs*

Art.1.9.3-1. De lessen kunnen worden opgeschort voor de organisatie van evaluatietoetsen, de deliberatie van de klassenraad en de oudercontacten:

1° gedurende maximaal 18 dagen over een volledig schooljaar van de lagere Raad;

2° gedurende maximaal 27 dagen over een volledig schooljaar van de hogere bovenaan.

Bij de berekening van het aantal dagen bedoeld in het eerste lid wordt geen rekening gehouden met de externe proeven gekoppeld aan de uitgifte van het getuigschrift voor de gemeenschappelijke kern en van het kwalificatiegetuigschrift.

Tijdens de dagen bedoeld in het eerste lid, moeten de meerderjarige leerlingen die dit wensen en de minderjarige leerlingen van wie de ouders dat wensen, in de school worden verwelkomd en moeten ze er educatieve of pedagogische omkadering genieten.

Art.1.9.3-2. Met inachtneming van de maxima bedoeld in artikel 1.9.3-1, wanneer een inrichtende macht of haar afgevaardigde evaluatieproeven organiseert in de vorm van tussentijdse evaluaties of examens, zijn de volgende regels van toepassing:

1° in de loop van het schooljaar, mogen de evaluatieproeven, met uitzondering van die in juni en september, niet worden gespreid over meer dan acht schoolwerkdagen in de lagere Raad en twaalf schoolwerkdagen voor de hogere Raad. Zodra de proeven afgelopen zijn, starten de lessen de volgende dag opnieuw volgens het normale lesrooster, behalve wanneer het einde van de proevenreeks samenvalt met het begin van een schoolvakantie of weekend; in dat geval beginnen de lessen opnieuw vanaf de eerste dag volgend op de schoolvakantie of het weekend. Zodra de proeven afgelopen zijn, kunnen de lessen echter worden opgeschort, in voorkomend geval, voor maximaal vier dagen in de lagere Raad en vijf dagen in de hogere Raad, om de klassenraden te organiseren, waarvan maximaal één dag mag worden voorbehouden voor de uitreiking van de rapporten volgens een aangepast lesrooster. Deze dag(en) worden meegeteld in de acht en twaalf open schooldagen bepaald in dit lid. Wanneer een inrichtende macht of haar afgevaardigde deze dagen na afloop van de evaluatieproeven bedoeld in dit lid gedeeltelijk of volledig niet gebruikt, kunnen ze besteed worden aan de inrichting van klassenraden gedurende het schooljaar;

2° tijdens de maand juni, voor elk jaar van het secundair onderwijs, eindigen de evaluatieproeven uiterlijk op de negende schoolwerkdag voor de schoolvakantie. Wanneer de proeven voor de uitreiking van het kwalificatiegetuigschrift echter worden georganiseerd op het einde van de periode bestemd voor de evaluatieproeven, kunnen deze laatste voor de betrokken klassen uiterlijk op de twaalfde schoolwerkdag voor de schoolvakantie eindigen.

De interne procedure bedoeld bij het zesde lid van artikel 96 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, dient minstens tijdens de laatste twee schoolwerkdagen voor de schoolvakantie te worden uitgevoerd. Indien een inrichtende macht of haar afgevaardigde tijdens de in dit punt bepaalde periode stages

organiseert zoals bepaald in artikel 7bis van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, kan de Regering een afwijking toekennen voor de organisatie van evaluatieproeven voor de betrokken klassen op een ander ogenblik tijdens het jaar gedurende de eerste drie schoolwerkdagen van de maand september;

3° wanneer de inrichtende macht verkiest overgangsexamens te organiseren en deze worden gedeeltelijk of volledig georganiseerd in september, kunnen deze examens niet meer dan de eerste drie schoolwerkdagen bestrijken;

4° naast de bepalingen bedoeld in de punten 1°, 2° en 3° van dit lid, kunnen de lessen worden opgeschort om klassenraden te organiseren tijdens maximaal drie schoolwerkdagen.

De inrichtende macht of haar afgevaardigde, na het advies te hebben ingewonnen van de leerkrachten, beslist voor elk studiejaar over de keuze van de disciplines die onderworpen zijn aan dergelijke proeven en aan de andere nadere regels voor de organisatie van de proevenreeks. Naargelang het aantal proeven per reeks, per jaar en per onderwijsafdeling verspreidt de inrichtende macht of haar afgevaardigde deze over de hele periode die is voorbehouden voor de respectieve Raad.

De inrichtende macht of haar afgevaardigde stelt een planning op van de proevenreeksen inclusief de datums van de examens, de klassenraden en de oudercontacten. Tijdens het schooljaar organiseert de inrichtende macht of haar afgevaardigde na elke proevenreeks minstens één oudercontact.

De planning opgesteld in toepassing van deze bepaling wordt vooraf voorgelegd aan het lokaal orgaan voor sociaal overleg voor advies, met het recht om de zaak aanhangig te maken bij het overlegbureau in geval van onenigheid, alsook voor advies voor te leggen aan de participatieraad.

Uiterlijk op 15 november houdt de inrichtende macht of haar afgevaardigde de planning met het advies van het lokaal orgaan voor sociaal overleg ter beschikking van de diensten van de Regering en van de inspectie met de bedoeling na te gaan of deze overeenstemmen met de wettelijke bepalingen, ze worden ook meegedeeld aan de ouders.

Art.1.9.3-3. De diensten van de Regering zijn belast met de controle van de naleving van de bepalingen bedoeld in de artikelen 1.9.3-1 en 1.9.3-2.

Art.1.9.3-4. De lessen worden opgeschort gedurende maximaal zes halve dagen om de personeelsleden toe te laten deel te nemen aan opleidingen georganiseerd in het kader van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het secundair onderwijs en de PMS-centra en tot oprichting van een instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan.

Op voorwaarde dat er socioculturele en pedagogische activiteiten zouden worden georganiseerd voor de betrokken leerlingen, mogen de lessen gedurende vijf bijkomende halve dagen worden opgeschort om de leden van het pedagogisch team toe te laten deel te nemen aan vijf halve dagen overleg rond begeleiding en opleidingen te volgen over thema's en prioritaire richtingen zoals bepaald door de Regering.

Alle personeelsleden in activiteit moeten deelnemen aan de opleidingen bedoeld in het eerste lid.

#### HOOFDSTUK IV. — *Specifieke bepalingen voor het gespecialiseerd onderwijs*

Art.1.9.4-1. In het gespecialiseerd basisonderwijs kunnen de lessen worden opgeschort voor maximaal drie dagen over een volledig schooljaar voor de organisatie, in het kader van het opstellen of aanpassen van het individueel leerplan, klassenraden en oudercontacten. Het onthaal van de leerlingen moet echter verzekerd zijn.

In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1 en 2 kunnen de lessen worden opgeschort voor de organisatie van de evaluatieproeven, de deliberaties van de klassenraden en de oudercontacten gedurende maximaal 3 dagen over een volledig schooljaar.

In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 kunnen de lessen worden opgeschort voor de organisatie van de evaluatieproeven, de deliberaties van de klassenraden en de oudercontacten gedurende maximaal 15 dagen over een volledig schooljaar.

In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 kunnen de lessen worden opgeschort voor de organisatie van de evaluatieproeven, de deliberaties van de klassenraden en de oudercontacten gedurende maximaal 15 dagen in de lagere Raad en 25 dagen in de hogere Raad.

Art.1.9.4-2. De lessen worden opgeschort gedurende maximaal zes halve dagen om de personeelsleden toe te laten deel te nemen aan opleidingen georganiseerd in het kader van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het secundair onderwijs en de PMS-centra en tot oprichting van een instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan.

Alle personeelsleden in activiteit moeten deelnemen aan de opleidingen bedoeld in het eerste lid.

### BOEK II. — *Gemeenschappelijke kern*

#### TITEL I. — *Definities*

Art.2.1.1-1. In dit Boek, wordt verstaan onder:

1° persoonlijke begeleiding: de wekelijkse periodes in het lesrooster van alle leerlingen van een klas of meerdere klassen tegelijkertijd, tijdens dewelke een totale omkadering wordt bevorderd om een persoonlijke begeleiding van de leerlingen mogelijk te maken, individueel of in groepjes van verschillende grootte;

2° psychomotorische activiteiten: activiteiten met het oog op de ontwikkeling van de integratie van de verschillende soorten psychomotoriek, namelijk:

- a) de psychomotoriek van de beleefde handeling of psychomotorische dynamiek die de drie dimensies van een mens integreert: de lichamelijke, affectieve en cognitieve functie vanuit de beleefde handeling;
- b) de psychomotoriek van de globale relatie of psychomotorische dynamiek die het kind met de tijd, zichzelf, de anderen en de voorwerpen in een globale beweging en in een beleefde handeling confronteert;
- c) de waarnemings-motorische psychomotoriek of de psychomotorische dynamiek die het kind toelaat een ruimte te ondervinden die steeds meer verscheidenheid vertoont en in een tijdruimte te handelen die steeds ingewikkelder is.

3° geconcentreerd leren: in de lagere Raad van het secundair onderwijs, leerperiodes in halve of hele dagen, georganiseerd na elkaar tijdens weken waarin een speciaal lesrooster geldt of die verspreid zijn over het jaar;

4° tweetalige klas Frans-gebarentaal: klas waarin een deel van de leerlingen onderwijs in het Frans geniet terwijl simultaan dove of slechthorende leerlingen gebarentaalbadonderwijs of onderwijs in de geschreven Franse taal genieten;

5° onderwijs van de taal en de cultuur van oorsprong; sensibilisering voor de taal en de cultuur van het land of van landengroepen die aan de basis lagen van een belangrijke emigratie naar onze gemeenschap, verstrekt met het oog op de integratie in de gemeenschap;

6° lessen gebarentaal en dovenscultuur: initiatie gebarentaal en dovenscultuur, verstrekt met het oog op het leggen van sociale banden tussen doven en tussen doven en horenden;

7° indicatief lesrooster: in het basisonderwijs, de wekelijkse voorstelling van de verdeling van de lessen door de klasleraar die deze, naargelang de behoeften van de groep-klas, mag aanpassen om alle leerlingen toe te laten de jaarlijkse vastgelegde verwachtingen te halen;

8° referentielesrooster: in het secundair onderwijs, de wekelijkse voorstelling van de verdeling van de lessen die het mogelijk maakt de jaarlijkse volumes bedoeld voor de verschillende vakken en voor persoonlijke begeleiding te respecteren;

9° leraar: in het basisonderwijs, het personeelslid belast met:

- a) de psychomotorische activiteiten;
- b) de les lichamelijke opvoeding en gezondheid;
- c) de les moderne taal I;
- d) de les filosofie en burgerzin;
- e) de les zedeneer of een van de erkende godsdiensten.

10° differentiatiepraktijken: de maatregelen genomen om de middelen, inrichtingen en methodes gevarieerd in te zetten om de leerlingen aan te zetten minstens de in de referentiesystemen vastgelegde verwachtingen te halen, rekening houdend met de heterogeniteit van de klassen, en de diversiteit van de leermethodes en -behoeften van de leerlingen. Deze praktijken omvatten gedifferentieerde pedagogie, remediëring, overschrijdingsactiviteiten en persoonlijke begeleiding;

11° titularis: in het basisonderwijs, de onderwijzer belast met de lessen en pedagogische activiteiten zoals vastgelegd in het lesrooster van de leerlingen, met uitzondering van de lessen en pedagogische activiteiten gegeven door de leraars.

## TITEL II. — *Lesrooster voor leerlingen*

### HOOFDSTUK I. — *Lesrooster voor leerlingen in het basisonderwijs*

Art.2.2.1-1. Het lesrooster van de leerlingen is doorlopend. Het omvat minstens een speeltijd van 15 minuten 's morgens en een onderbreking van één uur tussen de ochtendactiviteiten en de namiddagactiviteiten

Art.2.2.1-2. In het basisonderwijs omvat het lesrooster van de leerlingen 28 lestijden van vijftig minuten en pedagogische activiteiten uit de domeinen en disciplines bedoeld in artikel 2.2.1-5, § 2 en 3.

De lestijden bedoeld in artikel 2.2.1-4, § 2, 1°, § 3, 1° en 2°, b), en 3°, zijn onsplitsbaar.

In afwijking van het eerste lid, in de tweetalige klassen Frans-gebarentaal, voor dove leerlingen, omvat het lesrooster twee extra lestijden voorbehouden voor gebarentaal en dovenscultuur.

In afwijking van het eerste lid, in toepassing van artikel 2.2.1-7, § 1, in de gemeentes met een speciale regeling bedoeld in artikel 1.8.1-1, 1°, en in de gemeentes van het tweetalige gewest Brussel-Hoofdstad, omvat het lesrooster van de leerlingen vanaf het derde jaar van de lagere school 29 lestijden.

In het lager onderwijs kan de inrichtende macht of haar afgevaardigde, na het advies te hebben ingewonnen van de participatieraad, het wekelijkse lesrooster vermeerderen tot maximaal 31 lestijden, wanneer het lesrooster meer dan drie lestijden moderne taal I bevat in toepassing van artikel 2.2.1-7, § 2. In dat geval moet hij de Regering hierover inlichten.

Art.2.2.1-3. De lessen taal en cultuur van herkomst die in een school gegeven worden bovenop de 28 wekelijkse lestijden kunnen in het lesrooster worden opgenomen indien de betrokken lessen onder een partnerschapsakkoord vallen dat door de Regering werd afgesloten. De inrichtende macht licht de Regering hierover in.

De lessen gebarentaal en dovenscultuur die in een school gegeven worden bovenop de 28 wekelijkse lestijden, kunnen met toestemming van de Regering in het lesrooster worden opgenomen.

Art.2.2.1-4. § 1. De inrichtende macht of haar afgevaardigde organiseert het lesrooster.

§ 2. In het kleuteronderwijs omvat het lesrooster in elk geval de volgende lessen en activiteiten:

1° in het domein "lichamelijke opvoeding, welzijn en gezondheid":

- a) lichamelijke opvoeding en gezondheid en psychomotoriek, tijdens twee lestijden.

2° in het domein "moderne talen":

- a) taalsensibilisering, met het equivalent van één lestijd.

§ 3. In het lager onderwijs omvat het lesrooster in elk geval de volgende lessen en activiteiten:

1° in het domein "lichamelijke opvoeding, welzijn en gezondheid":

a) lichamelijke opvoeding en gezondheid, met het equivalent van twee lestijden in de eerste vier jaar, en drie lestijden in het vijfde en zesde jaar.

2° in het domein "moderne talen":

- a) taalsensibilisering, met het equivalent van één lestijd in de eerste twee jaar.

- b) moderne taal I, met het equivalent van twee of drie lestijden in het derde tot zesde jaar volgens de nadere regels van artikel 2.2.1-6.

3° het domein "menswetenschappen en opvoeding tot filosofie en burgerzin, religie of ethiek":

- a) een cursus filosofie en burgerzin in de officiële scholen en de niet-confessionele vrije scholen die de keuze bieden tussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer met het equivalent van één of, in geval van een vrijstelling, twee lestijden;

- b) een cursus godsdienst of niet-confessionele zedenleer met het equivalent van twee lestijden in confessionele vrije scholen en de niet-confessionele vrije scholen die niet de keuze bieden tussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer, of één lestijd in officiële scholen en niet-confessionele vrije scholen die de keuze bieden tussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer;

4° persoonlijke begeleiding, met het equivalent van twee lestijden.

Art.2.2.1-5. § 1. Er wordt een indicatief lesrooster voorgesteld met inzonderheid de lessen en activiteiten bedoeld in artikel 2.2.1-4. Het indicatief lesrooster maakt het mogelijk de jaarlijks vastgelegde verwachtingen te halen die zijn vastgelegd in de referentiesystemen bedoeld in de artikelen 1.4.2-1 en 1.4.2-2.

De titularis bepaalt de tijd die hij per week besteedt aan het onderwijs van de verschillende domeinen bedoeld in artikel 1.4.2-3.

§ 2. Voor het kleuteronderwijs, zijn de lestijden van het indicatief lesrooster als volgt verdeeld:

1° het domein "Frans, kunst en cultuur":

- a) Frans, met het equivalent van tien lestijden;
- b) culturele en artistieke opvoeding, waaronder Franse en lichamelijke expressie, muziekexpressie en plastische expressie, met het equivalent van vier lestijden;

2° in het domein "moderne talen":

- a) taalsensibilisering, met het equivalent van één lestijd;

3° het domein "wiskunde, wetenschap en techniek" en het domein "menswetenschappen en opvoeding tot filosofie en burgerzin, religie of ethiek":

- a) de eerste hulpmiddelen voor het experimenteren, structureren, indelen en ontdekken van de wereld, met het equivalent van elf lestijden.

4° in het domein "lichamelijke opvoeding, welzijn en gezondheid":

- a) lichamelijke opvoeding en gezondheid en psychomotoriek, tijdens twee lestijden.

Twee van de lestijden bedoeld in lid 1, 1°, a), zijn bestemd voor het identificeren van leerproblemen gebonden aan de onderwijstaal en het aanleren van de schoolcultuur.

§ 3. Voor het lager onderwijs, zijn de lestijden van het indicatief lesrooster als volgt verdeeld:

1° het domein "Frans, kunst en cultuur":

- a) Frans, met het equivalent van acht lestijden in het eerste en tweede jaar, zeven lestijden in het derde en vierde jaar en zes lestijden in het vijfde en zesde jaar;
- b) culturele en artistieke opvoeding, waaronder Franse en lichamelijke expressie, muziekexpressie en plastische expressie, met het equivalent van twee lestijden;

2° in het domein "moderne talen":

- a) taalsensibilisering, met het equivalent van één lestijd in de eerste en tweede jaar.

b) moderne taal 1, met het equivalent van twee of drie lestijden in het derde tot zesde jaar volgens de nadere regels van artikel 2.2.1-6;

3° het domein "wiskunde, wetenschap en techniek"

- a) wiskunde, met het equivalent van zes lestijden;
- b) wetenschappen en technologische, manuele en digitale toepassingen, met het equivalent van drie lestijden;

4° het domein "menswetenschappen en opvoeding tot filosofie en burgerzin, religie of ethiek":

- a) de opleiding geschiedenis, aardrijkskunde, economie en sociale wetenschappen, met het equivalent van vier lestijden;
- b) een cursus filosofie en burgerzin in de officiële scholen en niet-confessionele vrije scholen die de keuze bieden tussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer, volgens de nadere regels vastgelegd in artikel 2.2.1-4, § 3, 3°;
- c) het onderwijs godsdienst of niet-confessionele zedenleer, volgens de nadere regels vastgelegd in artikel 2.2.1-4, § 3, 3°;

5° in het domein "lichamelijke opvoeding, welzijn en gezondheid":

- a) lichamelijke opvoeding en gezondheid, met het equivalent van twee lestijden in de eerste vier jaar, en drie lestijden in het vijfde en zesde jaar.

De domeinen bedoeld in artikel 1.4.2-3, 6° en 7°, transversaal gegeven tijdens de andere lessen.

Art.2.2.1-6. § 1. Het onderwijs van moderne taal I is verplicht in het lager onderwijs vanaf het derde jaar, met het equivalent van twee wekelijkse lestijden in het gewest van de Franse taal en drie wekelijkse lestijden in het tweetalige gewest Brussel-Hoofdstad alsook in de gemeentes met een speciale regeling bedoeld in artikel 1.8.1-1, 1°.

§ 2. In het tweetalige gewest Brussel-Hoofdstad en in de gemeentes met een speciale regeling bedoeld in artikel 1.8.1-1, 1°, worden twee extra lestijden per week voorbehouden voor het onderwijs van moderne taal I in het vijfde en zesde jaar van het lager onderwijs.

Deze kunnen worden verzekerd door taalbadonderwijs in de lessen van de in artikel 1.4.2-3, 2°, 3°, bedoelde domeinen, met uitzondering van wiskunde, 4° en 5°, gegeven in moderne taal I.

§ 3. In de lagere scholen opgericht in toepassing van artikel 6 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, wordt het aantal wekelijkse lestijden bedoeld in paragraaf 1 en 2 teruggebracht tot respectievelijk vier naar acht.

§ 4. Behalve indien de Minister een afwijking toekent in uitzonderlijke omstandigheden, mag de leerling zijn taalkeuze tussen het derde en zesde jaar van de lagere school niet wijzigen.

Art.2.2.1-7. § 1. Alle lessen van het lesrooster worden naargelang het geval toegekend aan een titularis of een leraar.

§ 2. De inrichtende macht of haar afgevaardigde bezorgt de Regering, volgens de door zichzelf bepaalde nadere regels, het wekelijkse lesrooster van zowel de leerlingen als de leerkrachten, na overleg binnen het lokaal orgaan voor sociaal overleg.

Het wekelijkse lesrooster van de leerlingen vermeldt ook de personeelsleden die de verschillende lessen geven.

#### HOOFDSTUK II. — *Lesrooster voor leerlingen in de lagere Raad van het secundair onderwijs*

Art.2.2.2-1. § 1. Het referentieleesrooster maakt het mogelijk de jaarlijks vastgelegde verwachtingen te halen, die zijn vastgelegd in het referentiesysteem van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 1.4.2-2.

Het referentieleesrooster omvat 32 wekelijkse lestijden van 50 minuten die als volgt worden verdeeld:

1° het domein "Frans, kunst en cultuur":

- a) Frans en de oude talen, met het equivalent van zes lestijden;

b) culturele en artistieke opvoeding, waaronder Franse en lichamelijke expressie, muziekexpressie en plastische expressie, met het equivalent van twee lestijden;

2° in het domein “moderne talen”:

a) moderne taal I, met het equivalent van vier lestijden in het eerste jaar, en drie lestijden in het tweede en derde jaar;

b) moderne taal II, met het equivalent drie lestijden in het tweede en derde jaar;

3° in het domein “wiskunde, wetenschap en techniek”:

a) wiskunde, met het equivalent van vijf lestijden in het eerste jaar, en vier lestijden in het tweede en derde jaar;

b) wetenschappen, met het equivalent van drie lestijden;

c) technologische, manuele en digitale toepassingen, met het equivalent van drie lestijden in het eerste jaar, en twee lestijden in het tweede en derde jaar;

4° het domein “menswetenschappen en opvoeding tot filosofie en burgerzin, religie of ethiek”:

a) de opleiding geschiedenis, aardrijkskunde, economie en sociale wetenschappen, met het equivalent van vier lestijden;

b) de cursus filosofie en burgerzin in de officiële scholen en de niet-confessionele vrije scholen die de keuze bieden tussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer, met het equivalent van één of, in geval van een vrijstelling, twee lestijden;

c) een cursus godsdienst of niet-confessionele zedenleer met het equivalent van twee lestijden in confessionele vrije scholen en niet-confessionele vrije scholen die niet de keuze bieden tussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer, of één lestijd in officiële scholen en niet-confessionele vrije scholen die de keuze bieden tussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer.

5° in het domein “lichamelijke opvoeding, welzijn en gezondheid”:

a) lichamelijke opvoeding en gezondheid, met het equivalent van drie lestijden.

§ 2. De opleidingen bedoeld in paragraaf 1, lid 2, 1°, a), 3°, b), 3°, c), en 4°, a), mogen elk worden gegeven in één les of aparte lessen.

Voor de lestijden bedoeld in paragraaf 1, lid 2, 3°, c), moet een lestijd worden voorbehouden voor het digitale gedeelte in het eerste jaar, en minstens één lestijd in het tweede of derde jaar.

De inrichtende macht of haar afgevaardigde bepaalt de titel van de lessen en activiteiten bedoeld in paragraaf 1, lid 2, en bepaalt of ze overeenstemmen met de lessen en activiteiten bedoeld in artikel 7 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de titels en functies in het basis- en secundair onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 3. De domeinen bedoeld in artikel 1.4.2-3, 6° en 7°, komen overeen met zestig lestijden over drie jaar, transversaal gegeven tijdens de andere lessen.

Een persoonlijke begeleiding wordt verzekerd voor het equivalent van twee wekelijkse lestijden. Deze periodes van persoonlijke begeleiding worden georganiseerd over verschillende vakken of over alle vakken. Ze kunnen worden georganiseerd over heel het jaar of worden samengevoegd op bepaalde tijdstippen.

In de tweetalige klassen Frans-gebarentaal, worden de twee lestijden culturele en artistieke opvoeding of de lessen moderne taal II voorbehouden voor de lessen gebarentaal en dovenscultuur.

Art.2.2.2-2. § 1. Na de collectieve actie waartoe het pedagogisch team heeft bijgedragen en na gunstig advies van het lokaal orgaan voor sociaal overleg, kan de inrichtende macht of haar afgevaardigde beslissen om 2 lestijden toe te voegen die voorbehouden zijn aan persoonlijke begeleiding, zoals bedoeld in artikel 2.2.2-1, § 3, aan de 32 lestijden bedoeld in artikel 2.2.2-1, § 1, en opteren voor een van de volgende alternatieve lesroosters:

1° een lesrooster van 34 lestijden van 45 minuten, zoveel mogelijk gegroepeerd in tijdvakken van 90 minuten;

2° een lesrooster van 32 lestijden van 50 minuten en de organisatie van achttien halve dagen geconcentreerd leren die overeenkomen met het equivalent van 2 wekelijkse lestijden van de vakken bedoeld in artikel 2.2.2-1, § 1;

3° een lesrooster van 30 lestijden van 50 minuten en de organisatie van vier weken geconcentreerd leren die overeenkomen met het equivalent van 4 wekelijkse lestijden van de vakken bedoeld in artikel 2.2.2-1, § 1.

Als er geen lokaal orgaan voor sociaal overleg is, is de organisatorische regel bedoeld in artikel 2.2.1-1 van toepassing.

Wanneer een school kiest voor de regeling bedoeld in het eerste lid, 1°, mag het toegelaten aantal dagen tijdens dewelke de lessen mogen worden opgeschort bedoeld in artikel 1.9.3-1, lid 1, 1°, worden verkort tot 5 dagen.

Wanneer een school kiest voor de regeling bedoeld in het eerste lid, 3°, mag het toegelaten aantal dagen tijdens dewelke de lessen mogen worden opgeschort bedoeld in artikel 1.9.3-1, lid 1, 1°, worden verkort tot 10 dagen.

§ 2. Met een afwijking toegekend door de Minister, mag de inrichtende macht of haar afgevaardigde, na gunstig advies van het lokaal orgaan voor sociaal overleg, andere organisatorische regels aannemen opdat de jaarlijkse volumes van elk vak gelijk zouden zijn aan die van de toepassing van de regeling bedoeld in artikel 2.2.1-1.

Art.2.2.2-3. In de lagere Raad van het secundair onderwijs, volgt de leerling de moderne taal I die hij in het lager onderwijs heeft gekozen.

Maar met een afwijking toegekend door de Minister in uitzonderlijke gevallen, kunnen de ouders, bij inschrijving in het eerste jaar, een andere moderne taal I kiezen dan die werd gevolgd in het lager onderwijs.

Art.2.2.2-4. Er kunnen één of twee extra lestijden voor remediëring worden georganiseerd buiten het lesrooster bedoeld in de artikelen 2.2.2-1 en 2.2.2-2.



Art.2.2.2-5. § 1. Met het oog op de opbouw van haar oriëntatieproject, biedt elke school aan de leerlingen van de eerste Raad, activiteiten tot rijpwording van hun persoonlijke keuzes, met medewerking van het team van het PMS-centrum. Elke school organiseert deze activiteiten tijdens minstens het equivalent van drie dagen over de Raad.

Elke secundaire school brengt de leerlingen van de lagere Raad door bezoeken, zoals bedoeld in artikel 7bis, § 2, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs of observatie- en initiatiestages, zoals bedoeld in artikel 7bis, § 5, van dezelfde wet, in contact met scholen die de overgangsafdeling of kwalificatieafdeling organiseren of met de centra voor competentie en beroepsreferentie, of met centra voor geavanceerde technologieën, of met ondernemingen.

De informatie, bezoeken en stages werken een positieve oriëntatie van de leerlingen aan het eind van de eerste Raad in de hand.

§ 2. In samenwerking met het PMS-centrum informeert elke secundaire school de leerlingen van de lagere Raad en hun ouders over:

1° de opleidingen ingericht in de overgangsafdeling van de hogere Raad, met inbegrip van de artistieke opleidingen;

2° de opleidingen ingericht in de kwalificatieafdeling van de hogere Raad, met inbegrip van de artistieke opleidingen;

3° de alternerende opleidingen ingericht overeenkomstig het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs.

#### HOOFDSTUK III. — *Leerdifferentiatie*

Art.2.2.2.3-1. Om rekening te houden met de heterogeniteit van de klassen, implementeert de inrichtende macht of haar afgevaardigde differentiatiepraktijken, alsook een betere omkadering tijdens de periodes van persoonlijke begeleiding.

Art.2.2.2.3-2. De inrichtende macht of haar afgevaardigde implementeert in elk geval persoonlijke begeleiding inclusief minstens het equivalent van de omkadering van twee klassen door drie leerkrachten gedurende twee wekelijkse lestijden.

Naast de persoonlijke begeleiding bedoeld in het eerste lid, valt de toekenning van de middelen bedoeld voor differentiatie onder de autonomie van de inrichtende macht. De gebruikte praktijkhulpmiddelen moeten worden beschreven in de doelstellingenovereenkomst.

De toekenning van de middelen toegewezen voor de omkadering van leerlingen toegelaten in het secundair onderwijs hoewel ze niet (volledig) geslaagd waren voor de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift op het einde van het zesde jaar van de lagere school, volgens de nadere regels bedoeld in artikel 2.3.2-12, mag niet leiden tot de oprichting van permanente groepen-klassen van leerlingen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Lesrooster voor de leerlingen in het taalbadonderwijs*

Art.2.2.4-1. Wanneer een gedeelte van het lesrooster is voorbehouden aan taalbadonderwijs in de zin van artikel 1.8.3-1, dekt dit gedeelte:

1° tijdens het derde jaar van het kleuteronderwijs en de eerste twee jaren van de lagere school, minstens 8 lestijden en maximaal 21 lestijden wanneer het taalbadonderwijs één moderne taal betreft, of minstens de helft van de lestijden en maximaal drie vierde van de lestijden wanneer het taalbadonderwijs gebarentaal betreft;

2° van het derde tot het zesde jaar van de lagere school,

a) wanneer het taalbadonderwijs een moderne taal betreft, minstens 8 lestijden en maximaal 18 lestijden voor leerlingen die in het derde jaar van het kleuteronderwijs of in het eerste jaar van het lager onderwijs zijn begonnen met het taalbadonderwijs, en minstens 12 lestijden en maximaal 18 lestijden voor leerlingen die in het derde jaar van het lager onderwijs zijn begonnen met het taalbadonderwijs;

b) wanneer het taalbadonderwijs gebarentaal betreft, minstens een vierde van de lestijden en maximaal twee derde van de lestijden.

3° tijdens de lagere Raad van het secundair onderwijs, minstens 8 lestijden en maximaal 13 lestijden. De lestijden voorbehouden aan de disciplines bedoeld in artikel 2.2.2-1, § 1, lid 2, 1°, a), en 3°, a), mogen niet worden georganiseerd in het kader van taalbadonderwijs in een moderne taal.

Wanneer taalbadonderwijs in een moderne taal wordt ingericht in een school of vestiging, worden de lessen moderne taal I of moderne taal II bedoeld in de artikelen 2.2.1-7 en 2.2.2-1, § 1, lid 2, 2° en 3°, opgenomen in het gedeelte van het lesrooster voorbehouden aan taalbadonderwijs zoals bepaald in lid 1, 2° en 3°, voor zover deze overeenkomen met de taal waarin het taalbadonderwijs wordt gegeven. In dat geval betreft de leerstof die tijdens deze lessen wordt behandeld specifiek de competenties gekoppeld aan de beheersing van de taal in kwestie en de specifieke woordenschat van de disciplines die in aanmerking komen voor taalbadonderwijs.

De lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer, alsook de tweede lestijd van de les filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 1.7.5-1, maken niet deel uit van het gedeelte van het lesrooster dat in aanmerking komt voor taalbadonderwijs.

#### TITEL III. — *Leerlingentraject*

##### HOOFDSTUK I. — *Het ritme van de leerling*

Art.2.3.1-1. De leerling legt zijn schooltraject langs de gemeenschappelijke kern doorlopend af.

Door differentiatiepraktijken te implementeren en vormevaluaties uit te voeren maakt de school het voor elke leerling mogelijk om de leerstof van de zeven domeinen bedoeld in artikel 1.4.2-3 op zijn eigen ritme eigen te maken.

Art.2.3.1-2. Het pedagogisch team implementeert zo vroeg mogelijk in het schooljaar differentiatiestelsels en nadere regels voor persoonlijke begeleiding in zijn doelstellingenovereenkomst.

In dit kader houdt het, in het eerste jaar van het secundair onderwijs, rekening met leerlingen die zijn toegelaten tot het secundair onderwijs hoewel ze niet (volledig) geslaagd waren voor de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift op het einde van het zesde jaar van de lagere school.

Art.2.3.1-3. § 1. Voor leerlingen van wie de leerbaarheid blijven bestaan ondanks de in artikel 2.3.1-2 beschreven stelsels, implementeert het pedagogisch team, uiterlijk op 31 oktober, specifieke aanvullende stelsels voor differentiatie en persoonlijke begeleiding.

De ouders van de leerlingen in kwestie worden geïnformeerd over deze stelsels en indien nodig vindt er overleg plaats.

De specifieke stelsels worden vermeld in een individueel leerlingendossier.

§ 2. Voor leerlingen van wie de leermoeilijkheden worden aangetoond na 31 oktober, worden de specifieke aanvullende stelsels voor differentiatie en persoonlijke begeleiding zo snel mogelijk geïmplementeerd en uiterlijk bij de evaluatie vermeld in artikel 2.3.1-4 vermeld in een individueel leerlingendossier.

Art.2.3.1-4. § 1. De stelsels voor differentiatie en persoonlijke begeleiding worden regelmatig geëvalueerd door het pedagogisch team en, in voorkomend geval, aangepast.

§ 2. De specifieke stelsels voor differentiatie en persoonlijke begeleiding bedoeld in artikel 231-3 worden uiterlijk op 31 januari geëvalueerd door het pedagogisch team dat, samen met het PMS-centrum, de vereiste aanpassingen aanbrengt.

De evaluatie en, in voorkomend geval, de aanpassingen bedoeld in het eerste lid, worden meegedeeld aan de ouders van de leerlingen in kwestie.

De evaluatie en, in voorkomend geval, de aanpassingen bedoeld in het eerste lid, worden vermeld in een individueel leerlingendossier.

Art.2.3.1-5. Op vraag van de ouders en na een gemotiveerd advies van het pedagogisch team, kunnen de leerlingen uitzonderlijk een klas overslaan. In dit geval moet vooraf het advies van het PMS-centrum worden ingewonnen.

Art.2.3.1-6. § 1. Op het einde van het schooljaar kan het pedagogisch team beslissen om een leerling een jaar te laten overdoen op voorwaarde dat vooraf een specifiek stelsel zoals bedoeld in artikel 2.3.1-3 werd geïmplementeerd en geëvalueerd volgens de nadere regels van artikel 2.3.1-4, § 2, en dat blijkt dat dit specifiek stelsel de leerling onvoldoende heeft geholpen zijn leermoeilijkheden te overwinnen om met succes het volgende jaar van de gemeenschappelijke kern te kunnen voortzetten.

De Regering bepaalt de nadere regels volgens dewelke de implementatie van het stelsel en de evaluatie ervan bedoeld in het vorige lid wordt geattesteerd.

§ 2. De beslissing om een leerling een jaar te laten overdoen bedoeld in paragraaf 1 wordt genomen na deliberatie met alle leden van het pedagogisch team die betrokken zijn bij de leerling en een lid van het PMS-centrum. De directeur van de school zit de deliberatie voor.

Wanneer wordt beslist om een leerling een jaar te laten overdoen, stelt de inrichtende macht of haar afgevaardigde een intern overleg voor met de ouders, die zich mogen laten vergezellen door een derde, een of meer leden van het pedagogisch team dat betrokken is bij de leerling en het lid van het PMS-centrum, dat aanwezig was op de in het vorige lid bedoelde deliberatie.

Dit overleg moet uiterlijk worden beëindigd op 30 juni voor beslissingen om een leerling een jaar te laten overdoen genomen in juni en binnen 5 schoolwerkdagen volgend op de deliberatie in september.

Na het overleg bevestigt de inrichtende macht of haar afgevaardigde al dan niet de beslissing om een leerling een jaar te laten overdoen en wordt de beslissing voorgelegd aan het schriftelijk akkoord van de ouders met een formulier waarvan het model door de Regering wordt vastgelegd.

Is er geen schriftelijk akkoord van de ouders voor de beslissing om een leerling een jaar te laten overdoen, wordt de beslissing systematisch teruggestuurd door de inrichtende macht of haar afgevaardigde naar een Raad van beroep opgericht om dergelijke beslissingen te behandelen.

De samenstelling en de werking van de Raad van beroep worden vastgelegd door de Regering.

De Raad van beroep controleert of de voorwaarden voor een jaar overdoen bedoeld in paragraaf 1 zijn nageleefd. Hiertoe onderzoekt de Raad alle elementen op grond waarvan de beslissing om een leerling een jaar te laten overdoen is gebaseerd, waaronder de interne en, in voorkomend geval, externe evaluaties. De Raad van beroep kan de beslissing om een leerling een jaar te laten overdoen vernietigen.

§ 3. De beslissing om een leerling een jaar te laten overdoen wordt geformaliseerd volgens het door de Regering bepaald model en wordt vermeld in een individueel leerlingendossier.

Art.2.3.1-7. Bij het begin van het schooljaar zal het pedagogisch team voor de leerling die een jaar moet overdoen een specifiek stelsel voor differentiatie en persoonlijke begeleiding implementeren en aanpassen in toepassing van artikel 2.3.1-6.

Dit specifieke stelsel wordt opgesteld rekening houdend met:

1° elementen waarvan op de deliberatie van het pedagogisch team in het basisonderwijs, of door de klassenraad in het secundair onderwijs, werd vastgesteld dat moesten worden versterkt;

2° een collectieve evaluatie van het specifieke stelsel dat vorig jaar werd geïmplementeerd.

Dit specifieke stelsel kan voorzien in aanpassingen aan het individueel lesrooster van de leerling die een jaar moet overdoen.

Art.2.3.1-8. In het kleuteronderwijs kan de Minister een leerling uitzonderlijk de toelating geven om in het derde jaar van het kleuteronderwijs een aanvullend jaar te volgen; in dat geval moet hij regelmatig naar school komen. De ouders dienen deze aanvraag in volgens de nadere regels die zijn vastgelegd door de Regering.

Deze toelating kan enkel worden verstrekt om uitzonderlijke gronden en inzonderheid na advies van de inrichtende macht of haar afgevaardigde en het PMS-centrum. Wordt de toelating geweigerd, kunnen de ouders echter vragen om de leerling het derde jaar van het kleuteronderwijs te laten overdoen met het akkoord van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, maar, in dat geval, komt de leerling niet in aanmerking voor de berekening van de omkadering en de dotaties of werkingsubsidies. Er kan een beroep worden ingesteld volgens de nadere regels die zijn vastgelegd door de Regering.

Art.2.3.1-9. § 1. In het kader van de toepassing van artikel 2.3.1-1 wordt een stelsel opgericht dat de samenwerking bevordert van alle actoren betrokken bij de opbouw van de toekomst van de leerlingen om zich in te zetten voor een dynamiek voor de bevordering van de potentiële bekwaamheden van elke leerling om hen naar succes te leiden.

Dit stelsel is ontworpen om de bekwaamheden opnieuw te laten gelden inzake pedagogische praktijken die gunstig zijn voor de differentiatie van leerprocessen, het studentensucces en de integratie in de schoolomgeving.

Dit stelsel is bedoeld voor alle scholen of PMS-centra die zich bezighouden met het opbouwen van alternatieve methoden voor het behoud of blijven zitten van leerlingen van 2,5 jaar tot 15 jaar.

Dit stelsel maakt deel uit van een kader dat creatieve benaderingen en innovatie op het gebied van onderwijs ondersteunt door middel van de identificatie en het overbrengen van relevante praktijken;

§ 2. De doelstellingen van het stelsel zijn:

1° innovatieve benaderingen van de onderwijsteams te bevorderen of bestaande praktijken versterken waardoor alle kinderen zich kunnen ontwikkelen en leren;

2° de rijpwording van dergelijke projecten begeleiden om ze bekend te maken en te erkennen, op het niveau van de Franse Gemeenschap, door verspreiding en uitwisseling van informatie, praktijken en ervaringen;

Inzonderheid beoogt dit stelsel:

1° het bevorderen van aangepaste en gedifferentieerde trajecten waarbij positief rekening wordt gehouden met de verschillende ritmes en de diversiteit van contexten;

2° een jaar overdoen vermijden door de moeilijkheden die leerlingen ondervinden zo snel mogelijk te identificeren, te diagnosticeren en te behandelen met gedifferentieerde benaderingen.

§ 3. De actoren die betrokken zijn bij het stelsel zijn:

1° de lokale actoren, d.w.z. alle volwassenen die de kinderen begeleiden van 2,5 tot 15 jaar: leerkrachten, directeurs, ambtenaren van de PMS-centra of een andere tussenkommende persoon die samenwerkt met de onderwijsteams binnen de scholen, in rechtstreeks contact met kinderen;

2° intermediaire actoren, ter ondersteuning van plaatselijke actoren, inzonderheid pedagogische adviseurs, leden van de algemene inspectie, opleiders - hetzij voor voortgezette opleiding of initiële opleiding.

§ 4. Om de acties van de in § 3 bedoelde actoren te ondersteunen, te begeleiden en te coördineren, is de Regering belast met het oprichten van een operationeel en informatie-uitwisselingscomité, voorgezeten door de Administratie, waarvan de opdrachten, de nadere regels van werking en de samenstelling door de Regering bepaald worden.

§ 5. Voor het documenteren en verspreiden van praktijken en ervaringen die op het veld worden uitgevoerd, is de Regering belast met het oprichten van een ondersteuningscel waarvan de opdrachten en de samenstelling door de Regering bepaald worden.

## HOOFDSTUK II. — *Getuigschrift van basisonderwijs*

Art.2.3.2-1. Het getuigschrift van basisonderwijs bekrachtigt het slagen voor het lager onderwijs.

De Regering bepaalt het model van het getuigschrift van basisonderwijs.

Art.2.3.2-2. § 1. Het getuigschrift van basisonderwijs wordt uitgereikt aan elke leerling die geslaagd is voor de gemeenschappelijke externe proef.

§ 2. Het getuigschrift van basisonderwijs wordt ook uitgereikt:

1° aan elke leerling die niet kon deelnemen aan de volledige of gedeeltelijke gemeenschappelijke externe proef, volgens de nadere regels van artikel 2.3.2-10;

2° aan elke leerling die wordt toegelaten tot het tweede jaar van het secundair onderwijs;

3° aan elke leerling die, in het gespecialiseerd onderwijs, voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 27 van het decreet van 3 maart 2004 betreffende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

4° aan de personen die niet meer leerplichtig zijn volgens de examencommissie bedoeld in artikel 2.3.2-14.

Art.2.3.2-3. Alle leerlingen ingeschreven in het zesde jaar van het gewoon lager onderwijs worden onderworpen aan de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met het getuigschrift van basisonderwijs.

Deze proef is ook toegankelijk voor leerlingen van het gespecialiseerd lager en secundair onderwijs alsook, op vraag van de ouders, of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, voor alle leerplichtige minderjarigen die minstens 11 jaar zijn op 31 december van het jaar van de proef en die niet ingeschreven zijn in het zesde jaar van het lager onderwijs.

De verzoekschriften bedoeld in het vorige lid worden overgemaakt aan de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs, voor 30 april van het lopende schooljaar.

De Regering bepaalt de nadere regels volgens welke de verzoekschriften moeten worden ingediend.

Art.2.3.2-4. De gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift betreft de beheersing van de verwachte kennis, knowhow en competenties op het einde van het lager onderwijs zoals bepaald in het referentiesysteem van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 1.4.2-2.

Ze omvat vragen over elk van de domeinen bedoeld in artikel 1.4.2-3.

Voor de scholen die, overeenkomstig artikel 1.4.4-1, § 1, een afwijking genieten van het referentiesysteem van de gemeenschappelijke kern, wordt de gemeenschappelijke externe proef aangepast door de algemene inspectiedienst. Deze aanpassing betreft eventuele vragen die niet zouden overeenkomen met het referentiesysteem van de gemeenschappelijke kern van de scholen in kwestie. De aanpassing bestaat uit vragen van hetzelfde niveau.

Art.2.3.2-5. Voor het ontwerpen van de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift en het opstellen van richtlijnen voor het afnemen, verbeteren en slagen van de proef, richt de Regering een werkgroep op die zijn opdrachten uitvoert onder de coördinatie van de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 1.6.4-1.

De leden van de werkgroepen en, in voorkomend geval, de universitaire onderzoeksteams alsook elke andere persoon die bij deze werkzaamheden betrokken is, zijn tot de striktste geheimhouding verplicht wat betreft de inhoud van de proeven, behalve de communicatie die is toegestaan voor de nadere regels bepaald door de Regering. Bij overtreding is artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

Art.2.3.2-6. § 1. De Regering bepaalt de regels voor inschrijven, afnemen, corrigeren en slagen voor de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift.

§ 2. De regels voor het afnemen zijn dezelfde voor alle scholen. Ze worden telkens aangepast aan de specifieke situaties van leerlingen die aan sensorische en/of motorische afwijkingen lijden, die leerstoornissen hebben of een lichte mentale achterstand hebben.

De naleving van de instructies en de nadere regels betreffende het afnemen behoort tot de verantwoordelijkheid van de directeur van de school.

§ 3. De regels voor het corrigeren worden bepaald om de onpartijdigheid en vertrouwelijkheid te garanderen.

De naleving van de instructies en de nadere regels betreffende het corrigeren behoort tot de verantwoordelijkheid van elke inspecteur lager onderwijs voor de scholen waar hij zijn opdrachten uitvoert.

Art.2.3.2-7. § 1. Uiterlijk twee weken voor het begin van de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift stelt elke inspecteur de bevoegde examencommissie samen om te beslissen over het slagen voor de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift voor alle leerlingen die naar de scholen gaan waar hij zijn opdrachten uitoefent, alsook voor de leerlingen bedoeld in artikel 2.3.2-3, lid 2, die ofwel naar een gespecialiseerde school gaan gelegen op hetzelfde grondgebied als de scholen voor gewoon onderwijs waarin deze inspecteur zijn opdrachten uitoefent, ofwel die hun woonplaats hebben op hetzelfde grondgebied en die niet naar een school van het gespecialiseerd onderwijs gaan, noch naar een zesde jaar van het gewoon onderwijs.

De examencommissie is samengesteld uit:

1° de inspecteur die het voorzitterschap waarneemt;

2° vier directeurs;

3° vier onderwijzers die hun volledige of gedeeltelijke opdracht in het vijfde of het zesde jaar van het lager onderwijs uitoefenen;

4° twee leerkrachten die hun volledige of gedeeltelijke opdracht in de eerste Raad van het secundair onderwijs uitoefenen in een van de vakken bedoeld in 2.3.2-4, tweede lid. Deze leerkrachten worden aangewezen volgens de door de Regering nader te bepalen regels.

§ 2. Indien het aantal leerlingen dat ingeschreven is voor de gemeenschappelijke proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift, hoger is dan 250, kan een extra examencommissie worden samengesteld, enzovoort per schijf van 250 ingeschreven leerlingen.

Voor elke extra examencommissie kan de inspecteur zijn voorzitterschap delegeren aan een schooldirecteur die hij aanwijst.

In dit geval zorgt zij ervoor dat de aangewezen schooldirecteur niet degene is van een van de scholen waarvan de leerlingen betrokken zijn bij de werkzaamheden van de extra examencommissie bedoeld in het vorige lid.

§ 3. Bij de samenstelling van de examencommissie zorgt de inspecteur voor een evenwichtige vertegenwoordiging van de verschillende onderwijsnetten en voor een samenstelling die de objectiviteit van de beslissingen garandeert.

§ 4. Wanneer de directeurs en de leerkrachten aan de vergaderingen van de examencommissie deelnemen, worden ze als in dienstactiviteit beschouwd.

§ 5. De beslissingen van de examencommissie worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De notulen van de beslissingen van de examencommissie, ondertekend door de voorzitter en van de leden van de examencommissie, worden door de inspecteur aan het Algemeen Bestuur Onderwijs overgemaakt.

§ 6. Wanneer de leerkrachten aan de vergaderingen van de werkgroep deelnemen, worden ze als in dienstactiviteit beschouwd en komen ze in aanmerking voor de terugbetaling van hun verplaatsings- en verblijfskosten onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van rang 12 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art.2.3.2-8. De resultaten van de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift, kunnen geen aanleiding geven tot de rangschikking van de leerlingen of scholen, behalve voor de behoeften die het resultaat zijn van de toepassing voor de diensten van de Regering van de decretale of reglementaire bepalingen. Het is verboden dit te vermelden, inzonderheid voor doeleinden inzake reclame of concurrentie tussen scholen.

De personeelsleden en de inrichtende machten van scholen die de resultaten van de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift, kennen, zijn daartoe tot beroepsgeheim gehouden. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

De niet-naleving van het verbod op openbaarmaking is een oneerlijke praktijk in de zin van artikel 1.7.3-3.

Art.2.3.2-9. § 1. De examencommissie bedoeld in artikel 2.3.2-7, reikt het getuigschrift van basisonderwijs uit aan elke leerling die geslaagd is voor gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift.

§ 2. In de scholen van het gespecialiseerd onderwijs waarvan de leerlingen aan de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift hebben deelgenomen, is het de klassenraad zoals bepaald in artikel 4, § 1, 10° van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, die het getuigschrift van basisonderwijs uitreikt aan elke leerling die geslaagd is voor de gemeenschappelijke proef.

Art.2.3.2-10. § 1. Het pedagogisch team kan het getuigschrift van basisonderwijs uitreiken aan de leerling die niet kon deelnemen aan de volledige of gedeeltelijke gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift, inzonderheid wegens ziekte of wegens de annulatie van een gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift (of een deel ervan) en, in voorkomend geval, aan de leerling die niet kon voldoen wegens uitzonderlijke, door de Regering vastgelegde omstandigheden.

§ 2. Het pedagogisch team baseert zijn beslissing op een dossier dat het afschrift van de verslagen van de laatste twee schooljaren van het lager onderwijs van de leerling bevat, zoals overgemaakt aan de ouders, alsook een uitgebreid verslag van de leerkracht over welke verwachtingen daadwerkelijk werden behaald door de leerling en alle andere elementen waarvan hij vindt dat er rekening mee moet worden gehouden.

Wanneer een leerling minder dan twee schooljaren naar het basisonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap gaat, volstaat het afschrift van de verslagen van één schooljaar.

Het pedagogisch team voegt nog elk ander element aan het dossier toe dat het nuttig acht.

De notulen van de beslissingen van het pedagogisch team worden opgenomen in een

ad-hoc register en bevatten de handtekening van de directeur en de andere leden van het pedagogisch team. De lijst met leerlingen die het getuigschrift van basisonderwijs hebben gekregen, wordt ook bij de notulen gevoegd.

Het register en de dossiers van de leerlingen worden gedurende tien jaar bijgehouden in de archieven van de school. De in het eerste lid genoemde leerlingenlijst wordt gedurende twintig jaar bijgehouden. Een eensluitend afschrift van deze lijst wordt overgemaakt aan de diensten van de Regering, binnen vijf schoolwerkdagen die volgen op de beslissing van het pedagogisch team.

§ 3. De directie van de school houdt alle documenten met betrekking tot de beslissing over de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs ter beschikking van de inspecteur van het lager onderwijs volgens de nadere regels bedoeld in dit artikel. De inspecteur van het lager onderwijs kan deze documenten in de school Raadplegen.

Art.2.3.2-11. Tegen de beslissing tot weigering van uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs door de examencommissie bedoeld in artikel 2.3.2-7 of door het pedagogisch team in de veronderstelling bepaald in artikel 2.3.2-10 kan beroep worden ingesteld voor de Raad van beroep volgens de nadere regels zoals vastgelegd door de Regering.

De Raad van beroep kan de beslissing van de examencommissie of het pedagogisch team vervangen door een beslissing om het getuigschrift van basisonderwijs wel uit te reiken.

Art.2.3.2-12. § 1. Bij het niet toekennen van het getuigschrift van basisonderwijs, kan het pedagogisch team ofwel de leerling de toestemming geven om zich in te schrijven in het eerste jaar van het secundair onderwijs ofwel, indien het van mening is dat de leerling het secundair niet met vrucht zal volgen, de leerling in het zesde jaar van de lagere school houden volgens de nadere regels van artikel 2.3.1-6.

§ 2. Voor elke leerling die het getuigschrift van basisonderwijs niet toegekend krijgt, stelt het pedagogisch team een overzicht op van de kennis, knowhow en competenties die betrekking hebben op de beheersing van de in de referentiesystemen voor 12 jaar vastgelegde verwachtingen met vermelding van de partijen van de gemeenschappelijke externe proef die bekrachtigd wordt met een getuigschrift, waarvoor de leerling, in voorkomend geval, geslaagd is. De Regering bepaalt het model van dit overzicht van kennis, knowhow en competenties.

Wanneer een van deze leerlingen ingeschreven is in het secundair onderwijs, maakt de directeur van de lagere school het overzicht van kennis, knowhow en competenties bedoeld in het eerste lid onmiddellijk over aan de secundaire school wanneer deze hierom verzoekt.

Art.2.3.2-13. Op voorstel van de sturingscommissie kan de Regering een representatieve steekproef van de verbeterde afschriften van de gemeenschappelijke externe proef aanvragen die anoniem worden gehouden om de verworven kennis van de leerlingen na het lager onderwijs globaal te beoordelen.

Art.2.3.2-14. Jaarlijks wordt in elke zone een examen georganiseerd dat toegankelijk is voor iedereen die zijn woonplaats heeft in die zone, niet langer leerplichtig is en niet beschikt over het getuigschrift van basisonderwijs.

Minstens één maand voor het examen komen de inspecteurs van eenzelfde zone samen om de lijst met kandidaten voor het examen op te stellen. Voor elke inspectiezone wordt een examencommissie samengesteld.

Art.2.3.2-15. Uiterlijk op 31 oktober informeert de inspectie de alfabetiserings- of opleidingsorganisaties voor volwassenen, die erkend zijn door de Franse Gemeenschap en waarvan de administratieve zetel in zijn kanton is gevestigd, schriftelijk over de organisatie van het examen. Ze kan ook reclame maken voor het examen bij andere organisaties en bij individuen indien zij dit nuttig acht.

Art.2.3.2-16. De inspecteurs van eenzelfde zone bepalen in onderling akkoord de uiterste inschrijvingsdatum. De kandidaten moeten zich individueel zelf inschrijven bij de inspectie van hun woonplaats. De volgende stukken voegen ze toe:

- 1° een door de kandidaat zelfgeschreven werkstuk over een onderwerp naar keuze;
- 2° een verslag met een beschrijving van het werkproces om tot het werkstuk te komen.

Dit onder 2° bedoelde verslag mag de kandidaat samen met zijn lesgevers opstellen. Deze laatsten, alsook de andere personen op wie de kandidaat een beroep doet voor dit werkstuk, mogen hun opmerkingen en overwegingen toevoegen.

De onder 1° en 2° vermelde documenten moeten, in voorkomend geval, in drievoud worden opgesteld.

Art.2.3.2-17. Op vraag van gedetineerden die het getuigschrift van basisonderwijs willen verkrijgen, wordt jaarlijks ook een examen georganiseerd in een lokaal in de gevangenis waar ze opgesloten zitten.

Art.2.3.2-18. De inspectie kan ook extra examens organiseren om in te gaan op specifieke verzoeken.

Art.2.3.2-19. De inspecteur met de hoogste anciënniteit in functie zit de examencommissie voor bedoeld in artikel 2.3.2-14. Elke examencommissie omvat, naast de voorzitter, één of twee andere leden van de inspectie van dezelfde zone. Voor de kandidaten die zich hebben voorbereid met behulp van een door de Franse Gemeenschap erkende organisatie voor alfabetisering of volwassenenonderwijs, telt de examencommissie bovendien nog één of twee vertegenwoordigers van deze organisatie.

Voor het examen bedoeld in artikel 2.3.2-17, bestaat de examencommissie uit de inspectie die het voorzitterschap waarneemt, een of twee andere leden van de inspectie van het lager onderwijs en een of twee vertegenwoordigers van de door de Franse Gemeenschap erkende organisatie voor alfabetisering en gedetineerdenonderwijs.

Voor de examens bedoeld in artikel 2.3.2-18, bestaat de examencommissie uit één inspecteur die het voorzitterschap waarneemt en twee andere inspecteurs van de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs.

Art.2.3.2-20. Het examen omvat de volgende proeven:

- 1° het schriftelijk werkstuk bedoeld in artikel 2.3.2-16, eerste lid, 1°;
- 2° een mondelinge presentatie van dit werkstuk door de kandidaat.

Tijdens de mondelinge presentatie die niet langer mag duren dan 3 sessies van 50 minuten, stelt de examencommissie alle vragen die ze noodzakelijk acht voor de evaluatie:

- 1° van het persoonlijke gedeelte van de kandidaat in het schriftelijke werkstuk;
- 2° het verwerven en gebruiken bij het opstellen en redigeren van het werkstuk, van de in de referentiesystemen vastgelegde verwachtingen.

Art.2.3.2-21. Na het examen komt de examencommissie samen om te delibereren over elke kandidaat. Ze houdt op dezelfde manier rekening met de prestaties van beide werkstukken. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend. De geslaagde kandidaten ontvangen het getuigschrift van basisonderwijs.

De notulen van de beslissingen van de examencommissie worden opgenomen in een ad-hocregister en bevatten de handtekening van de voorzitter en de leden van het pedagogisch team. De lijst met kandidaten die het getuigschrift van basisonderwijs hebben gekregen, wordt ook bij de notulen gevoegd.

Het register wordt gedurende tien jaar bijgehouden in de archieven van de inspectie.

HOOFDSTUK III. — *Getuigschrift van de gemeenschappelijke kern*

Art.2.3.3-1. Het getuigschrift van de gemeenschappelijke kern bekrachtigt het slagen voor de gemeenschappelijke kern van de lagere Raad van het secundair onderwijs.

De Regering bepaalt het model van het getuigschrift van de gemeenschappelijke kern.

Art.2.3.3-2. § 1. Het getuigschrift van de gemeenschappelijke kern wordt uitgereikt op grond van een gemeenschappelijke externe proef georganiseerd na afloop van de gemeenschappelijke kern.

De externe proef betreft alle domeinen bedoeld in artikel 1.4.2-3.

§ 2. Het getuigschrift van de gemeenschappelijke kern kan ook worden uitgereikt door een examencommissie ingericht met het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs.

Art.2.3.3-3. Alle leerlingen ingeschreven in het derde jaar van het gewoon secundair onderwijs en van vorm 4 van het gespecialiseerd secundair onderwijs worden onderworpen aan de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met het getuigschrift van de gemeenschappelijke kern.

Deze proef is ook toegankelijk voor leerlingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs alsook, op vraag van de ouders, of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, voor alle leerplichtige minderjarigen die minstens 14 jaar worden in het de loop van het kalenderjaar en die niet ingeschreven zijn in het derde jaar van het secundair onderwijs. De Regering bepaalt de nadere regels voor inschrijving voor deze proef.

Art.2.3.3-4. De gemeenschappelijke externe proef betreft de beheersing van de verwachte kennis, knowhow en competenties op het einde van de gemeenschappelijke kern zoals bepaald in het referentiesysteem van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 1.4.2-2.

Voor de scholen die, overeenkomstig artikel 1.4.4-1, § 1, een afwijking genieten van de referentiesystemen van de gemeenschappelijke kern, wordt de gemeenschappelijke externe proef aangepast door de algemene inspectiediensten. Deze aanpassing betreft eventuele vragen die niet zouden overeenkomen met het referentiesysteem van de gemeenschappelijke kern van de scholen in kwestie. De aanpassing bestaat uit vragen van hetzelfde niveau.

Art.2.3.3-5. Voor het ontwerpen van de gemeenschappelijke externe proef en het opstellen van richtlijnen voor het afnemen, verbeteren en slagen van de proef, richt de Regering werkgroepen op gecoördineerd door de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 1.6.4-1.

De leden van de werkgroepen en, in voorkomend geval, de universitaire onderzoeksteams alsook elke andere persoon die bij deze werkzaamheden betrokken is, zijn tot de striktste geheimhouding verplicht wat betreft de inhoud van de proeven, behalve de communicatie die is toegestaan voor de nadere regels bepaald door de Regering. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

Art.2.3.3-6. § 1. De Regering bepaalt de regels voor inschrijven, afnemen, corrigeren en slagen voor de gemeenschappelijke externe proef.

§ 2. De regels voor het afnemen zijn dezelfde voor alle scholen. Ze worden telkens aangepast aan de specifieke situaties van leerlingen met specifieke behoeften die aan sensorïele en/of motorische afwijkingen lijden, die leerstoornissen hebben of een lichte mentale achterstand hebben.

De examens vinden tegelijkertijd plaats in alle klassen en deelnemende scholen.

§ 3. De regels voor het corrigeren worden bepaald om de onpartijdigheid en vertrouwelijkheid te garanderen.

§ 4. De resultaten van de gemeenschappelijke externe proef worden overgemaakt aan het Algemeen Bestuur Onderwijs volgens de door dat bestuur bepaalde nadere regels.

Art.2.3.3-7. De resultaten van de gemeenschappelijke externe proef kunnen geen aanleiding geven tot de rangschikking van de leerlingen of scholen, behalve voor de behoeften die het resultaat zijn van de toepassing voor de diensten van de Regering van de decretales of reglementaire bepalingen. Het is verboden dit te vermelden, inzonderheid voor doeleinden inzake reclame of concurrentie tussen scholen.

De personeelsleden en de inrichtende machten van scholen die de resultaten van de gemeenschappelijke externe proef kennen, zijn daartoe tot beroepsgeheim gehouden. Bij overtreding wordt artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

De niet-naleving van het verbod op openbaarmaking is een oneerlijke praktijk in de zin van artikel 1.7.3-3.

Art.2.3.3-8. Het getuigschrift van de gemeenschappelijke kern wordt uitgereikt aan elke leerling die geslaagd is voor de gemeenschappelijke proef.

Art.2.3.3-9. § 1. De klassenraad kan het getuigschrift van de gemeenschappelijke kern uitreiken aan de leerling die niet geslaagd was voor of niet kon deelnemen aan de volledige of een gedeelte van de gemeenschappelijke externe proef.

§ 2. De klassenraad baseert haar beslissing, voor de respectieve vakken, op een dossier dat het afschrift van de verslagen van de laatste twee of drie schooljaren van de lagere Raad bevat, alsook een uitgebreid verslag van de titularissen over welke verwachtingen daadwerkelijk werden behaald door de leerling en alle andere elementen waarvan hij vindt dat er rekening mee moet worden gehouden

Wanneer een leerling minder dan twee schooljaren naar het secundair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap gaat, volstaat het afschrift van de verslagen van één schooljaar.

De klassenraad voegt nog elk ander element aan het dossier toe dat zij nuttig acht.

§ 3. Bij annulering door de Regering, in een of meer scholen, van de gemeenschappelijke externe proef van de gemeenschappelijke kern (of een gedeelte daarvan), kan de klassenraad oordelen dat de leerling voldoet aan de verwachtingen voor het (de) vak(ken) in kwestie.

De klassenraad baseert haar beslissing, voor de respectieve vakken, op een dossier dat het afschrift van de verslagen van de schooljaren van de lagere Raad bevat, alsook een uitgebreid verslag van de titularissen over welke verwachtingen daadwerkelijk werden behaald door de leerling en alle andere elementen waarvan hij vindt dat er rekening mee moet worden gehouden

Wanneer een leerling minder dan twee schooljaren naar het secundair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap gaat, volstaat het afschrift van de verslagen van één schooljaar.

De klassenraad voegt nog elk ander element aan het dossier toe dat zij nuttig acht.

§ 4. De notulen van de beslissingen van de klassenraad worden opgenomen in een ad-hocregister en bevatten de handtekening van de directeur en de leden van de klassenraad. Een lijst met de resultaten van de leerlingen die de externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift hebben gepresenteerd, wordt bij de notulen gevoegd.

Een eensluidend afschrift van deze lijst wordt overgemaakt aan de diensten van de Regering, binnen vijf schoolwerkdagen die volgen op de beslissing van de klassenraad.

Art.2.3.3-10. Er wordt een Raad van beroep tegen beslissingen tot weigering van het getuigschrift van de gemeenschappelijke kern ingericht volgens de door de Regering vastgelegde nadere regels.

De Raad van beroep kan de beslissing tot weigering van de getuigschrift van de gemeenschappelijke kern vervangen door een beslissing om het getuigschrift van de gemeenschappelijke kern wel uit te reiken.

#### TITEL IV. — *Schoolverandering*

Art.2.2.4.1-1. § 1. Een leerling mag zich niet inschrijven in een school na de eerste dag van het schooljaar indien hij reeds regelmatig is ingeschreven in een andere school of in een andere vestiging die een aparte telling geniet van hetzelfde onderwijsniveau.

In afwijking van het eerste lid, in het eerste jaar van het secundair onderwijs of, in toepassing van artikel 1.7.7-2, § 1, lid 2, wanneer er in september een deliberatie over hem plaatsvindt, mag de leerling die regelmatig is ingeschreven voor het lopende jaar zich inschrijven in een andere school of een andere vestiging die een aparte telling geniet van hetzelfde onderwijsniveau.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, mag de leerling in de volgende gevallen van school veranderen:

1° adreswijziging;

2° scheiding van de ouders met als gevolg een nieuwe woonplaats van de leerling;

3° de wijziging die beantwoordt aan een plaatsingsmaatregel genomen in toepassing van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan de jeugd, de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade of het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

4° de overstap van de leerling van een externaat naar een internaat (en omgekeerd);

5° het opnemen van de leerling, op initiatief van de ouders, in een ander gezin of in een centrum, om redenen van ziekte, van een reis of van de scheiding van de ouders;

6° de onmogelijkheid voor de persoon die effectief en alleen zorgt voor de huisvesting van de leerling, om de leerling in de gekozen school te houden, door het aanvaarden of verliezen van een job;

7° het afschaffen van het restaurant of de kantine van de school, een gratis of betalende vervoersdienst, of een opvangdienst 's ochtends en/of 's avonds, als de leerling gebruik maakte van een van deze diensten en de nieuwe school deze dienst verschaft;

8° de definitieve uitsluiting van de leerling op een andere school;

9° voor het basisonderwijs, het niet organiseren in de oorspronkelijke school of vestiging van het studiejaar van de leerling.

Wanneer een van deze omstandigheden een schoolverandering voor een leerling toestaan, geldt deze toestemming ook voor broers en zussen of voor elke minderjarige die onder hetzelfde dak woont.

§ 3. In geval van overmacht of absolute noodzaak en in het belang van de leerling kan een schoolverandering worden toegestaan voor redenen behalve de redenen die worden vermeld in § 2.

Onder absolute noodzaak in de zin van lid 1 moet worden verstaan alle gevallen waarin de leerling zich in een situatie van psychologische of pedagogische moeilijkheden bevindt zodat een verandering van school noodzakelijk blijkt.

De aanvraag voor verandering wordt ingediend door de ouders of door de meerderjarige leerling bij de directeur van de school waar de leerling is ingeschreven. Na verhoor van de ouders of de meerderjarige leerling kan de directeur:

1° de schoolverandering toestaan. De toestemming wordt ter informatie overgemaakt aan de algemene sturingsdienst voor scholen en PMS-centra.

In afwijking hiervan, als een school een hoger percentage van verandering van inrichting heeft dan het percentage vastgesteld door de Regering, wordt het advies van de directeur binnen de drie werkdagen na indiening van de aanvraag tot schoolverandering bezorgd aan de betrokken inspectiedienst.

In dit geval brengt de inspectiedienst, na verhoor van de ouders of de meerderjarige leerling en binnen de tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag, een gemotiveerd advies uit over de aanvraag. Het gebrek aan advies van de sturingsdienst voor scholen en PMS-centra binnen de opgegeven termijn wordt gelijkgesteld met een gunstig advies.

a) als het advies van de inspectiedienst gunstig is, wordt de verandering van school toegelaten;

b) als het advies van de inspectiedienst ongunstig is, wordt de aanvraag, samen met de gemotiveerde adviezen van de directeur en de betrokken inspectiedienst, onverwijld overgemaakt aan de Regering die binnen tien schoolwerkdagen na ontvangst van het verzoek een beslissing moet nemen. In dat geval wordt een gebrek aan antwoord binnen deze termijn gelijkgesteld met een toestemming.

2° de schoolverandering weigeren. Hij maakt zijn beslissing over aan de betrokken inspectiedienst, samen met een gemotiveerd advies, binnen drie schoolwerkdagen na indiening van het verzoek voor schoolverandering.

In dit geval brengt de inspectiedienst, na verhoor van de ouders of de meerderjarige leerling en binnen de tien schoolwerkdagen na ontvangst van de aanvraag, een gemotiveerd advies uit over de aanvraag. Het gebrek aan advies van de inspectiedienst binnen de opgegeven termijn wordt gelijkgesteld met een gunstig advies.

De aanvraag, samen met de gemotiveerde adviezen van de directeur en de betrokken inspectiedienst, wordt onverwijld overgemaakt aan de Regering die binnen tien schoolwerkdagen na ontvangst van het verzoek een beslissing moet nemen. In dat geval wordt een gebrek aan antwoord binnen deze termijn gelijkgesteld met een toestemming.

§ 4. De Regering bepaalt de nadere regels voor toepassing van dit artikel.

#### TITEL V. — *Huiswerk*

Art.2.2.5.1-1. Het huiswerk wordt aangepast aan het onderwijsniveau. Het moet altijd worden gemaakt zonder hulp van een volwassene. Moeten referentiedocumenten worden geraadpleegd, zorgt de school ervoor dat elke leerling hier toegang tot heeft, inzonderheid in het kader van openbare bibliotheken en computermateriaal van de school of materiaal dat gratis ter beschikking wordt gesteld.

Behalve in het kleuteronderwijs en de twee eerste jaren van het lager onderwijs, kan worden voorzien in huiswerk in de gemeenschappelijke kern.

Tijdens de eerste twee jaar van de lagere school worden activiteiten waarbij aan de leerling wordt gevraagd te lezen of zijn gezin of omgeving mondeling of grafisch voor te stellen niet beschouwd als huiswerk; deze activiteiten worden uitgevoerd tijdens de schooltijd, ongeacht het domein waarin ze passen.

Van het derde jaar van het lager onderwijs tot het derde jaar van het secundair onderwijs moet elke inrichtende macht erop toezien dat elke school, met inachtneming van de pedagogische verantwoordelijkheden van elke leerkracht of elk opvoedkundig team:

1° huiswerk opgeeft dat verband houdt met de leerstof die tijdens de lessen werden of zullen worden behandeld. Huiswerk mag in geen geval betrekking hebben op het verwerven van voorkennis die vereist is tijdens de lessen voor de behandeling van de leerstof;

2° rekening houdt met het kennisniveau en ritme van elke leerling bij het samenstellen van de inhoud van huiswerk, dat bijgevolg ook voor elk kind afzonderlijk mag worden gegeven;

3° de duur van het huiswerk beperkt tot ongeveer 20 minuten per dag in het derde en vierde jaar van het lager onderwijs en ongeveer 30 minuten per dag in het vijfde en zesde jaar van het lager onderwijs;

4° snel, voor alle huiswerk, een exclusief formatieve evaluatie uitvoert;

5° de leerling een redelijke termijn geeft voor de uitvoering van het huiswerk zodat dit ook dient als oefening timemanagement en zelfstandig werken.

#### TITEL IV. — *Evaluatie van de gemeenschappelijke kern*

Art.2.6.1-1. Vanaf schooljaar 2021-2022 en tot minstens 2030 evalueert de Regering jaarlijks de effecten van de nieuwe onderwijsorganisatie op grond van een verslag van de sturingscommissie.

Om zijn verslag op te stellen baseert de sturingscommissie zich inzonderheid op het verslag over de evaluatie van het bereiken van de verbeteringsdoelen van het onderwijssysteem bedoeld in artikel 1.5.2-2.

Het in het eerste lid bedoelde verslag betreft:

- de evolutie van de resultaten van de leerlingen bij de externe evaluaties die niet worden bekrachtigd met een getuigschrift, met inbegrip van de verspreiding en heterogeniteit ervan;
- de doeltreffendheid en effectiviteit van de stelsels voor differentiatie en persoonlijke begeleiding, alsook de ontwikkeling van didactische hulpmiddelen ter bevordering van deze differentiatie;
- de effectiviteit van de implementatie van culturele en artistieke opvoeding (Franse en lichamelijke expressie, muziekexpressie en plastische expressie), alsook technologische, manuele en digitale toepassingen, en hun bijdrage aan basisvaardigheden zoals schrijven, lezen, zich uitspreken, tellen en rekenen;
- de evolutie van het percentage blijvers en schoolveranderingen in de gemeenschappelijke kern;
- de evolutie van overstap naar gespecialiseerd onderwijs;
- de oriëntatie van leerlingen na de gemeenschappelijke kern.

De Regering kan andere indicatoren aan de evaluatie toevoegen.

Het verslag bedoeld in het eerste lid wordt voor de maand december van elk jaar door de Regering voorgelegd aan het Parlement. In voorkomend geval worden bij het verslag voorstellen tot aanpassingen gevoegd die noodzakelijk zijn om de implementatie van het nieuw pedagogisch continuüm voort te zetten rekening houdend met de verbeteringsdoelen van het hiervoor genoemde onderwijssysteem.

Bijlage bij het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs.

Indicatoren en referentiewaarden gekoppeld aan de verbeteringsdoelen bedoeld in artikel 1.5.2-2, lid 2.

Verbeterings-doel	Indicatoren	Referentiewaarde
<b>1. Kennis en competenties van de leerlingen aanzienlijk verbeteren;</b>	Indicator 1.1: Aandeel 15-jarigen met gemiddelde en hoge competenties in elk domein gedekt door PISA: wetenschappen, wiskunde en lezen	Referentiewaarde 1.1: Tegen 2030 het gemiddelde bereiken van de buurlanden op PISA-tests (dit betekent 76 tot 80% van de betrokken populatie geslaagd)
	Indicator 1.2: Aandeel 15-jarigen met hoge competenties in elk domein gedekt door PISA: wetenschappen, wiskunde en lezen	Referentiewaarde 1.2: Tegen 2030 het gemiddelde bereiken van de buurlanden op PISA-tests (dit betekent 12 tot 15% van de betrokken populatie geslaagd)
	Indicator 1.3: Resultaten van externe evaluaties in alle behandelde leerstof gemeten op basis van het gemiddelde resultaat van alle leerlingen (met inbegrip voor vorm 4 van het gespecialiseerd secundair onderwijs)	Referentiewaarde 1.3: Geen waarde berekend; grote verbetering verwacht
	Indicator 1.4: Aandeel jongeren van vorm 3 van het gespecialiseerd secundair onderwijs met een kwalificatiegetuigschrift Aandeel jongeren van vorm 1 en 2 van het gespecialiseerd secundair onderwijs met een competentieattest	Referentiewaarde 1.4: Geen waarde berekend; verbetering verwacht
<b>2. Aandeel jongeren met diploma hoger secundair onderwijs verhogen;</b>	Indicator 2: Aandeel jongeren tussen 20 en 24 jaar met diploma hoger secundair onderwijs onder jongeren van het grondgebied van de Federatie Wallonië-Brussel	Referentiewaarde 2: Tegen 2030 de Europese doelstelling halen, namelijk 85 % van de betrokken bevolking (huidige situatie: 79 % volgens cijfers Eurostat)



Verbeterings-doel	Indicatoren	Referentiewaarde
<b>3. De verschillen tussen de resultaten van de meest bevoorrechte en minst bevoorrechte leerlingen vanuit sociaaleconomisch standpunt verminderen;</b>	Indicator 3: Het verschil tussen de resultaten van de meest bevoorrechte en minst bevoorrechte leerlingen vanuit sociaaleconomisch oogpunt op PISA-tests	Referentiewaarde 3: Tegen 2030 het gemiddelde van dat verschil in de buurlanden (dit betekent met 112 punten verschil met 101 punten verschil)
<b>4. Zittenblijvers en schooluitvallers geleidelijk verminderen;</b>	Indicator 4.1: Aandeel leerlingen die worden beschouwd als "zittenblijvers" (wordt beschouwd als "zittenblijver", elke leerling die twee opeenvolgende schooljaren is ingeschreven voor hetzelfde studiejaar) in een bepaald schooljaar, onder de leerlingen van het gewoon basisonderwijs en de 6 eerste jaren van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan	Referentiewaarde 4.1: Vermindering met 50 % tegenover huidige situatie tegen 2030 (van 7,6 % in 2016-2017 naar 3,8% in 2030-2031: in basisonderwijs, van 3,0 % naar 1,5 % en in secundair van 12 % naar 6 %, om de vermindering van schoolachterstand te bevorderen en van 17 % van de leerlingen met achterstand in het 5e lager in 2016-2017 naar 10 % in 2030-2031 en van 59 % leerlingen met vertraging in het 5e secundair in 2016-2017 naar 40 % in 2030-2031)
	Indicator 4.2: Aandeel leerlingen die worden beschouwd als "schooluitvallers"1 in een bepaald schooljaar, onder de leerlingen van het 3e, 4e en 5e secundair met volledig leerplan	Referentiewaarde 4.2: Vermindering met 50 % tegenover huidige situatie tegen 2030 (van 5,4 % in 2016 naar 2,7 % in 2030)
	Indicator 4.3: Aandeel leerlingen in gespecialiseerd onderwijs in België die niet meer ingeschreven zijn in een school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap in het volgende schooljaar, terwijl ze van 15 naar 17 jaar geslaagd zijn	Referentiewaarde 4.3: Geen referentiewaarde berekend.
<b>5. Schoolveranderingen binnen gemeenschappelijke kern verminderen;</b>	Indicator 5: Aandeel leerlingen dat van inrichting verandert2 tussen twee opeenvolgende schooljaren onder de leerlingen ingeschreven van het 1e tot het 6e lager en van het 1e tot het 3e secundair in het gewoon onderwijs met volledig leerplan. Tussen 2015-2016 en 2016-2017 bedraagt het veranderingspercentage in het lager onderwijs 12 % en in het secundair onderwijs 22 %	Referentiewaarde 5: Volgt nog
<b>6. De inclusie van leerlingen met specifieke behoeften in het gewoon onderwijs geleidelijk verhogen;</b>	Indicator 6.1: Percentage begeleide leerlingen in het gespecialiseerd onderwijs tegenover de totale schoolbevolking	Referentiewaarde 6.1: Tegen 2030 het percentage begeleide leerlingen in het gespecialiseerd onderwijs opnieuw op het niveau van 2004 brengen
	Indicator 6.2: Aandeel van leerlingen ingeschreven in het gespecialiseerd onderwijs in jaar t en ingeschreven in het gewoon onderwijs in t+1	Referentiewaarde 6.2: Geen waarde berekend; stijging verwacht
<b>7. De indexen voor welzijn op school en de verbetering van het schoolklimaat kan verhogen</b>	Indicator 7: Uit te werken in het kader van een multidimensioneel en systemisch onderzoek, om de 5 jaar bij de verschillende doelgroepen van de school zal worden gevoerd, zowel in het gewoon onderwijs als in het gespecialiseerd onderwijs (leerlingen, ouders, educatief teams), om de relaties binnen de schoolgemeenschap te onderzoeken, het plezier om te leren en les te geven, de leeromgeving, de veiligheid, de fysieke omgeving, het gevoel ergens bij te horen, en zich te baseren op de gegevens over uitsluiting, absentie van leerlingen, stabiliteit van de educatief teams ... Het onderzoek zal tot doel hebben de volgende evoluties te controleren: - % van de leerlingen verklaren blij te zijn dat ze naar school mogen; - % van de leerkrachten, directies en andere personeelsleden verklaren zich te ontwikkelen in hun job en tevreden zijn met hun arbeidsomstandigheden; - % van de ouders die vertrouwen hebben in de school verklaren dat ze tevreden zijn met de begeleiding van hun kind op school	Referentiewaarde 7: Volgt nog;

<sup>1</sup> De leerling die het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan verlaat tussen twee schooljaren wordt beschouwd als "uitgevallen". Dit zijn meer bepaald jongeren die voor volgend schooljaar niet langer ingeschreven zijn en een inrichting georganiseerd of gesubsidieerd door de Federatie Wallonië-Brussel.

<sup>2</sup> Een leerling die op 15 januari is ingeschreven in een inrichting en die, op 15 januari van het volgende jaar, is ingeschreven in een andere inrichting wordt beschouwd als "van school veranderd".

### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

#### Afdeling I. — Opheffings-en wijzigingsbepalingen

**Art. 3.** De volgende regels worden opgeheven per 1 september 2020:

1° in de wetten inzake het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957:

- a) de artikelen 8 tot 10;
- b) de artikelen 13 tot 15;
- c) artikel 16, punt 3°;
- d) artikel 23, lid 3;

2° in de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving:

- a) artikel 2;
- b) de laatste zin van artikel 3, paragraaf 1, lid 1;
- c) de artikelen 4 tot 6;
- d) de artikelen 8 tot 8ter;
- e) artikel 9;
- f) artikel 11;
- g) in artikel 12, paragraaf 1, lid 1 en 3, en paragraaf 1bis, lid 1;
- h) artikel 24, paragraaf 2, 2ter, en 2septies;
- i) artikel 33bis;
- j) de artikelen 41 tot 43;

3° in de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs:

- a) artikel 9, lid 2 tot 4;
- b) artikel 10, lid 3 tot 5;
- c) de artikelen 11 en 12;

4° in de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, in artikel 1, paragraaf 2;

5° in de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs:

- a) artikel 3;
- b) artikel 4bis, paragraaf 1 en 5;
- c) de artikelen 8 en 10bis;

6° in de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht:

- a) artikel 1, met uitzondering van paragraaf 1, lid 1 en 2, van paragraaf 3, en paragraaf 4bis, punt 2° e 3°;
- b) de artikelen 2 tot 6;

7° het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs;

8° in het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, in artikel 4bis, de paragrafen 1 tot 5.

9° in het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren:

- a) de artikelen 2 en 3;
- b) in artikel 4, lid 1 tot 3 en lid 6;
- c) de artikelen 6 tot 12;
- d) in artikel 16, paragraaf 2, lid 2 tot 5, met uitzondering van de tweede zin van lid 5, en paragraaf 3;
- e) artikel 16bis;
- f) in artikel 17, paragrafen 4 en 5;
- g) de artikelen 18 en 19;
- h) in artikel 27, de paragrafen 3 tot 5;
- i) in artikel 36, de paragrafen 3 tot 5;
- j) artikel 39;
- k) artikel 39bis, paragraaf 2;
- l) de artikelen 44, 45, 47 en 48;
- m) in artikel 50, paragraaf 3 en paragraaf 4, lid 1;
- n) de artikelen 51 en 52;
- o) artikel 61;
- p) Hoofdstuk Vbis;
- q) Hoofdstuk VII;
- r) Hoofdstuk VIII;

- s) de artikelen 76, met uitzondering van lid 3 en 6, 77 en 77bis;
- t) in artikel 78, de paragrafen 1 tot 3;
- u) artikel 79, § 1;
- v) artikel 79bis;
- w) artikel 80, met uitzondering van lid 2 van paragraaf 1;
- x) de artikelen 81 tot 87;
- y) artikel 88, met uitzondering van lid 2 van paragraaf 1, en van paragraaf 3;
- z) de artikelen 89 tot 94;
- aa) de artikelen 101, 101 en 102;
  - bb) Hoofdstuk XIbis;

10° in het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving:

- a) in artikel 2, de punten 1 tot 3°;
- b) de artikelen 14 tot 17;

11° in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 houdende vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs, de artikelen 23 tot 32;

12° het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs;

13° in het decreet van 3 maart 2004 betreffende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs:

- a) in artikel 4, paragraaf 2, punt 2°;
- b) de artikelen 6, 7 en 45;
- c) de artikelen 120 tot 123;
- d) artikel 130;

14° het decreet van 20 juli 2006 betreffende de onderhandeling met de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra;

15° in het decreet van 12 januari 2007 betreffende de versteviging van de opvoeding tot verantwoordelijk en actief burgerschap binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen:

- a) de artikelen 4 tot 13;
- b) de artikelen 15 tot 19.

16° in het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs:

- a) de artikelen 4 tot 8;
- b) artikel 10;
- c) de artikelen 13 tot 15.

17° in het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap:

- a) Hoofdstuk I;
- b) Hoofdstuk II;
- c) in Hoofdstuk III, de artikelen 5 tot 17, 23 en 24;

18° het decreet van 30 april 2009 betreffende ouderverenigingen en representatieve organisaties van ouders van leerlingen;

19° in het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie:

- a) in artikel 4, de punten 1°, 3° en 10°;
- b) de artikelen 5 en 6;
- c) de artikelen 19 en 20;
- d) artikel 23, lid 3;
- e) artikel 24;
- f) artikel 25, lid 1;
- g) de artikelen 31 tot 36.

**Art. 4.** De volgende regels worden geleidelijk opgeheven bij de inwerkingtreding van de gemeenschappelijke kern bepaald in artikel 20:

1° in de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs:

- a) artikel 9, lid 1;
- b) artikel 10, lid 1 en 2;

2° in de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs:

- a) de artikelen 1 en 2;

b) de artikelen 9, 9*bis*, 9*ter* en 10;

3° in de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, artikel 1, paragraaf 1, lid 2, en paragraaf 4*bis*, de punten 2° en 3°;

4° in het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren:

a) artikel 4, lid 4 en 5;

b) artikel 5;

c) in artikel 13, de paragrafen 1, 3 en 4;

d) artikel 14;

e) artikel 15, lid, lid 2, punten 1° en 2°, en lid 3;

f) in artikel 16, paragraaf 1 en paragraaf 2, lid 1 en de tweede zin van lid 5;

g) in artikel 17, de paragrafen 1 tot 3;

h) de artikelen 20 tot 26;

i) in artikel 27, de paragrafen 1 tot 2;

j) de artikelen 28 tot 31;

k) de artikelen 34 en 35;

l) in artikel 36, de paragrafen 1 tot 2*bis*;

m) de artikelen 37 en 38;

n) in artikel 50, de paragrafen 1 en 2;

o) artikel 54;

p) artikel 55;

q) artikel 62;

r) artikel 76, lid 3 en 6;

s) in artikel 78, paragraaf 4;

t) in artikel 79, de paragrafen 2, 3, met uitzondering van lid 1, 4 tot 6;

u) in artikel 80, paragraaf 1, lid 2;

v) in artikel 88, paragraaf 1, lid 2, en paragraaf 3;

w) artikel 94;

5° in het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving:

a) artikel 2, 10°, 14° *ter*, 17°, 18°, 20°, 21°, 23° en 24°;

b) de artikelen 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11 en 12;

c) in artikel 32, de paragrafen 1, 4 en 5;

6° het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen uit het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, met uitzondering van artikel 35 en Titel III/2;

7° het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste Raad van het secundair onderwijs;

8° in het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, de artikelen 9 en 11;

9° in het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de artikelen 18 tot 22;

10° in het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie:

a) artikel 23, lid 1 en 2;

b) artikel 25, lid 2 tot 4;

c) artikel 26;

d) de artikelen 28 tot 30.

**Art. 5.** Vanaf 1 september 2028, in de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, worden de termen “van de tweede Raad” in de artikelen *4bis*, § 3, *4ter*, § 2, *4quater*, § 1<sup>er</sup>, *4quinques*, § 1, systematisch vervangen door de termen “in het vierde jaar”.

**Art. 6.** Artikel 58 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs wordt vervangen door:

“Artikel 58.-Dit hoofdstuk is van toepassing op het niet-universitair hoger onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.”.

**Art. 7.** In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden aan artikel 50, § 4, de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, worden de woorden “In afwijking van het vorige lid” vervangen door de woorden “In afwijking van artikel 1.3.1-1, 49°, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs”;

2° in het derde lid:

a) worden de woorden “In afwijking van het eerste lid” vervangen door de woorden “In afwijking van artikel 1.3.1-1, 47°, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs”;

b) worden de woorden “van de artikelen 40 en 47, § 2” vervangen door de woorden “van artikel 1.4.3-2, § 4, lid 2, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs”;

In hetzelfde decreet, in Hoofdstuk X, wordt een artikel 94/1 ingevoegd, luidende:

“Artikel 94/1. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de lagere Raad van het secundair onderwijs bedoeld in artikel 1.2.1-4 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs”.

**Art. 8.** Artikel 4 van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen wordt aangevuld met een lid luidende:

“De hogescholen die het neutraliteitsbeginsel moeten respecteren of die beslissen om zich eraan te verbinden, voegen een uitdrukkelijke verwijzing naar Boek 1, Titel 7, Hoofdstuk 4 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs toe aan hun pedagogisch, sociaal en cultureel project.”.

**Art. 9.** De termen “en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs” worden verwijderd uit de titel van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs.

**Art. 10.** Na artikel 9, in Hoofdstuk II van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt een artikel 9/1 ingevoegd luidende:

“Artikel 9/1. “De inrichtingen die het neutraliteitsbeginsel moeten respecteren of die beslissen om zich eraan te verbinden, voegen een uitdrukkelijke verwijzing naar Boek 1, Titel 7, Hoofdstuk 4 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs toe.”.

**Art. 11.** Aan artikel 11 van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, wordt het volgende lid toegevoegd:

“Wanneer nieuwe referentiesystemen worden aangenomen of belangrijke wijzigingen worden aangebracht aan de bestaande referentiesystemen, onderzoekt de Regering, na advies van COCOFIE, de mogelijkheid om de disciplines of groepen van verbonden vakken te wijzigen.”.

**Art. 12.** In het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt aan artikel 1 een paragraaf 4 en een paragraaf 5 ingevoegd luidende:

“§ 4. “Via bemiddeling door de federaties van inrichtende machten waarbij ze zijn aangesloten, nemen de inrichtende machten bedoeld in paragraaf 2 deel aan de onderhandelingen bedoeld in Boek 1, Titel 6, Hoofdstuk 5, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs.

§ 5. De inrichtende machten bedoeld in paragraaf 2 van het officieel onderwijs worden onderworpen aan het neutraliteitsbeginsel zoals bepaald in Boek 1, Titel 7, Hoofdstuk 4, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs. Het niet-confessioneel vrij onderwijs kan het neutraliteitsbeginsel naleven volgens de nadere regels vastgelegd in deze bepalingen.”.

**Art. 13.** In het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt artikel 2 aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

“Via bemiddeling door de federaties van inrichtende machten waarbij ze zijn aangesloten, nemen de inrichtende machten van het kunstonderwijs met beperkt leerplan deel aan de onderhandelingen bedoeld in Boek 1, Titel 6, Hoofdstuk 5, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs.”.

*Afdeling II. — Overgangsbepalingen*

**Art. 14.** Tijdens de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022, voor de scholen die nog geen doelstellingenovereenkomst hebben afgesloten overeenkomstig Titel 5, Hoofdstuk 2, Afdeling 1, van dit Wetboek, blijft artikel 13 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, van toepassing in de formulering die het had voor het aannemen van het decreet van 13 september 2018 tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, om een nieuw sturingskader te ontwikkelen, waarbij de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinrichtingen contractueel worden vastgelegd.

**Art. 15.** Tijdens de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022, voor de scholen die nog geen doelstellingenovereenkomst hebben afgesloten overeenkomstig Titel 5, Hoofdstuk 2, Afdeling 1, van dit Wetboek, blijft artikel 67/1 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, van toepassing in de formulering die het had voor het aannemen van het decreet van 13 september 2018 tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, om een nieuw sturingskader te ontwikkelen, waarbij de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinrichtingen contractueel worden vastgelegd.

**Art. 16.** Het jaarlijks verslag bedoeld in artikel 1.5.2-2, lid 5, van het Wetboek wordt voor de eerste keer aan het Parlement voorgelegd tijdens het jaar 2021.

**Art. 17.** Artikel 1.7.2-2, § 2, is van toepassing op het derde jaar van het gewoon kleuteronderwijs tijdens het schooljaar 2020-2021.

**Art. 18.** Artikel 1.7.2-2, § 1, is niet van toepassing voor leerlingen van het derde jaar van het gewoon kleuteronderwijs tijdens het schooljaar 2020-2021.

In afwijking van artikel 1.7.2-2, § 1, lid 2, 2° en 3°, in het gewoon en gespecialiseerd kleuteronderwijs, indien een inrichtende macht aantoonde dat zij voor 14 maart 2019 een overeenkomst heeft gesloten in het kader van de organisatie van een culturele of sportieve activiteit of een pedagogische uitstap die gepland staat voor de schooljaren 2020-2021 of 2021-2022, moet zij de door de Regering vastgelegde maximumbedragen voor de organisatie van deze activiteit of uitstap respecteren.

De diensten van de Regering zijn gemachtigd om de naleving van de voorwaarde in het vorige lid te controleren.

*Afdeling III. — Inwerkingtreding*

**Art. 19.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2020, met uitzondering van de bepalingen van Boek 1, Titel 6, Hoofdstuk 2 en Hoofdstuk 4, die in werking treden op de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 20.** De drie jaren van het kleuteronderwijs worden georganiseerd in een gemeenschappelijke kern vanaf het schooljaar 2020-2021. De twee eerste jaren van het lager onderwijs worden georganiseerd in een gemeenschappelijke kern vanaf schooljaar 2021-2022. Elk volgend schooljaar wordt één extra jaar van het lager onderwijs georganiseerd in een gemeenschappelijke kern zodat het zesde jaar van het lager onderwijs vanaf schooljaar 2025-2026 wordt georganiseerd volgens deze nadere regels.

De lagere graad van het secundair onderwijs wordt georganiseerd met een gemeenschappelijke kern vanaf schooljaar 2026-2027 voor het eerste jaar, vanaf schooljaar 2027-2028 voor het tweede jaar en vanaf schooljaar 2028-2029 voor het derde jaar.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Brussel, belast met de voogdij op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Documenten van het Parlement.

Ontwerpdecreet, nr. 819-1

– Commissieamendementen, nr. 819-2.

– Commissieverslag, nr. 819-3.

– Tekst aangenomen door de commissie, nr. 819-4.

– Vergaderingsamendementen, nr. 819-5.

– Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 819-6

Integraal verslag.

– Bespreking en aanneming.

Vergadering van 2 mei 2019.